

**LE TEMPOREL ET LA SITUATION FINANCIÈRE
DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ORDRE DE CLUNY
DU XII^E AU XIV^E SIÈCLE**

**PARTICULIÈREMENT DANS
LES PROVINCES FRANÇAISES**

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

par

GUY DE VALOUS

BIBLIOTHÉCAIRE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ABBAYE SAINT-MARTIN, LIGUGÉ (VIENNE)
A. PICARD, 82, RUE BONAPARTE, PARIS-VI^e

1935

LE TEMPOREL ET LA SITUATION FINANCIÈRE
DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ORDRE DE CLUNY
DU XII^E AU XIV^E SIÈCLE

PARTICULIÈREMENT DANS
LES PROVINCES FRANÇAISES

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

par

GUY DE VALOUS

BIBLIOTHÉCAIRE A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ABBAYE SAINT-MARTIN, LIGUGÉ (VIENNE)
A. PICARD, 82, RUE BONAPARTE, PARIS-VI^e

1935



**LE TEMPOREL ET LA SITUATION FINANCIÈRE
DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ORDRE DE CLUNY
DU XII^e AU XIV^e SIÈCLE**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550426_0010

BIBLIOGRAPHIE (1)

Sources manuscrites

B. N., ms. lat. 942. *Notes sur les revenus et charges de l'abbaye de Cluny*, à la suite d'une copie du XVIII^e siècle de l'*Ordo Cluniacensis* du moine Bernard (f^o 84, v^o-106, r^o).

PROCÈS-VERBAUX DES CHAPITRES GÉNÉRAUX DE L'ORDRE DE CLUNY

- 1^o *Collection des procès-verbaux de l'ordre de Cluny* (1259-1757) (Bibl. de la Chambre des Députés, B''89), 35 vol. in-4^o, copie du XVIII^e siècle. Les vol., 101, 102, 103, 104, 105, 106, 115 et 116 se rapportent à notre période.
- 2^o *Recueil des définitions* [ou décisions] *des Chapitres généraux de Cluny* (B. N., nouv. acqu. lat. 2263, XV^e siècle).
- 3^o *Extraits des Procès-verbaux des chapitres généraux* (B. N., Collec. de Bourgogne, vol. 90, XVIII^e siècle).

VISITES DE L'ORDRE

Rôles originaux des visites des maisons de l'ordre de Cluny (1262-1299) et (1301-1450) (B. N., nouv. acqu. lat. 2270 et 2271, ainsi que, dans vol. 82 de la Collec. de Bourgogne, n^{os} 342, 354, 362, 367, 372, 391; nouv. acqu. lat. 2277, n^o 3; nouv. acqu. lat. 2279, n^{os} 10, 13, 18; nouv. acqu. lat. 2293 et 1503).

REGISTRES DE COMPTES

Pensions dues à Cluny (B. N., Nouv. acqu. lat. 10938, f^o 80 et ss.), XIII^e siècle.

Autre liste de 1377 (*Ibid.*, Nouv. acqu. lat. 17717), XV^e siècle.

(1) Nous ne mentionnons ici que les ms, collections et ouvrages concernant plus particulièrement cette partie de notre étude consacrée à la temporalité clunisienne et nous renvoyons le lecteur pour les autres sources et références ne se rapportant pas exclusivement à cette partie à la bibliographie placée en tête de notre travail : *Le monachisme clunisien des origines au XV^e siècle. Vie intérieure des monastères et organisation de l'ordre.*

Registre de la pilancerie de l'abbé de Cluny (*Ibid.*, ms. lat. 9878, f° 1-84, 107, 109-110), xiv^e-xv^e siècles.

Registre contenant les actes d'administration des abbés de Cluny Raymond de Cadoène et Robert de Chaudesolle (*Ibid.*, ms. lat. s. 9879), xv^e siècle.

Autres registres pour les xv^e et xvi^e siècles contenant des comptes et pièces comptables. Copies du xvi^e au xviii^e siècle sans grand intérêt pour la plupart. Arch. Nat., LL. 1381, LL. 1394 ; H. 3623 ; H. 3632.

Registres Censiers de l'abbaye de Moissac ; Arch. Nat., S. 3304, T. 479, xiv^e siècle.

— de Saint-Martin-des-Champs. (*Ibid.*, LL. 1378-1380), 1263-1292,

— de Saint-Martin-des-Champs : « Registre Bertrand » (1340) : sorte de manuel d'administration à l'usage du prieur de Saint-Martin-des-Champs (*Ibid.*, LL. 1355).

Dépenses de la table du prieur de Saint-Martin-des-Champs (11 août 1438 - 21 juin 1439) (*Ibid.*, LL. 1383).

CARTULAIRES

Arles-sur-Tech : 1^o Copie de 1600 (Arch. dép. Pyrénées-Orientales, H. 52).

2^o Extraits (B. N., Collec. Baluze, t. CVII, ff^{os} 272-296 ; t. CXVII, ff^{os} 267-319, 338-344).

Beaulieu-en-Argonne : Extraits faits en 1744 du Cartulaire du chambrier de l'abbaye sur l'original aujourd'hui perdu (B. N., Col. de Champagne, t. III, ff^{os} 61-63, 67, 73, 79-89, 102).

Carennac : Recueil de titres fait en 1667 (B. N., Col. Doat, vol. 123 ff^{os} 1-59).

Coincy (B. N., fr. 12021), Copie du xvii^e siècle.

Figeac : Recueil de titres (B. N., col. Doat, vol. 126), xvii^e siècle.

Gournay : 1^o (Arch. Nat., L. L. 1397), xiii^e siècle ;

2^o Autre du xvi^e siècle (*ibid.*, 1398).

La Daurade (Arch. dép. Haute-Garonne, H. non coté).

Lavoûte. Extraits du cartulaire faits en 1460 (B. N., collec. de Bourgogne, vol. 82, n^o 526).

Lezat, 1^o Cartulaire de 1248 (B. N. ms. lat. 9189), xiii^e siècle ;

2^o Recueil de titres (1668), 5 vol. in-f^o (*ibid.*, col. Doat, vol. 98 à 102).

Lihons-en-Santerre (*ibid.*, ms. lat. 5460), xiii^e siècle avec additions postérieures.

Longueville : 1^o Recueil de titres, xv^e siècle (*ibid.* ms. lat. 10059).

2^o Autre, xviii^e siècle (Bibl. ville de Dieppe, ms. 46).

Moissac, Recueil de titres composé en 1669, 4 vol. in-f^o.

(B. N., col. Doat, 128 à 131).

Montierneuf : 1^o Recueil de titres (Bibl. Poitiers, col. Dom Fonteneau, vol. XIX, 11-680) ;

2^o Autre composé en 1653 (B. N., ms. lat. 12685, ff^{os} 151-186).

- Mozac** : 1° Recueil de titres (B. N. ms. lat. 12684, ff^{os} 95-107), **xviii^e** siècle.
 2° Extraits faits au **xvii^e** siècle sur l'original aujourd'hui perdu (*Ibid.*, nouv. acq. lat. 7455, ff^{os} 319-323).
Nanteuil (Arch. dép. Oise, H. non coté) (1097-1405), **xiv^e-xv^e** siècle.
Saint-Denis de la Charité : 1° Copie du **xvi^e** siècle (Arch. Nat., S. 1056).
 2° et 3° Copies du **xvii^e** siècle (*Ibid.* LL. 1399 et 1400).
Saint-Etienne de Nevers : 1° Extraits **xvii^e** siècle (B. N., col. Baluze, vol. XLI, ff^{os} 71-76).
 2° Fragments du **xv^e** siècle (Arch. dép. Nièvre, H. 58^B).
 3° Recueil de titres formé en 1674 (*ibid.*, H. 58^A).
Saint-Martin-des-Champs : 1° Cartulaire de la chambrerie de Saint-Martin-des-Champs (1350) (Arch. Nat., LL. 1374).
 2° Cartulaire de l'hôtellerie de Saint-Martin-des-Champs (1418) (*ibid.*, LL. 1358).
Saint-Vivant-sous-Vergy, Cartulaire 1200-1330 (Arch. dép., Côte-d'Or, H. non coté), **xiv^e** siècle.
Souigny : 1° Cartulaire constitué au **xvii^e** siècle (Arch. dép. Allier, H. non coté).
 2° Extraits faits au **xvii^e** siècle (B. N. ms. lat. 13819, f^{os} 303-307).
Valenciennes, fragment du **xiii^e** siècle (Bibl. Valenciennes, ms. 751, ff^{os} 26-37).
Vézelay : 1° Bullaire (Bibl. Auxerre, ms. 227, ff^o 22-63), **xii^e** siècle.
 2° Recueil de titres constitué au **xviii^e** siècle (B. N., ms. lat. 12703, ff^{os} 281-309).

Sources imprimées

COUTUMES ET STATUTS

- Antiquiores consuetudines Udalrici*, éd. D. Luc d'Achery, (*Spicilegium*. Parisiis, 1723, in-f^o. I, 639-703. Reproduit dans Migne, Patrol. lat., t. CXLIX, 635-778).
Ordo Cluniacensis Bernardi monachi, éd. M. Herrgott dans *Vetus disciplina monastica*, Parisiis, 1726, in-4^o, 133-364.
PIERRE LE VÉNÉRABLE, *Petri Venerabilis... Statuta* (*Bibliotheca Cluniacensis*, Parisiis, 1614, in-1^o, 1353 et sq. Reprod. dans Migne, Patrol. lat., t. CLXXXIX, 123 et sq.).
HUGUES V, *Hugonis V... Statuta* (*Bibl. Cluniac.*, 1457 et sq.).
Statuta quædam alia (*ibid.*, 1471 et sq.).
BERTRAND, *Statuts de Bertrand, abbé de Cluny* (1301) (pub. par C. Douais, dans *Bull. hist. et philol. du Comité des trav. hist. et scientif.* Paris, 1892, in-8^o, 383-415).
YVES II, *Statuta Ivonis II...* (dans Baluze, *Miscellanea*, Parisiis 1715, in-8, II, 244-247).
JEAN III DE BOURBON, *Statula... per... Johannem de Bourbonio... MCCCCLVIII* (dans *Bibliotheca Cluniacensis*, 1593 et ss.).

VISITES ET CHAPITRES GÉNÉRAUX

- BRUEL (A.), *Visites des monastères de l'ordre de Cluny de la province d'Auvergne* (Bibl. Ecole des Chartes, t. XXXVIII (1877), 114-127 ; t. LII (1891), 64-117).
- CHEVALIER (Ulysse), *Visites des monastères de l'ordre de Cluny dans la province de Lyon* [à la suite du] *Cartulaire de Paray-le-Monial*, 128 et sq. Paris, 1891, in-8°.
- DUCKETT (George Floyd), *Monasticon Cluniacense Anglicanum or Charters and records among the archives of the ancient abbey of Cluni from 1077 to 1534*, s. l. [Lewes], 1888, 2 vol. in-4°.
- *Visitations and chapters general of the order of Cluni in respect of Alsace, Lorraine transjurane, Burgundy (Switzerland) and other parts of the province of Germany from 1269-1529...*, London, 1893, in-4°.
- *Visitations of English Cluniac foundations*, London, 1890, in-4°.
- KERN (Léon), *Les chapitres et visites concernant les prieurés suisses de l'ordre de Cluny des origines à 1500*. Berne, in-4° [Sous presse] (1)
- LUCE (Siméon), *Visite par les prieurs de Barbezieux et de Saint-Sauveur de Nevers des monastères de la Congrégation de Cluny situés dans la province de Poitou* (Bibl. de l'Ecole des Chartes, t. XX (1859), 237-246).
- REDET (I.), *Visites des monastères de l'ordre de Cluny situés dans la province de Poitou* (1330, 1343) (*Archives historiques du Poitou*, t. IV (1875), 407-424).
- ROBERT (Ulysse), *Etat des monastères espagnols de l'ordre de Cluny aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles* (*Boletín de la real academia de la historia*, Madrid, XX (1892), 321-431).
- *Etat des monastères franc-comtois de l'ordre de Cluny aux XIII^e-XV^e siècles*, Lons-le-Saulnier, 1882, in-8°.
- ROMAN (J.), *Visites faites dans les prieurés de l'ordre de Cluny du Dauphiné de 1280 à 1303*, Montbéliard, 1883, grand in-8°.

CARTULAIRES ET RECUEILS D'ACTES

- Allemagne* (Province d') : DUCKETT (G.-Fl.), *Visitations and Chapters gen*, op. cit., 333-375.
- Angleterre* (Province d') : DUCKETT, *Monasticon Cluniacense Anglicanum*, op. cit.
- Barbezieux* : *Cartulaire du prieuré de Notre-Dame de Barbezieux dans Barbezieux, son prieuré aux XI^e-XII^e siècles*. Saintes, 1911, in-8° (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XLI).
- Castelacre* : [Recueil d'actes] dans CARTHEW (G.-A.), *The hundred of*

(1) Cette publication m'a été fort aimablement communiquée en épreuves par l'auteur, archiviste fédéral des Archives de la Confédération suisse.

- Launditch and deanery of Brisley, evidences and notes from public records.* Norwich, 1877-1879, in-8, 117-134.
- Châlon** : CANAT DE CHIZY (Paul), *Cartulaire du prieuré de Saint-Marcel de Chalon-sur-Saône*, Chalon-sur-Saône, 1894, in-8°.
- Cluny** : BRUEL (Alexandre), *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny formé par Auguste Bernard, complété, révisé et publié* par Alexandre Bruel. Paris, 1876-1903, 6 vol. in-4° (Collection des Documents inédits).
- Domène** : [MONTEYNARD (Ch. de)], *Cartulare monasterii Petri et Pauli de Domina, Cluniacensis ordinis, Gratianopolitane diocesis.* Lugduni, 1859, in-8°.
- La Charité** : LESPINASSE (René de), *Cartulaire du prieuré de La Charité-sur-Loire (Nièvre), ordre de Cluny.* Nevers, 1887, in-8°.
- Lewes** : DANIEL-TYSSEN (J.-R.), *Documents relating to Lewes priory, with translation.* Lewes, 1873, in-8° (Sussex archeol. soc. Collections, XXV, 136-151).
- Longpont** : [MARION (A.)], *Cartulaire du prieuré de Notre-Dame de Longpont, de l'ordre de Cluny, au diocèse de Paris.* Lyon, 1880, in-8°.
- Montacute** : *Two cartularies of the Augustinian priory of Bruton and the Cluniac priory of Montacute.* London, 1894, in-8° (Somerset Record Society).
- Nantua** : BROSSARD (J.), *La légende de Saint-Amand, l'abbaye de Nantua et la ville d'Orindinse. Petit cartulaire de Nantua*, Bourg, 1889, in-8°.
- Nogent-le-Rotrou** : SOUANCÉ (V^{te} de) et abbé C. Métais, *Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou (1031-1789), Histoire et cartulaire*, Vannes 1899, in-8°.
- Paray** : CHEVALIER (Ulysse), *Cartulaire du prieuré de Paray-le-Monial, ordre de Saint-Benoît, suivi d'un appendice de chartes et de visites de l'ordre de Cluny*, Paris, 1890, in-8° (Collection des Cartulaires Dauphinois, VIII, 2).
- Pontefract** : HOLMES (Richard), *Chartulary of St John of Pontefract*, s. 1. [Leeds], 1899-1902, 2 vol. in-8° (Yorksh. archeol. soc. record series, XXV, XXX).
- Romainmôtier** : GINGINS-LA SARRA (Fr. de), *Cartulaire de Romainmôtier*, Lausanne, 1844, in-8° (*Mémoires et Doc. publ. par la Soc. d'hist. de la Suisse romande*, in-8°, I, XII, 417-575, 903-915).
- Saint-Bertin** : GUÉRARD (Benjamin), *Cartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin.* Paris, 1841, in-4° (Collection des Documents inédits).
- MORAND (F.), *Appendice au cartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin.* Paris, 1867, in-8°.
- HAIGNERÉ (abbé D.), *Les chartes de Saint-Bertin, d'après le grand cartulaire de Dom Ch. Jos. Dewitte (648-1779), publiées ou analysées* par l'abbé D. Haigneré, Saint-Omer, 1866-1899, 4 vol. in-4° (*Société des Antiquaires de la Morinie*).
- Saint-Christophe-en-Halatte** : VATTIER (abbé A.), *Cartulaire du*

- prieuré de Saint-Christophe-en-Halatte*. Senlis, 1876, in-4° (*Comité archéologique de Senlis*).
- Saint-Eutrope de Saintes* : AUDIAT (Louis), *Saint-Eutrope et son prieuré* (*Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. VI, (1875) 249-448 ; t. III (1876) 17-296 ; t. XIX, (1891) 234-252).
- Saint-Flour* : BOUDET (Marcellin), *Cartulaire du prieuré de Saint-Flour*, t. I (972-1275). Monaco, 1902, in-4°.
- Saint-Leu, d'Esserent* : MULLER (Eugène), *Cartulaire du prieuré de Saint-Leu d'Esserent*. Montdidier, 1900-1901, in-4° (*Publication de la Soc. hist. et archéol. du Vexin*).
- Saint-Martin-des-Champs* : Martiniana, *id est litteræ, cartæ, privilegia et documenta... foundationes, donationes et confirmationes... monasterii seu prioratus conventualis S. Martini a Campis*. Parisiis, 1608, in-8°.
- DEPOIN (Joseph), *Recueil des chartes et documents de Saint-Martin-des-Champs, monastère parisien*. Ligugé, Paris, 1912-1921, 5 vol. in-8° (*Archives de la France monastique*, t. XIII, XVI, XVIII, XX, XXI) [continué dans la *Revue Mabillon*, t. XV (1925), 168-196, 318-329].
- Saint-Mont* : JAURGAIN (Jean de) et Justin MAUMUS, *Cartulaire du prieuré de Saint-Mont*. Paris, Auch, 1904, in-8° (*Archives historiques de la Gascogne*, 2^e série, fasc. 7).
- Sauxillanges* : DONIOL (Henry), *Cartulaire de Sauxillanges*, Clermont, 1864, in-4° (Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand).
- Vézelay* : *Privilegia et chartæ Vizeliacensis cenobii* (*Spicilegium de d'Achery*, III, 446-505).
- BANDINI (A.-M.), *Catalogo della Bibliotheca Laurenziana*, I, Florence, 1774, in-f° 128-141 [19 chartes].

RECUEILS DE TEXTES DIVERS

- ACHERY (Luc d'), *Spicilegium sive collectio veterum aliquot scriptorum qui in Galliarum bibliothecis delituerant*. Parisiis, 1723, 3 vol. in-f°.
- Bibliotheca Cluniacensis*, éd. Mart. MARRIER et Andr. QUERCETANUS. Lutetiae Parisiorum, 1614, in-f°.
- Bullarium sacri ordinis Cluniacensis*, éd. Petr. SIMON, Lugduni, 1680, in-f°.
- HERRGOTT (P. Marquard), *Vetus disciplina monastica seu collectio auctorum O. S. B. qui ante sex centos fere annos per Italiam, Galliam et Germaniam de monastica disciplina tractarunt*. Parisiis, 1727, in-4°.

II. — Ouvrages divers, Articles de Revues, etc.

- AVENEL (Georges d'), *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis 1200 jusqu'à l'an 1800*. Paris, 1894-1909, 6 vol. gr. in-8°.

- BABEAU (Albert), *La vie rurale dans l'ancienne France*. Paris, 1885, in-16.
- BASSERMANN-JORDAN (F.), *Geschichte des Weinbaues...* Francfort a. M. 1907, 3 vol. in-8°.
- BEAUREPAIRE (Charles de Robillard de), *Notes et documents concernant l'état des campagnes de la Haute-Normandie dans les derniers temps du Moyen Age*. Evreux, 1865, in-8°.
- BERG (C.-H. von), *Geschichte der deutschen Wälder bis zum Schluss des Mittelalters*. Dresden, 1871, in-8°.
- BERLIÈRE (Dom U.), *A propos du droit de meute* (Mélanges Pirenne, Bruxelles, 1926, in-8°, 13-22).
- BÉZARD (Yvonne), *La vie rurale dans le sud de la région parisienne de 1450 à 1560*. Paris, 1929, in-8°.
- BIANCHI (Giulio), *La proprietà fondiaria e le classi rurali nel medio evo e nell'età moderna*. Pisa, 1891, in-8°.
- BLOCH (Marc), *Rois et serfs*. Paris, 1920, in-8°.
- *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*. Paris, 1931, in-8°.
- *Champs et villages* (Ann. d'hist. écon. et Soc., 1934, 467-489).
- BOGNETTI (G.-P.), *Documente per la storia dei comune rurale nel Milanese* (Archivio Storico Lombardo, LV, 1928).
- BOISSONNADE (P.), *Le travail dans l'Europe chrétienne au Moyen Age (Ve-XVe siècles)*. Paris, 2^e éd. 1930, in-8°.
- BRANTS (V.), *Essai historique sur la condition des classes rurales en Belgique jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*. Louvain, 1880, in-8°.
- BRINKMANN (Carl), *Wirtschafts-und Sozialgeschichte*. München, 1927, in-8°.
- BRODNITZ (Georg), *Englische Wirtschaftsgeschichte*. Iéna, 1918, in-8° (Handbuch der Wirtschaftsgeschichte 2).
- BRUHAT (L.), *Le monachisme en Saintonge et en Aunis (XI^e et XII^e siècles). Étude administrative et économique*. La Rochelle, 1907, in-8°.
- BRUTAILS (A.), *Etude sur la condition des populations rurales du Roussillon au Moyen Age*. Paris, 1891, in-8°.
- *Etude sur l'esclavage en Roussillon* (Nouvelle Revue historique du droit. Paris, 1886, 388-427).
- CALONNE (A. de), *La vie agricole sous l'Ancien Régime dans le Nord de la France*. Amiens, 1910, in-8° (Mémoires de la Soc. des Antiquaires de Picardie, 4^e série, IX).
- *La Vie agricole sous l'Ancien Régime en Picardie et en Artois*. Paris, 1883, in-8°.
- CARO (Georg), *Beiträge zur älteren deutschen Wirtschafts- u. Verfassungsgeschichte*. Leipzig, 1905, in-8°.
- *Zur Geschichte der Grundherrschaft in Oberitalien*. Iéna, 1908, in-8°. (Jahrbücher für Nationalökonomie u. Statistik, III^{te} Folge, Bd. 36, 289-313).
- CHAMPIONNIÈRE, *De la propriété des eaux courantes*. Paris, 1846, in-8°.

- COLLINET (PAUL), *La saisie privée dans les chartes et coutumes du Nord de la France*, Paris, 1895, in-8°.
- COULTON (G.-G.), *Five centuries of Religion*. Cambridge, 1923-1927, 2 vol. in-8°.
- *The medieval village. A study of the life of the medieval peasant and of the attitude of the monk as landlord towards the poor*. Cambridge, 1925, in-8°.
- CURTLER (W.-H.-R.), *The enclosure and redistribution of our fields*. Oxford, 1920, in-8°.
- DELISLE (Leopold), *Enquête sur la fortune des établissements de l'ordre de Saint-Benoît en 1338*. Paris, 1910, in-8°.
- *Étude sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie pendant le Moyen Age*. Evreux, 1851, in-8° (2^e éd., Paris, 1903, in-8°).
- *Opérations financières des Templiers*. Paris, 1899, in-4° (Académie des Inscriptions, *Mémoires*, XXXIII (1889), 2^e partie).
- DENIFLE (P.-H.), *La désolation des églises, monastères et hôpitaux en France pendant la guerre de Cent ans*. Paris, 1877-1899, 2 t. en 3 vol. in-4°.
- DENIS (Abbé F.-A.), *Lectures sur l'histoire de l'agriculture dans le département de Seine-et-Marne*. Meaux, 1881, in-8°.
- DES MAREZ (G.), *Le problème de la colonisation franque et du régime agraire en Belgique...* Bruxelles, 1926, in-4° (Acad. roy. de Belgique, *Lettres, Mém. série in-4°*, 2^e série, IX, fasc. 4).
- *Note sur le manse brabançon au Moyen Age* (Mélanges Pirenne. Bruxelles, 1926, in-8°, 131-138).
- DEY (A.), *Étude sur la condition des personnes, des biens et des communes au Comté de Bourgogne pendant le Moyen Age*. Paris, Besançon, 1870-1872, in-8°.
- DILLAY (Madeleine), *Le « service » annuel en deniers des fiefs de la région angevine* (Mélanges Paul Fournier, Paris, 1929, in-8°, 143-152).
- DION (Roger), *Le Val de Loire : étude de géographie régionale*. Tours, 1934, grand in-8°.
- *Essai sur la formation du paysage rural français*. Tours, 1934, in-8°.
- DONIOL (H.) *Histoire des classes rurales en France*. Paris, 1867, in-8°.
- DOPSCH (Alfons), *Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit, vornehmlich in Deutschland*. Weimar, 1912-1913, 2 vol. in-8°.
- DUCHAUSSEY (H.), *La vigne en Picardie et le commerce des vins de Somme*. Paris, 1927-1928, 2 vol. in-8° (Mém. de la Soc. des Antiquaires de Picardie, XLI, XLII).
- ENDRES (M.), *Die Waldbenutzung vom 13. bis Ende des 18. Jahrhunderts*. Tübingen, 1888, in-8°.
- FAIRON (E.), *Les donations de forêts aux X^e et XI^e siècles en Lotharingie et en Allemagne* (Rev. belge de philol. et d'hist., IV (1925), 91-107, 334-347).

- FISCHER-BENZON (R. von), *Alldeutsche Gartenflora*. Kiel, 1894, in-8°.
- FLACH (Jacques), *Les origines de l'ancienne France. I. Le régime seigneurial*. Paris, 1886, in-8°.
- GABOTTO (Ferdinando), *L'agricoltura nella regione saluzzese dal sec. XI al sec. XV*. Pinerolo, 1901, in-8°.
- GANSHOF (F.-L.), *Une étape de la décomposition de l'organisation domaniale classique à l'abbaye de Saint-Trond* (Ann. de la Féd. arch. et hist. de Belgique, Congrès de Liège, 1932. Liège 1934, 22-40.)
- GARSONNET (J.-B.-E.), *Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*. Paris, 1879, in-8°.
- GÉNESTAL (R.), *Rôle des monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e siècle*. Paris, 1901, in-8°.
- GOLTZ (Th. von der), *Geschichte der deutsche Landwirtschaft*, Stuttgart, 1902-1903, 2 vol. in-8°.
- GOTHEIN (M.-L.), *Geschichte der Gartenkunst*. Iéna, 1914, 2 vol. in-8°.
- GRADMAN (R.), *Getreidebau in deutschen und römischen Altertum*, Iéna, 1909, in-8°.
- GRAY (Howard Levis), *English fieldsystems*. Cambridge, 1915, in-8° (Harvard Historical Studies, 22 (1915)).
- GUÉRARD (Benjamin), *Polyptique de l'abbaye Saint-Rémi de Reims*. Paris, 1853, in-4°.
- *Polyptique de l'abbé Irminon*. Paris, 1844, 2 t. en 3 vol. in-4°.
- HALPHEN (Louis), *Etudes critiques sur l'histoire de Charlemagne*. Paris, 1921, gr. in-8°.
- HANAUER (Abbé), *Les paysans de l'Alsace au Moyen Age*, Colmar, 1865, in-8°.
- HANSAY (A.), *Etude sur la formation et l'organisation économique du domaine de Saint-Trond jusqu'à la fin du XIII^e siècle*. Gand, 1889, in-8°.
- HARTMANN (L.-M.), *Die Wirtschaft des Klosters Bobbio im 9. Jahrhundert. Zur Wirtschaftsgeschichte Italiens im frühen Mittelalter* (Annalekten, 42-74). Gotha, 1904, in-8°.
- HAUSRATH (H.), *Der Deutsche Wald*, Leipzig, 1907, in-8° (Aus Natur u. Geistwelt, 153).
- HAUVILLER (E.), *Über Cluniazensische Innenwirtschaft im 11. und 12. Jahrhundert* (Wissenschaftliche Beilage zur Germania, 1897, nr. 15).
- HEHN (V.), *Kulturpflanzen und Haustiere in ihren Übergang aus Asien nach Griechenland und Italien sowie in das Europa*, Berlin, 1907, in-8°.
- HÖCK (Fernando), *Die Nährpflanzen Mitteleuropas...* Stuttgart, 1890, in-8° (Forschungen zur deutschen Landes und Volkskunde, V, 1.)
- HONE (Nathaniel), *The manor and manorial records*. London, 1906, in-8°.
- HOUDAYER (Raymond), *Les paysans de Cluny...* (Pos. de thèses, Ec. des Chartes, 1907, 103-107).

- HUVELIN (Paul), *Essai historique sur les droits des marchés et des foires*. Paris, 1897, in-8°.
- INAMA-STERNEGG (Karl Theodor von), *Die Wirtschaftsgeschichte bis zum Schluss der Karolinger*. Leipzig, 1909, in-8°.
- IMBART DE LA TOUR (Pierre), *Des immunités commerciales accordées aux églises* (Etudes d'hist. du moyen âge dédiées à M. Gabriel Monod. Paris, 1896, in-8°, 71-87).
- *Les paroisses rurales de l'ancienne France du IV^e au XI^e siècle*. Nogent-le-Rotrou, 1898, in-8°.
- JOUBERT (André), *La vie agricole dans le Haut-Maine au XIV^e siècle*. Mamers, 1886, in-8°.
- KNAPP (G.-F.), *Ausgewählte Werke*. München, 1928, in-8°.
- KOTZCHKE (Rudolf), *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters*. Iena, 1924, in-8° (Handbuch der Wirtschaftsgeschichte, 1).
- KOWALEWSKY (Maxime), *Die ökonomische Entwicklung Europas bis zum Beginn der kapitalistischen Wirtschaftsform*. Berlin, 1901-1914, 7 t. en 3 vol. in-8°.
- KULISCHER (Jules), *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit, I*, München, 1928, gr. in-8° (Handbuch der Mittelalterlichen u. Neueren Geschichte, Abtlg. 3).
- LACOMBE (P.), *L'appropriation du sol*. Paris, 1912, in-8°.
- LALORE (Ch.), *Polyptique de l'abbaye de Montierender*. Paris, 1878, in-8° (Col. des principaux cartulaires du diocèse de Troyes, IV).
- LAMBIN, *La flore des grandes cathédrales de France*. Paris, 1897, in-8°.
- LAMPRECHT (K.), *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*. Leipzig, 1886, 3 t. en 4 vol., gr. in-8°.
- *Elat économique de la France pendant la première partie du Moyen Age*, trad. de l'allemand par A. Marignan. Paris, 1889, in-8°.
- LATOCHE (Robert-G.), *La vie en Bas-Quercy du XIV^e au XVIII^e siècle*. Toulouse, 1923, in-8°.
- LAUENSTEIN, *Deutsche Garten des Mittelalters bis um des Jahres 1400*. Göttingen, 1900, in-8°.
- LEFEBVRE (Théodore), *Les modes de vie dans les Pyrénées-Orientales*. Paris, 1933, in-8°.
- LEICHT, *Studi sulla proprietà fondiaria nel medio evo, I. La « curtis » e il « feudo » nell' Italia superiore fino al sec. XIII*. Padova, 1903, in-8°.
- LESNE (Mgr Emile), *Histoire de la propriété ecclésiastique en France*. Lille, 1910-1928, 2 t. en 3 vol., gr. in-8° (Mém. et travaux publ. par des prof. des Fac. cathol. de Lille, VI, XIX, XXX, XXXIV).
- *L'économie domestique d'un monastère au IX^e siècle, d'après les statuts d'Adalhard, abbé de Corbie* (Mélanges d'histoire du Moyen Age offerts à M. F. Lot. Paris, 1925, in-8°, 385-420).
- *L'origine des menses dans le temporel des églises et des monastères en France au IX^e siècle*. Lille, 1910, in-4°.
- *Præbenda, le sens primitif du terme prébende* (Mélanges Paul Fournier, 443-454).

- *Une source de la fortune monastique : les donations à charge de pension alimentaire du VIII^e au X^e siècle* (Mélanges de... la Fac. des Lettres de l'Univ. Cathol. de Lille, 1927, in-8°. 33-47).
- LESER (Paul), *Entstehung und Verbreitung des Pfluges*. Münster, 1931, in-8° (Anthropos, Bd. III, H. 3).
- LESPINASSE (René de), *Notice sur les redevances roturières du Nivernais appelées bordelages*. Paris, 1868, in-8°.
- LIPSON (E.), *The economic history of England, I, The Middle Ages*, London, 1929, in-8°.
- LEVILLAIN (L.), *Les statuts d'Adalhard (Moyen Age, 1900, 333-386)*.
- LONGNON (Auguste), *Polyptique de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, rédigé au temps de l'abbé Irminon*, publ. avec introduct. et notes par Auguste Longnon. Paris, 1886-1895, 2 vol. in-8°.
- LOT (Ferdinand), *Le jugum, le manse et les exploitations agricoles de la France moderne* (Mélanges d'histoire offerts à H. Pirenne, Bruxelles, 1926, in-8°, 307-326).
- *De l'étendue et de la valeur du caput fiscal sous le Bas-Empire* (Rev. hist. du dr. fr. et étr., 1925, 177-192).
- MAILLET (Germaine), *La vie rurale et ménagère au Moyen Age d'après les auteurs champenois*. Châlons-sur-Marne, s. d., in-8°.
- *Les classes rurales dans la région marnaise au Moyen Age jusqu'en 1328*, Saint-Dizier, 1929 in-8°.
- MAITLAND (F.-W.), *Collected papers*, éd. H.-A.-L. Fisher, Cambridge, 1911, 3 vol. in-8°.
- MARTIN (Olivier), *Histoire de la coutume de la prévôté et vicomté de Paris*. Paris, 1922-1930, 3 vol. in-8°.
- MAURIZIO (Dr.), *Histoire de l'alimentation végétale*, trad. française du Dr Gidon. Paris, 1932, in-8°.
- MAURY (Alfred), *Les forêts de la Gaule et de l'ancienne France*. Paris, 1867, in-8°.
- MOREAU (E. de) et J.-B. GOETSTOUVERS, *Le polyptique de l'abbaye de Villers* (Analectes pour servir à l'hist. eccl. de la Belgique, XXXII, XXXIII, 1906, 1907).
- OLIVIER (Suzanne), *Etude sur le Registre Bertrand de Saint-Martin-des-Champs* (Positions de thèses de l'Ec. des Chartes, 1926, 105-110).
- *Le temporel des prieurés simples dépendant de Saint-Martin-des-Champs, inventaire de leurs biens au XIV^e siècle* (Ibid., 1925, 95-102).
- PASSMORE (J.-B.), *The English plough*. Oxford, 1930, in-8°.
- PAULUS (C.), *Welt und Ordensklerus... im Kampfe um die Pfarr-Rechte*. Essen, 1900, in-8°.
- PERRIN (Ch.-Edmond), *Une étape de la seigneurie : l'exploitation de la réserve à Prüm au IX^e siècle* (Ann. d'hist. écon. et sociale. Paris, 1934, 450-466).
- PETIT (A.), *La métairie perpétuelle en Limousin au XV^e siècle* (Nouv. Rev. hist. du droit, 1919, 365-418).

- PIRENNE (H.), *Le livre de l'abbé Guillaume de Ryckel, polyptique et comptes de l'abbaye de Saint-Trond au milieu du XIII^e siècle*. Bruxelles, 1896, in-8°.
- PIVANO (Silvio), *I contratti agrari in Italia nell'alto medio evo*. Torino, 1904, in-8°.
- PROU (Maurice), *La forêt en Angleterre et en France* (Journal des savants, 1915, 241-253, 310-320, 345-354).
- RAMOS Y LOSCERTALES (José-Maria), *La formación del dominio y los privilegios del monasterio de san Juan de la Peña entre 1035 y 1094*. Madrid, 1929, in-8°.
- REVILLE (André), *Les paysans au Moyen Age, XIII^e-XIV^e siècles*. Paris, 1896, gr. in-8°.
- ROGERS (James-E.-Thorold), *A history of agriculture and prices in England*. Oxford, 1866-1902, 8 vol. in-8°.
- RORIG (Fritz), *Mittelalterliche Weltwirtschaft*. Iéna, 1933, in-8° (*Kieler Vorträge*, H. 40).
- ROTH (K.), *Geschichte des Forst- und Jagdwesens in Deutschland*. Berlin, 1879, in-8°.
- ROUPNEL (Gaston), *Histoire de la campagne française*. Paris, s. d. [1932], in-16°.
- SACKUR (E.), *Die Cluniazenser in ihrer Kirchlichen und allgemeingeschichtlichen Wirksamkeit bis zur Mitte des elften Jahrhunderts*. Halle a. S., 1892-1894, 2 vol. in-8°, t. II.
- SAVINE (Alexander), *English monasteries on the eve of the suppression*. London, 1909 (Oxford studies in soc. and legal hist., I).
- SCHMIDT (Ch.), *Les seigneurs, les paysans et la propriété rurale en Alsace au Moyen Age*. Paris, 1897, in-8°.
- SCHWAPPACH (A.), *Grundriss der Forst- und Jagdgeschichte Deutschlands*. Berlin, 1892, in-8°.
- SCLAFERT (Thérèse), *Le Haut Dauphiné au Moyen Age*. Paris, 1925, in-8°.
- SÉE (Henri), *Esquisse d'une histoire économique et sociale de la France depuis les origines jusqu'à la guerre mondiale*. Paris, 1929, in-8°.
- *Etude sur les classes rurales en Bretagne au Moyen Age*. Rennes, 1896, in-8°.
- *Etude sur les classes serviles en Champagne du XI^e au XIV^e siècle*. Paris, 1895, in-8°.
- *Les classes rurales et le régime domanial en France au Moyen Age*. Paris, 1902, in-8°.
- SLATER (G.), *The english peasantry and the enclosure of common field* (Studies in Economics, n° 14 (1907).)
- SNAPE (R.-H.), *English monastic finances in the later middle ages*. Cambridge, 1926, in-8°.
- SVOBODA (Hanno), *Die Klosterwirtschaft der Cistercienser in Ostdeutschland*. Nüremberg, 1930, in-8° (Nüremberger Beiträge zu den Wirtschaftswissenschaften).

- SEEBOHM (Frederic), *The English village community*. London, 1913, in-8°.
- *Feudal tenures in England* (*Fortnightly Review*, new series, VII, 89-107. London, 1870).
- SION (Jules), *Les paysans de la Normandie orientale*. Paris, 1909, in-8°.
- TAYLOR (Ch.-H.), *Note on the origin of the polyptychs* (*Mélanges Pirenne*, Bruxelles, 1926, in-8°, 475-482).
- TULIPPE (Omer), *L'habitat rural en Seine-et-Oise*. Liège, 1934, in-8°.
- UHLHORN (G.), *Der Einfluss der Wirtschaftlichen Verhältnisse auf die Entwicklung des Mönchtum im Mittelalter* (*Zeitschrift für Kirchengeschichte*, XIV (1893), 343-403).
- VALOUS (Guy de), *Le domaine de l'abbaye de Cluny aux X^e et XI^e siècles*. Paris, 1923, in-8°.
- VAN WERVEKE (Hans), *Le mort-gage et son rôle économique en Flandre et en Lotharingie* (*Rev. belge de philol. et d'hist.*, VIII, 1929, 53-91).
- *Monnaie, lingots ou marchandises ? Les instruments d'échange aux XI^e et XII^e siècles* (*An. d'hist. écon. et sociale*, 1932, 452 et sq.).
- VERRIEST (Léo), *Le régime seigneurial dans le comté de Hainaut du XI^e siècle à la Révolution*. Louvain, 1916-1917, gr. in-8°.
- *Le servage dans le comté de Hainaut*. Bruxelles, 1910, in-8°.
- VIARD (P.), *Histoire de la dîme ecclésiastique principalement en France jusqu'au décret de Gratien*. Paris, 1909, in-8°.
- *Histoire de la dîme ecclésiastique dans le royaume de France aux XII^e et XIII^e siècles* (1150-1313). Paris, 1912, in-8°.
- VINOGRADOFF, (Päul) *Collected papers*, Oxford, 1928, 2 vol. in-8°.
- I, *Historical*.
- *Villainage in England*. London, 1892, in-8°.
- WERMINGHOFF, *Die Wirtschaftstheoretischen Anschauungen der Regula Sancti Benedicti* (*Historische Aufsätze Karl Zeumer...* Weimar, 1910, in-8°, 31-50).
- WESFALL (James Thompson), *An economic and social history of Middle Ages*. New-York. London, 1928, in-8°.
- WIART (René), *Essai sur la precaria*. Paris, 1894, in-8°.

ABRÉVIATIONS

- Arch. Nat. = Archives nationales.
B. C. = Bibliotheca Cluniacensis.
BERNARD = Ordo Cluniacensis Bernardi monachi (éd. Herrgott).
B. N. = Bibliothèque Nationale.
BRUEL = BRUEL (A.), Recueil des Chartres de l'abbaye de Cluny.
BRUEL, AUV. = BRUEL (A.), Visites des monastères de Cluny de la province d'Auvergne.
C. G. = Chapitres généraux de l'ordre de Cluny (Collec. de la Bibl. de la Chambre des Députés).
CHEVALIER = CHEVALIER (Ulysse), Visites des monastères de l'ordre de Cluny dans la province de Lyon.
DUCKETT, ALL. = DUCKETT (G. F.), Visitationes and chapters general of the order of Cluni in respect of Alsace... and other parts of the Province of Germany.
DUCKETT, ANGL. = DUCKETT (G.-F.), Monasticon Anglicanum...
HERRGOTT = HERRGOTT (M.), Vetus disciplina monastica.
KERN = KERN (Léon), Les chapitres et visites concernant les prieurés suisses de l'ordre de Cluny.
LUCE = LUCE (S.), Visite par les prieurs de Barbezieux... des monastères de la Congrégation de Cluny situés dans la Province de Poitou.
Patrol. Lat. = Migne. Patrologie latine.
REDET = REDET, Visites des monastères de l'ordre de Cluny dans la province de Poitou.
R. S. B. = Benedicti Regula monachorum, ed. Woelfflin (Collec. Teubner).
ROBERT, ESP. = ROBERT (Ul.), Etat des monastères espagnols de l'ordre de Cluny...
ROBERT, FRANCHE-COMTÉ = ROBERT (Ul.), Etat des monastères Franc-Comtois de l'ordre de Cluny.
UDALR. = Antiquiores consuetudines monasterii Cluniacensis Udalrici (éd. d'Achery, *Spicilegium*).

CARTULAIRES

(autres que le Recueil de Chartes de Cluny par A. Bruel).

B. = Cartulaire du prieuré de N.-D. de Barbezieux (Arch. hist. de la Saintonge, 1911).

COINCY = Cartulaire du prieuré de Coincy (B. N., fr. 12021).

DEPOIN = DEPOIN (J.) Recueil de Chartes... de Saint-Martin-des-Champs.

L. = [MARION (A.)], Cartulaire du prieuré de N.-D. de Longpont.

LA CH. = LESPINASSE (R. de), Cartulaire du prieuré de La Charité-sur-Loire.

LIHONS = Cartulaire du prieuré de Lihons (B. N., ms. lat. 15460).

N. = SOUANCÉ et MÉTAIS, Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou, Histoire et Cartulaire.

P. = CHEVALIER (Ul.), Cartulaire du prieuré de Paray-le-Monial

R. = GINGINS LA SARRA (Fr. de), Cartulaire de Romainmotier.

S. = DONIOL (H.), Cartulaire de Sauxillanges.

St-B. = HAIGNERÉ (abbé D.), Les Chartes de Saint-Bertin.

St-C. H. = VATTIER (abbé A.), Cartulaire du prieuré de Saint-Christophe-en-Halatte.

St-M. = JAURGAIN et MAUMUS Cartulaire du prieuré de Saint-Mont.

St-M. CH. = CANAT DE CHIZY, Cartulaire du prieuré de Saint-Marcel de Chalon-sur-Saône.

INTRODUCTION

Le temporel des maisons de l'ordre de Cluny n'offre rien de bien original et leur vie économique ne se distingue pas particulièrement de celle des autres grands propriétaires fonciers de l'époque. Néanmoins il semble intéressant d'en tracer le tableau au moins à grands traits. En effet, toute puissance au Moyen-Age s'appuyait pour une large part sur la propriété territoriale. Celle-ci est encore à cette époque à la base de toute l'existence économique. Négliger d'envisager cet aspect serait oublier un des principaux éléments de l'influence mondiale qui rendit Cluny célèbre. Sans une base foncière, il lui aurait été sans doute matériellement impossible à la fois de subsister et de se propager pour entreprendre sa grande œuvre de réforme monastique de la chrétienté satine. Il ne faut cependant pas pécher par exagération ni passer sous silence d'autres facteurs économiques qui font leur apparition surtout à mesure que l'on s'éloigne du ^{xiii}^e siècle et sans l'étude desquels une esquisse de la temporalité clunisienne serait inévitablement faussée.

Jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle il ne subsiste pour permettre de l'étudier, à défaut des terriers qui n'apparaissent que plus tardivement, qu'un très petit nombre de livres de comptes, documents souvent fort riches en détails sur l'état des cultures, l'administration et l'exploitation des biens de l'établissement qu'ils concernent. De nombreuses sources d'information devraient en revanche, semble-il, être fournies sur ces sujets par les procès-verbaux des chapitres généraux clunisiens et surtout par ceux des visites. Il n'en est rien pourtant : ces instruments sont en effet, en règle générale, très sobres de détails en cette matière ; ils donnent plutôt le résultat de la gestion de tel ou tel administrateur que la description de cette gestion. Restent les cartulaires encore existants des monastères clunisiens ou les recueils d'actes concernant soit l'ordre dans son ensemble, soit un certain nombre de ses membres. Cette

catégorie de documents ne doit pas être négligée, mais son examen même minutieux est loin d'apporter à l'historien tous les renseignements qu'on serait tenté d'en attendre. Cette décevante constatation et cette pénurie d'informations tient un peu à la très fréquente disparition des cartulaires et des actes conservés dans les chartriers monastiques et beaucoup à la méthode qui a présidé à l'élaboration de ces recueils divers. L'objectif principal de leurs rédacteurs et conservateurs ayant été de constituer une collection de titres de propriété et non pas de polyptiques ou des manuels d'administration.

Nous avons voulu nous garder du danger qu'il y aurait à prétendre brosser un tableau trop complet, trop parfait et d'une portée générale exagérée de l'économie domaniale clunisienne. Les documents subsistants concernant l'ordre de Cluny ou bien sont trop peu nombreux ou rapportent à des régions trop diverses et éloignées les unes des autres pour qu'il soit permis de s'abandonner à la tentation d'une élaboration d'ensemble. Nous nous sommes efforcé de ne pas oublier que l'histoire rurale a subi jusqu'à sa limite extrême l'influence du particularisme régional dans tous ses domaines, et partant d'éviter une généralisation hâtive. Néanmoins, en tenant compte de ces difficultés et en nous interdisant toute affirmation trop catégorique, il nous a semblé intéressant de noter au passage et d'attirer l'attention sur quelques phénomènes qui nous ont paru revêtir un caractère de généralité particulièrement typique dans cet ordre de faits. La grande étendue du rayonnement effectif de l'institut clunisien et l'idéal de centralisation qu'il s'efforça de faire triompher en tout et partout où son activité s'est exercée, semblent offrir la possibilité de poser quelques jalons de plus pour tracer la voie à cette histoire rurale du moyen âge qui reste encore à faire et dont la cause a été, au cours de ces dernières années, plaidée avec un grand talent, mais sans doute sans preuves suffisantes pour la période qui nous occupe, par plusieurs des meilleurs esprits de l'école historique actuelle; parmi eux, une des premières places revient incontestablement à M. Marc Bloch, lequel a eu le rare mérite de synthétiser les résultats des recherches de ses devanciers et de ses initiateurs.

Si fragmentaire et incomplète que cette étude puisse paraître par la force des choses, étant donnés la pénurie ou le silence des textes en cette matière, il nous a semblé néanmoins utile de la tenter pour une époque (xii^e au xiv^e siècle) qui a été l'objet de bien moins de recherches que la période s'étendant du viii^e au x^e siècle d'une part et celle qui commence au xv^e siècle de l'autre. Au point de vue de l'économie rurale en particulier,

on sait que les traités contemporains sont fort peu nombreux (1). Il nous a donc paru d'autant plus intéressant de ne pas négliger les quelques renseignements qui peuvent être glanés dans les divers documents concernant les monastères clunisiens.

Au début du XII^e siècle, l'institut de Cluny n'est pas encore très éloigné de l'époque de sa ferveur primitive et de l'enthousiasme que suscita parmi les contemporains le rôle grandiose et la sainteté de vie de ses premiers abbés, individualités hors pair dont l'action rayonnante survivra longtemps encore à leur disparition pour le plus grand bénéfice du prestige et de la situation matérielle de l'ordre. Néanmoins malgré la générosité des fidèles, une existence largement centénaire et les efforts conjugués des chefs de maisons et de leurs communautés, le domaine clunisien est loin d'avoir complètement atteint l'idéal d'unification, d'agglomération et d'extension recherché par les animateurs de l'observance clunisienne.

Au XII^e siècle la propriété monastique est encore morcelée dans son ensemble, mais çà et là apparaissent quelques domaines étendus et compacts. Autour de la réserve classique du X^e siècle reconstituée, viennent se grouper un certain nombre d'exploitations formant bloc et cultivées par des tenanciers rattachés aux monastères par des liens et des obligations divers. Ce régime est cependant, à tout prendre, exceptionnel et le restera toujours. Nous assistons même au cours des siècles suivants à une réaction contre la constitution du fief valoir direct dont vit une abbaye ou un prieuré important; dans bien des cas, en effet, les moines de Cluny tendirent de plus en plus pour s'enlever les tracasseries de l'administration et s'assurer un revenu fixe à démembrer la réserve laborieusement constituée par leurs prédécesseurs, pour la concéder à temps ou à perpétuité à des tenanciers contre un cens ou un loyer convenu une fois pour toutes.

Du point de vue des espèces végétales cultivées, la variété paraît avoir été la règle généralement observée dans l'ordre et la monoculture l'exception. L'élevage du bétail qui prend avec la période qui nous occupe une plus grande extension, semble avoir en maints endroits excité l'intérêt des moines, ce qui peut sembler paradoxal.

(1) Pour la période du Moyen Âge qui nous occupe (XII^e au XIV^e siècle), les principaux traités sont : JEAN DE BRIE, *Le vray régime et gouvernement des bergers*, Paris, 1542, in-12. — SUGER, *De rebus in administratione sua gestis*, (*Société de l'histoire de France*, Œuvres de Suger, éd. Lecoy de la Marche, Paris, 1867, in-8°). — *Le Ménagier de Paris* (publ. par la Société des bibliophiles), Paris, 1846, 2 vol. in-8°, et surtout l'auteur bolonais du XIII^e siècle PIERRE DE CRESSENS, *Opus ruralium commodorum*, Augsburg, 1471, in-f°, ainsi que la *Fleta*, dans HOUARD, *Traité sur les coutumes anglo-normandes*, vol. III, Paris, 1776, 4 vol. in-4°.

Cette branche de l'agriculture est en effet surtout favorisée par le régime de l'exploitation directe pratiquée en grand, or le monachisme clunisien s'en écarte, à l'inverse de ses contemporains les moines de Cîteaux, dont il n'imita pas non plus l'ardeur, d'ailleurs bien exagérée par les historiens pour les déboisements et les défrichements.

Pour tirer l'essentiel de leurs ressources de l'agriculture, les moines de Cluny n'ont cependant pas négligé les autres sources de revenus d'un caractère industriel : l'exploitation des pêcheries, des salines, des moulins et des marchés. Comme d'autres instituts monastiques enfin, ils eurent une activité financière et firent travailler leurs capitaux, empruntant aux Lombards et à la bourgeoisie urbaine grandissante un certain nombre de leurs moyens.

Cluny traversa des périodes diverses de prospérité et de détresse, généralement en rapport avec l'ambiance économique favorable ou défavorable de la collectivité laïque contemporaine. L'étude de sa situation temporelle en fournira la preuve. Si ses revenus furent souvent considérables et la sage gestion de ses administrateurs parfois profitable, des charges d'origines diverses pesèrent par contre lourdement et presque constamment sur sa situation financière.

Ordre fort opulent, en apparence plus qu'en réalité quelquefois, l'institut clunisien fut en butte à l'envie et aux appétits de la curie romaine ou de la trésorerie non moins embarrassée des cours laïques. Les unes et les autres pressurèrent à l'envi ses membres qui, pour faire face à leurs besoins et à leurs obligations, empruntèrent d'une façon aussi continue que inconsidérée. Les emprunts et les dettes d'une part, les taxes levées sur les maisons de l'autre ont pris dans l'économie de Cluny une si grande place que leur examen mérite aussi de nous arrêter, elle complétera en effet utilement cette étude en éclairant plusieurs raisons de la décadence finale de l'ordre à partir du xv^e siècle.

CHAPITRE PREMIER

Constitution de la fortune des établissements clunisiens

- I. — Régime de la propriété clunisienne.
- II. — Formation du domaine foncier.
- III. — Emploi des capitaux.

I. — RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ CLUNISIENNE.

On a tellement et pendant si longtemps parlé de vastes domaines monastiques et de l'ampleur aussi bien que de l'unité des exploitations agricoles des moines, que l'on ne fera jamais assez remarquer combien cette thèse est exagérée, bien que maintenant elle soit presque universellement battue en brèche par les données de l'érudition contemporaine. Les caractères de la propriété monastique en général et clunisienne en particulier, jusque bien avant dans le ^{xii}^e siècle, sont d'une part le morcellement et l'éparpillement des terres et de l'autre la superficie généralement restreinte de chacun des biens-fonds acquis par les monastères à titre gracieux ou onéreux.

Peut être d'ailleurs n'est-il pas inutile de faire remarquer en passant que le morcellement extrême de la propriété, tant laïque qu'ecclésiastique, est autant causé par les nécessités de la culture qu'il est le résultat de la dispersion des biens. En effet, cette fragmentation est indispensable dans les pays d'assolement obligatoire et collectif, car un domaine tout entier confiné dans un même quartier serait condamné à rester entièrement improductif un an sur trois, chaque fois que ce quartier formerait la sole de jachère. Quelle que soit leur étendue, les propriétés rurales des pays de champs ouverts (on sait que ce système régnait alors sur une notable partie de la France) sont composées chacune d'une somme de petits lots délimités et disposés de manière à assurer à chaque cultivateur d'égales chances de récolte et même d'égales commodités d'exploitation. Certains cartulaires nous ont conservé les dimensions et l'énoncé détaillé des terres cédées à telle ou à telle maison : à côté de manses

relativement peu nombreux et qui d'ailleurs, lorsque leurs éléments constitutifs sont groupés (seule éventualité où l'on puisse faire connaître leurs dimensions) ne dépassent pas en général une dizaine d'hectares et ne mesurent souvent qu'environ 2 hectares et demi à 3 hectares (1) de nombreux courtils ou petits domaines dont la superficie varie de 2 à 4 hectares à peu près (2) et de colonges dont les proportions très rarement exprimées sont plus restreintes encore, on rencontre un certain nombre, relativement faible il est vrai, de très petites exploitations : *mansiones*, *masuras*, qui ne comprennent en plus de la maison d'habitation du tenancier qu'un jardin, une vigne, un verger ou quelques champs (3). Mais ces diverses catégories de biens fonds ne peuvent pas se comparer à la foule de champs, vignes, prés et surtout de minuscules parcelles dont la liste représente de beaucoup la plus forte proportion des mentions de biens fonds relevés dans les chartriers monastiques.

Des sondages très aisés que l'on peut faire dans les recueils de titres de propriétés de cette époque, il ressort en effet que dans telles localités choisies parmi celles où l'abbaye de Cluny comptait le plus de possessions, elle est propriétaire par exemple à Besornay, entre 927 et 1032 de quatre manses et trois courtils contre six vignes, vingt-deux champs et onze prés (4) ; à côté de trois courtils elle possède à Jalogny huit vignes, douze champs et un pré (5), à Ruffey quatre manses, neuf courtils, le même nombre de vignes, six champs, six prés et plusieurs parcelles infimes (6). Parmi les biens de Sauxillanges aux ^xe et ^{xi}e siècles, les manses sont extrêmement rares et les parcelles de quelques ouvrées ou de une ou deux setérées très nombreuses (7), ainsi que des vignes isolées et de peu d'étendue (8). Le cartulaire de Saint-Christophe-en-Halatte (^{xi}e-^{xiii}e siècle) ne nous révèle aucun manse, mais à côté de nombreuses dimes et de quelques droits sur la forêt de Halatte, un clos de vigne à Rieux et à Senlis (9), diverses terres de labour et prés à Halatte, Pontpoint, Armigny, Balagny et Rieux (10), bref aucun domaine d'un seultenant

(1) BRUEL, 1091, 2208, 2540.

(2) *Ibid.*, 2422, 1258, 623, 868, 2061, 2331.

(3) S., 40, 70, 88, 217, 225, 367, 501, 722. — R., 529, 581. — St-M., III, L. — St-Ch. H., 11, 21, 26, 34. — BRUEL, 906, 1543, 2664, 2452, 2754, 3114. — N., XXIV, 264. — L., LXI, LXVI, C.

(4) VALOUS, 144.

(5) *Ibid.*, 152.

(6) *Ibid.*, 157.

(7) L'ouvrée est égale à environ 4 à 600 m²; la setérée, à 5 à 1200 m². — S., 31, 34, 73, 93, 94, 118, 121, 122, 127, 136, 169, etc.

(8) *Ibid.*, 17, 18, 21, 22, 26, 31, 32, 33, 34, 39, 40, 41, 63, 65, 69, 72, 73, 84, 85, 87, 97, 100, 107, 110, 111, 116, 124, 445, 492, 496, 499, 531, 642, etc.

(9) S. Ch. H., p. 11, 34, 36.

(10) *Ibid.*, 14 (1 arpent), 17, 19, 27 (2 arpents 1/2).

de quelque étendue. Vers la même époque, le prieuré de Barbezieux, en Saintonge, compte parmi ses possessions une vingtaine d'alleus, autant de « mainements », une cinquantaine de borderies, mais surtout un très grand nombre de pièces de terre isolées (*pecia*, *peciola*) dont souvent on néglige de donner la superficie ; au nombre de celles pour qui elle est indiquée nous notons seize pièces d'une setérée, douze de deux setérées, neuf de trois, dix de quatre, une de cinq, sept de six, une de dix, une de douze, une de quinze setérées, deux d'une demi-quarterée, douze d'une quarterées, deux de trois, une de quinze quarterées, treize pièces d'une héminée, une de deux, sept de trois héminées, une terre de cinq sillons (1).

Les biens du prieuré de Longpont sont représentés par des pièces de terres affectant une forme encore plus parcellaire : deux arpents (2), un demi-arpent (3) un arpent (4), quatre (5), sept, (6) douze (7), vingt (8), trois arpents (9) à côté de quelques villages, semble-t-il, ou portions de villages d'ailleurs très rares (10) et de multiples dimes (11).

Le prieuré de Saint-Mont possédait au ^x^e siècle, outre quarante-sept églises et leurs dépendances (12), un village ou plutôt un hameau (13), sept manses (14), quatre *casals* ou domaines de dimensions restreintes (15), un vignoble (16), six pièces de terre labourable (17) dont une d'une contenance de six journaux (18), divers droits sur les marchands (19), un bois et un droit de pêche (20) et enfin toute une série de redevances ou de cens (21).

(1) B., XXIV.

(2) L., XXI, XXXVI, CXXX, CLI, CLV.

(3) *Ibid.*, CXII, CXXIV.

(4) *Ibid.*, CXII, CXVIII, CXXI, CXLIX, CXXXII, CCXLVIII, CCLXXI.

(5) *Ibid.*, CXIII.

(6) *Ibid.*, CXLIII.

(7) *Ibid.*, CLXVIII.

(8) *Ibid.*, CCEXXVII.

(9) *Ibid.*, CCCXXIV.

(10) *Ibid.*, I, trois villages, CCCXLVIII : une moitié de village.

(11) *Ibid.*, VII, X, XIX, XXX, LXXII, LXXXI, XC, XCVI, XCVIII, CXI, CXVII, CXLVIII, CLXI, CLXIX, CLXXVII, CCXLII, CCXLIV, CCLXXVI, CCLXXVIII, CCLXXX, CCLXXXVI, CCXC, etc.

(12) St-M., LXXXVII.

(13) *Ibid.*, LXVII.

(14) *Ibid.*, XXII, LII, LX, LXVI.

(15) *Ibid.*, III, XLVI, XLVII, LXV.

(16) *Ibid.*, LXXVII.

(17) *Ibid.*, XX, LVI, LXI, LXII, LXXVIII, LXXXIV.

(18) *Ibid.*, XX.

(19) *Ibid.*, IX.

(20) *Ibid.*, XIII.

(21) *Ibid.*, XLV.

Suivant une confirmation de tous ses biens que lui avait accordée le pape Lucius III, le 26 septembre 1184, le prieuré de Reuil-en-Brie (dépendant de La Charité) était propriétaire à cette époque de quatre églises, six chapelles, deux prés, trois moulins, deux fours, quatre portions de bois et dix parcelles diverses (1). Un autre monastère également immédiatement subordonné au prieuré de La Charité, le prieuré de Longueville, se fait confirmer le 24 mai 1178 ses possessions tant en Normandie qu'en Angleterre. On note dans cet acte deux moulins, deux salines, cinquante dîmes, vingt églises et quarante-sept parcelles de terre dispersées (2).

Anseau de Garlande dote entre 1110 et 1118 le prieuré de Gournay d'un ensemble de biens devant suffire à son entretien et à l'existence de la communauté qui y est installée, cette dotation comprenait les deux tiers du village de Roissy (les moines en possédaient déjà un tiers) à l'exception des bois, l'église de Noisiel et ses dépendances, la dîme de Pontault, une partie de la dîme de Torcy, ainsi que l'église et la dîme d'Essonnes (3). En 1124 le monastère de Saint-Nicolas d'Acy possédait : l'église Saint-Nicolas, au dit lieu le vignoble de Chambors ; celui de Drancy, une terre arable à Villepinte, un domaine à Acy-en-Multien avec bois, moulin, pré ; le droit de voirie et de justice, la terre de Barberie, l'église de Bray et une terre située en ce lieu ; les églises de Noël-Saint-Rémy et de Noël-Saint-Martin ; l'église de Roberval, le village ou hameau de Saint-Firmin avec son bois, ses droits et ses redevances (4).

Pour Paray, une des plus anciennes maisons clunisiennes, la proportion des manses (5) est plus forte (trente-neuf tenures désignées sous ce nom) que pour les monastères dont nous venons de parler. Il possède ainsi, outre treize vignes situées en différents endroits (6), trois prés (7), onze vergers (8), vingt et un champs isolés (9), trois bois ou portions de bois (10), le même nombre de moulins (11) et enfin dix-huit églises tenues en totalité ou en partie seulement, soit plus simplement encore pour la totalité des

(1) La C., iv.

(2) *Ibid.*, v.

(3) DEPOIN, 154.

(4) *Ibid.*, 173.

(5) P., 8, 22, 31, 33, 34, 35, 58, 40, 42, 44, 46, 54, 55, 58, 59, 65, 71, 73, 86, 99, 100, 101, 102, 110, 111, 118, 124, 127, 143, 149, 164, 168, 173, 182, 183, 184, 185, 186, 196.

(6) *Ibid.*, 26, 36, 41, 69, 74 (parcelle), 77, 80, 156, 174, 180, 195, 198, 199.

(7) *Ibid.*, 20, 29.

(8) *Ibid.*, 32, 41, 50, 79, 69, 70, 129.

(9) *Ibid.*, 20 : un champ de trois charrucs, 39, 41, 50, 51, 56, 60, 61, 63, 78, 81, 85, 89, 90, 103, 107, 138, 139, 140, 157.

(10) *Ibid.*, 64, 104, 181 : un tiers de la forêt de Martigny.

(11) *Ibid.*, 47, 63 : la moitié d'un moulin, 197.

redevances et droits perçus à leur occasion ou seulement quelques uns d'entre eux (1). Nous possédons le recueil des titres de propriété du monastère de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou du ^x^e au ^{xv}^e siècle. Il nous permet de présumer qu'à la fin de la période qui nous occupe (2), ce prieuré possédait outre l'église de Saint-Hilaire-de-Nogent, son bourg et ses dépendances : n bois et divers droits d'usage dans les forêts du comte du Perche, vingt-huit églises et huit dîmes sans église en plusieurs localités (3), un second bois (4) et dix-huit autres dîmes (5), trois vignobles (6), quatre prés (7), huit champs isolés, mais d'une certaine importance (8), une foire à Mortagne et à Nogent (9) et enfin trois moulins (10).

Une autre maison de l'ordre de Cluny qui lui fut agrégée dès ses débuts, Saint-Marcel-de-Chalon compte pourtant une proportion relativement forte de manses : vingt-trois (11) contre huit courtils (12), trois prés (13), quatre champs (14), six vignes (15) et douze parcelles de terres diverses et de peu d'étendue (16) auxquels viennent s'ajouter six églises ou redevances dues à ces églises (17). Il est bien question en outre dans le cartulaire de ce monastère du don aux moines de Saint-Marcel de Chalon de la *villa* de Marnay en entier (18), mais

(1) *Ibid.*, 17, 18, 19 : partie d'une église, 20 : *id.* 23, 24, 25, 26, 27, 128 : partie d'une église, 148, 150 : moitié d'une église, 165, 202 : moitié d'une église.

(2) On sait que le maintien des propriétés entre les mains des moines est presque indéfini, comme le remarque M. de LESPINASSE, l'éditeur du *Cartulaire de la Charité* dans son introduction (p. ix) : la plupart des donations faites au ^{xiii}^e siècle se retrouvent au ^{xviii}^e. Ainsi, par exemple, le moulin Martin, près Bulcy, acquis dès le ^{xii}^e siècle par le prieuré de la Charité (La Ch. n° xxxix) fut en 1610 l'objet d'une reconnaissance en faveur du monastère (*ibid.*, p. 408) ; le fief de Tronsanges, cédé en 1188, se retrouve parmi les possessions du monastère en 1707, des maisons de Nevers, près la Revenderie, qu'il possédait en 1166, sont encore sa propriété en 1670 (*ibid.*, 154). Les mêmes phénomènes ont pu être vérifiés pour St-Martin-des-Champs, Cluny, Nogent, St-Bertin, etc.

(3) N., 1.

(4) *Ibid.*, xv.

(5) *Ibid.*, LVII, LIX, LXXVIII, LXXX, LXXXVI, LXXXIX, LXXII, XCIV, LXI, LXII, LXX, XCI, XCV, XCVII, XC.

(6) *Ibid.*, xxx, xxxi, xcvi.

(7) *Ibid.*, xxx, xxix, LXXVII, LXXXVII.

(8) *Ibid.*, xix, xxxvii, xxxv, lvi, lx, lxxv, civ.

(9) *Ibid.*, xiii.

(10) *Ibid.*, xxvii, xxxiv.

(11) S. M. Ch., 19, 21, 40, 68, 83, 84, 87, 90, 95, 100, 108, 109, 113, 114, 116, 118, 119.

(12) *Ibid.*, 16, 20, 22, 37, 81, 86, 92.

(13) *Ibid.*, 49, 66, 98.

(14) *Ibid.*, 65 ; moitié d'un champ, 40, 98, 117.

(15) *Ibid.*, 17, 20, 22, 29, 61, 105.

(16) *Ibid.*, 44, 50, 51, 52, 54, 55, 69, 93, 94 ; vingt deux sillons, 105, 106.

(17) *Ibid.*, 31, 35, 42 ; deux églises, 71, 75.

(18) *Ibid.*, 64.

deux chartes des années suivantes (1) mentionnent la cession d'autres biens situés sur le territoire de cette localité postérieurement à l'acte de libéralité que nous venons de mentionner; c'est donc que ce diplôme n'avait pas dans la réalité correspondu à une donation de Marnay dans son intégrité.

Ce fait n'a d'ailleurs rien d'exceptionnel, il est même fort courant jusqu'à la fin du x^e siècle, surtout, ou la première moitié du x^e siècle pour certaines régions. On sait en effet qu'alors même qu'un bienfaiteur d'un établissement monastique déclare qu'il lui cède un bien intégralement *cum omne sua integritate* (2), cela signifie simplement qu'il entend vendre ou donner tout ce qu'il possède dans la localité et équivaut à la formule également fréquente, mais correspondant mieux à la réalité : *Quidquid nos habere videmur, donamus*. Cluny reçoit ainsi en mars 951 la villa de Collonge avec cinq familles de serfs (3); néanmoins, durant la cinquantaine d'années suivante, l'abbaye ne cessa pas d'y compléter son domaine (4). Une remarque analogue peut être faite au sujet de la villa d'Ecussolle qui, bien que donnée le 8 août 936 au monastère de Cluny dans son intégrité avec son église, les *villulae* en dépendant, leurs appartenances et leurs tenanciers (5), s'accroît cependant dans la suite par achats de curtils et de terres jusqu'en 960, soit vingt-quatre ans après l'acte qui semblait faire croire à la tradition totale de la villa (6). Il en est de même pour les villas de Fournières (7), Saint-Léger en Maconnais (8). Beaumont-sur-Grosne en Chalonnais (9) et bien d'autres encore.

Il est encore un indice aussi probant des petites dimensions et de la dispersion d'un grand nombre de biens-fonds qui ont constitué le domaine des diverses maisons clunisiennes, surtout pendant les premiers siècles de l'histoire de l'ordre, dans le fait suivant : très souvent dans les actes sont mentionnés avec un grand luxe de détails et de précisions les tenants et les aboutissants des terres cédées : désignation des riverains, des chemins et routes (*via publica, strata*), voies vicinales ou simples chemins de terre (*exitus communis, semitarium*), bornage (*molare*); or il serait impossible d'agir ainsi pour un domaine relevant seulement du régime de la moyenne propriété, c'est-à-dire d'une contenance variant de six à dix hectares.

(1) *Ibid.*, 65, 66.

(2) BRUEL, 293, 398, 446, 653, 802, 835, 1525.

(3) *Ibid.*, 802.

(4) *Ibid.*, 809, 865, 984, 1273, 1282, 1463, 1563, 1571, 1612, 1691, 1804, 2634.

(5) *Ibid.*, 446.

(6) *Ibid.*, 891, 943, 1194.

(7) *Ibid.*, 218, 283.

(8) *Ibid.*, 843, 1123, 1564, 1909.

(9) *Ibid.*, 1525, 2933.

D'ailleurs chaque fois que l'on se trouve en présence d'un bien-fonds d'une certaine importance, le détail des terres est omis, on retrouve alors presque toujours la formule vague et générale *ex rebus nostris dono (vel vendo) vobis omnes res sitas in pago N. in agro N. in villa N. hoc est mansum [ecclesiam, curtulum] integrum (alias res que ad ipso [manso, curtulo] aspiciunt.. cum vineis, vircariis, campis, pratis, silvis, aquis aquarumque decursibus et omnibus appendiciis*, formule qui n'indique d'ailleurs pas que tous les biens énumérés soient attenants et qui paraît plutôt suggérer l'idée contraire de pièces de terre séparées.

Pour n'être pas fréquentes aux ^x^e et ^{xi}^e siècles particulièrement, la moyenne et même la grande propriété n'en ont cependant pas moins coexisté, plus tard surtout, avec le régime parcellaire dans le système domanial clunisien. D'abord il se manifeste chez les moines la tendance très nette d'apporter tous leurs soins à augmenter leurs possessions territoriales, d'autre part s'éveilla de bonne heure parmi les religieux clunisiens, comme chez leurs contemporains de l'Eglise séculière et régulière, le désir de constituer petit à petit un ensemble de propriétés plus compactes. Nous avons déjà dit que la majorité des actes d'échanges et une grande partie des achats effectués par les monastères ont été inspirés, croyons-nous, par une volonté de remembrement et de regroupement dont nous sont demeurés de nombreux exemples (1). Les Clunisiens s'efforcèrent de bonne heure, les actes en sont le témoignage, d'accroître leurs possessions là où ils étaient déjà propriétaires soit d'une exploitation d'une certaine importance, soit d'un certain nombre de terres. C'est ce que l'on peut constater, par exemple, pendant les ^x^e et ^{xi}^e siècles, période de formation du domaine de l'abbaye de Cluny, pour toute une série de grandes *villae*, plus tard centres d'importantes seigneuries, telles que Baine (2), Bésornay (3), Château (4), Varanges (5). Le cartulaire de Saint-Marcel de Chalon, rédigé à la même époque, nous révèle une analogue préoccupation de groupement des biens dans un certain nombre de localités. Ce prieuré s'efforça en effet

(1) *Ibid.*, 925, 2984, 3048, 3091, 3138, 3158, etc. ; S., 254, 493.

(2) *Ibid.*, 185, 438, 716, 924, 996, 1029, 1038, 1367, 1388, 1510, 1516, 1829, 2140, 2545, 2564, 2791, 2811, 2958 (a. 912-1025).

(3) *Ibid.*, 297, 340, 455, 470, 902, 926, 1038, 1052, 1059, 1519, 1598, 1735, 1815, 1818, 1820, 1822, 1843, 1850, 1860, 1863, 1871, 1876, 1889, 1890, 1904, 1905, 1906, 1907, 1912, 1918, 1928, 1938, 1945, 2017, 2062, 2093, 2098, 2216, 2225, 2233, 2248, 2249, 2252, 2404, 2456, 2500, 2567, 2631 (a. 927-1032).

(4) *Ibid.*, 275, 290, 362, 434, 744, 1141, 1479, 1733, 2059, 2088, 2260, 2313, 2443, 2520, 2601, 2843 (a. 926-1029).

(5) *Ibid.*, 175, 227, 302, 357, 550, 758, 820, 1061, 1157, 1360, 1406, 1528, 1613, 1617, 1780, 2022, 2135, 2202, 2298, 2331, 2446, 2552, 2558, 2774, 2968.

d'augmenter le plus possible ses possessions situées à Servigny (1), Olons (2), Bey (3), Ouroux (4), Pontoux (5), etc., tandis que dans des villages comme Charnay (6), Rosay (7), Aubigny (8) et Sennecey (9), ses biens restèrent peu nombreux et clairsemés sans aucune autre raison valable, semble-t-il, que celle que nous supposons.

Un des exemples les plus caractéristiques de ce souci est celui de la grange de Verlaine, appartenant au prieuré saintongeais de Barbezieux. De deux setérées de terres et quatre quarterées de prés épars au XI^e siècle, elle finit par devenir, grâce aux efforts patients et persévérants de plusieurs générations de moines au cours du siècle suivant, un domaine d'un seul tenant d'une superficie d'une trentaine de setérées (10).

Il est incontestable qu'à partir du XIII^e siècle surtout, à côté des domaines du type de la petite propriété, qui toujours forma l'élément le plus important des possessions foncières des membres de l'institut clunisien, il se constitua petit à petit, surtout au bénéfice des monastères les plus importants, des domaines plus compacts qu'à l'origine, relevant du régime de la moyenne propriété et même de-ci de-là de la grande propriété. Il ne faut pas oublier non plus que même dans celle-ci la dispersion des éléments la constituant est fréquente, malgré les efforts du propriétaire pour l'atténuer et si possible la faire disparaître.

De nombreuses constatations de cet ordre viennent étayer notre hypothèse. A force de joindre les parcelles à d'autres semblables, l'abbaye de Cluny finit par constituer des domaines formés d'éléments vraiment agglomérés, à côté de pièces de terres isolées et éparses qui, elles, comme nous l'avons déjà dit, ne disparurent jamais complètement par l'absorption dans des fonds plus importants.

Dans certaines régions où Cluny était possessionné dès ses origines : la partie de la Bourgogne appuyée sur la Loire, l'Auvergne, les pays de Lyon et de Vienne, et en général toute la vallée du Rhône, la moyenne propriété semble avoir existé sur les terres clunisiennes à une époque (XI^e siècle) où il n'en était pas encore

(1) St-M. Ch., 104, 105, 106, 108, 109, 110, 114, 116, 117, 118, 119.

(2) *Ibid.*, 92, 93, 94, 95, 96.

(3) *Ibid.*, 16, 17, 98, 100.

(4) *Ibid.*, 18, 19, 81, 83, 84, 86, 87, 90.

(5) *Ibid.*, 36, 37, 39, 40, 44.

(6) *Ibid.*, 40.

(7) *Ibid.*, 109.

(8) *Ibid.*, 29.

(9) *Ibid.*, 87.

(10) Barbezieux, LXXI à LXXXIV.

trace en Mâconnais, en Chalonnais et dans la partie de l'Autunois la plus voisine du pagus de Mâcon. Sans doute ce régime encore exceptionnel tient-il à la nature du sol moins fertile et, ce qui en est une conséquence immédiate, à une densité moins grande de la population.

Les preuves de la relative extension du type de la moyenne propriété sur cette partie du domaine de Cluny sont fournies par les divers actes la concernant. En effet, on ne rencontre que très rarement dans les documents touchant des mutations de propriétés situées dans les pays arrosés par le Rhône, la Loire et ses affluents, des terres dont la superficie soit exprimée en perches et en pieds, le nom des riverains des fonds cédés n'est mentionné qu'exceptionnellement, enfin dans ces contrées le manse et le courtil paraissent avoir constitué la tenure principale. La majorité des actes concernant ces pays n'ont pas trait à un champ, à un pré, à une portion de bois de peu d'importance ou à une pièce isolée de vigne, mais à un manse ou à un courtil (1) qui comprend ces quatre formes de culture réunies dans une exploitation unique. Dans cette région aussi, les monastères recevaient tantôt une villa véritablement entière (2), semble-t-il, tantôt, et c'est le cas le plus fréquent, un ou plusieurs manses dans une même villa (3). La même observation peut être faite pour certains prieurés clunisiens comme Paray qui ne possédait au ^{xiii}^e siècle pas moins de 39 domaines d'une certaine importance, et vers la même époque, Saint-Marcel de Chalon, propriétaire de 23 manses, ainsi que nous l'avons constaté.

Il est toutefois une remarque qui vient à l'esprit quand on a étudié les différents recueils de titres de propriétés concernant les maisons de l'ordre de Cluny, c'est que certains monastères ont pourtant été prospères sans être aussi riches que d'autres en biens fonciers, la forte proportion des cessions de dîmes et de revenus provenant de droits de patronage sur les églises rurales y suppléait. Des prieurés comme Saint-Denis de Nogent, Saint-Mont, Longpont, Saint-Christophe-en-Halatte en tiraient le plus clair de leurs ressources.

Il est fâcheux que le trop petit nombre de cartulaires clunisiens subsistants (une quarantaine à peine, dont la moitié a été publiée) empêche de se livrer à des comparaisons entre les divers éléments constitutifs des patrimoines des différents monastères de l'ordre et de juger de la proportion de ces éléments dans le domaine d'un grand nombre de maisons. Sans doute, si cela avait été pos-

(1) BRUEL, 759, 2679, 1110, 1460, 2101, etc.

(2) *Ibid.*, 653 (Chaveyriat), 1206 (Pouilly), 204 (Romans), 2466 (Ganagobie et Piolenc, au pays d'Avignon), 871 (Bagneux, en Auvergne), 724, etc.

(3) *Ibid.*, 593, 929, 2007, 2105, 2725.

sible, eût-on pu alors déterminer d'une façon relativement satisfaisante l'orientation agricole de Cluny.

II. — FORMATION DU DOMAINE FONCIER.

A la base de toute propriété ecclésiastique sont les donations ou libéralités des fidèles. Non seulement elles forment l'essentiel du premier noyau des possessions des divers établissements religieux, mais encore c'est à elles surtout qu'est dû pendant longtemps leur accroissement et leur développement. On sait par contre que la forme de l'acte testamentaire n'avait que très peu de faveur auprès des religieux, la transmission sous cette forme étant très difficile à cause du consentement nécessaire des héritiers, condition formelle de la validité pour les actes entre vifs et qui faisait défaut aux testaments. Ce n'est que vers la fin du ^{xiii}^e siècle que la situation changea, les officialités faisant alors enregistrer les testaments et en assurant l'exécution. Malgré cela, même à partir de cette époque, on ne rencontre que peu d'actes de cette catégorie dans les cartulaires monastiques et en particulier dans ceux relevant de Cluny.

Il serait oiseux de citer une fois de plus les motifs qui ont inspiré les bienfaiteurs des diverses maisons clunisiennes : admiration pour la vie exemplaire des moines encore dans toute la ferveur primitive, désir de se ménager une place avantageuse dans le ciel ou de participer pour soi-même et les siens au bénéfice des prières des monastères, souci de réparer par des actes de générosité une longue existence de crimes et de défaillances de toutes espèces, ou de s'assurer la protection de la Providence au départ pour une expédition aventureuse, comme la croisade par exemple.

Les donateurs furent aussi bien de grands personnages : papes, empereurs, rois, ducs, grands féodaux, évêques que des clercs, des nobles, des hommes libres en grand nombre, voire même des serfs (1).

La célébration d'anniversaires en mémoire des bienfaiteurs des monastères fut jusqu'à la fin du ^{xiii}^e siècle un excellent moyen pour les moines de faire affluer les dons des laïques. Certaines maisons, telles l'abbaye de Cluny (2), La Charité (3), Saint-Martin-des-Champs (4), se virent tout particulièrement favorisées à cet égard. Elles reçurent à l'occasion de ces fondations pieuses la propriété

(1) Nous nous permettons de renvoyer pour tout ce qui concerne cette question touchant l'abbaye de Cluny à notre étude : *Le domaine de l'abbaye de Cluny aux X^e et XI^e siècles*, Paris, 1923, in-8°, pp. 39-49.

(2) BRUEL, 394, 405, 425, 427, 511, 2075, 2805, etc.

(3) La Ch., LXXIX, CXXI, CXXII,

(4) DEPOIN, 776 ; cf. aussi Barbezieux, I, XI, LXXX, XCV, CCH, CCXXII, DIV, etc

de redevances souvent assez considérables en nature ou en espèces à percevoir sur des moulins (1), des étaux de boulangers (2), des tailles (3), des cens assis sur des prés et autres revenus (4).

Parmi les donations, une place à part doit être faite à celles accompagnant des oblations d'enfants ou des entrées dans l'ordre. Ces actes gracieux et point encore obligatoires sont assimilables aux constitutions de dots monastiques qui n'entreront dans les usages des réguliers que bien plus tard et en tout cas postérieurement à la période qui nous occupe. Les libéralités à l'occasion de prise d'habit ou *monachatio* (5) ont cela de particulier que généralement elles sont d'une assez grande importance et qu'il en est peu d'une valeur minime (6). A côté de quelques vastes domaines (7), l'objet le plus courant des donations est un manse (8), parfois aussi de notables portions de bois (9), enfin un certain nombre de redevances, cens ou autres similaires (10).

Bien qu'ils en portent le nom, nous ne cataloguerons pas parmi les actes gracieux de libéralité ceux dont le but véritable est de prémunir l'auteur contre l'incertitude de ses ressources personnelles. En se dépouillant d'une partie de leurs biens au profit des moines clunisiens, de très nombreux donateurs faisaient, en réalité, une affaire (11). Les parcelles de terre étaient souvent bien moins précieuses à leurs possesseurs que les redevances qu'ils tiraient des hommes qui les cultivaient. Mais la perception en était aussi difficile qu'aléatoire. L'établissement religieux que l'on investissait de la propriété et qui endossait l'obligation d'en payer les revenus était un répondant bien plus sérieux que le tenancier insolvable en apparence ou en réalité. On accomplissait ainsi une œuvre pie en continuant à bénéficier du rendement de sa terre et même en le rendant plus assuré. Ce calcul explique qu'un grand nombre de libéralités sont grevées d'une jouissance viagère des fruits au profit du donateur (12), de ses enfants (13), de sa femme (14), de son frère, d'un

(1) La Ch., LI, CVIII.

(2) *Ibid.*, LXXXIX.

(3) *Ibid.*, CXXIII.

(4) *Ibid.*, CXXXIX.

(5) Barbezieux, XXXV, XXXIV, XL, LXXXI, C, CXIII, CXX, CLXXIII, CCXIII, CCCXVI, CCCLXXVIII, CCCII.

(6) BRUEL, 3522, 3823 ; Longpont, LXVII, LXXIX.

(7) BRUEL, 2779, 3528, 3537, 3538, 3681, 4259.

(8) *Ibid.*, 2063, 3100, 3101, 3199, 3292, 3300, 3526, 3527 ; St-M.-Ch., 108.

(9) BRUEL, 3208, 3274, 3302, 3873 ; Longpont, LIII.

(10) *Ibid.*, XXIX, XXXI, XXXIII, XXXVIII, LXXIV, LXXVI, LXXVII, LXXX, CXXXIV.

(11) Barbezieux, XI, XLVII, LXXX, CCXXVII, CCCLV ; Domène, 49.

(12) BRUEL, 293, 349, 403, 413, 524, 754, 812, 1643, 2548, 2780, etc.

(13) *Ibid.*, 693, 1484, etc.

(14) *Ibid.*, 116, 509, 1022.

neveu (1) ou de toute autre personne. Souvent l'abbaye ou le prieuré bénéficiaire doit aussi à l'auteur de la libéralité l'assistance en cas de besoin (*auxilium et adiutorium*) (2), la nourriture et le vêtement (3). Malgré tout, les moines trouvaient avantage à une opération qui leur permettait d'arrondir un domaine souvent fragmenté ou parcellaire.

Pour les maisons clunisiennes comme pour tous les autres instituts monastiques, c'est généralement dans les cinquante ou les cent années qui suivent sa fondation qu'un monastère atteint le maximum de sa ferveur religieuse. A cette période de zèle intense correspond une pareille générosité incroyable de la part des donateurs. Aussi longtemps que le moine paraît vraiment servir Dieu, les fidèles désirent ses prières et le comblent de dons, le regardant comme leur meilleur interprète auprès de la Providence et en même temps comme l'économe des pauvres. Ainsi pour la seule abbaye de Cluny, de 910, à 980 nous ne trouvons pas moins de six cent trente donations dans la seule région mâconnaise. Beaucoup d'autres actes de libéralité, du même temps et en nombre sensiblement égal, concernent des propriétés cédées aux moines de Cluny dans les contrées voisines : dans le pagus de Lyon, dans celui de Châlon, d'Autun, de Vienne, en Auvergne, en Provence, etc. De 1052 à 1083, soit en trente et un ans, on (4) compte encore trente-deux fondations de prieurés importants incorporés à l'ordre, mais de 1086 à 1150 (soixante-quatre ans) vingt-huit seulement (5). Puis le nombre de donations reste à peu près constant jusqu'à la fin du xiii^e siècle pour décroître très fortement à partir de cette époque, et aux environs de 1300 on peut dire que la source en est complètement tarie.

M. Marc Bloch s'est demandé si ce brusque arrêt des donations, qui correspond à un phénomène contemporain à peu près universel pour les autres groupements de la famille bénédictine, n'aurait pas quelque liaison avec l'achèvement des défrichements, pour ainsi dire terminés aux approches du xiv^e siècle. N'ayant plus de terres incultes ou à reconquérir à la culture à concéder aux religieux, leurs habitués bienfaiteurs auraient, suivant cet historien, été forcés de restreindre et même de cesser leurs libéralités à l'égard des monastères.

(1) BRUEL, 1019.

(2) *Ibid.*, 1523.

(3) *Ibid.*, 179, 362, 2056, 2685.

(4) *Ibid.*, 2413, 2983, 3343, 3346, 3377, 3378, 3402, 3404, 3410, 3439, 3452, 3454, 3456, 3469, 3471, 3490, 3492, 3494, 3495, 3523, 3533, 3536, 3539, 3548, 3580, 3582, 3589, 3594, 3598, 3599, 3603.

(5) *Ibid.*, 3621, 3630, 3633, 3652, 3659, 3697, 3699, 3717, 3724, 3725, 3732, 3762, 3810, 3835, 3855, 3900, 3906, 3927, 3937, 3993, 3995, 4072, 4076, 4200, 4213, 4234.

Nous ne croyons guère à cette explication, du moins pour les maisons suivant la règle de Cluny, pour la simple raison que, parmi les terres dont elles ont été gratifiées, ne figure dès les origines qu'une proportion extrêmement minime de terres incultes, d'essarts ou de landes.

Nous avons au contraire la conviction qu'avec le temps si l'enthousiasme religieux des moines s'est refroidi, la faveur des fidèles aussi a diminué, la vogue allant aux ordres nouveaux, et avec elle leur générosité. Le temps avait changé leur mentalité et leurs aspirations. Leur curiosité éveillée dans d'autres domaines les incitait à se mêler de questions que leurs pères n'avaient pas songé à aborder et par suite à réserver à d'autres objets leurs biens disponibles.

Sont-ce les dons qui se sont ralentis les premiers ou le zèle des moines ? Nous nous déclarons incapables de l'élucider. La seule chose certaine est que la ferveur religieuse et la richesse matérielle vont communément de pair aussi bien dans les maisons clunisiennes que dans les autres monastères.

Ainsi s'explique le souci de l'ordre de Cluny de suppléer par d'autres moyens au trouble que risquait de susciter dans son équilibre économique la carence de jour en jour grandissante des donations. Cela ne signifie point que les autres modes d'accroissement de la propriété clunisienne, qu'ils s'agisse d'actes d'échange, de prêts sur gages ou d'achats de rente, n'aient pas été employés dès les débuts par les moines, mais seulement que la diminution sensible des donations leur imprima une impulsion plus forte.

Les échanges furent de bonne heure recherchés par les moines d'une façon suivie, c'était pour eux en effet un moyen pratique et peu coûteux de réunir les parcelles de terrain éparses et de médiocres dimensions qui pendant longtemps constituèrent la majeure partie du domaine clunisien (1).

D'un usage aussi ancien, — ils représentent en effet un emploi normal des économies et des fonds liquides des monastères, — les actes d'achat tendent cependant à se multiplier à mesure que l'on avance dans le temps (2), donc aussi à mesure que diminue le nombre des donations consenties en faveur des moines. Les objets d'acquisition sont généralement des terres de peu d'étendue et de valeur relativement minime. Comme pour les échanges, les religieux semblent en passant ces actes avoir eu surtout l'intention de se

(1) Pour ne citer que le *Recueil des chartes de Cluny*, cf. BRUEL, 173, 220, 232, 278, 280, 325, 337, 495, 506, 513, 573, 580, 590, 603, 639, 660, 685, 703, etc.

(2) *Ibid.*, 164, 339, 514, 558, 605, 645, 847, 849, 962, 1025, 1029, 1030, 1031, 1040, 1171, etc.

débarrasser d'enclaves étrangères et s'être préoccupés d'arrondir les pièces de terre déjà en leur possession en les complétant par l'achat de parcelles voisines. Aussi rencontrons-nous surtout dans les cartulaires des actes concernant un champ (1), quelques arpents de terre (2), un pré (3), une vigne (4), une saussaie (5), parfois un petit domaine formant un ensemble (6). Les acquisitions de bois à titre onéreux sont très rares (7), celles de *manse*s ou de *courtills*, c'est-à-dire d'exploitations de grandes ou de moyennes dimensions, sont à peu près inconnues.

Souvent les actes de « déguerpissement » consentis en faveur des monastères pour mettre fin à l'envahissement illicite de leurs terres ne sont en réalité pour eux que des achats déguisés destinés à les faire rentrer dans la propriété de leurs biens usurpés par de puissants voisins. De pareils documents sont presque toujours la conséquence d'un jugement rendu en faveur des religieux. Or ceux-ci ont fréquemment, pour aboutir plus vite, consenti à un compromis et offert une compensation sous la forme d'une somme d'argent parfois assez forte : 100 sous (8), 50 sous (9), versée à l'auteur du déguerpissement qui d'autres fois est dédommagé par les moines de sa restitution par le don qu'ils lui font d'un objet quelconque (10), tel qu'un manteau de prix (d'une valeur de 40 sous) (11), ou d'un cheval (12).

III. — EMPLOI DES CAPITAUX.

Mais bien plus que les échanges ou les actes d'achat, il est une catégorie d'opérations financières, destinées à l'accroissement des domaines ou des revenus, qui pendant tout le Moyen Age jouirent d'une faveur extrême dans les milieux monastiques tout particulièrement : le *mort-gage* d'abord et plus tard les *achats de rentes*.

Le prêt d'argent à intérêts était, comme on le sait, interdit au Moyen Age par la législation de l'Église ; mais il a toujours subsisté

(1) *Ibid.*, 3107, 3146 ; S., 55, 71, 231.

(2) DEPOIN, 606, 969, 1162, 1176 ; St-Ch. H., pp. 27-91.

(3) BRUEL, 5307, 5297.

(4) *Ibid.*, 4243. — DEPOIN, 984, 1162. — S., 254, 293. — Souvigny, 194, 202, 211, 241.

(5) R., 529. — BRUEL, 3114. — DEPOIN, 969.

(6) BRUEL, 5294.

(7) *Ibid.*, 3159.

(8) *Ibid.*, 2043.

(9) *Ibid.*, 343, 2090, 2144, 2879.

(10) *Ibid.*, 2213, 2974.

(11) *Ibid.*, 1885.

(12) St-M., XIX, XXII, XXXIII, LXX, LXXVI. — BRUEL, 3159. — F. GGER, 174, 175, etc. — Barbezieux, CCXXVII, CCCCLV.

néanmoins et pas seulement chez les Juifs et les Lombards. Cependant les établissements religieux ne pouvaient pas décemment en faire usage. D'ailleurs, même en dehors des empêchements canoniques, le prêt à intérêts n'assurait pas une sécurité suffisante aux monastères et comportait des risques qu'ils ne voulaient pas courir. Au contraire, l'engagement immobilier, le mort-gage, offrait au prêteur par une seule et même opération une garantie à toute épreuve et une rémunération du capital. Il était aussi un moyen avantageux et par suite fort apprécié par les moines d'acquérir des immeubles à bon compte.

Il ne faut pas confondre le *mort-gage*, qui a toutes les préférences des prêteurs monastiques, et qui, seul, comporte un intérêt — : le revenu de l'immeuble en attendant le remboursement du capital que le fond ou la redevance engagée représente — avec le *vif-gage*, opération surtout caritative, ne comportant aucun bénéfice, puisque les fruits perçus sont imputés sur le capital (1). Le capital prêté à l'engagiste est, cela se conçoit, inférieur à la valeur vénale de la terre engagée. En effet, le prêteur, plutôt que d'acquérir par engagement une terre qui peut lui être reprise d'un moment à l'autre, donnerait la préférence à l'achat ferme d'un immeuble de revenu double. Le bénéfice éventuel du prêteur est représenté par la différence entre le montant du capital prêté et la valeur vénale de la terre (2). Les prêts sont conclus pour des laps de temps variables : trois ans (3), cinq ans (4), un an, avec report à date fixe : de mars en mars par exemple, pendant la durée d'une affaire déterminée : la croisade entre autres (5) ; mais le plus souvent la terre et ses revenus restent engagés jusqu'à complet remboursement, l'époque n'en étant pas fixée dans le texte du contrat de prêt (6). Les objets d'engagement sont soit des terres, soit des revenus sur des terres : dîme (7), cens en nature (8) ou en argent (9).

(1) Pour le mécanisme de ces divers prêts, cf. Robert GÉNESTAL, *Rôle des monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e siècle*. Paris, 1901, in-8°.

(2) Un document de 1194-1195, extrait des archives de St-Martin-des-Champs, nous donne à ce propos un renseignement intéressant. Les seigneurs de Courtry avaient engagé pour 120 livres parisis la dîme de Brie ; pour se libérer, ils l'ont vendue 180 livres aux religieux d'un prieuré dépendant de St-Victor (DEPOIN, 548-549).

(3) BRUEL, 3782.

(4) *Ibid.*, 3257. — La Ch., XLIII.

(5) *Ibid.*, XXIX. — DEPOIN, 513, 678.

(6) La Ch., XLIII, LVI. — DEPOIN, 518, 549. — N., LXV. — S., 741, 965. — BRUEL, 3271, 3272, 4391, 4675, 4681, 4683, 5175. — St-M., LXXIX, LXXX.

(7) DEPOIN, 513, 676. — BRUEL, 4673, 4720, 4683.

(8) *Ibid.*, 4681.

(9) *Ibid.*, 4683.

Les sommes prêtées sont généralement d'importance : 1.300 sous et 1 marc d'argent (1095) (1), 67 livres en monnaie d'Orléans (2), 500 livres (3), 30 livres (4), 10 livres (5), 500 sous (6), 90 livres (7), 25 livres clunisiennes (1235) (8), 6 livres viennoises (9), 30 livres viennoises (10).

Dans les cartulaires, il n'est de traces de ces contrats lorsqu'ils tiennent lieu de titres de propriété, soit que l'emprunteur n'ait pas pu se dégager et que par suite le monastère prêteur soit devenu propriétaire du gage — et c'est le cas le plus fréquent —, soit qu'il y ait eu vente ou legs du gage (11); et, en effet, quelle utilité y aurait-il eu à mentionner le souvenir d'un gage racheté ou d'une opération qui n'aurait pas laissé de trace dans le patrimoine immobilier du monastère ?

Du reste par mesure de prudence, les moines ne tenaient pas à laisser subsister sans utilité la preuve d'un contrat que l'Église n'avait jamais vu avec faveur. En effet, déjà dans un concile tenu à Tours, le pape Alexandre III (1159-1181) interdisait le mort-gage aux clercs et aux religieux comme entaché d'usure.

De fait, c'était pour le débiteur un moyen de crédit très onéreux et très dangereux, se terminant souvent par la perte de l'immeuble engagé. C'est surtout au fond un prêt de consommation et non de production, or l'Église a toujours poursuivi cette espèce de prêts de ses blâmes. Il n'a jamais servi qu'à une catégorie sociale : celle des chevaliers (*milités*) gênés ou ayant besoin temporairement de fonds pour entreprendre de lointaines expéditions. A force de réclamations, les autorités ecclésiastiques obtinrent que les moines renonçassent à ce moyen d'enrichissement qui leur avait beaucoup servi. Le mort-gage disparaît dans les maisons religieuses à la fin du XII^e siècle et au début du XIII^e. C'est du moins la théorie de M. Genestal qui, le premier, dans sa thèse de doctorat, s'est occupé du mort-gage (12).

(1) La Ch., xxix.

(2) *Ibid.*, xxxi.

(3) *Ibid.*, xliii.

(4) DEPOIN, 513.

(5) N., lxv.

(6) S., 965.

(7) BRUEL, 4675.

(8) *Ibid.*, 4683.

(9) *Ibid.*, 4720.

(10) *Ibid.*, 5175. — A propos des prêts sur morts-gages consentis par l'abbaye de St-Bertin : Van WERWEKE, *Le mort-gage en Flandre et en Lotharingie* (*Rev. belge de philol. et d'hist.*, VIII, 1929, 77), cite les chiffres suivants libellés en livres flamandes : 1219 = 300 livres, 1222 = 1600 livres, 1223 = 250 livres, 1251 = 300 livres, 1264 = 500 livres.

(11) DEPOIN, 548, 549 ; S., 684, 965.

(12) R. GÉNESTRAL, *Le rôle des monastères comme établissements de crédit étudié en Normandie du XI^e à la fin du XIII^e siècle*, Paris, 1901, in-8°.

L'epuis, un autre auteur M. Hans van Werweke a prétendu (1) que ce n'étaient pas les décisions conciliaires qui avaient provoqué l'arrêt de cette pratique, mais l'impécuniosité des grands établissements monastiques à partir du XIII^e siècle. Les établissements religieux de fondation plus récente et qui bénéficiaient d'une trésorerie plus à l'aise et plus souple firent au contraire selon ce dernier un fructueux usage du mort-gage bien postérieurement au XIII^e siècle; il est vrai, ajoute-t il, que la grande majorité des prêts de cette catégorie était gagée sur des dîmes qui, elles, n'étaient pas visées par les interdictions canoniques. Il ne nous semble pas, quant à nous, du moins en ce qui concerne les maisons clunisiennes, que l'on puisse être aussi catégorique que l'est M. Van Werweke, l'impécuniosité ne semble pas avoir joué en l'occurrence pour les maisons de l'ordre. En effet, lorsque, soit par soumission à l'égard de l'autorité ecclésiastique, soit, mus par une conception nouvelle de leurs intérêts matériels, ou bien encore pour obéir à la fois à l'un et à l'autre de ces mobiles, les moines clunisiens cessèrent presque complètement à partir du XIII^e siècle d'user du mort-gage, ils traversaient une période de prospérité à peu près générale. De plus, pour pouvoir faire les nombreuses acquisitions de rentes auxquelles on les voit consacrer leurs efforts, surtout à partir de cette époque, il fallait bien qu'ils eussent les capitaux abondants et liquides que M. Van Werweke semble vouloir refuser aux plus anciens instituts bénédictins à partir de l'époque où on les voit abandonner ce genre de prêt.

Les monastères avaient toujours acheté des *rentes*, mais cet autre moyen de crédit jouit d'une recrudescence de faveur au XIII^e siècle, lorsque le mort-gage eut été interdit par le Saint-Siège. Les moines faisaient l'acquisition, soit de *rentes nouvelles* créées par le vendeur sur une terre, soit de rentes déjà existantes et vendues telles quelles. D'après la teneur de l'acte, on les distingue aisément : si la rente est dite payable par le vendeur lui-même et ses héritiers, c'est qu'il est tenant de la terre grevée et que par conséquent la rente est une rente nouvelle. Si au contraire la rente doit être payée par un tiers, c'est une rente ancienne.

Avant le XII^e siècle, tout droit perpétuel rapportant des revenus périodiques était réputé immeuble et négociable, par exemple une dîme ou une portion de dîme. Mais avant cette époque on ne cédait pas par contrat distinct, comme on le fit par la suite, une redevance sans la terre sur laquelle elle était perçue ; cette redevance : le cens était alors de valeur minime. Avec les progrès de l'agriculture et le

(1) WAN WERWEKE, *op. cit.*, 53-91.

repeuplement des campagnes, les seigneurs accensèrent à un taux plus élevé des terres nouvelles ou d'anciennes retombées entre leurs mains par confiscation, deshérence ou d'autres manières.

Cette dernière catégorie de rentes plus élevées fait l'objet de donations et de ventes. Dans la *rente nouvelle*, c'est le vendeur qui est obligé de payer les arrérages de la rente. Dès le milieu du ^{xiii}^e siècle, en effet, l'acheteur, qui n'avait tout d'abord en cas de non-paiement de la rente le droit d'opérer la saisie que sur un seul immeuble, gage de sa créance, l'aura bientôt sur plusieurs immeubles à la fois, parfois sur tous les biens immobiliers du vendeur (1). L'achat de rentes représentait donc pour les monastères un placement durable, et leur offrait les mêmes garanties que le mort-gage; et même leurs principes économiques, qui leur interdisaient les mutations fréquentes dans leurs placements, y trouvaient des avantages plus grands. En effet, le mort-gage n'offrait en principe qu'un placement de peu de durée, le droit du prêteur ne se transformait pas nécessairement en droit de propriété, il pouvait être résolu au bout d'un certain temps, le monastère qui avait récupéré l'argent prêté devait alors chercher un nouveau placement, d'où pour lui un continuel souci de l'administration de sa fortune et un maniement de fonds incessant. Au contraire, une fois placé en rente à un taux suffisamment rémunérateur, le capital, mécaniquement et sans qu'il soit plus nécessaire de s'en occuper, rapporte perpétuellement son revenu. L'administration monastique trouve là une simplification considérable, elle peut en outre compter sur cette ressource qui rentre périodiquement et régulièrement dans ses coffres et lui permet d'équilibrer son budget annuel d'une façon sûre.

Très fréquentes et au moins aussi nombreuses que l'étaient les prêts gagés aux deux premiers siècles de l'histoire clunisienne, les acquisitions de rentes portent généralement sur des sommes relativement plus modestes. En 1272, le prieur de Romainmôtier achète, par exemple, pour 60 sous genevois une rente d'une *coupe* (*cupa*) de bonne huile pure de noix payable à la Saint-André [30 novembre] (2); en juillet 1281 le même monastère acquiert des frères prêcheurs de Lausanne 8 *coupes* de froment de cens assis sur Montagny, près d'Apples, et payables chaque année pour la Saint-

(1) Ainsi le 9 mars 1413, l'infirmier de la Charité, prieur de Berry, reconnaît devoir aux prieur et moines de la Charité chaque année à la Toussaint une rente annuelle de 10 livres tournois, garantie sur tous ses biens et sur son prieuré (La Ch., clvii).

(2) R., 511. La coupe ou coupée est une mesure de capacité, généralement employée dans certaines régions pour les céréales, le sel, etc. Ducange lui donne la valeur d'un tiers de bichet.

Michel [29 septembre] (1). Le 11 juin 1269 Jean de Poye, seigneur de Buzançais, promet aux moines de La Charité une rente de 8 livres assise sur cinq arpents de prés situés à la Charnage, contre le versement d'une somme de 100 livres tournois (2).

Saint-Martin-des-Champs avait acheté en 1148-9 pour 80 livres et un cheval, 110 sols de rentes payables en deux termes (3). En 1227 le même monastère payait 50 sous tournois 28 deniers de cens sur trois arpents situés au Val de Soisy, à Montreuil (4) et quelques années plus tard (1236), Béatrice, abbesse de Saint-Remi-au-Bois, cédait pour 20 sous parisis au prieuré clunisien de Saint-Nicolas-d'Acy 2 sous de cens assis à Paris sur la maison de Garnier Brisebec (5). Pareillement, nous voyons le monastère de Saint-Christophe-en-Halatte acquérir pour 8 livres parisis et demi de Barthélemy Fournier et de sa femme Pétronille un surcens de 13 sous parisis payable à la Saint-Remi, assis sur quelques arpents de vigne (6). Un surcens (7) analogue de 5 sous sur une maison et un domaine à Villemétrie est cédé au même monastère contre 60 sous parisis (8). Quelques années plus tard, un surcens de 31 sous 7 deniers est vendu au même lieu aux moines pour 20 livres et 8 sous parisis (9). Comme on a pu s'en rendre compte par ces quelques exemples pris parmi beaucoup d'autres, les rentes acquises par les monastères clunisiens dont il vient d'être question consistent principalement en revenus libellés en espèces. L'argent est devenu plus abondant à partir du XIII^e siècle et, vivant dans une société qui de jour en jour savait mieux tirer partie du numéraire pour la fructification des patrimoines, les monastères apprirent à leur tour les avantages qu'offre le commerce de l'argent. Cela compensait largement l'inconvénient de n'avoir pas en vertu du contrat de rente la terre, garantie et caution de l'acte, entre les mains comme dans le mort-gage, inconvénient plus apparent d'ailleurs que réel, car de ce fait les moines se trouvaient aussi débarrassés du souci de mettre un nouveau domaine en valeur.

(1) *Ibid.*, 556.

(2) La Ch., cix.

(3) DEPOIN, 315.

(4) *Ibid.*, 861.

(5) *Ibid.*, 967.

(6) S. Ch. H., p. 18.

(7) On sait qu'un censitaire peut ou grever sa terre d'un nouveau cens : le surcens qu'il paiera après le cens seigneurial ou chef cens ou sous-concéder tout ou partie de sa censive, à charge d'un nouveau cens, à un tiers qui en deviendra propriétaire. Cette opération est analogue à la sous-inféodation des fiefs (Cf. entre autres Olivier MARTIN, *Hist. de la coulume de Paris*, Paris, 1922, in-8°, I, 373 et sq. Ce sur-cens est cessible comme un cens ou une rente.

(8) *Ibid.*, 25.

(9) *Ibid.*, 28.

Par cette opération, les maisons de l'ordre de Cluny, comme d'autres monastères leurs contemporains, tout en augmentant leur avoir jouaient en quelque sorte, et peut-être n'est-il pas sans intérêt de le noter en passant, dans une certaine mesure le rôle d'établissement de crédit à l'égard des tenanciers leurs voisins. Le moindre possesseur d'une terre, en effet, peut vendre sur cette terre une rente nouvelle pourvu que les redevances qu'il doit déjà jointes aux frais d'entretien de sa famille et aux dépenses d'exploitation soient inférieures au revenu du sol. En tant qu'acheteur de ces rentes nouvelles seules, les monastères jouèrent un rôle éminemment social et profitable aux petits tenanciers en mettant par cette opération à leur disposition un fonds de roulement dont ils avaient jusque-là été privés. Aussi est-ce presque exclusivement aux tenanciers de leur entourage immédiat que les moines achètent des rentes nouvelles qui sont en réalité des surcens. Souvent même ces vendeurs étaient les propres hommes des religieux. Les monastères connaissaient ainsi mieux que d'autres les gens à qui ils baillaient leur argent, et pour leurs censitaires c'était bien plus commode : l'augmentation de redevance était minime, l'agent auquel on la versait était déjà connu et le versement nouveau se faisait aux mêmes époques que le cens, d'où moins de soucis et de complications d'une part et, de l'autre, un crédit qui judicieusement employé pouvait être d'une grande utilité.

Généralement, et les prescriptions de l'Église se trouvaient de ce fait également sauves, le montant du prix de vente de la rente nouvelle (c'est de celle-ci qu'il est surtout question) ne servait pas à solder une dépense de consommation, mais des frais de production, tels l'achat d'engrais, d'instruments agricoles, de bétail pour le labour ou l'engraissement, la construction de bâtiments d'exploitation ou d'habitation (1). Ainsi une vente de rente entraîne l'augmentation de la valeur de la terre, l'amélioration de l'exploitation agricole et de la situation matérielle du tenancier, autant d'éléments favorables que les achats de surcens des monastères ne faisaient qu'intensifier tout en leur permettant d'employer avantageusement leurs disponibilités en numéraire.

(1) Les moines eux-mêmes firent, bien que rarement, usage de ce procédé pour leur propre compte : en 1217, par exemple, le prieur Jean de St-Martin, des-Champs, d'accord avec Hélie, prieur de St-Denis de la Chartre, son subordonné vendit à St-Germain d'Auxerre 2 sous 7 deniers de rente, pour un capital de 100 sous affecté à l'achat d'une vigne à Pantin, cédée au monastère de St-Denis de la Chartre (DEPOIN, 729).

CHAPITRE II

La mise en valeur de la terre

- I. — Les cultures et l'utilisation du sol : types d'assolement, céréales, vignes, prés, bois, cultures arborescentes, étangs, viviers, pêcheries, salines.
- II. — L'élevage : cheval; espèces ovine, bovine, porcine, âne, volaille.

I. — PRINCIPALES CULTURES ET UTILISATION DU SOL.

Le grand principe de l'économie agricole du Moyen-Age est celui de l'économie fermée. Chaque domaine devait, en principe, se suffire à lui-même et par surplus au paiement des redevances auxquelles il était astreint; la surproduction, l'excédent négociable ou générateur de bénéfice n'était pas recherché. Du moment qu'un monastère avait le nécessaire en céréales et en vin jusqu'à la prochaine récolte, suivant la formule de style répétée avec son inlassable monotonie tout le long des procès-verbaux de visite : *usque ad fructos novos* ou plus rarement *usque ad nova victualia*, les visiteurs de l'ordre se montraient satisfaits de l'administration du temporel du monastère par son prieur et ne réclamaient pas d'autre amélioration du sol ou des cultures (1).

En application de ce critérium fut rédigé le règlement de gestion, applicable aux doyennés ruraux de l'abbaye de Cluny édicté au XII^e siècle par Pierre le Vénérable, intitulé *Dispositio rei familiaris Cluniacensi* [s]. Les neuf doyennés en question étaient appelés à participer à un roulement mensuel pour la fourniture en céréales du grenetier de l'abbaye : *Hec mesalica*, lit-on dans ce document, *ita constituta sunt ut non tres tantum neque quatuor sextarios frumenti, aut plus, sive minus, ad opus unius cujusque diei obedientiarum jam dicto granatario dent, sed quantum necessarium fuerit* (2). Ainsi fallait-

(1) REDET (1330), 409, 410, 411, 412, 418, 422. — LUCE (1293), 243. — BRUEL, Auv., 1891 (1294), 81, 82, 83, 84, (1343), 99. — ROBERT, 14, 16, 17, 22, 25, 27 (1305 et sq.), 33, 48, 49. — DUCKETT, All., 14, 15, 17, 18, 19, 21, 33, 42, 59, 60, 63, 68, 77, 78, 91, 104, 108, 109.

(2) BRUEL, 4132, p. 477.

il que chaque exploitation se procurât par ses propres moyens, c'est-à-dire en les cultivant elle-même à la fois le vin, les céréales et le fourrage en quantité suffisante, quelles que soient la nature et les possibilités du sol chargé de les produire, pour subvenir aux besoins de ses occupants, hommes et bêtes, et à ceux du monastère auquel elle appartenait. De cette nécessité a résulté une ère d'extension presque universelle de la vigne et des céréales, ces deux cultures de bases nécessaires à l'alimentation humaine.

On peut d'autre part sans grand risque d'erreur déduire des documents qui nous restent que les Clunisiens ne furent pas de grands défricheurs. Sans même invoquer la nature des dîmes, dont ils avaient un si grand nombre, il n'y a aucune preuve qu'ils aient participé aux grands défrichements échelonnés du milieu du ^x^e siècle à celui du ^{xiii}^e. Les maisons clunisiennes se trouvaient le plus généralement installées dans de grandes agglomérations, témoins les nombreux rappels à l'ordre à des moines errant dans les cabarets et les maisons particulières des localités de leur résidence. Les fonds qui leur sont cédés ou qui viennent augmenter leur patrimoine sont des terres de bonne qualité, en pleine culture et pas du tout des friches. On sait que ces dernières, lorsqu'il y en a, sont mentionnées parmi les dépendances d'un manse ou d'un courtil. La formule : *cum terris cultis et incultis* devient presque de style, tellement elle est d'usage courant dans les actes des ^x^e et ^{xi}^e siècles, or pour ceux concernant Cluny elle se rencontre relativement rarement. Les terres incultes sont donc l'exception dans les énoncés recueillis dans les documents clunisiens (1); de même au nombre des dîmes perçues par les membres de l'ordre, les dîmes de noales ou des terres conquises sur la forêt ou sur la lande sont peu nombreuses (2).

Une très forte proportion des parcelles cédées à Cluny sont limitées sur un de leurs côtés par un chemin (3) et se trouvent même souvent entre deux chemins (4) et c'est bien là une preuve d'exploitation déjà ancienne. En effet, ces chemins sont soit des voies de grande communication, soit des chemins de terre. Dans la première hypothèse, ils sont tracés depuis une époque fort ancienne pour

(1) S., 58, 82. — N., xviii. — BRUEL, 1988. — St-M., xxxii (et encore est-ce une ancienne terre cultivée : une vigne arrachée). De même les *vinæ desertæ* (8, 22, 52), les *mansiones*, *casales desertæ* (*ibid.*, 583, 586) cités dans le cartulaire de Sauxillanges ne sont pas proprement des friches et lorsqu'on les remet en culture, ce ne sont pas des terres véritablement conquises à la culture, mais des réaménagements après une jachère prolongée.

(2) N., xcvi. xix.

(3) S., 17, 21, 22, 23, 33, 36, 37, 97, 100, 116, 124, 642. — N., xv, xxx. — R., 516, — Lihons, f° 91.

(4) S., 49, 59, 78, 70, 118, 190, 199, 416, etc.

réunir des endroits peuplés de longue date, dans des régions de vieille culture. Dans la seconde, on les a créés pour desservir les terres qu'ils cotoient, dans les deux cas par conséquent les terres qu'ils bornent sont déjà en pleine exploitation à l'époque où elles font l'objet d'une cession aux moines clunisiens. Ces derniers enfin ne pouvaient d'ailleurs guère, du fait de leur existence très absorbée par la célébration de l'office divin et aussi à cause des tendances propres à leur institut, s'adonner à l'exploitation directe si ce n'est à titre d'exception. Au contraire les défrichements sur une grande échelle exigent la direction effective du maître ou tout au moins l'aide d'un nombreux personnel de salariés. Les Clunisiens qui ne pouvaient se consacrer à ces travaux et n'exploitaient eux-mêmes que dans les petits prieurés de deux ou trois moines n'eurent pas non plus ce grand nombre de serviteurs puisque d'une part ils réagirent autant qu'ils le purent contre l'envahissement de la domesticité laïque et que de l'autre ils n'eurent jamais l'aide d'une troupe de convers comme les maisons issues de la réforme d'Hirsau ou encore comme les Cisterciens, dont d'ailleurs, soit dit en passant, on a beaucoup exagéré aussi les prétendus défrichements.

Le Clunisien n'aime pas les solitudes, il n'a pas des goûts d'ermite, il a une préférence très marquée pour l'exploitation du sol par le tiers lié à lui par un accord consenti ou tacite, il a besoin d'un rendement assuré et régulier et n'aime, pas plus qu'il n'en a les moyens, s'abandonner aux aléas de la conquête du sol. Aussi choisit-il toujours les terres déjà en culture, peut être plus usées, mais d'un rendement plus certain. C'est un point que l'on ne saurait négliger de mettre en lumière quand on veut essayer de donner quelques aperçus des cultures et des méthodes agricoles de l'ordre de Cluny.

ASSOLEMENTS.

Les renseignements précis sur les régimes de culture en usage au Moyen Age et sur les diverses sortes d'assolements sont encore si rares qu'il nous a semblé utile d'en noter les mentions chaque fois que les textes nous ont paru véritablement clairs et explicites en cette matière. Mais nous avons négligé délibérément tous les documents insuffisamment probants, mieux valait mériter le reproche d'être incomplet que d'encourir celui d'interpréter abusivement les textes.

Nous trouvons ainsi dans le cartulaire du prieuré de Sauxillanges un acte de reconnaissance de cens où il est question de redevance en seigle l'année où les champs ne sont pas soumis à la jachère :

anno quo fructum terra datura est sans qu'il soit parlé de la durée de cette jachère (1). La mention recueillie dans des actes recognitifs de cens du cartulaire de Longpont par exemple, d'avoine et de blé d'hiver (2) prouve qu'il y avait alternance de ces cultures dans certaines régions, tandis que, dans d'autres, le blé de printemps succédait au blé d'hiver.

Une charte du cartulaire de Barbezieux parle d'une terre sur laquelle les moines ont un droit de champart et 6 deniers de revenus pour la Noël « l'année où l'on sème du blé ou des fèves » (3), il y a donc là trace d'assolement et de rotation. Un système d'assolement triennal avec jachère en la troisième année est nettement indiqué dans un autre texte du même cartulaire de Barbezieux. On y lit que le monastère de Barbezieux a été gratifié d'une borderie qui rend pendant deux ans 1 denier et 1 hémine d'avoine, mais la troisième année ne rend rien » (4). Enfin l'assolement triennal semble attesté par l'alternance des céréales d'hiver (*hiemalis*, hivernage) et de printemps (entre autres : trémois) dans les terres des prieurés de Longpont (5) et de Saint-Martin-des-Champs (6), ce qui n'est qu'une confirmation de plus du régime de trois soles en usage dans les régions septentrionales. Dans ces contrées, les champs s'allongent en longues bandes étroites et l'égalité des soles semble prouvée en maints endroits (7).

Le petit nombre d'indications précises contenues dans les documents clunisiens au sujet des assolements pratiqués sur leurs terres, ne permet pas d'être affirmatif. Il semble pourtant que c'est la grande culture ou l'embryon de ce qu'elle sera plus tard qui a eula préférence dans l'agronomie de Cluny. Les termes petite et grande culture n'ont pas, comme on le sait, au Moyen Age, et même ensuite jusque très tard dans le cours du XVIII^e siècle, c'est-à-dire avant la révolution agricole, le sens qu'ils ont pris depuis. Petite culture alors ne signifie pas comme aujourd'hui une culture entreprise sur une petite surface, mais une méthode culturale suivant laquelle une petite partie de la surface durable est seule soumise à des labours réguliers ; le reste des terres, grands espaces vagues cultivés par intermittence et à longues échéances tous les cinq, six ou sept ans, est laissé en friche et le bétail va y paître en liberté. Dans les pays de grande culture au contraire, la totalité ou presque du territoire

(1) S., 692.

(2) L., XX, XXVII.

(3) Barbezieux, LIII, aussi CCL.

(4) *Ibid.*, CCXX.

(5) L., XX, XXVIII.

(6) DEPOIN, 751.

(7) S., 191, 209, 211, 304, 312, 316, 320, 767.

arable du domaine est soumise au système de l'assolement triennal. Chacune des trois « soles » entre lesquelles ce territoire est divisé porte la première année une récolte de blé d'hiver, elle est semencée l'année suivante en céréales de mars pour être laissée en jachère la troisième année en entier afin que pendant ce temps de repos elle puisse reconstituer ses réserves nutritives avant d'être labourée à nouveau en vue d'une récolte de blé d'hiver. Le sol n'était sans doute pas encore épuisé par les deux années consécutives où il portait des céréales au point de devenir complètement improductif puisque on ne rencontre nulle trace, à propos de l'assolement triennal, de la quatrième sole, non mentionnée à part, mais existant en fait et soumise à une jachère de cinq à six ans, que Raveau nous donne comme d'un usage courant en Haut Poitou et sans doute aussi ailleurs au xvi^e siècle (1).

Plus tard, mais pas encore pendant la période qui nous occupe, les travaux de labour se feront à l'aide d'attelages de chevaux dans ce système de culture; du xii^e au xiv^e siècle, la traction est encore assurée en règle générale par les bœufs. Dans le domaine soumis à cette méthode d'exploitation, le bétail est beaucoup moins abondant que sur l'aire de la petite culture par suite de la pénurie de vastes terrains de pacage; les bêtes ne peuvent en effet être nourries que sur les terres labourées, après la récolte. En revanche la fumure des champs dans le système septentrional de grande culture a été bien mieux assurée que dans le sud, en effet la stabulation beaucoup plus longue des animaux permettait d'emmagasiner une quantité bien plus grande de fumier que sur les terres soumises à la petite culture où le bétail n'était hébergé que pendant les mois les plus rudes de l'hiver. La fumure des terres néanmoins a été en général fort parcimonieuse jusqu'au xvi^e siècle. Nous n'avons quant à nous rencontré que fort peu de détails sur l'emploi des engrais sur les terres clunisiennes, nous savons seulement que le fumier des troupeaux de moutons était très estimé par les moines et que sur leurs domaines il a été d'un usage courant dès les premiers temps de Cluny (2).

Il serait intéressant, si l'on possédait un nombre suffisant de documents sur cette matière, de tenter de vérifier les théories et les critères des spécialistes de l'histoire rurale, en essayant, grâce au nombre des bêtes à cornes nourries sur les domaines clunisiens, de délimiter nettement la zone de la grande et de la petite culture. Mais ce tableau est impossible à dresser d'une façon suffisamment détail-

{1} RAVEAU *L'agriculture dans le Haut-Poitou*, 131-132.

{2} « ... Oves et boves decanis ipsius villæ : oves propter firmum quo sunt arva condienda ». (Udalr., III, II, 691).

lée. L'on peut toutefois assurer que deux régions ont pratiqué la petite culture tout au moins aux XII^e et au XIII^e siècles : la région de Cluny d'une part, et l'Espagne clunisienne de l'autre. C'est dans ces deux pays en effet que l'on trouve mentionnés les plus grands troupeaux de bœufs et aussi les tenures ou exploitations de dimensions les plus réduites. Nous ne disons pas les plus petits domaines, nous avons au contraire pour la province d'Espagne des preuves de grands domaines aux mains des monastères clunisiens. Mais il semble que ces importants domaines ont été dans cette région mis en valeur grâce à un système de multiples petites exploitations.

Nous verrons que Cluny s'est efforcé de développer l'élevage par la création de prairies naturelles et d'encourager l'augmentation du cheptel vif sur ses domaines; mais cependant, à l'instar du reste de l'agriculture française, l'ensemble de son économie rurale reste presque exclusivement orienté vers la production des grains pour laquelle la grande culture apparaît déjà dans la plupart des cas comme le système le plus avantageux, les terres de même qualité exploitées selon les méthodes de la petite culture produisant alors deux fois moins que celles soumises au système de la grande culture.

Les historiens actuels de l'économie rurale de l'ancienne France se montreraient sans doute plus affirmatifs que nous ne croyons pouvoir l'être nous-même et peut-être n'hésiteraient-ils pas à induire de ces faits quelque règle de portée générale favorable à une thèse qui ne manque pas de vraisemblance et qui est aussi très séduisante. Malgré nos observations en parties concordantes, il ne nous semble pourtant pas que l'on puisse encore se permettre de sortir en cette matière du domaine de l'hypothèse, car si d'une part nous avons noté en maints endroits des méthodes culturales relevant d'après les économistes du système qui jusqu'à la révolution agricole fut appelé la grande culture : assolement triennal, champs allongés, nourriture des bêtes sur les labours au repos, et contre nous avons observé aussi dans les mêmes endroits des caractéristiques de la petite culture telles le labour au moyen de bœufs, et surtout les vastes parcours incultes réservés au pacage du bétail. Ces éléments sont-ils contradictoires et infirmeraient-ils les thèses actuellement admises ?

Il nous semble plutôt que les labours effectués à l'aide d'attelages de bœufs pas plus que les vastes terrains laissés en friche pour assurer l'alimentation du bétail ne sont au Moyen Age incompatibles avec le régime de la grande culture dans la mesure où il a pu exister à cette époque. Assistons-nous à une évolution de l'agronomie clunisienne, dans ceux de ses domaines qui s'y prêtaient le

mieux, vers un système tendant de plus en plus à l'abandon des façons propres à la petite culture dont cependant certaines méthodes auraient été malgré tout conservées par les moines et leurs tenanciers, ou bien nous trouvons-nous seulement en présence d'un état intermédiaire entre les deux systèmes qui se départageront plus tard l'agriculture française, que Cluny aurait purement et simplement adopté parce qu'il correspondait à l'usage le plus général alors en vigueur ? Nous opterions volontiers pour cette deuxième hypothèse, mais nous n'affirmons rien, l'insuffisance des indications fournies par les textes ne nous le permettant malheureusement pas.

Autant que nous avons pu nous en rendre compte, il n'y a rien d'absolu dans les systèmes cultureux en usage à l'époque médiévale et le partage de la France entre l'économie rurale communautaire, l'assolement forcé, le troupeau commun au Nord de la Loire et le système libre et individualiste du Sud nous a semblé souvent fort arbitraire. Nous avons ainsi rencontré l'usage du régime des trois soles en Auvergne et en Saintonge, aussi bien que dans le Nord de la région parisienne, et la culture de la vigne que nous verrons propagée très loin vers le Nord a créé de longue date de petits îlots de liberté agraire dans les régions soumises par ailleurs à l'assolement forcé et au travail communautaire. Quoi qu'il en soit, de même que Cluny semble pourtant avoir tâché de développer le système de la grande culture, il paraît aussi par suite d'une conséquence normale avoir milité aussi bien dans le midi de la France que dans le nord en faveur de l'économie rurale septentrionale qui, déjà au Moyen Age, jouissait du prestige d'une civilisation agricole supérieure.

LES CÉRÉALES.

Les céréales rencontrées dans les documents d'origine clunienne sont celles que l'on trouve cultivées partout au Moyen Age : le blé, l'avoine, le seigle, le méteil et l'orge.

On sait que le terme *frumentum* est celui qui sert à désigner notre blé, il est synonyme de *trilicis*, nom plus savant et d'un usage moins courant (1); *bladum*, en français bled, est au contraire le nom de n'importe quelle graine panifiable et correspond assez bien à notre terme : céréales. En 1343, par exemple, dans une visite du prieuré de Breuil en Poitou (un prieur et deux moines) on signale comme différentes espèces de céréales produites par les terres et emmagasinées par les moines : du blé (22 boisseaux), du méteil (28 boisseaux), de l'orge (33 boisseaux) (2).

(1) FRUËL, 4304.

(2) REDET, 414.

Le blé et l'avoine sont de beaucoup les cultures les plus répandues. Il ne semble pas que l'avoine ait eut, chez les Clunisiens, sur le blé la prédominance très caractérisée qui lui a été attribuée par un des derniers historiens de l'alimentation végétale, le Dr Maurizio (1), du moins d'après les documents que nous avons eus sous les yeux. Elle semble au contraire avoir été cultivée de pair avec le froment (2) avec lequel elle alterne comme elle le fait encore aujourd'hui. S'il y a eu parfois prééminence de l'une de ces céréales sur l'autre, il paraîtrait au contraire, autant qu'on peut en juger et en tenant compte de la valeur supérieure tant marchande que nutritive du blé, que c'est ce dernier qui l'emporta dans bien des cas, sans doute en raison de la qualité de la majorité des terres clunisiennes qui comptaient parmi les meilleures. Toutefois, ce n'est là qu'une présomption, car à côté de quelques textes précis il en est une foule d'autres où l'espèce des céréales n'est pas indiquée.

On connaissait le blé de printemps ou trémois (3) et le blé d'hiver (*hyemalis*), puisqu'on voit ce dernier désigné nommément parmi les redevances dues (4). Sauf pour quelques maisons, Sauxillanges entre autres, où l'avoine semble avoir dominé, le blé était cultivé partout. Ce qui varie, c'est la ou les céréales exploitées concurremment avec lui. Le seigle vient en première ligne après l'avoine en Poitou et en Auvergne ; à Cluny, on en consommait autant que de blé dans la maison des hôtes. L'orge est courante en Espagne, c'est

(1) *Histoire de l'alimentation végétale*, trad. GIDON, Paris, 1932, in-8°, p. 334.

(2) Lorsqu'en janvier 1242, le chapitre de Senlis cède un dîmage au prieuré de St-Christophe en Halatte, il demande en échange une redevance de quatre muids et demi de céréales, moitié en blé, moitié en avoine (S. Ch. H., p. 14). Parmi les cens dus au monastère de Barbezieux, au cours de la seconde moitié du XIII^e siècle, on note dix hémines de froment pour trois d'orge, dix de fèves et quatre d'avoine (B., DCXXV) ; à la même époque, des « oublies » payées au même monastère à la St-Michel (29 septembre) correspondent à une hémine et quart de froment, ou deux hémines d'avoine (*ibid.*, DCXX), évidemment l'avoine a moins de valeur que le blé. Vers 1095, le prieuré de St-Mont, reçoit le quart des revenus de l'église de Balembits, soit deux muids de blé et trois d'avoine (St-M., XXIV). Les ressources en céréales perçues vers 1078 sur la terre de Tariquet équivalent à quatre conques de blé et à trois muids d'avoine et les redevances dues au monastère par un vilain de la même localité s'élèvent à deux muids de blé (*ibid.*, XVIII). Aux environs de 1201, le prieuré de St-Martin de Najera a semé deux cents *tabladas* de blé (*titrici*), vingt d'orge et neuf d'avoine (BRUEL, 4304). La redevance due aux moines de Cluny par leur terre de Savigny est de vingt-quatre mesures de blé, contre treize d'orge. L'hôtellerie de l'abbaye de Cluny touchait, depuis la réforme administrative de Pierre le Vénérable cinq cent-soixante setiers de blé et cinq cents de seigle (*ibid.*, 4132) ; avant cette réorganisation, ce service recevait douze cents setiers d'avoine.

(3) 1218-1219. Affermage par le prieur de Ste-Honorine de Conflans de sa part de la grosse dîme du blé et du trémois à Villiers-Adam pour une rente de 18 setiers 1/9 « d'hivernage » [blé d'hiver] et 9 de trémois (DEPOIN, 751) :

(4) L., XX, XXVIII.

une céréale de bonne terre que l'on voit souvent alterner avec le blé. Elle entre par moitié dans la composition du méteil (blé et orge ou avoine) (1). On la voit cultivée aussi bien en Poitou, en Saintonge (2) que dans la région dépendant directement de Cluny et sur les terres du prieuré de Longpont (3). Le millet se rencontre surtout dans le sud-ouest de la France, par exemple sur les domaines du monastère de Saint-Mont ou de celui de Barbezieux (4).

A côté des céréales, une place toute particulière doit être faite aux fèves dont on sait l'importance capitale dans l'alimentation monastique. Elles figurent souvent parmi les redevances dues par les tenanciers des moines clunisiens au même titre que l'avoine, le seigle, ou les têtes de bétail (5).

LA VIGNE.

La culture de la vigne était au ^xe siècle et aux époques suivantes bien plus répandue qu'elle ne le sera dans la suite à partir des temps modernes et jusqu'à nos jours. D'une part, on la rencontre bien plus étendue dans les régions où on la trouve encore plantée aujourd'hui; elle apparaît, de l'autre, à cette époque dans des endroits où de nos jours, depuis bien des années déjà, il ne s'en trouve plus trace.

Au Moyen Age, le vin tenait en effet une place importante. On buvait, en pays de vignoble surtout, autant et peut-être plus de vin qu'aujourd'hui, généralement un setier ou trois tonneaux par an dans un ménage ordinaire. Vendeurs ou donateurs faisaient souvent insérer dans l'acte de cession d'une vigne qu'ils se réservaient annuellement, leur vie durant, sur son produit, un ou deux setiers de vin (6). La vigne était en outre précieuse au point de vue liturgique. Que l'on songe en effet au vin que l'on consommait pour la messe et pour la communion, longtemps distribuée sous les deux espèces aux simples fidèles.

Par suite de la pénurie ou du défaut des moyens de transport, chacun s'efforçait de cultiver quelques cep, même dans les terrains peu propices à leur développement, pour ne pas manquer du précieux liquide. Aussi trouve-t-on la vigne en abondance non seu-

(1) Dans un acte du cartulaire de Barbezieux, on voit mentionnée une redevance en méteil sans épeautre ni avoine (Barbezieux, CCIII).

(2) Barbezieux, LXI, LXVI, CCCXLIV, DII, DLXXXIX.

(3) REDET, 414, — BRUEL, 3789, 4143. — L., XXIX, CCXXXIII, CCCXL.

(4) Barbezieux, CCIII, DXLV.

(5) Notamment pour Barbezieux. *Ibid.*, XL, LIII, CCIII, CCCLIII, DII, DXI, etc.

(6) Cf. BERNARD, *Le vignoble au pays de Mâcon et de Tournus au Moyen-Age* (Annales de l'Académie de Mâcon, nouv. série, t. XXIII, 1922-23, 332-333).

lement dans des régions où elle domine encore, mais aussi jusque dans le Nord de la France, par exemple sur les terres de l'abbaye de Saint-Bertin.

Dès les ^xe et ^{xi}e siècles, les vignes alternent avec les champs en Mâconnais à Ameugny, Aynard, Azé, Baine, Saint-Gengoux-de-Scissé, Charnay, Davayé, Besornay, Saint-Martin-la-Patrouille, Bray, Bussièrès, Péronne, Chardonnay, Champvent, la Chassagne, Chassigny-la-Garde, Château, Chazelles, Lournand, Prissé, Pressy-sous-Dondin, Milly, Saint-Marcellin-de-Cray, Bourgwillain, Saint-Bonnet-de-Joux, Saint-Gengoux, Dombine, Donzy-le-Royal, Igé, Donzy-le-Pertuis, Saint-Vincent-des-Prés, Flagy, Jalogny, Champaize, la Vineuse, Loché, Mailly, Marchizeuil, Massilly, Massy, Cortambert, Cluny, Marille, Châtenay, Solutré, Quinciey, Saint-Point, Saily, Sennecé-lès-Mâcon, Selogny, Suin, Berzé-le-Châtel, Saint-Martin-de-Salencey, Vergisson, Verzé, Vinzelles (1). De 988 à 1093 le prieur de Saint-Marcel-de-Chalon acquiert des vignes à Russilly (2), Mercurey (3), Ruffey (4) dont les crus jouissent encore aujourd'hui d'une réputation méritée. Ces renseignements peuvent être de quelque intérêt pour la carte qui reste encore à dresser du vignoble bourguignon au Moyen Age.

Dans l'évêché d'Autun, la vigne était particulièrement abondante à Matour, Montmélard, Saint-Christophe-la-Montagne, Monsols, Sivi-gnon et Trivy. *Le Recueil des Chartes de Cluny* mentionne également l'existence de vignobles à Brancion, Etrigny, Sennecey-le-Grand, Talant, Saint-Ythaire dans le pays de Chalon (5), et à Burzy, à Rezin et à Brosse (6), ainsi que non loin de Dijon à Gevrey (7). On trouve aussi la vigne cultivée sur les terres de Cluny dans la région de Lyon, en Bresse, en Dauphiné, dans l'actuel Roannais (8) et jusque dans le pays de Grenoble à Domène (9) et à Eure dans celui de Valence (10).

Sans doute est-il curieux de ne pas pouvoir relever de vignes appartenant à Cluny à cette époque en Provence, où l'institut était déjà largement possessionné pourtant, alors qu'on peut en noter un très grand nombre situées en Auvergne et appartenant au prieuré

(1) VALOUS, *op. cit.*, 142, 162.

(2) S. M. Ch., 22.

(3) *Ibid.*, 61.

(4) *Ibid.*, 78.

(5) VALOUS, 166-168.

(6) BRUEL., 3528.

(7) *Ibid.*, 5276.

(8) VALOUS, 170-172.

(9) *Ibid.*, 175.

(10) *Ibid.*, 177.

de Sauxillanges, entre autres à Varennes (1), Saint-Jean-en-Val (2), Saint-Rémy-de-Chagnat (3), Baunes, Chalus (4).

Le siècle suivant nous révèle des vignes à Rosset et à Montmirail, données au monastère de Saint-Denis-de-Nogent (5), à Rieux, dans la région parisienne, parmi les biens de Saint-Martin-des-Champs (6), à Boufflémont (7), Noa (1083), Vignol (1087), Annet, Chenay ; les crus de ces deux dernières localités furent cédés aux moines en 1208 seulement. Vers la même époque nous trouvons des vignes parmi les possessions du prieuré de Barbezieux (8). En Picardie, les Cluniens furent détenteurs de vignes à Lihons-en-Santerre en 1184 (9), il est peu probable que le vin que l'on y produisait valût celui que l'on récoltait dans le célèbre vignoble de Montrachet. L'abbaye de Cluny dépensait pour l'entretien de ce dernier 1100 livres par an au xiv^e siècle (10). Il lui rapportait en 1388 quatre-vingt-dix chars de vin, chaque char étant compté, comme nous l'apprend un document contemporain, pour sept ânées d'une contenance chacune de trois setiers. On devait trouver dans chaque setier vingt-trois rations dites « charités » ou neuf « justices ». Or cent quatre charités ordinaires et cinq extraordinaires étaient distribuées à Cluny et la consommation annuelle de l'abbaye était estimée à vingt-cinq chars de vin (11).

Un des caractères de cette culture est d'être alors, d'après les documents que nous avons étudiés, éparse au milieu des terres exploitées en champs, on peut s'en rendre compte par l'indication de la nature des tenants et des aboutissants, là même où la vigne est la plus répandue (12). Parfois cependant, mais le fait est encore rare au xii^e siècle, il existe dans certaines localités des « quartiers » exclusivement réservés à la culture de la vigne (13). Ainsi dans l'actuelle région des Charentes à Condéon, sur la paroisse de Baignes, nous trouvons un vignoble donné déjà au xii^e siècle comme ayant été anciennement (*antiquitus*) créé de toutes pièces

(1) S., 31.

(2) *Ibid.*, 33

(3) *Ibid.*, 13.

(4) *Ibid.*, 177.

(5) N., xxx, xxxi.

(6) DEPOIN, 198.

(7) *Ibid.*, 986, 987.

(8) Dans des lieux dits de Barbezieux : St-Bonnet (Barbezieux, clxvii, clxxi, cxxxiv), St-Aulais, cclxxxiii, Brie (ccxl), Berneuil (cccxlvi), Barret (div) ; aux environs de Barbezieux dans les localités suivantes : Condéon (ccclxi), Reignac (ccccxv), Montendre (dxlv), Chatignac (dlii).

(9) Lihons, f^o 9, v^o 10 r^o.

(10) B. N., ms. lat., 1777, f^o 16.

(11) B. N., ms. lat., 9878, f^o 66, v^o.

(12) S., 19, 21, 22, 24, 25, 28, 30, 38, 39, 43, 44 à 47, 49, 50, 56, 64 à 66, 124 à 129, 241, 430, 718.

(13) *Ibid.*, 27, 31, 37, 53, 308, 348, 408. — R., 516.

sur une lande dite Las Luzernes (1). Un autre vignoble est signalé dans la même région et vers la même date comme planté à flanc de coteau (*in lalere montis*) à Brossac, au lieu dit de Chatignac (2).

Les terres plantées en vigne cédées ou appartenant déjà à Cluny que l'on rencontre dans les actes sont généralement de petites dimensions : quatorze perches sur sept (3), vingt perches sur quatre, vingt perches sur deux, douze perches sur deux (4), huit perches sur quatre (5), trois ouvrées (6), six ouvrées (7), huit ouvrées et demie (8), trente, vingt-six (9) ouvrées (10), un arpent (11), quatre arpents (12), cinq arpents, etc. (13).

Nous avons pu déterminer qu'entre le ^xe siècle et la seconde moitié du ^{xi}e (14), la vigne en Mâconnais valait environ 10 f. 06 l'are ou 1006 fr. l'hectare. Pour d'autres régions et d'autres époques nous trouvons les chiffres suivants : 50 sous de Souvigny pour une vigne en 1172 (15), 6 livres parisis pour une autre cédée à Saint-Martin-des-Champs en 1238 (16), une vigne mesurant trois ouvrées est cédée au ^{xi}e siècle à Sauxillanges pour la somme de 6 sous (17), une ouvrée est payée 2 sous (18). Entre 954 et 986, le prieuré de Souvigny procède à une série d'achats de vignes dont malheureusement la contenance ne nous est pas connue pour 15, 30, 60 et 18 sous (19). Une vigne située à Gevrey vaut en 1280 100 livres tournois (20). Le monastère de Sauxillanges paie au ^{xi}e siècle une vigne 8 sous (21). Celui de Romainmôtier en acquiert une en 1271 à Dullit pour 7 livres genevoises (22).

(1) Barlezieux, CCCLXI.

(2) *Ibid.*, DLIII.

(3) En Bourgogne, la perche vaut 18 pieds, et le pied égale environ 1^m051. Nous donnons la mesure de cette région, car c'est celle qui est applicable aux pièces de vigne dont il est question ici.

(4) VALOUS, 82.

(5) BRUEL, 3187.

(6) S., 293.

(7) *Ibid.*, 31, 56.

(8) *Ibid.*, 59, 119.

(9) *Ibid.*, 182.

(10) *Ibid.*, 548.

(11) DEPOIN, 1212.

(12) St-C. H., p. 34.

(13) DEPOIN, 1030.

(14) VALOUS, 82.

(15) BRUEL, 4243.

(16) DEPOIN, 984.

(17) S., 293.

(18) *Ibid.*, 254.

(19) Souvigny, 194, 202, 211, 241.

(20) BRUEL, 5273.

(21) S., 716.

(22) R., 516.

Un relevé des biens de Moissac nous fournit pour l'année 1344 quelques estimations de vignes : une vigne concédée en métayage vaut 50 livres tournois (1), une autre d'une contenance d'une denerée 100 sous tournois (2), de deux denerées 10 livres tournois (3), une denerée et demie 7 livres 10 sous tournois (4), trois denerées 30 livres tournois (5). Si l'on rencontre des biens-fonds plantés en vigne de mêmes dimensions et d'une valeur à peu près égale, il s'en présente aussi parfois d'une superficie semblable, mais d'estimation très différente : ainsi une denerée de vigne, suivant sans doute sa situation sur le finage ou son plus ou moins bon rendement, vaut 100 sous ou 60 sous (6). Néanmoins il semble ressortir de ce document particulièrement intéressant parce qu'il a trait au domaine d'un monastère clunisien riche en terres et dont les possessions s'étendent sur toute une région, qu'il serait possible pour cette partie méridionale du royaume de fixer approximativement la valeur du vignoble vers la fin du x^v^e siècle, à condition naturellement de contrôler les résultats obtenus par d'autres renseignements analogues de la même époque et tirés de documents concernant des établissements tant laïques qu'ecclésiastiques de cette contrée. Nous n'avons malheureusement pu le faire.

Les Clunisiens semblent avoir pratiqué l'exploitation de la vigne en tenure isolée et culture individualisée et non pas, quoique on en rencontre quelques cas exceptionnels, combinée avec d'autres cultures telles que champs, prés, viviers, etc., éléments divers d'un ensemble : manse ou meix, et parfois aussi courtil. Intentionnellement sans doute les moines ne voulaient pas contrarier la rotation régulière de la culture par des vignes placées dans l'intérieur des soles. Avec elles, en effet, il ne pouvait être question de jachères, la vigne donnant des fruits chaque année. Un document du cartulaire de Sauxillanges nous fournit entre autres pour le xⁱ^e siècle une preuve manifeste que l'on s'est efforcé, dès cette époque, de donner à la vigne une sole particulière (7).

Pour la vigne, comme pour les céréales, nous n'avons que peu de détails sur les façons culturales dont elle était l'objet. C'est à peine si un procès-verbal de visite du prieur de Laveine (1352-1354) nous apprend que le vignoble du lieu n'a pas été labouré

(1) Arch. Nat., S. 3304, f^o xvii, r^o.

(2) *Ibid.*, f^o xxiv, r^o ; autres exemples, ff^{os} xxxiv, v^o ; xxxvi, v^o.

(3) *Ibid.*, f^o xxviii, r^o.

(4) *Ibid.*, f^o xxxii, r^o.

(5) *Ibid.*, f^o xlv, v^o.

(6) *Ibid.*, f^o xxix, r^o.

(7) S., 387 : « *Ec autem vinee sunt omnes simul conjuncte et sunt viginti quatuor* ».

depuis trois ans, que des fossés n'ont pas été creusés et que les vignes n'y ont pas été liées, mais qu'elles ont été tellement « chapoulées » ou taillées qu'il en est résulté un grand et grave dommage (1).

Souvent les moines concédaient leurs vignes à cens. Ainsi en décembre 1243, six arpents de vigne appartenant à Saint-Martin-des-Champs sont loués par ce monastère à raison de 6 sols 12 deniers (2). Vers 1060, le prieuré de Saint-Mont accense une vigne située dans la paroisse de Margouet 4 deniers par an (3). Le censier de Moissac déjà mentionné nous fournit les chiffres suivants : l'abbé a baillé à cens quinze « pougeoises » pour 15 deniers tournois, une denérée pour 14 deniers, d'autres vignes de pareille étendue lui valent 4, 7, 17 deniers tournois, deux denérées 2 sous tournois, trois 35 sous de même monnaie, tandis que onze denérées de vignes estimées 60 livres tournois ont été concédées moyennant un cens de 8 sous tournois (4).

D'autres fois, ils la baillent à ferme, d'ordinaire pour quinze ans : par exemple Saint-Christophe-en-Halatte en novembre 1275 une vigne située à Rieux (5) ou une autre dite Fosse-Millet, sise près du Pré Saint-Gervais, cédée à bail pour 15 sous par an par le prieuré de Saint-Martin-des-Champs (6). Le bail peut aussi n'être que de sept ans comme le prescrivait en 1266 le chambrier de Saint-Martin-des-Champs pour une vigne à Annet. (7) Sur les terres de ce même monastère de Saint-Martin-des-Champs, les vignes louées à ferme rapportent en moyenne environ 1 livre l'arpent vers 1340 (8).

Plus fréquentes encore sont les concessions à vie. C'est ce qui se produisit pour une vigne de 180 ouvrées contre une redevance annuelle de quatre setiers de vin (9). Une vigne à Clamart, mesurant trois arpents, est cédée en viager pour un demi-muid de vin par an (10), ailleurs pour la moitié de la récolte (11), un arpent pour 4 sous (12), un autre à Igé pour quatre setiers et demi de vin (13).

(1) BRUEL, *Aug.* 1891, 105.

(2) DEPOIN, 1030.

(3) St-M., IV.

(4) Arch. Nat. S., 3304, folios xx, r^o ; xxiv, r^o ; xxix, r^o ; xxviii, r^o ; xlv, v^o ; xxv, r^o.

(5) S. Ch. H., 34.

(6) DEPOIN, 1036.

(7) *Ibid.*, 1208.

(8) S. OLIVIER, *Etude sur le registre de St-Martin-des-Champs*, op. cit., 107.

(9) Souvigny, 34.

(10) DEPOIN, 27.

(11) S., 242.

(12) *Ibid.*, 1212.

(13) BRUEL, 3199.

Un autre genre de tenure, destiné à l'amélioration d'une culture et en particulier de celle de la vigne, le méplant (*medium plantum*) a joui d'une grande faveur auprès des moines de Cluny. En vertu de ce contrat, le concessionnaire s'engageait, comme on le sait, à établir ou à entretenir et cultiver une certaine étendue de vigne, à charge d'en restituer la totalité au monastère concédant qui lui abandonnait alors sa vie durant la moitié de la terre ainsi restaurée. L'on voit ainsi entre 1049 et 1109 l'abbaye de Cluny céder une vigne à méplant (1). Sauxillanges use dès 936-954 d'une forme de méplant : le *medium-vinum* qui, lui, est voisin du métayage (2). Certains contrats de location se rapprochent encore plus de ce dernier type, ce sont ceux où le monastère concessionnaire participe aux frais de l'exploitation. Suivant un accord de cette sorte conclu en 1266 par le prieur d'Annet, chambrier de Saint-Martin-des-Champs, le prieur de ce dernier monastère recevra de son tenancier la moitié du raisin récolté qui devra être apporté aux moines au pressoir monastique pour y être foulé à moitié frais avec le couvent. Ce dernier devra fournir les échelas nécessaires pour les vignes et les faire porter sur place. Il s'engage aussi à participer aux frais de la plantation, pour laquelle il versera 100 sous au tenancier qui devra les rembourser au bout de sept ans. Alors que le tenancier est chargé de creuser les fossés peu profonds, le prieur est tenu à la fourniture d'une double haie d'épines pour planter dans ces fossés et aussi à procurer les plants de vigne (3).

Comme on peut le voir, la vigne, petite propriété, n'est concédée par les moines qu'à de petites gens, ces derniers, en rendant service aux monastères pour une catégorie de leurs biens qui, nous l'avons vu, comptent parmi les plus importants, se procurent aussi par là une tenure à bon compte. De cet échange d'avantages naît l'intérêt social de ce contrat de fermage.

LES PRÉS ET PATURAGES.

Très différents de la vigne à la fois par leur rareté parmi les cultures en usage dans les domaines clunisiens et par leur mode d'exploitation, les prés n'en tiennent pas moins une place importante dans l'économie rurale des maisons de l'ordre.

Il n'y eut pas en Europe, comme on le sait, de prairies artificielles avant le ^{xvii}e et le ^{xviii}e siècles, époques où furent introduits en

(1) *Ibid.*, 3188, d'autres exemples ont été donnés par nous, cf. VALOUS, 98

(2) S., 242, 749.

(3) DEPOIN, 1208.

Occident la luzerne, le sainfoin et le trèfle. On ne connaissait auparavant d'autre fourrage que l'herbe naturelle.

Les prairies sont relativement peu nombreuses dans les nomenclatures des diverses catégories de terres de cette époque (1). Le bétail avait pourtant dès ce moment-là une importance capitale dans l'économie rurale, mais il était entretenu au pâturage, soit d'une façon temporaire, soit à titre permanent, hors des terres cultivées ou *planum* (2), dans les bois, ou bien après la moisson, dans les régions des champs ouverts en vertu de la servitude collective du « dépaissance », sur les terres dépouillées de leurs récoltes (*bladeare*) (3). Cet immémorial usage de la vaine pâture donna lieu à l'ordonnance de Louis XI du 15 décembre 1463 prescrivant aux sergents et autres officiers de contraindre les censitaires de l'abbaye de Saint-Bertin à démolir les clôtures qu'ils avaient élevées dans les terres arables (4). Mais pour être exceptionnels dans beaucoup de domaines et même sur de nombreux finages, les prés permanents n'en étaient considérés que comme plus précieux et représentaient l'objet de la convoitise des propriétaires fonciers du Moyen Age.

On a beaucoup disserté sur le régime agraire communautaire primitif auquel les populations des campagnes seraient restées si longtemps attachées. L'existence de cette forme de propriété est incontestable pour de nombreuses régions de notre sol, cela est évident. Il est cependant non moins certain qu'à côté de vestiges tenaces qui ont persisté jusqu'à nos jours et sont parfois encore en usage, tels la vaine pâture et les droits d'affouage des habitants dans les bois communaux, de bonne heure se fit jour l'instinct de la propriété individuelle si chère au rural de tous les temps; or le propriétaire de l'époque médiévale, celui surtout qui avait un nombreux cheptel vif, trouvait trop commode l'entretien de son propre bétail sur sa terre particulière dans des conditions à la fois plus avantageuses et plus pratiques pour ne pas attribuer aux prairies et prés une importance particulière.

Dès cette époque, on fait une distinction entre les prés (*prata*) et prairies, d'une végétation plus dense et plus nutritive mais sans doute d'une durée moins définitive, et les pâtures ou pâtis (*pascuae*) à l'herbe rase, mais absolument permanents (5). Les

(1) Cependant, il semble que l'on puisse conclure de la prédominance de l'élevage des bovins sur celle du cheval, remarquable dans les textes dès le XI^e siècle à l'augmentation de la proportion des prairies par rapport aux époques précédentes.

(2) La Ch., IV, xxix.

(3) *Ibid.*, xcii.

(4) St-B., 3159.

(5) Ainsi entre 1152 et 1154, [§] Henri, duc de Normandie, dans la confirmation.

pascuae avaient aussi cela de particulier que, seuls, ils étaient généralement soumis à la vaine pâture. De ces deux catégories, seuls enfin les prés étaient fauchés. Les moines achètent ainsi en décembre 1282 pour 11 livres et 55 sous viennois un pré rendant une « trousse » d'herbe par an (1).

Les prés (*prati clausi*) étaient formellement exclus du pâturage commun ainsi que le rappelle entre autres un acte de 1168 du cartulaire de La Charité (2). Les prairies faisaient d'ailleurs presque toujours partie de la réserve seigneuriale. Et même là où les vilains possédaient exceptionnellement des prés, le grand propriétaire, et en l'occurrence le prieur, tenait à y jouir de privilèges. C'est ainsi qu'en 1188 l'abbé de Cluny confirmait le prieur de Morteau dans son droit de jouissance d'un jour dans les prés (*in pratium sectione*) de Morteau, Essun, Avoudrey et Villars (3).

D'autre part les moines et leurs bienfaiteurs cherchaient à encourager la transformation des terres en prairies, là où les conditions naturelles du sol le permettaient.

Les textes nous rapportent en effet qu'en 1089 Archambaud de Laménay donnait aux moines du prieuré de La Charité toutes les terres lui appartenant qui pourront être mises en herbe *quidquid villa i apprare potuerint* (4). De même Séguin de Nevers fait largesse dans un de ses domaines à Argenvières de toutes les terres qui sont en pré ou qui pourront y être mises *ut inde appralamentum plus fiat* (5). Tous les terrains bas et humides étaient appréciés pour ce genre de culture.

Lorsque le terrain déjà en mains clunisiennes ne se prêtait pas à cette transformation, les moines s'efforçaient d'acquérir des prés à des titres divers pour en enrichir leurs exploitations. Ainsi l'abbaye de Cluny reçoit entre 954 et 993 neuf prés dans la seule localité de Cortambert (6), un autre à Loché (7), et aussi à Marchizeuil quelques années plus tard (8), deux à Montillet (9), six à Ruffey durant la période s'étendant de 926 à 1030 (10), à Saint-Léger trois (11), le

de la donation faite aux moines de Cluny du manoir de Leddecombe, cite parmi les dépendances de ce dernier des terres « *in bosco et plano, et pratis et pasturis* » (BRUEL, 4166). Cf. *ibid.*, 4236, 4257. En 1261 (octobre) la même abbaye de Cluny est gratifiée de plusieurs biens : « *de terris, pratis et pascuis* » (*Ibid.*, 5040).

(1) *Ibid.*, 5297.

(2) La Ch., xxxiii.

(3) DUCKETT, All., 336.

(4) La Ch., xxxvii.

(5) *Ibid.*, xlii.

(6) VALOUS, 149.

(7) *Ibid.*,

(8) *Ibid.*, 154.

(9) *Ibid.*, 156.

(10) *Ibid.*, 157.

(11) *Ibid.*, 158.

même nombre à Thizy (1), un aux Vallier (2), toutes terres situées dans le pagus de Mâcon. Dans celui d'Autun : un à La Carruge (3), deux à Monsols (4), un à Champlieu (5). En Châlonnais, l'abbaye de Cluny ne possède de prés, toujours au ^x^e siècle, qu'à Bois-Sainte-Marie (6). En juin 1235, le même monastère achète à Bernard de Vergy pour 12 livres tournois un pré entouré de fossés situé à Domange (7) et en juillet 1283 pour 40 livres et un corset de camelot une prairie située à Cluny au milieu d'autres prés (8).

Le prieuré de Longpont reçoit en 1242 en donation après plusieurs autres libéralités (9) portant sur la même catégorie de terres six arpents de pré proches de Savigny-sur-Orge (10) et quelques années auparavant (juillet 1239) le prieuré de Lihons en Santerre remettait un cens qui lui était dû de 4 sous sur deux terres, en échange d'un pâturage dont il était gratifié (11). Les moines du monastère de Gournay achètent en novembre 1250 un pré d'un demi arpent pour 110 sous parisis (12) et en janvier de l'année suivante un autre pré pour 13 livres parisis (13). A la fin du ^x^e siècle, en l'espace de quelques années, le domaine du prieuré de Sauxillanges s'enrichit de neuf ou dix prés (14). Des prés sont mentionnés en divers endroits (15) et en particulier à Loisé (16), sur le Bray (17) et à Sééz (18). Pour l'année 1270-1271, nous avons, par un inventaire du prieuré de Gournay, le relevé des prairies possédées à cette date par ce monastère : deux arpents sur le territoire de Charoilles, la même superficie près le Borgaignon et en bordure du pré de la Restoré, plusieurs autres terres de cette catégorie représentant un total d'environ 39 arpents (19). Les prairies sont par contre peu nombreuses parmi les

(1) *Ibid.*, 160.

(2) *Ibid.*

(3) BRUEL, 458.

(4) VALCUS, 164.

(5) *Ibid.*, 166.

(6) *Ibid.*, 168.

(7) BRUEL, 4684.

(8) *Ibid.*, 5307.

(9) L., LXV.

(10) *Ibid.*, CCXC.

(11) Lihons, f^o 11, r^o et v^o.

(12) DEPOIN, 1083.

(13) *Ibid.*, 1096.

(14) S., 67, 96, 155, 161, 183, 273, 401, 423, 550, 605.

(15) N., LXIX.

(16) *Ibid.*, p. 113.

(17) *Ibid.*, p. 90.

(18) *Ibid.*, p. 149.

(19) DEPOIN, 1243.

possessions du prieuré de Paray-le-Monial, mais sont consignées avec d'autant plus de soin (1).

Dans une constitution à laquelle nous avons déjà eu recours plusieurs fois, rédigée au ^{xii}^e siècle, on relève les quantités précises de fourrage qui doivent être fournies par chacune des exploitations dépendant des doyennés ruraux de l'abbaye de Cluny : A Beaumont, où l'on laboure à vingt charrues, la production annuelle est de trente chars de foin ; nous lisons que l'on peut récolter la même quantité sur les prés de Saint-Didier, soixante chars doivent être tirés du domaine de Saint-Hippolyte et de ses annexes, vingt du doyenné de Berzé, quinze de celui de Saint-Gengoux, et enfin soixante-dix à Lournand (2).

Les chapitres généraux de l'ordre veillaient non seulement à ce que les prés ne fussent pas envahis par les épines et les osiers, comme il arriva au ^{xiii}^e siècle par suite de la négligence du prieur de Saint-Etienne de Nevers dans des prés dépendant de sa maison, mais encore que fussent respectés tous les usages et droits ayant trait à une saine administration de ces prairies. Parmi ces soucis, l'irrigation, essentielle pour la conservation de ce genre de culture, et le respect de la réglementation concernant les eaux comptent parmi les plus constants. Le 8 avril 1225, par exemple, intervient un accord entre les moines de Saint-Bertin et un meunier au sujet de l'utilisation des eaux de la Slack pour l'irrigation des prairies de Beuvrequen appartenant aux moines qui peuvent les arroser au moyen de ce cours d'eau à condition de ne porter préjudice ni aux terres des riverains ni à la marche du moulin pour lequel le meunier s'engage à n'employer que l'eau nécessaire et non davantage (3). La même abbaye de Saint-Bertin se voit reconnaître le 18 mars 1282 par le prévôt de Coyecques le droit de lever les ventelles de ce moulin pour faciliter l'irrigation ou flottage de ses prés (4). Les moines de La Charité avaient interdit au contraire à Philippe de Champvoux de détourner l'eau du moulin de Garchy pour arroser ses prés *pro adequandis pralis* (5) au détriment de la marche du moulin et de l'irrigation de leurs propres terres.

Mais il ne suffit pas d'assurer aux prairies l'eau qui est nécessaire à leur irrigation, il faut aussi leur fournir de temps en temps les amendements tendant à éviter l'épuisement du sol. On n'ignore pas l'action fertilisante des boues et résidus

(1) P., 20, 195.

(2) BRUEL, *loc. cit.*, 4143.

(3) St-B., 669.

(4) *Ibid.*, 1918.

(5) La Ch., cxii.

provenant du curage des étangs, mares et viviers que l'on a vidés pour les nettoyer, les réparer, pêcher le poisson ou pour tout autre motif. Les moines, excellents agronomes, n'eurent garde de négliger cette occasion et ce moyen d'améliorer leurs prés. Nous voyons ainsi l'abbaye de Saint-Bertin conclure le 12 avril 1335 un accord avec les moines et échevins de Saint-Omer au sujet d'un étang ou fossé qui séparait le Pré l'Abbé, des prés de Saint-Bertin, des prés de *Broucus* devers Arques. Suivant cet acte, il devait être procédé au vidage tous les trois ans et les déblais, produits du curage, devaient être alternativement rejetés sur l'une ou l'autre rive (1).

Toutes les précautions qui sont ainsi énumérées prouvent l'intérêt que les moines portaient à la possession et à l'entretien des terres en nature de pré ; dans certaines régions plus particulièrement favorisées à cet égard, prés et prairies constituaient en effet une richesse non négligeable, semble-t-il, d'après les quelques preuves qui nous sont restés de ce fait dans les documents d'origine clunisienne. Le Registre Bertrand, du *xiv^e* siècle, signale entre autres que le prieuré de Gournay, dépendant de celui de Saint-Martin des-Champs, tirait une partie importante de ses revenus en 1340 de prairies situées sur les bords de la Marne et dans les îles de cette rivière.

Peut-être n'est-il pas inutile de rappeler, en terminant, l'esquisse du régime des prairies naturelles et temporaires, tel qu'il était pratiqué dans les monastères clunisiens, qu'il n'est pas trace de prés aliénés par les moines à perpétuité ou à temps, et c'est là encore une preuve du prix que l'on accordait à leur possession.

Ces trop rares précisions, corollaires d'aussi rares mentions concernant les prés, ne pourront être complétées que bien plus tard, vers la fin du *xv^e* siècle par les indications portées aux registres terriers ou aux registres de comptes, deux instruments de recherche dont nous avons signalé le défaut pour la période qui nous occupe.

De la lecture d'un censier de 1344 concernant l'abbaye de Moissac, il ressort que pour ce monastère la proportion des prairies parmi les autres cultures était relativement forte. Les cens que l'abbé levait sur elles étaient sensiblement égaux à ceux perçus à raison des terres plantées en vigne. Nous trouvons trois sous tournois assis sur trois denerées de pré dont l'estimation s'élève à 7 livres 10 sous tournois, 1 denerée de pré rend couramment 12 deniers de même monnaie quand la terre est estimée 50 sous tournois, 2 sous tournois représentent le montant de deux denerées de pré estimées 100 sous, alors que trois denerées et demie valant 7 livres 10 sous.

(1) St-B., 1562.

rendent annuellement 3 sous 1 denier tournois (1). Si exceptionnel que soit ce document, et par suite inapte à fournir matière à une conclusion d'une portée générale, il nous a néanmoins paru intéressant de le signaler en passant.

Avant que les propriétaires laïques et ecclésiastiques n'aient, par réaction contre le mésus des bois par les habitants du voisinage, restreint d'une façon considérable le droit de parcours dans leurs forêts, au moyen du cantonnement ou constitution d'une vaste réserve munie d'une clôture, les nombreuses surfaces boisées compensaient la pénurie des pâturages aussi bien pour les populations rurales que pour les moines qui, s'ils étaient souvent propriétaires de bois, comptaient également parmi les usagers de forêts qu'ils ne possédaient pas, y ayant pour eux et leurs hommes des concessions régulières de parcours et de pâturage pour leur nombreux bétail.

LES BOIS.

La forêt occupait une grande place dans l'existence de l'humanité au Moyen-Age ; elle fournissait, outre le bois de chauffage et les matériaux de construction, de vastes terrains de pacage pour les animaux domestiques, des refuges en cas de troubles, une nourriture fort appréciée par l'abondance des animaux sauvages qu'elle abritait et que l'on y chassait en ce temps où le bétail, alors surtout employé pour le trait, le lait et la laine, n'avait pas encore atteint dans l'alimentation le développement des âges postérieurs. Les feuilles de ses arbres servaient de litière et de fumure, les écorces étaient employées au tannage des cuirs.

Quant aux essences rencontrées dans les forêts appartenant aux moines clunisiens, on ne peut malheureusement trouver qu'à très rarement de détails précis sur elles, tout ce que l'on peut dire, c'est qu'elles étaient constituées de feuillus seulement (2). La forêt de Martigny, donnée vers 1039 au prieuré de Paray par Hugues, comte de Chalon, était plantée moitié en châtaigniers, moitié en sorbiers, cependant on repeulait en chênes certains de ses cantons (3). Le prieuré de Domène possédait vers 1110 un bois de châtaigniers d'une grande étendue (4) et à la même

(1) Arch. Nat., S. 3304, ff^o XIX, v^o ; XXIII, v^o ; XXI, r^o ; XXXVIII, r^o ; XXXII, r^o

(2) P., 111, 184, 194. — DEPOIN, 1172. — COINCY, 15-17, 18. — La Ch., XXXV, LXXXIV, CXVII. — C. G., 101, f^o 284, r^o ; C. G., 104, f^o 309, v^o, etc.

(3) P., 184. Le prieuré de Barbezieux possédait une châtaigneraie au lieu dit la Brugière, paroisse de Ronsenac, qui lui rendait 18 mesures de châtaignes « XVIII mensuras casteanorum que vocantur muldineres » équivalant à 3 hémines (Barbezieux DLXX).

(4) Domène, 130.

époque il tirait d'importantes ressources de l'huile provenant des ses noyeraies et de ses oliveraies (1).

Dans la vallée de la Saône, et toujours au ^x^e siècle, le bois de Davayé appartenant à l'abbaye de Cluny était un bois de chênes (2). Bien loin de là, le prieuré de Fontanella en Lombardie possédait au ^{xiv}^e siècle un important bois de châtaigniers (3). A la même époque (1344), l'abbé de Moissac tirait d'importantes ressources de ses noyeraies de Saint-Michel (4).

Quand on parle de l'exploitation forestière au Moyen Age, on pense surtout aux défrichements, aux essartages, c'est-à-dire à la destruction préméditée et organisée des bois; or, comme l'ont prouvé deux spécialistes de l'histoire rurale : MM. Marc Bloch et G. Roupnel, loin d'avoir été la loi générale, le déboisement systématique par les grands propriétaires, tant laïques qu'ecclésiastiques, fut l'exception sauf à certaines époques, au ^x^e siècle par exemple ou à la fin du ^{xv}^e siècle. Les Clunisiens, par ailleurs propriétaires de terres généralement de bonne qualité, c'est un point qu'il est utile de ne jamais oublier, n'éprouvaient aucun besoin de conquérir des terres médiocres sur la forêt qu'ils tenaient en particulière estime pour les ressources de toutes sortes qu'elle leur procurait.

Durant le premier siècle de l'histoire de l'ordre de Cluny, période qui correspond à un plus grand nombre d'actes de générosité à son égard, très souvent parmi les biens qui sont concédés à ses maisons sont mentionnés des bois ou plus généralement des parcelles ou portions de bois. Mais parfois aussi les bois font l'objet d'un acte de cession particulier; ainsi, pour l'abbaye de Cluny, à Besornay (5), à Davayé (6), à Flagy (trois boqueteaux) (7), à La Lie (8), Ruffey (9), Tillouzot (10), dans le pays de Mâcon, dans celui d'Autun à Gibles (11), à Champ-près-Forges dans celui de Grenoble (12). Au cours de la même période, Sauxillanges reçoit un bois dans le comté de Livradois (13), une forêt dans la vicomté d'Usson (14). Les donations de bois sont notées avec soin pour les époques postérieures,

(1) *Don ène.*, 105.

(2) *VALOUS*, 150.

(3) *B. N.*, col. Bourgogne, vol. 82, n° 354.

(4) *Arch. Nat. S.*, 3304, f° *LX*, v°.

(5) *VALOUS*, 144.

(6) *Ibid.*, 150.

(7) *Ibid.*, 152.

(8) *BRUEL*, 2499.

(9) *VALOUS*, 157.

(10) *Ibid.*, 160.

(11) *Ibid.*, 164.

(12) *Ibid.*, 175.

(13) *S.*, 437.

(14) *Ibid.*, 468.

xii^e et xiii^e siècles, dans les cartulaires tant de Cluny (1) que de Saint-Denis-de-Nogent (2), de Saint-Martin-des-Champs (3), de Paray (4), du prieuré de Saint-Christophe-en-Halatte dont le plus important domaine était représenté au xv^e siècle par les douze cents arpents environ qu'il possédait dans la forêt de Halatte (5).

Les actes d'acquisitions de bois à titre gracieux ou onéreux se font de plus en plus rares à mesure que l'on avance vers le xiv^e siècle, et ce n'est pas une preuve que les moines clunisiens aient été de grands défricheurs, mais que le domaine forestier reste alors entre les mains de ceux qui le détiennent, ceux-ci en connaissant de jour en jour davantage la valeur hésitent de plus en plus à se dessaisir de leurs bois. La région parisienne et la partie septentrionale de la France apparaissent en effet comme encore très boisées au xiv^e siècle. Le *Registre Bertrand* (1340) signale ainsi, parmi les vingt-cinq prieurés dépendant de Saint-Martin-des-Champs, comme tirant une partie importante de leurs revenus des bois les sept maisons suivantes : Notre-Dame de Domont, Sainte-Opportune de Moussy-le-Neuf, Saint-Arnoul de Marolles-en-Brie, Saint-Nicolas de Marnoue, Saint-Léonor de Beaumont-sur-Oise, Saint-Nicolas-d'Acy (lès-Senlis), qui possédait environ quatre-vingt-cinq arpents de bois, et Saint-Martin-de-Pas-en-Artois (6).

A partir du xiii^e siècle, époque où, comme nous l'avons déjà dit, les actes de cession de bois diminuent très sensiblement, se multiplient les accords touchant la réglementation de l'administration et de la gestion de cette catégorie de biens.

Lorsque, en 1171, Raymond de Montbrand, seigneur de Buissard, accordait aux moines clunisiens de Saint-André de Gap, le droit de prendre sur le territoire du Buissard tout le bois nécessaire pour leur chauffage et la cuisson de leur pain (7), c'est là un exemple entre mille d'un des emplois les plus courants de la forêt au Moyen-Age. En effet l'usage des bois était surtout de subvenir aux nécessités du chauffage et de la construction des habitations des moines et de celles de leurs vilains. L'exploitation du taillis ne semble pas avoir été réglée comme aujourd'hui, le *plenum usagium* était reconnu de plein droit, sauf clause ou privilège contraire, aux riverains. Il consistait dans la faculté de prendre librement le bois nécessaire au

(1) BRUEL, 3133, 3179, 3264, 5193, 5312.

(2) N., xv.

(3) DEPOIN, 78 : forêt de Noisy.

(4) P., 178 : tiers de la forêt de Montigny dans le pays d'Autun.

(5) S. Ch. H., introduction, xxiii.

(6) Suzanne OLIVIER, *Le temporel des prieurés simples dépendant de St-Martin-des-Champs* (*Positions des thèses de l'Ecole des Chartes*, Paris, 1925, p. 96-101).

(7) BRUEL, 4241.

chauffage, à la construction et à la fabrication des pisseaux de vignes, mais sans l'autorisation pour les usagers de disposer du bois coupé en faveur d'un tiers par donation ou vente (1). C'est ce droit que l'on trouve parfois aussi appelé « forestage » (2). Un acte du cartulaire de Saint-Bertin de 1170 mentionne encore, parmi les emplois licites des arbres, la fabrication des charrues des habitants. Le même document prévoit une amende de 18 deniers au profit du monastère, payable par tout usager qui aurait abusé du droit en question (3).

M. Prou a parlé (4) de la distinction à faire entre le bois (*boscus*) et la forêt (*foresta*), cette dernière étant la seule où était réservé au seigneur l'usage de la chasse ou de la pêche (on sait en effet qu'une rivière même ne traversant pas un territoire afforesté, pouvait être « mise en forêt ». Sur cette catégorie de bois jouait autrefois le ban royal ou amende de 60 sous que devaient payer les délinquants en réparation de la violation des privilèges attachés à ces biens-fonds. M. E. Fairon a repris cette théorie il y a quelques années pour la Lotharingie et l'Allemagne (5), il a même soutenu que l'afforestation ne pesant que sur certains bois a subsisté postérieurement aux IX^e et X^e siècles. Cet auteur va jusqu'à prêter aux donateurs de forêts des mobiles de progrès sociaux qu'il semble bien difficile de trouver chez des hommes à la mentalité aussi primitive. Ainsi la paisson, la glandée, la récolte des herbes et autres « commodités » auraient été généralement interdites par les possesseurs du droit de forêt aux vilains des environs pour protéger le gibier. Or les clercs se voyaient interdire la chasse et bon nombre de maisons régulières et dont l'intérêt concordait avec celui des tenanciers rétablissaient ou instaurent un régime, surveillé il est vrai, d'usages dans les *forestae* leur appartenant ; de là la très forte proportion de donations de forêts passées au profit des puissances ecclésiastiques (M. Fairon en cite quatre-vingt-seize contre huit attribuées à des laïques). Cette théorie incontestablement séduisante n'a pas pu être vérifiée par nous grâce aux actes clunisiens qu'il nous a été donné d'examiner. A partir des XI^e et XII^e siècles, la *foresta* est devenue synonyme de *silva* et n'a avec le *boscus* qu'une différence de dimensions et d'homogénéité, souvent même ces deux termes sont employés indifféremment l'un pour l'autre pour désigner toute surface de terre boisée.

D'ailleurs dès cette époque l'ancien privilège de forestage semble

(1) La Ch., xxxv. — L., cclxxix. — DEPOIN, 313.

(2) La Ch., xxxvi.

(3) St-B., 253.

(4) PROU, *La forêt en Angleterre et en France* (Journal des savants, 1915).

(5) E. FAIRON, *Les donations de forêts aux X^e et XI^e siècles en Lotharingie et en Allemagne* (Rev. belge philol. et d'hist., IV, 1925, 91-107, 333-347).

avoir été remplacé par celui de garenne qui lui n'est plus qu'un droit de chasse, parfois revendiqué par les moines malgré les interdictions canoniques qui la prohibaient pour les clercs. Ainsi en 1219 Saint Bertin rachète de Michel de Boulaere, connétable de Flandre, son droit de chasse et de garenne dans un bois du monastère. Il est vrai qu'en l'occurrence cela semble avoir été pour débarrasser le monastère des inconvénients et des troubles que venait apporter à son existence conventuelle l'usage d'un droit de gîte particulier : celui de meute dont jouissait ce seigneur comme corollaire de son privilège de chasser dans les bois des moines (1).

Ces privilèges d'usage de la part des communautés et aussi des moines (2) vivant dans les environs des bois des particuliers, représentaient incontestablement pour ceux-ci une charge qu'ils supportaient avec peine et qu'ils tâchaient de plus en plus, les monastères propriétaires de bois en tête, de limiter dans la mesure du possible, soit par le paiement par chaque feu d'une contribution fixée d'avance (3), soit en constituant dans les bois soumis à l'usage une réserve interdite aux usagers tantôt pendant toute l'année, tantôt à certaines époques seulement (4).

Dans ces parties réservées, comme dans leurs forêts domaniales, les moines ne laissaient autant que possible que peu de place au hasard ou à l'initiative des administrateurs pour les coupes à effectuer. Il y allait en effet pour eux de la conservation d'un capital important. L'ordre de Cluny ne se contentait pas de rappeler périodiquement à ses prieurs le statut, que l'abbé Bertrand de Colombier avait emprunté à ses devanciers, portant interdiction d'aliéner les bois en général et les taillis en particulier (5); les coupes inconsidérées ou faites sans nécessité étaient poursuivies avec la dernière rigueur par les chapitres généraux (6). En cas de partage entre deux propriétaires d'un même bois, il était stipulé que les deux portions ne devaient pas être livrées à l'exploitation en même temps, mais successivement, le sort désignant la première coupe à effectuer (7).

Quand une forêt avait trop souffert, comme il arriva en 1182-1183 pour celle de Noisy relevant de Saint-Martin-des-Champs, les moines s'interdisaient tout abatage d'arbres pendant dix ans. Ce terme écoulé et pour éviter le retour d'un tel état de choses, chaque coupe

(1) Dom U. BERLIÈRE, *A propos du droit de meute (Mélanges Pirenne, 13)*.

(2) VALOIS, 153. — BRUEL, 4041.

(3) Le prieur de la Charité percevait 5 deniers par feu sur les usagers de la forêt de Bert (La Ch., CXVII).

(4) *Ibid.*, XXXIV, LXXXIV.

(5) DOUAIS, 393.

(6) C. G., 101, f° 84, r°.

(7) St-B., 253.

devait avoir lieu en quatre fois (1). Les contrevenants, que ce fût un prieuré secondaire comme Faillefeu en Provence (1323) (2) ou une importante maison comme Saint-Martin des-Champs (1386) (3), s'ils enfreignaient cette règle, encouraient des blâmes sévères. On en comprend aisément la raison quand on voit en 1261 l'abbé de Cluny projeter d'éteindre en une seule année par la vente d'une coupe ordinaire les 2.500 livres tournois (ou environ 45.000 francs or) de dettes du même monastère de Saint-Martin-des-Champs de Paris (4). En 1304 le prieuré de Faillefeu (sept moines, un prieur) avait vendu dans le cours de l'année cinq douzaines de troncs d'arbres pour faire de la grosse construction (charpentes), quarante cinq douzaines de pieux (*postes*). De ce fait une dette de 228 livres de petites couronnes avait été ramenée à 158 livres parisis. Des coupes précédentes avaient réalisée l'abatage de quarante gros arbres, dans chacun desquels on avait taillé deux ou trois solives. Les religieux du monastère avaient déclaré aux visiteurs de l'ordre qu'ils pensaient pouvoir éteindre complètement leur dette en vendant seize douzaines de ces solives (5).

Cette grande valeur des bois explique la suite des conventions intervenues entre les divers monastères et leurs voisins les seigneurs féodaux pour contrôler ou même acheter les grueries des bois dont ils n'avaient pas l'entière possession (6). De là également le soin jaloux avec lequel les moines de La Charité tenaient à leur droit de faire surveiller par leurs propres gardes le *boscus*, la partie la plus importante de leur forêt de la Bertrange, partiellement consacrée à l'usage des habitants des paroisses voisines (7). L'exploitation des coupes fut de plus en plus réglementée et contrôlée par les organismes centraux de l'ordre. Un prieur de Grandchamp ne se voit-il pas interdire en 1311 par les définiteurs de procéder à aucune coupe dans les bois de son monastère sans autorisation spéciale (8).

L'abatage des arbres n'était pas d'ailleurs la seule utilisation importante des bois au Moyen-Age (9). Le gros bétail y était souvent, nous l'avons dit, mis en pacage (*magnum herbagium*) (10);

(1) DEPOIN, 466.

(2) C. G., 103, f° 116.

(3) C. G., 104, f° 309, v°.

(4) DEPOIN, 1172.

(5) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 46.

(6) Coincy, 15-17, v° ; 18.

(7) La Ch., cxvii (juillet 1266).

(8) C. G., 101, f° 284, r°.

(9) Un autre revenu de la forêt, la fabrication de la poix que l'on tirait de certaines essences tels que le pin nous est signalée par le rédacteur du cartulaire de Sauxillanges (S. 518).

(10) La Ch., cxvii, lxxxiv.

presque partout des troupeaux de porcs y allaient à la glandée (*panagium vel cursum*), alors même que les moines n'étaient pas propriétaires du fonds. Les moines de Cluny jouissaient par exemple en 1060 de ce droit pour cent de leurs porcs dans le bois de Cercy, dépendant de l'évêché de Chalon (1), en 1078 dans celui de la Charnée aux environs de Chalon (2). Le prieuré de Paray avait licence de faire paître ses porcs dans la forêt de Martigny (3). Dans certains bois comme ceux du comte du Perche, l'élevage du porc se pratiquait en grand, puisque nous voyons la dime de ce panage faire l'objet d'une donation en faveur de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou (4). Un bienfaiteur de Saint-Marcel de Chalon, le gratifie en même temps que d'un manse du droit de parcours dans ses bois pour soixante porcs (5). Autorisé partout où les droits d'usage existaient dans un bois, le panage n'était interdit que dans les portions de forêt nouvellement défrichées (*novales*) (6).

Ces lieux de grands défrichements n'apparaissent, comme nous l'avons vu, que très rarement dans les cartulaires et documents clunisiens, ceux concernant Sauxillanges (7) et Saint-Martin-des-Champs (8) mis à part, où l'on en rencontre quelques mentions d'ailleurs peu fréquentes. L'intérêt des moines était bien plutôt de conserver et d'entretenir une forme de propriété foncière qui leur valait des ressources permanentes (bois et pâturage) moyennant des frais de garde peu coûteux et en s'évitant soit le souci de se procurer pour leurs essarts une main-d'œuvre rare et coûteuse à partir du ^{xiii}e siècle, soit l'ennui de se résigner à toucher de maigres redevances de tenanciers mauvais payeurs par goût ou par nécessité.

Que pouvaient peser en faveur de ces incontestables avantages les efforts des papes et des rois, désireux de gagner les sympathies des bourgeoisies urbaines ou animés d'autres mobiles, en faveur de la mise en culture des terres gagnées sur la forêt ? Sous la date du 1^{er} avril 1255 nous voyons soigneusement reproduite dans le cartulaire du monastère de La Charité la bulle d'Alexandre IV exemptant de tous décimes les bois défrichés et mis en culture. on ne saurait se montrer trop prudent, tel était évidemment l'avis des moines aux yeux de qui semblait utile de parer à toute éventualité, pour

(1) BRUEL, 3360 ; autre exemple, *ibid.*, 3953.

(2) *Ibid.*, 3530.

(3) P., 184.

(4) N., 181.

(5) St-M.-Ch., 108.

(6) La Ch., *loc. cit.*

(7) S., 328, 610, 832.

(8) DEPOIN, 393, 399, 409.

toujours payer le moins de taxe possible... Mais à feuilleter le recueil des chartes de La Charité, on ne trouve que bien rarement des mentions de terres nouvellement défrichées par les moines ou qui leur aient été données dans cette intention. On n'y rencontre également que peu de traces de dîmes sur les *novales*.

Il est vrai que pour avoir une certitude absolue sur ce point il faudrait pouvoir faire confirmer notre opinion par des registres terriers ou à leur défaut pas des livres de comptes. Or dans ceux du *xv^e* siècle, dont il subsiste quelques fragments, on ne découvre à ce sujet rien de très probant, d'ailleurs même y trouverait-on des éléments semblant devoir infirmer notre thèse, cela n'aurait malgré tout pas grande valeur pour la période du *xiii^e* au *xiv^e* siècle. En effet, au *xv^e* siècle, par suite de la dévastation des campagnes consécutive à la guerre de Cent ans, la forêt avait gagné des terres qu'elle n'avait jamais occupées auparavant et dont quelques-unes ont été ensuite gardées par elles jusqu'au *xviii^e* siècle, parfois même jusqu'à nos jours. Alors donc qu'un document des environs de l'an 1460 nous signalerait un défrichement, il serait fort possible que ce ne fût qu'une simple reconquête pour la culture d'une terre soumise aux labours réguliers depuis des centaines d'années au *xiii^e* siècle. Pourtant, nous tenons à le répéter, les documents sont trop peu nombreux et surtout trop peu explicites pour qu'il soit permis d'en déduire une conclusion réellement assurée.

CULTURES ARBORESCENTES : ARBRES FRUITIERS, SAUSSAIES, AULNAIES, CULTURES INDUSTRIELLES.

Les ruraux, du *xiii^e* au *xv^e* siècle, n'eurent pas, on ne saurait trop le rappeler, contre l'arbre la prévention de leurs successeurs des époques plus rapprochées de nous.

En particulier, on trouve dans les actes relatifs aux monastères clunisiens des vergers en grande quantité, soit énumérés parmi les dépendances des tenures d'une certaine ampleur : manses ou courtils, et dans ce cas leur mention dans la liste des appartenances est presque de style, soit, surtout à partir du *xiii^e* siècle, faisant isolément l'objet d'une transaction, ce qui est une preuve que la culture des arbres fruitiers a pris à cette époque une importance plus grande qu'antérieurement (1). C'est le cas du verger sis non loin de l'église de Bernède, propriété des moines de Saint-Mont (2), de la pommeraie donnée en 1138 à l'abbaye de Cluny à Dompiere

(1) BRUEL, 1019, 2033, 2191, 2957, Barbezieux, cccxxiii, etc.

(2) St-M., xii.

dans la région de Beauvais (1) ou encore à Orangis (2) et à Longpont (3). Le prieuré de Sauxillanges en Auvergne comptait un très grand nombre de vergers formant un ensemble à eux tous seuls (4), comme ceux que possédait le monastère de Paray : cinq à Tellec (5) et un d'une certaine importance dans chacune des localités suivantes : Mardiaugue, Vaux (6), Savigny (7), Pouilloux (8), Villeret (9). Ces deux prieurés étaient possessionnés dans des régions où la vigne était abondante, y aurait-il eu une liaison entre la culture de la vigne et celle des arbres fruitiers ? C'est fort possible ; dans les sols à terre très meuble qui conviennent à la vigne, les arbres fruitiers (ceux à fruits à noyaux) se plaisent, mais rien ne prouve, comme on l'a prétendu, qu'à l'instar de ce qui se passe aujourd'hui, ils fussent alors plantés dans les vignes elles-mêmes. Bien plus les rédacteurs des actes ont grand soin d'énumérer les vergers à part quand dans un texte ils en parlent en même temps que des vignes. Au contraire les vergers et les prés sont souvent mentionnés ensemble.

Les plantations d'arbres fruitiers étaient destinées à fournir aux moines les fruits dont ils faisaient une grande consommation et peut être aussi du cidre, bien qu'il ne soit pas question de cette boisson dans les coutumiers clunisiens. Il est vrai que ceux-ci sont antérieurs au XIII^e siècle, époque que Delisle assigne à l'apparition du cidre en Normandie (10).

Dans le cartulaire de Saint-Christophe en Halatte, il est question en 1242 de la pommeraie que les moines possédaient dans ce lieu (11) et dans un autre document de ce recueil, il est reconnu (1362) au prieur le droit d'autoriser les hôtes à « arracher dans ses bois [de Halatte] pommiers, perriers et neffliers » (12). Ce document est le seul à citer d'autres espèces que les pommiers comme essences fruitières peuplant les vergers clunisiens.

Il est parfois aussi question dans les documents clunisiens d'autres plantations d'arbres cultivés dans des terres spécialement préparées

(1) BRUEL, 4060.

(2) L., CCXIX.

(3) *Ibid.*, CCXCI.

(4) S., 221, 496, 501.

(5) P., 32.

(6) *Ibid.*, 41.

(7) *Ibid.*, 69.

(8) *Ibid.*, 129.

(9) *Ibid.*, 50.

(10) L. DELISLE, *Etude sur la condition de la classe agricole et l'état de l'agriculture en Normandie au Moyen Age*, Evreux, 1851, in-8°, p. 472.

(11) S. Ch. H., 14.

(12) *Ibid.*, introduc., xxxi.

et entretenues à cet effet : aulnaies en Auvergne (1), saussaies en grand nombre dans la même contrée (2), où il arrive que l'une d'elles renferme un pré (3). On en rencontre aussi dans d'autres régions dont l'humidité du sol leur est propice, ainsi à Chamoge, près de Saint-Symphorien-lès-Charolles, à côté de l'écluse d'un moulin (4). En mai 1282, l'abbé de Cluny achète pour 8 livres viennoises (5) une saussaie plantée près du moulin de Rochefort. En 1340, le *Registre Bertrand* nous révèle parmi les possessions les plus importantes du monastère de Saint-Pierre de Roinville sous Auneau, prieuré dépendant de Saint-Martin-des-Champs, une plantation de cette sorte (6). Une saussaie avait été abandonnée à ses moines sur les bords de la Marne par Pierre II, prieur de Gournay, en 1251 (7).

Une châtaigneraie à Salas est, avec quelques autres (8), un des rares exemples de culture spécialisée du châtaignier, essence forestière généralement mélangée à d'autres espèces. Un censier de Moissac pour 1344 mentionne parmi les sources de revenus de l'abbaye celles provenant de noyeraies qui lui rapportent par an 700 sous tournois pour la seule tenure de Saint-Michel (9). Les noix apparaissent parmi les redevances dues au prieuré de Barbezieux (10).

Nous ne parlons pas des jardins mentionnés dans la plupart des listes de dépendances non seulement des manses et courtils, mais même des *mansiones*, *casae*, *casals*, etc. ; ils n'ont aucun intérêt pour l'étude de la temporalité clunisienne, n'étant que fort rarement grevés de redevance particulière (11) et n'ayant d'utilité que pour le tenancier occupant la maison à laquelle le jardin est joint (12). D'ailleurs nous n'avons sur eux aucun renseignement et n'en connaissons que le nom : *hortus*, que l'on trouve seul pour les époques anciennes, et concurremment avec *curtilus* pour les dates postérieures au xii^e siècle (13).

(1) S., 175, 367, 432.

(2) *Ibid.*, 104, 153, 161, 166, 206, 367, 559, 722, etc.

(3) *Ibid.*, 723.

(4) P., 181.

(5) BRUEL, 5294. Autres exemples. (*Ibid.*, 2807. — VALOUS, 142).

(6) DEPOIN, 1093.

(7) Donnée en 1100 au prieuré de Marcigny (BRUEL, 3742).

(8) R., 544 ; terre dite « Chastagniers » à Germagny, donnée en 1284 à Ro-mainmôtier.

(9) Arch. Nat. S., 3304, f^o LX, v^o.

(10) Barbezieux, DLVII.

(11) S., 951 : 8 deniers. Autre exemple, Barbezieux, cccxxxiv : 6 deniers.

(12) S., 88, 156, 274, 486, 845, 955, etc.

(13) BRUEL, 1049, 1109, 3293.

De ci de-là on peut enfin glaner, surtout à propos des dimes et des cens, quelques mentions de plantes industrielles, telles le chanvre (1) et le lin (2).

ÉTANGS ET VIVIERS, PÊCHERIES.

A côté des cultures courantes et généralement répandues, les Clunisiens trouvaient dans l'utilisation du sol, encore d'autres sources de revenus plus particulières. C'était l'exploitation, du moins par certaines maisons de l'ordre, en vue de la pêche et de la conservation du poisson, d'étangs, viviers et pêcheries. Ces établissements, naturels ou artificiels, étaient très avantageux à une époque où l'usage de la viande était modéré dans les monastères et où les jours d'abstinence étaient d'une grande fréquence.

Les étangs que possédaient les moines étaient le plus souvent des étangs naturels et ils étaient dispersés un peu dans toutes les régions. Cluny en avait à Droux près de Saint-Hippolyte, dans les environs de Saint-Taurin et dans les faubourgs de Chalon. Les moines de la Charité exploitaient ceux de Raveau et de la Loge, le prieuré de Coincy en possédait près de Chalet. Un étang se trouvait parmi les biens dépendant de l'église de Saint-Pierre de Ceton donnée avant 1094 au monastère de Saint-Denis de Nogent (3).

Il arrivait aussi qu'ils fussent créés de main d'homme. Au ^{xiii}^e siècle par exemple, le monastère de Saint-Martin-des-Champs recevait en don une terre à Orsonville avec la faculté de capter l'eau nécessaire pour y créer un étang (4). Plus tard Jocerand, seigneur de Brancion, gratifie Cluny en 1236 d'un autre étang qui avait été commencé près de Saint-Hippolyte (5). Ces étangs artificiels quand ils servent uniquement à la production et à la conservation du poisson prennent le nom de viviers. Ainsi Louis VII donne en 1158-9 le vivier de la Gattelière aux moines du prieuré de Saint-Nicolas d'Acy dépendant de celui de Saint-Martin-des-Champs (6). Les moines de Saint-Martin-des-Champs donnent en 1357 à un tiers des droits sur le vivier de Moulle qui leur appartenait (7). Ceux de Longpont font de même en 1240 pour le leur situé à Savigny contre une redevance annuelle de 60 sous parisis (8). Mais le grand Etang de Raveau est baillé

(1) S. Ch. H., (a. 1278), 36. — BRUEL, 1283, 5309. — P., 22, 98.

(2) Barbezieux (a. 1100), XLVII. — L., CCLXXXVI. — N. (a. 1058), XXXVIII.

(3) N., XVIII.

(4) DEPOIN, 71.

(5) BRUEL, 4702.

(6) DEPOIN, 367.

(7) *Ibid.*, 1692.

(8) L., CCLXXXIV.

à cens pour dix-sept ans (1) par le monastère de La Charité en 1387 pour 250 livres d'or.

La bonne gestion des étangs et viviers préoccupa toujours les autorités de l'ordre et donna lieu à plusieurs reprises à des interventions dans les maisons négligentes. En 1272 le prieuré du Bourget est vertement tancé pour avoir vendu son vivier et reçoit l'ordre de révoquer cette cession (2). Le chapitre de 1410 eut à s'occuper de la mauvaise administration en ces matières du prieur de Pont-aux-Moines, de la province de France. Son monastère était possesseur d'un bel étang que le précédent prieur avait remis en état après un abandon de cinquante ans. Il l'avait repeuplé en y faisant mettre un millier de poissons. Or les visiteurs rapportent aux définiteurs du chapitre général que par négligence et avarice, l'étang a été dépeuplé une seconde fois, l'actuel prieur n'ayant autorisé à nourrir les poissons que pendant six mois de l'année. En conséquence le prieur de Pont-aux-Moines fut mis en demeure de rétablir l'étang dans un délai de six mois dans l'état où il l'avait trouvé lors de son entrée en charge. L'abbé de Cluny recevait mission de faire appel, si cela devenait nécessaire, au bras séculier pour contraindre le prieur à exécuter cette sentence et le chambrier provincial auquel était confiée la surveillance de l'affaire, était chargé de tenir le chapitre au courant de la manière dont il serait obéi (3). La sévérité du chapitre général est démonstrative...

Les viviers faisaient souvent partie de véritables entreprises de pêche telles que l'abbaye de Cluny en posséda dès le ^x^e siècle. Elle fut ainsi gratifiée vers cette époque d'une pêcherie de saumons installée sur la Loire à Villeret avec la maison et les prés en dépendant (4). Une autre qui lui est confirmée en 946 par le roi Louis d'Outre-Mer n'était pas moins bien organisée (5). Installé non loin de Senozan, cet établissement comprenait des viviers, des trous d'eau, des ruisseaux d'alimentation grands et petits, des abris et édifices divers et des terres. D'autres exemples nous sont fournis de pêcheries possédées par les moines de Cluny à Saint-Georges-de-Reneins (6), à Domène dans l'évêché de Grenoble (7). Le 11 décembre 1399 les échevins de Saint-Omer reconnaissent pareil-

(1) La Ch., p. 405.

(2) C. G., 101, f^o 55.

(3) C. G., 106, f^o 9, r^o et v^o.

(4) BRUEL, 683.

(5) *Ibid.*, 688, confirmation de 396.

(6) *Ibid.*, 1218.

(7) *Ibid.*, 2801, Autres exemples, *ibid.*, 1992, 2218, 2818, 2865, 3051, 3381, 3610.

lement aux moines de Saint-Bertin l'immunité dont jouissent leurs pêcheries de la Maire ou la Moëre (1).

Toutes les pêcheries n'étaient pas installées en eaux dormantes, nombreuses étaient celles établies directement sur les fleuves et rivières. Le seigneur de Bernède concède vers 1090 aux moines de Saint-Mont les « padouens », c'est-à-dire le droit de pêcher, dans toutes les eaux dépendant de sa seigneurie (2). En 1089 les moines de La Charité recevaient à Lamenay, en amont de Decize, une pêche-rie de saumons et autres poissons que commandait une écluse sur la Loire. Ces pêcheries sur la Loire étaient munies de clayonnages en branches : *ramedae*, destinées à retenir le poisson (3). En Espagne, les mêmes religieux avaient reçu le privilège de pêcher en établissant des barrages et autres engins sur les fleuves du Douro et du Mondego sur une longueur correspondant à environ cinquante kilomètres (4). Plusieurs particuliers reconnaissent en 1254 aux moines de Longpont le droit de pêcher depuis la chaussée de Brétigny jusqu'au dessous de la chaussée de Longpont (5). Le recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Bertin nous offre toute une série de tractations au sujet des droits de pêche exercés par les moines. Nous en citerons un certain nombre des plus typiques : Le 13 septembre 1347, les échevins de Saint-Omer se voient rappeler par le garde de la prévôté de Montreuil que le monastère de Saint-Bertin a joui de toute antiquité du droit d'interdire la pose dans la rivière de Blendecques à Gravelines d'engins de pêche tels que « verkens, nasses et autres harnas » (6). Ce droit de poser un barrage de pêche appelé « waer » (alias « uvoer ») est concédé dans la rivière de Niewerlet par l'abbé de Saint-Bertin le 15 mai 1377 à un nommé Nichase Widoit, moyennant une redevance de 8 sous par an (7). Quelques années après (28 mai 1386), le même abbé fait détruire un barrage de pêche ou « waer » élevé dans la rivière de Hurkeleet par Jean de Nielles, en violation des privilèges de son monastère (8).

Enfin outre l'abbaye de Cluny à laquelle Guillaume III d'Aquitaine avait concédé le 2 mai 1017 la moitié du cens de poissons que lui devaient les pêcheries de l'île de Ré (9) et dont nous avons par ailleurs déjà signalé les énormes dotations en poissons, un certain

(1) St-B., 2121.

(2) St-M., XIII.

(3) La Ch., xxxvii.

(4) *Ibid.*, xl.

(5) L., cclxxxvi.

(6) St-B., 1625.

(7) *Ibid.*, 1891.

(8) *Ibid.*, 1963.

(9) BRUEL, 2709.

nombre de monastères de l'ordre possédaient des redevances à prendre annuellement sur la pêche en mer. Citons par exemple le prieuré de Gournay à qui Galeran II, comte de Meulan, et sa femme Agnès avaient donné en 1147-1154 le droit de prendre chaque année à Pont-Audemer 5.000 harengs (1), droit qui fut ensuite vendu 34 livres aux religieux de la Trappe (2).

L'on voit par ces quelques citations que les pêcheries étaient d'un particulier intérêt pour les maisons de l'ordre en leur permettant de subvenir à leur grosse consommation de poissons et à l'occasion en devenant même pour elles une nouvelle source de revenus.

SALINES.

Dès l'époque carolingienne le sel fut matière de droit régalien et les salines, considérées comme faisant partie plus que n'importe quel bien-fonds du *fiscus* impérial, furent lors du démembrement de l'empire carolingien usurpées avec empressement par les grands officiers et les féodaux leurs successeurs.

Pour satisfaire leurs aspirations charitables, ceux-ci consentirent parfois à se dessaisir d'une partie de leurs droits et revenus sur les salines, plus rarement de la propriété intégrale de ces dernières, au profit des monastères dont ils désiraient se montrer les bienfaiteurs. Les moines surent apprécier à sa valeur cette source importante de revenus. S'ils n'en bénéficièrent qu'à titre relativement exceptionnel, on peut néanmoins avancer à la suite du chapitre général de Cluny de 1269 parlant d'un des monastères en possédant (Pont-à-Mousson) que les maisons de l'ordre intéressées dans des salines en tiraient leur principale ressource (3).

Le sel pouvait être fourni par des marais salants. En 1059 par exemple l'abbaye en recevait un dit de Moun en Poitou, dans la viguerie d'Aunay, de la superficie de cent cinq *areae* contre un don de 40 sous et d'un jeune cheval (4); soixante autres *areae* lui étaient donnés dans un marais appelé *scala* (5) entre 1049 et 1060. Quelques années plus tard (1079-1089) Gui, comte de Ponthieu, assurait à Saint-Martin-des-Champs une redevance annuelle de trente muids de sel chaud équivalent à vingt-quatre muids de sel froid à prendre sur quinze concessions (6), Nicolas de Wabem donne au même

(1) DEPOIN, 337.

(2) *Ibid.*, 812.

(3) DUCKETT, *All.*, 14.

(4) BRUEL, 3358.

(5) *Ibid.*, 2942.

(6) DEPOIN, 33.

monastère une redevance de dix muids de sel (1). C'est également à un marais salant que font allusion en 1303 les visiteurs de la province de Poitou lorsqu'ils relatent la destruction par les gens de guerre des salines du prieuré de Saint-Nicolas-de-Graves (2).

Mais bien plus nombreuses sont les salines de sel gemme parmi les possessions de l'abbaye de Cluny et de quelques maisons de son ordre dès les premiers temps de son histoire. La région de Salins est une de celles où l'ordre compte le plus d'installations pour l'extraction ou l'exploitation. Dans les environs de 1100, l'abbaye de Cluny reçut à Salins deux chaudières (*calderia*) chacune d'un rendement hebdomadaire de deux sous, un puits (*micha*) affermé pour 20 sous par an, un autre qui l'était pour 60 sous et une autre chaudière rendant 6 sous par semaine (3). L'abbaye possédait encore au même lieu une quatrième chaudière (4), une cinquième et une sixième, cette dernière avec un puits, une cuve remplie d'eau et une *baierna* (5) qui avaient été cédées par Gauthier de Salins également vers 1100 (6) et enfin diverses rentes, assises sur des puits, s'élevant à 5 sous $\frac{1}{2}$ (6), 10 sous, 20 sous, 40 sous, 100 sous etc., (7). Ses intérêts y étaient si puissants qu'elle entretenait à demeure et sur place un moine saulnier. Nous en voyons un du nom de Robert concéder à un chevalier Gontier dit Ermenfred et à ses héritiers les « ventes » (*ventæ*) qui venaient de lui être données par Raymond, comte d'Amons (8). En plus de ses chaudières de Salins, Cluny en possédait encore vingt-deux en 1146 à Lons (le-Saunier) (9).

Mais l'abbaye chef d'ordre n'était pas la seule à avoir des revenus sur les sels de Salins. On note aussi le nom du prieuré de Mièges qui avait reçu une chaudière d'un rendement hebdomadaire de 2 sous et $\frac{1}{2}$ sur lequel 6 deniers de cens devaient être versés à Cluny et les deux sous restant au monastère propriétaire (10). Romainmôtier aussi possédait anciennement une chaudière qui après lui avoir été enlevée ne lui fut rendue qu'en 1084 par les soins du prieur Étienne. Il en reçut une seconde de Gaucher II de Salins. Humbert de Salins lui rend à son tour en 1130 une autre saline

(1) *Ibid.*, 34.

(2) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 44.

(3) BRUEL, 3771.

(4) *Ibid.*, 3772.

(5) *Ibid.*, 3776.

(6) *Ibid.*, 4354.

(7) *Ibid.*, 3773.

(8) *Ibid.*, 3775.

(9) *Ibid.*, 4116.

(10) *Ibid.*, 3769.

indûment retenue. Contrairement à ce que faisait le monastère de Cluny, celui de Romainmôtier ne semble pas avoir exploité ses salines directement, il les baillait à ferme. La saline qui lui fut restituée en 1084 rendait aux moines un cens de 11 sous par an et la valeur d'une « générale » (1). Le prieuré jouissait de plus, en exécution d'une fondation d'anniversaire (novembre 1247) par Jean, comte de Bourgogne, de dix charges de « grand sel » pendant le mois de mai payables à la Pentecôte par le puits du comte de Salins (2). Nous voyons le pape Lucius III confirmer le 26 septembre 1184 au prieuré de Reuil-en-Brie la possession d'une saline lui rendant vingt setiers de sel (3) et quelques années auparavant, en 1178, le pape Alexandre III accorder un pareil acte au monastère de Longueville pour deux salines dont il était propriétaire en Normandie et en Angleterre (4). En 1031, Henri I^{er} roi de France, donnait d'autre part aux moines de Saint-Denis de Nogent deux setiers de sel à prendre sur les greniers royaux du comté de Perche (5) et en 1147-1157, Galeran II de Meulan promettait un muid de sel à percevoir chaque année à Meulan après la Toussaint chez le prévôt du comte (6).

Ainsi, soit par l'exploitation directe, soit par la concession à ferme à des laïques, soit enfin par la perception de redevances assises sur des puits ou des chaudières, l'industrie du sel valait à plusieurs monastères clunisiens un supplément de recettes ou même un fonds appréciable de revenus, venant compléter, nous avons essayé de le prouver, ceux qu'ils pouvaient tirer de la culture proprement dite de leurs propriétés foncières.

II

L'ÉLEVAGE DANS L'ORGANISATION DOMANIALE CLUNISIENNE.

Il est reconnu que, à mesure que l'on avance dans le Moyen-Age, une exploitation rurale ne vaut qu'autant qu'elle est garnie par un abondant cheptel vif.

Les documents que nous avons eus entre les mains nous ont apporté de très nombreuses mentions d'animaux domestiques, mais fort peu de renseignements sur leur élevage, leur nourriture, les espèces dans chaque genre, le développement ou l'amélio-

(1) EGGER, 156-175.

(2) R., 589, IX.

(3) La Ch., IV.

(4) *Ibid.*, v.

(5) N., CXVII.

(6) DEPOIN, 338.

ration des races poursuivis sur les terres des moines clunisiens; trop souvent tous les détails recueillis se sont bornés à une sèche énumération.

Trop grande était pourtant l'importance du bétail dans l'économie rurale dès cette époque pour que nous n'essayions pas d'extraire de la sécheresse et de la concision extrêmes des actes tout ce qui pourrait contribuer à éclaircir un jour l'intéressant problème de l'histoire de l'élevage au Moyen-Age.

LE CHEVAL.

L'élevage du cheval a été certainement l'objet de soins particuliers de la part des moines qui en faisaient un grand usage dans leurs voyages, les coutumes exigeant qu'ils fussent toujours montés. Les supérieurs de maisons et certains dignitaires de l'ordre avaient droit chacun à quelques hommes de suite et à un certain nombre de chevaux de bât pour le transport de leurs bagages. Cela nécessitait l'entretien permanent d'un effectif chevalin relativement important. En outre les chevaux servaient aux moines de monnaie d'échange pour l'acquisition de biens convoités ou de moyen propre à gagner la faveur des grands par des présents intéressés.

L'abbé Hugues I^{er} (1049-1109) faisait don d'un palefroi au vicomte de Limoges. Le prieur de Saint-Victor-de-Genève gratifie un puissant voisin d'un cheval d'une valeur de 100 sous, tandis qu'Amalric de Joux en dérobe un aux moines clunisiens suisses d'une valeur de 4 marcs d'argent ou 50 sous (1). Entre 1049 et 1109 deux frères renoncent en faveur du monastère de Cluny à un manse à Flagy et à un demi manse à Varanges contre un cheval que leur donne le doyen de Lournand (2). Une autre fois c'est un bois qui est donné à Cluny (au XII^e siècle) contre un cheval valant 30 sous (3). Par ailleurs les actes du prieuré de Saint-Mont révèlent que les religieux de ce monastère terminèrent de nombreux litiges avec les seigneurs du voisinage grâce à des dons qu'ils leur firent de chevaux de prix (4).

Plusieurs établissements clunisiens semblent s'être spécialisés dans l'élevage du cheval, mais l'on ne trouve pas cet animal cité d'une façon courante parmi les bêtes constituant le cheptel vif des tenures clunisiennes; il n'est employé comme bête de trait, notamment pour

(1) EGGER, 174-175.

(2) BRUEL, 3159.

(3) *Ibid.*, 3280.

(4) St-M., XIX, XXV, XXVIII, XXXIII, LXX.

le labour, qu'à défaut de bœufs et de vaches (1) même dans les régions où actuellement on ne laboure qu'avec des chevaux, ainsi dans tout l'est et le centre est de la France et la région rhénane.

Le prieuré de Montbertrée, dans la région clunisienne, s'adonnait semble-t-il, à l'élevage du cheval dans une assez large mesure. Un acte des environs de 1100 nous le montre effectuant en une seule fois les opérations suivantes : vente d'un cheval à un archiprêtre de la région pour 50 sous de monnaie forte, d'un roussin ou cheval de trait au prix de 20 sous, deux autres chevaux sont vendus 35 et 40 sous ; le prieur achète par contre, pour en faire des cadeaux, 20 sous un roussin et un autre cheval de même catégorie dont le prix n'est pas indiqué (2).

Les moines de Sauxillanges vendent un cheval 150 sous (3) et échangent contre des terres un cheval valant 60 sous (4) et un autre de 50 sous (5). Dans les environs de 1215 une des fermes du monastère de Najera, en Espagne, comptait jusqu'à trente chevaux (6). Vers 1078, les moines de Saint-Martin-des-Champs avaient reçu de leur côté, parmi les dépendances de l'église de Noisel, un haras et un pré de dix arpents y attenant (7). Mathieu III, comte de Beaumont, lègue en 1177 « son haras de juments et de poulains » aux moines de Saint-Léonor (8).

Mais malgré la faveur dont jouit l'espèce chevaline parmi les moines clunisiens et leurs contemporains, jamais elle ne connut chez eux la large extension et l'exploitation suivie dont furent l'objet les espèces bovines et ovines.

ESPÈCE BOVINE.

Il est à remarquer d'abord que dans les inventaires, on distingue les bœufs, comptés par couples et considérés comme bêtes de trait et de labour, et les vaches, élevées pour leurs produits et leur lait, qui sont elles dénombrées par unité. Le bœuf est considéré par les coutumiers clunisiens comme l'animal spécialement destiné au labour des terres (9).

Au début du XIII^e siècle, une tenure exploitée par une famille

(1) DUCKETT, All., 335-338.

(2) BRUEL, 3789.

(3) S., 377.

(4) *Ibid.*, 297.

(5) *Ibid.*, 688.

(6) *Bibl. Ec. des chartes*, 1883, 169 et sq.

(7) DEPOIN, 60.

(8) *Ibid.*, 438.

(9) Udalric., III, II, 691.

de censitaires comporte une moyenne de un à deux couples de bœufs (1); le nombre de vaches est très variable, il oscille en général entre quatre et six ou sept vaches adultes. Dans les monastères espagnols de l'ordre, le nombre peut s'en élever de vingt-sept à trente-huit vaches (2).

Nous avons dit que la plupart des exploitations rurales clunisiennes dont le cheptel vif était fourni par les moines comptait de un à deux jougs ou couples de bœufs; parfois le tenancier en entretenait encore un autre qui était sa propriété comme il arriva pour le doyenné rural clunisien de Saint-Hippolyte en 1149-1156 (3). Mais on rencontre aussi, bien qu'exceptionnellement, de grands domaines où le labour est assuré par cinq, neuf, douze et jusqu'à dix-huit paires de bœufs (4). Les manoirs anglais de l'ordre de Cluny ont des contingents bovins encore plus importants et leurs effectifs au ^{xiii}e siècle de deux cents bœufs et de cent vaches (5) ou de six cents bœufs et vaches (6) ne trouvent pas d'équivalents sur les domaines clunisiens du continent.

Quoi qu'il en soit, malgré la pénurie de documents intéressants et précis, il semble bien que Cluny ait apporté un soin tout particulier à l'élevage bovin, ainsi qu'en paraissent témoigner les remarques et desiderata que nous recueillons dans l'enquête et réforme menée vers le milieu du ^{xiii}e siècle pour améliorer la gestion jugée insuffisante des doyennés clunisiens. De ce document ressort avant tout le désir d'augmenter le nombre des bœufs. A Beaumont où il y a six vaches et douze génisses, le nombre des bœufs devra être porté de neuf à dix-neuf, à Saint-Denis de six à vingt-quatre, à Montbertrée de dix-neuf à vingt-quatre, les cinq vaches de cette maison devront s'accroître de quinze autres etc., (7).

ESPÈCE OVINE.

Le P. Egger dans son travail sur les monastères suisses de l'ordre de Cluny s'étonne, connaissant l'importance de la laine à cette époque, que l'espèce ovine ait été si rare dans les prieurés dont il a retracé l'histoire, et de fait on ne rencontre pas de moutons parmi les animaux mentionnés dans les documents con-

(1) BRUEL, 4143, 4469 *bis*. — *B. E. C.*, 1883, 169. — DUCKETT, *ALL.*, 335-338.

(2) *B. E. C.*, 1883, *loc. cit.*

(3) BRUEL, 4143.

(4) Outre *B. E. C.*, 1883, déjà cité, BRUEL, 4469 *bis*.

(5) DUCKETT, *Angl.* II, 138.

(6) *Ibid.*, 144.

(7) BRUEL, 4143.

cernant les maisons de la région suisse romande (1). Mais c'est là, semble-t-il, un fait exceptionnel tenant à la nature des lieux.

Dans d'autres parties de l'ordre, et non pas seulement en Angleterre où l'on trouve des troupeaux de trois à six cents têtes, nombreuses sont les exploitations où l'on compte des troupes d'une certaine importance. A Breuil, en Poitou, il n'y a que soixante moutons en 1343, mais la guerre a passé par là (2). Au contraire on remarque au ^{xiii}^e siècle quatre cents brebis dans le domaine rural que Cluny possède à Perouges, cent dix à Montbertrée, quarante seulement à Berzé (3), mais ce dernier domaine était plutôt une maison de repos pour les moines qu'une véritable exploitation agricole comme les précédentes. Vers la même époque, une bergerie à Cros dans la région de Mâcon est donnée à l'abbaye chef d'ordre par Josserand Merle à l'occasion de sa prise d'habit (4). En 1087 le même monastère avait été gratifié d'un troupeau dans chacune des trois dépendances de la maison espagnole de Najera, les troupes comptaient respectivement deux cent dix, cent vingt et cinq cent dix-sept moutons et chèvres (5).

Les quelques actes que nous citons révèlent dans certains endroits l'existence de troupeaux considérables, mais on peut trouver d'autres preuves de l'élevage très répandu du mouton dans l'énoncé des redevances dues à Cluny et à ses maisons en paiement de baux consentis à des tiers par ces monastères. Au ^{xi}^e siècle, un manse doit entre autres chaque année au prieuré de Sauxillanges deux moutons (6). Une autre tenure de cette sorte un mouton et un agneau (7), une troisième un agneau (8). Dans le pays de Langres la redevance annuelle d'un manse en 1094 est de quatre moutons et de quatre porcs (9). En 1078, une église doit au prieuré de Saint-Mont un porc d'une valeur de 8 deniers et un mouton de 4 (10), un manse verse à ce monastère chaque année un porc et un mouton (11). Les regards si nombreux dans les tenures médiévales, sont de leur côté souvent représentés par des agneaux au même titre que par les classiques chapons et poules, il n'en serait certainement pas ainsi si l'élevage

(1) *Op. cit.*, 73.

(2) REDET, 414.

(3) BRUEL, 4143.

(4) *Ibid.*, 4259.

(5) *Ibid.*, 3619.

(6) S., 750.

(7) *Ibid.*, 638.

(8) *Ibid.*, 664.

(9) BRUEL, 3682.

(10) St-M., XVIII.

(11) *Ibid.*, LII, et Barbézieux, CCCXL, DLXXXIX.

du mouton avait été exceptionnel dans l'économie villageoise de l'époque.

ESPÈCE PORCINE.

À côté des moutons avec lesquels ils sont souvent mentionnés, il faut citer les porcs, objet de la faveur des Clunisiens, grands amateurs de viande dans le temps où elle n'était pas prohibée par la loi de l'Église ou les coutumes monastiques.

En effet, non seulement nous rencontrons de nombreux porcs parmi les regards exigés des censitaires et tenanciers des moines, mais nous les voyons aussi figurer parmi les redevances dues à raison de domaines importants (1). Et surtout les très fréquents privilèges de paisson, glandée ou panage accordés aux moines dans les bois suffiraient, faute d'autres documents, à prouver combien était répandu un peu partout l'élevage du porc. On sait de plus que la chair de cet animal, le seul que le vilain mangeât assez souvent, constituait le fonds de la nourriture des classes élevées qui consommaient la viande non plus à titre exceptionnel comme la plupart des ruraux d'alors, mais d'une façon habituelle.

Au reste, on n'a que l'embarras du choix pour extraire des documents clunisiens un peu détaillés se rapportant à l'exploitation agricole, des exemples supposant l'entretien et l'élevage de sujets de la race porcine. Le troupeau de porcs entretenu dans la villa d'Orveco dépendant du prieuré de Saint-Zoile devait être nombreux puisque cette terre devait une redevance annuelle de dix cochons (2). Au nombre des doyennés déjà cités faisant partie de la réserve de l'abbaye de Cluny, Beaumont possédait un bois pouvant suffire à la paisson de mille porcs, il est vrai que les enquêteurs à qui nous sommes redevables de ces renseignements s'étonnent de n'avoir trouvé au chef-lieu du domaine que huit truies et quatre porcs d'une valeur de 12 deniers la pièce et une dizaine de porcelets. Il y avait dix-neuf porcs à Saint-Hippolyte et dix-huit à Berzé. Le nombre des porcs entretenu à Najera est de vingt, vingt-deux et vingt-huit têtes ; selon toutes probabilités, il s'agit de truies.

L'ÂNE.

Quant aux ânes, il en est signalé de ci, de là, mais peu fréquemment : trois ânes à Berzé, deux à Najera. Un règlement inter-

(1) S., 795, 788, 638. — St-M., LII. — REDET, 414, Barbézieux, CXIV.
2, BRUEL, 4469 *bis*.

venu en 1188 pour fixer le chiffre des taxes à percevoir sur les vilains dépendant du prieuré de Morteau, dont nous avons déjà fait état, ne mentionne pas cet animal comme soumis à la taxe. C'est donc que son usage comme bête de trait ou de labour devait être des plus rares.

LA VOLAILLE.

On sait la grande consommation d'œufs qui se faisait dans les monastères. Les volailles sont surtout matières de regards ou même de cens d'une importance variant à l'infini : un chapon par an et par feu (1) ou par tenure (2), deux poules (3), six poules (à Laizé) (4), quarante poules (Beaumont), soixante-quinze, trente poulets et vingt-quatre poules (Saint-Gengoux), quatre-vingt-sept chapons et cent-vingt poules (Montbertrée), cent poules, cinq chapons (5). Parmi les oubliées dues au prieuré de Barbezieux aux ^xⁱ^e et ^{xii}^e siècles, nous relevons vingt-deux poules et quatre-vingt quatre chapons (6), une poule et quatre chapons (7), dix-neuf poules (8), une poule (9), etc.

Il n'est pas jusqu'aux cygnes, considérés alors comme comestibles, qui n'aient fait l'objet de privilèges au profit des maisons monastiques. C'est ainsi que le 26 août 1393, le duc de Bourgogne ordonne au bailli de Saint-Omer de laisser les religieux de Saint-Bertin dans la jouissance de leur droit sur l'élevage de ces oiseaux dans les fossés de leur maison de Salperwick (10). Deux ans plus tard, le 16 novembre 1395, Nicolas Emond, gardien de la garenne des cygnes de la châellenie de Saint-Omer, fait amende honorable à l'abbaye pour avoir indûment fait enlever trois cygnes dans les fossés de la même maison de Salperwick (11). Ce privilège de l'élevage des cygnes ne fut point indifférent aux moines puisque nous les voyons en déléguer l'exercice à des chevaliers sur divers lieux leur appartenant contre d'autres avantages et non sans avoir fait intervenir les souverains à fin de confirmation (12).

(1) DUCKETT, All., 86. — La Ch., 411.

(2) P., 41. — S., 638.

(3) S., 788.

(4) BRUEL, 4143.

(5) *Ibid.*

(6) B., DC.

(7) *Ibid.*, DCII.

(8) *Ibid.*, DCIX.

(9) *Ibid.*, DCVI.

(10) St-B., 2023.

(11) *Ibid.*, 2071.

(12) *Ibid.*, 856, 959, 1965. — Parmi les regards ou oubliées payés au prieuré de Barbezieux, il en est un assez curieux, celui concernant des redevances en

Ainsi toutes les sortes d'élevage ont intéressé les Clunisiens. Cette branche de l'agronomie offre, du point de vue qui nous occupe, ceci de particulier que c'est la seule où — dans une certaine mesure et d'une façon qui n'est ni absolue, ni générale — les monastères clunisiens semblent être souvent intervenus directement, ce qui fut exceptionnel pour la culture des terres. A l'inverse de plusieurs instituts contemporains, tel les cisterciens pour ne citer qu'eux seuls parmi bien d'autres, les moines clunisiens en effet sauf dans les minuscules prieurés ruraux n'exploitèrent généralement ni par leurs propres moyens ni par une domesticité à leurs gages les diverses tenures de leur domaine, mais presque toujours ils les baillèrent à ferme, à cens ou à rente. Bien qu'elle ne leur fût pas propre et qu'il n'y ait pas d'intérêt à insister, cette particularité de leur administration en ce qui concerne l'élevage méritait donc d'être rappelée en passant.

faucons payés aux moines de cet important monastère : 4 faucons (Barlezieux CCCCLXIII, CCCCXXX, CCCCLXXV, CCCXCXVII), trois (CCCCXCVI), un (DLXXX), etc.

CHAPITRE III

Les modes d'exploitation

I. — Faire-valoir direct.

II. — Tenures diverses : manse, courtil, colonge, bordelage, mesure, parcelles non qualifiées, précaires (mainferme).

III. — Fiefs.

IV. — Baux divers : Complant, affermage des moulins à blés, accensement des moulins à foulon. Conventions de reconstructions, locations à court terme.

Nous avons déjà fait remarquer (1) à propos des divers offices des monastères ainsi que des attributions des abbés et des prieurs conventuels qu'il n'y a dans le système administratif en vigueur dans l'organisation clunisienne aucune centralisation ni de la gestion des immeubles ni de la perception des revenus. Tout le système repose au contraire sur une série de menses attribuées à l'abbé, au monastère ou à tel ou tel de ses principaux officiers : cellerier, hôtelier, chambrier, etc. Chacun de ceux-ci perçoit des revenus propres.

Cette individualité des ressources mise à la disposition des divers offices répondait souvent sans doute aux désirs des bienfaiteurs des moines qui abandonnaient un bien déterminé pour en appliquer les fruits expressément soit à la distribution à jour fixe par exemple d'une pitance aux religieux ou aux pauvres, soit à l'entretien du luminaire, soit à toute autre fin. Mais le plus généralement, l'attribution d'une mense propre à un office du monastère était destinée à donner à son titulaire une certaine indépendance, une relative liberté d'action dans sa gestion et aussi à lui permettre de suffire aux obligations de sa charge.

L'examen des multiples fonctions des abbés de l'ordre et des prieurs conventuels a permis de mettre en lumière la place importante qu'occupaient parmi elles la gestion du patrimoine commun des monastères d'une part et de l'autre le contrôle et la surveillance que devaient exercer les supérieurs des maisons sur l'administration de la mense de chacun de leurs principaux officiers.

(1) Cf. *Monachisme clunisien*, I, 124.

I. — FAIRE-VALOIR DIRECT.

La fréquente et extrême dispersion des biens-fonds possédés par les monastères clunisiens ainsi que la superficie exigüe d'un grand nombre d'entre eux semblent avoir eu souvent pour conséquence un régime d'administration en contradiction apparente avec la lettre de l'observance clunisienne : le faire-valoir direct. Nous n'avons, à vrai dire, rencontré qu'assez peu d'exemples précis de cette exploitation directe par les moines. Mais divers indices paraissent la révéler nettement dans la plupart des très petits prieurés.

L'effectif restreint et le peu d'importance d'une foule de maisons secondaires pourrait l'avoir engendrée à moins que ce ne soit au contraire l'exiguïté et l'éparpillement exagéré des éléments constitutifs du patrimoine territorial clunisien qui aient favorisé la multiplication des prieurés comptant un, deux, trois ou quatre moines au maximum. Quelle que soit l'origine véritable de ces monastères, ils ont existé sous cette forme réduite et sans doute ne sera-t-il pas hors de propos d'indiquer en passant par quelques exemples leur importance numérique dans l'ensemble des maisons de l'ordre.

Dans la province d'Auvergne, sur cent vingt-sept maisons, trente-six ont un effectif régulier de deux ou trois moines, dix en comptent quatre ou cinq, une six, trois une vingtaine, une vingt-cinq, deux quarante, une cinquante et une quatre-vingts. Sur les deux cent quinze maisons de la province de France, une soixantaine n'atteignent pas cinq moines d'effectif. Dans celle de Provence (deux-cent vingt et un établissements) qui compte cependant parmi les plus riches de l'ordre en monastères peuplés, quatre-vingts maisons environ entretiennent moins de quatre moines, le prieur compris, et une trentaine ne sont que de cinq à dix religieux. Sur les cent trente-cinq monastères gascons, l'effectif de quatre-vingt-quinze maisons est inférieur à quatre moines. Pareillement dans la province de Lyon ou de Cluny, on rencontre cinquante-neuf maisons sur quatre-vingt huit ne comptant pas plus de trois moines (très fréquemment un moine et un prieur seulement, assez souvent un seul moine, ceci en violation des statuts clunisiens, il est vrai, mais le fait n'en subsiste pas moins). Dans la province clunisienne du Poitou (quatre-vingt-dix-sept monastères), les chiffres sont sensiblement les mêmes : cinquante-quatre maisons ne comptent que deux moines à leur effectif, seuls cinq à six monastères dépassent le chiffre de dix moines.

On concevra facilement qu'à cette multitude de prieurés habités par un ou deux religieux, au nombre presque aussi grand de petites communautés (trois, quatre et cinq moines) ne pouvaient être atta-

chés de grands ou importants domaines fonciers. Et de fait, les parcelles très nombreuses, même dispersées, constituent le plus souvent des éléments de propriétés foncières appartenant à des maisons relativement importantes. Lorsque nous nous trouvons en présence de maisons dont le nombre de moines est inférieur à cinq ou six, mais surtout quand il est réduit à deux ou trois, nous avons affaire, semble-t-il, sauf exception, à une véritable grange ou domaine rural dirigé par un moine qui exploite directement lui-même, par ses propres moyens, le faire-valoir qui lui a été confié par un monastère plus important. Assistés de salariés laïques ou plus fréquemment avec l'aide des corvées et prestations de tenanciers (1), souvent aussi suffisant seuls à tous les travaux de culture, les religieux de ces prieurés ruraux paraissent à tout prendre de véritables cultivateurs sous l'habit monastique. Aussi n'est-ce que par un artifice de langage, pour sacrifier au respect des formules de style, que les visiteurs lorsqu'il est question de maisons de ce genre dans leurs procès-verbaux de visite parlent de l'état de leur spiritualité, la vie conventuelle, et pour cause, ne pouvant pas y être organisée. D'ailleurs aussitôt ce sacrifice consenti à la forme, on passait au principal, l'examen du temporel.

Ainsi, en dépit de la déclaration contraire de Pierre le Vénérable (2) (applicable seulement aux plus grands monastères clunisiens) et de la réputation faite à l'ordre de bannir le travail manuel chez ses membres, une partie des moines clunisiens s'est parfaitement adonnée au travail de la terre et à l'élevage. Les preuves de cette exploitation directe se rencontrent aussi bien dans les procès-verbaux des visites que dans les cartulaires des diverses maisons de l'ordre.

Le cartulaire de Sauxillanges renferme un acte (3) où il est question d'un bien *quam monachi laborabant in domanio*. Une donation de dîmes à Chirac est perçue sur des vignes voisines d'une terre *quam monachi exercendo laborabant* (4). Il est également parlé de trois

(1) Barbezieux, xxx. — DUCKETT, All., 86, 41. — C. G., 103, f° 144, r°.

(2) « Les moines ne peuvent cultiver eux-mêmes leurs terres, car leur corps débilité par les jeûnes et la pénitence ne pourrait subir les rigueurs des intempéries et, d'un autre côté, ils ne le pourraient, car il leur faut assurer l'office divin, prier, méditer, etc. » (Patr. lat., clxxxii, I, Let., xxviii).

Il est d'ailleurs probable que lorsqu'il écrivait ces lignes, Pierre le Vénérable avait surtout en vue les moines habitant une maison où l'effectif était suffisant pour mener la véritable vie conventuelle. Peut-être n'est-il pas non plus inutile de se rappeler le souci de défense et de polémique qui a en l'occurrence inspiré l'abbé de Cluny attaqué par St-Bernard au sujet de l'interprétation clunisienne de la Règle de St-Benoît.

(3) S., 589.

(4) *Ibid.*, 700.

hémimes de seigle attribuées au prieur d'Aiz pour frais de moisson : *propter cegeles quasi ipse congregabit* (1), ou de certaines corvées d'hommes et de bêtes réservées pour les cultures particulières des moines (2). En 1212, Geoffroy, évêque de Senlis, fixe à un setier de blé la portion congrue du curé de Barberie sur la grange de Saint-Nicolas-d'Acy, appartenant à des moines dépendant de Saint-Martin-des-Champs et habitée par eux, pour son droit dû par les convers qui servent dans cette exploitation (-).

Nous constatons qu'au cours du XII^e siècle les moines clunisiens de Barbezieux s'étaient constitués non loin du moulin de Verlaine, sur le Né, dans la paroisse de Saint-Médard, un « mainement » où ils avaient élevé les bâtiments nécessaires pour un faire-valoir direct. Ce domaine, devenu d'un seul tenant et élargi jusqu'à trente sexterées de terres ou de près, ils s'en étaient réservé l'exploitation directe dès l'origine, alors qu'il ne comprenait que dix sexterées, en y installant dès lors une grange pour l'exploiter eux-mêmes avec les bœufs leur appartenant en propre « *propriis bubus* » (4). Dans le cartulaire de Barbezieux se trouve une série d'autres mentions de terres cultivées par les moines eux-mêmes (5). Les visiteurs de la province du Poitou félicitent les moines de divers prieurés des bonnes récoltes en céréales et en vins qu'ils ont obtenues par leur travail (6).

D'autres fois, l'on voit les enquêteurs se préoccuper de l'entretien des granges, éléments essentiels de l'exploitation agricole (7), et dans les nombreux cas de cette catégorie, il ne s'agit pas de simples granges dimeresses, magasins destinés à recevoir le montant des dîmes et des cens en nature payés par les tenanciers d'un monastère (8), mais bien de bâtiments d'exploitation. En 1343, les moines de Mougou, Saint-Gelais (9) et Montbert (10) sont félicités d'avoir bien cultivé leurs terres et leurs vignes. Le prieur du Puy de Ganagobie avait, au contraire, été blâmé quelques années auparavant, en 1334, pour avoir aliéné huit bœufs avec leurs charrues et accessoires, si bien que le rendement du domaine exploité par ses moines était tombé de

(1) *Ibid.*, 937.

(2) *Ibid.*, 951.

(3) DEPOIN, 708.

(4) « *Postea monachi facerunt in hac terra grangiam et aliam terram propriis bubus excolunt. In hoc domo continentur X sexlerae terre et VI quarteria prati* » (Barbezieux, LXXI).

(5) *Ibid.*, XXXIV, XLVIII, XLIX, LXXII, LXXVI, L, LXXVIII (40 setérées), LXXX.

(6) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 9.

(7) C. G., 101, f° 134, r°. — C. G., 104, f° 206, v°. — C. G., 106, f° 321, r° ; 336, r° ; 352, r° ; 359, r°. — DUCKETT, Angl., 135.

(8) ROBERT, Franche-Comté, 48.

(9) REDET, 419.

(10) *Ibid.*, 423.

quarante charges (*sommatae*) de blé qu'il rapportait autrefois au chiffre de trente charges (1).

Cette énumération n'est naturellement pas limitative et pourrait être sensiblement allongée, il n'en ressort pas moins de la connaissance des observances de Cluny, de leur application et de l'ensemble des documents concernant l'administration de sa temporalité que nous avons eue entre les mains que les religieux de cet institut n'administrèrent les terres de leurs domaines par eux-mêmes que dans les très petits prieurés. Le régime habituel d'exploitation, c'est la tenure perpétuelle et aussi, et plus tard, l'affermage à temps.

II. — LES TYPES D'EXPLOITATION DU TEMPOREL. DIVERSES CATÉGORIES DE TENURES

Un domaine clunisien de quelque importance n'est généralement pas exploité par les moines eux-mêmes. Il n'est pas certain qu'à partir de la fin du XII^e siècle et surtout au XIII^e siècle, les réserves, les domaines *indominicali* eux-mêmes de certaines grandes maisons de l'ordre comme l'abbaye de Cluny, le prieuré de Saint-Martin-des-Champs, La Charité ou celui de l'une ou de l'autre des abbayes sujettes aient subsisté. De plus en plus, dans les maisons où l'effectif des moines leur permettait de mener l'existence conventuelle suivant les us clunisiens, dans toute son intégrité, les terres furent soumises au régime de l'exploitation par intermédiaires : censiers ou fermiers.

Cluny a sans doute dans l'administration de son temporel devancé son époque, par sa tendance à diminuer toujours davantage ses « réserves » pour livrer son domaine à des tenanciers contre des redevances en argent ou en nature. En effet, le grand propriétaire laïque ne se résignera à cette solution que bien plus tard, aux abords du XIII^e siècle, faute de main-d'œuvre suffisante et aussi en conséquence de la révolution opérée dans l'équilibre économique. Cette situation fut-elle heureuse ou fâcheuse pour l'ordre? la généralité des historiens penchent du côté de cette seconde hypothèse qui nous paraît aussi la plus vraisemblable. En tous les cas, ce qui est certain, c'est que l'exploitation directe était de plus en plus interdite aux grands monastères clunisiens du fait même du genre de vie imposé à ses moines.

Il ne faut pas s'attendre à trouver des formes extraordinaires dans le système des tenures diverses du domaine clunisien, ni s'en étonner. Cluny n'a pas créé ce système, il l'a adopté tel qu'il l'a trouvé, et aussi l'a laissé, volontairement ou non, se transformer

(1) C. G., 101, f^o 273, v^o.

sans entrave dans le sens qui lui était imprimé par l'évolution générale du monde féodal. Le tableau intentionnellement très bref que nous essaierons de tracer, sans apporter de révélations ni de découvertes, vaudra du moins autant qu'il sera une confirmation d'hypothèses et de données déjà connues, et peut-être prouvera-t-il aussi qu'après tout et dans l'ensemble il ne s'est pas rencontré jusqu'à ce jour pour cette époque et dans ce domaine particulier, quelques dénominations toutes verbales mises à part, de caractéristiques régionales très prononcées.

Cette impression correspond-elle absolument à la réalité des faits, ou bien est-elle la conséquence d'une insuffisante survivance de documents et sera-t-elle donc appelée à se modifier un jour? nous l'ignorons. En tout état de cause, il nous semble difficile de se montrer aussi affirmatifs que certains ont cru pouvoir l'être ces dernières années, soutenus par une confiance peut-être un peu téméraire dans l'hypothèse et l'analogie, cédant à la tentation dangereuse de remonter les temps dans le sens inverse des années, de combler les lacunes par des suppositions et de répondre aux points d'interrogation auxquels sans cesse on se heurte pour le Moyen-Age, à l'aide de règles vérifiées par l'histoire rurale du ^{xvii}e et du ^{xviii}e siècle. On ne trouvera donc pas mauvais, nous osons l'espérer, que dans cette étude, mu par les scrupules que nous venons de confesser, nous revenions aux cadres traditionnels et que successivement nous les reprenions individuellement à notre tour en les appliquant aux divers éléments constitutifs de l'administration domaniale clunisienne.

LES TENURES.

LE MANSE.

Propriété de rapport comprenant une habitation rurale et un certain nombre de terres propres aux différentes cultures, des bois ou droits d'usage sur des bois et parfois accessoirement d'autres établissements tels que moulins, étangs et pêcheries, le manse est un peu partout la tenure-type pendant les ^xe et ^{xi}e siècles et jusqu'au ^{xiii}e, époque à laquelle le terme sinon ce qu'il désigne tend à disparaître.

Le mot *mansus* sert moins à désigner l'habitation rurale elle-même que les terres qui en dépendent, lorsque il n'englobe pas, et c'est le cas le plus fréquent, bâtiments et fonds en culture. C'est proprement le nom d'une catégorie de tenure. Que le manse soit dit *indominicatus* (1), ou non, cela n'a pas grande importance dans le cadre de

(1) BRUEL, 2311, 2917, 3248.

l'économie clunisienne. Alors même en effet que le vendeur ou le donateur aura cédé aux moines un manse dont au moment de l'acte il avait gardé la libre et pleine propriété et non pas seulement, moyennant une redevance perpétuelle, le domaine direct et quelques prestations, ce domaine dès qu'il aura passé entre les mains des religieux sera généralement transformé par eux en *mansus in beneficio*. Du reste les mentions de *mansi indominali* deviennent de plus en plus rares au ^x^e siècle. Exprimée ou non, la notion de tenure aliénée à perpétuité contre le paiement d'un cens et de redevances diverses est l'acception générale.

Les moines reçoivent moins le plus souvent la propriété de la terre (bien qu'en droit elle leur appartienne) que ce qu'elle rendait au cessionnaire, comme l'un d'eux le dit expressément : *...dono ...omnia que habeo vel habere debeo in villa Caciacho : ...hoc est mansum unum et quicquid ad ipsum mansum pertinet, videlicet campos, vineas, prala, silvas, terras cullas et incultas, ET OMNEM CENSUM QUEM MIHI REDDEBANT PER UNUMQUEMQUE ANNUM* (1). S'il n'en était pas ainsi, on ne retrouverait pas en grand nombre des donations de manses avec le relevé des redevances auxquelles leurs tenanciers sont astreints (2). Ces manses sont exploités tantôt par une ou plusieurs familles de serfs qui sont cédés avec la terre qu'ils occupent (3) surtout jusqu'au ^{xiii}^e siècle, tantôt par des hommes libres (4).

Cette catégorie d'exploitation rurale, type de la moyenne propriété, réunit, nous l'avons déjà fait remarquer, des cultures assez diverses pour lui permettre de se suffire à elle-même : terres labourables, prés, vignes (5), bois, etc. Ces terres sont le plus souvent dispersées sur tout le territoire d'une localité, cependant il arrive parfois qu'elles soient groupées et forment un bloc d'un seul tenant ; certains d'entre eux sont clos de murs (6). Mais généralement dans ce cas, l'acte de cession indique les limites du manse par la désignation de ses tenants et aboutissants (7). La

(1) BRUEL, 3098, a. 1049-1109.

(2) *Ibid.*, 3682, — S., 750, 788, 795. — St-M., LII. — P., 119.

(3) BRUEL, 125, 127, 128, 153, 331, 1457, 1505, 1511, 1528, 1560, 2040, 2089, 2100, 2730, 2886, 3098. — S., 405, 406. — P., 109, 110, 113, 121. — St-M., LX, LXVI.

(4) BRUEL, 300, 1794, 2184, 2489, 3682, etc.

(5) D'après le cartulaire de Sauxillanges, les manses de ce prieuré ne renferment qu'exceptionnellement des vignes dans leurs dépendances. Ces cultures, dont la proportion est très forte parmi les biens du prieuré, ont formé des exploitations à part. Mais ce n'est là sans doute qu'une particularité locale.

(6) BRUEL, 3267 : « *unum mansum... sicut clausure ambitus continetur* ». *Ibid.*, 1677 (a. 984) « *mansum indomincatum... terminatur tribus lateribus muro manu facto* ». *Ibid.*, 2578 (a. 1003).

(7) *Ibid.*, 3065, 3095, 3112, 3248, 3256, 3407. — S., 60, 92, 149. — St-M. Ch., 59, etc.

superficie des manses n'est donnée aussi que lorsque ils forment un tout continu. On trouve des manses mesurant vingt-huit perches de long sur dix-huit de large (1), il en est de vingt-cinq perches sur neuf (2), de trente-deux perches sur cinquante et une et demie (3), de vingt et de dix arpents (4), de trois et neuf journaux (5), etc.

Les quelques mentions du prix d'achat de manses que nous avons rencontrées n'ont qu'une valeur relative, les documents qui les fournissent n'indiquant pas en même temps leur superficie : En 959, un manse situé en Charolais se vend trente sous (6), un autre dans le pagus de Vienne 100 sous (7), un troisième situé à Donzy en Mâconnais 16 sous (8). En 1030, une tenure similaire est vendue 70 sous (9). Une autre dans le pagus de Mâcon, en 1041, à Veneuze près Etrigny, 18 sous 9 deniers (10). En 1096, un manse de la même région, qui paraît avoir été d'une certaine importance, est cédé aux moines pour 30 sous (11). Deux manses sont achetés par l'abbaye de Cluny au prix de 20 livres 5 sous viennois (12) et 70 livres viennoises (13). Le prieur de Sauxillanges achète un manse 26 sous au ^xe siècle (14), celui de Vivairois, un autre 1035 sous en 1195 (15). Le monastère de Saint-Marcel de Châlon en paie un, en 1091, 335 sous (16).

Que pouvait rendre un manse ? Il serait intéressant, d'autre part, de le préciser. Il est malheureusement presque impossible de répondre à cette question, d'abord à cause du fréquent silence des textes et ensuite parce que dans le cas où l'on trouve quelques données sur les redevances dues par les tenanciers des manses, on se heurte là, comme pour la valeur des terres, à l'imprécision des documents qui n'indiquent que bien rarement à la fois l'importance du domaine et son rendement annuel. Les chiffres recueillis ne seraient donc intéressants que pour permettre

(1) BRUEL, 1091. Suivant M. HALPHEN (*Etudes critiques sur l'histoire de Charlemagne*, p. 254), la perche vaut 4 m²720, l'arpent = 8 ares 6564, le journal = 34 ares 6257.

(2) BRUEL., 2540.

(3) *Ibid.*, 2208.

(4) *Ibid.*, 3536.

(5) St-M. Ch., 114.

(6) BRUEL, 759.

(7) *Ibid.*, 1309.

(8) *Ibid.*, 1550.

(9) *Ibid.*, 2838.

(10) *Ibid.*, 2954.

(11) *Ibid.*, 3714.

(12) *Ibid.*, 4733.

(13) *Ibid.*, 4734.

(14) S., 754.

(15) *Ibid.*, 964.

(16) St-M. Ch., 100.

d'établir le revenu global d'un monastère, or même ce résultat est encore irréalisable dans la plupart des circonstances surtout pour la période antérieure à la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, époque pour laquelle seulement subsistent les livres de comptes de certains monastères importants de l'ordre clunisien.

Voici pourtant quelques exemples :

Vers 1150, les moines de Cluny concèdent un manse dans la région de Lons[-le-Saulnier] contre un cens annuel de 7 sous (1). Au ^{xi}^e siècle, un manse possédé par Saint-Marcel de Châlon lui vaut chaque année deux pains, un setier de vin et quatre poules de redevance (2), ce qui n'est pas grand'chose et constitue plutôt pour le prieuré un signe de reconnaissance de propriété de l'exploitation concédée qu'un revenu véritable. Une transaction conclue en 1100 entre l'abbé de Cluny et les moniales de Marcigny porte que le manse de Montchemin rend 7 sous de monnaie lyonnaise, un autre dit de la Charole 15 sous de la même monnaie, celui de *Marriacus* deux pains et 12 pièces de monnaie (?), le manse de Roche doit chaque année la moitié de la récolte de vin d'un vignoble qui en fait partie et la valeur d'un repas pour la communauté, celui de Vilars-Marols enfin la même quantité de vin que le précédent avec en plus une « tasche » et 2 sous payables à la Saint-Martin (3).

Un manse appartenant à Sauxillanges vaut annuellement à ce prieuré au ^x^e siècle trois setiers d'avoine, deux porcs, deux moutons, six gerbes de céréales, deux pains, deux agneaux, deux poules et 2 deniers, ce qui fait beaucoup de redevances diverses, mais à la fin du compte un total d'une valeur peu élevée (4). Le même monastère tire d'un autre de ses manses un revenu de 16 deniers en mai, et en septembre 13 deniers, un setier d'avoine et deux poules (5). Dans une autre partie du domaine de Sauxillanges, les redevances dues par trois manses et une *appendaria* sont les suivantes : chaque manse doit en mars une hémine d'avoine pour la saint-Julien (8 mars); trois setiers de seigle, sept setiers d'avoine, trois hémines et une quarte d'orge ainsi que 12 deniers, monnaie de Clermont, pour la Toussaint; un porc d'une valeur de 12 deniers clunisiens en mai, un mouton avec sa laine à la saint-Michel et à la même date 2 sous clunisiens (6).

Le prieuré de Saint-Julien de Mont enfin reçoit vers 1080 en don un manse payant une redevance de cinq muids de blé, deux

(1) BRUEL, 4152.

(2) St-M. Ch., 119.

(3) BRUEL, 3742.

(4) S., 750.

(5) *Ibid.*, 778.

(6) *Ibid.*, 795.

conques pour le droit de gerbage, une charretée de vin, 12 deniers pour un porc, et 6 pour un mouton (1).

Comme on le voit par ces exemples pris dans diverses régions, les redevances sont variables à l'infini, mais ce sont surtout les cens payés en nature qui sont le plus fréquents.

Le manse comme tenure ne survécut pas au ^{xii}e siècle. Le manse de l'époque carolingienne formant un ensemble intangible et indivisible en théorie tout au moins, ne tarda pas un peu partout, et chez les Clunisiens en particulier, à s'émietter à l'excès pour constituer une série de minuscules tenures sans aucun lien entre elles si ce n'est parfois un même propriétaire. La transformation s'explique à la fois par l'accroissement des familles destenanciers et par le fait que chaque fois qu'un manse retombait dans la masse du domaine clunisien pour une cause quelconque, les moines dans le but d'augmenter leurs revenus et d'être plus sûrs de les toucher trouvaient avantageux de diviser entre quatre, cinq ou six tenanciers ce qui auparavant n'était tenu que par un ou deux. Même lorsque Cluny fut partiellement parvenu, ce qui a été de tout temps l'objectif des propriétaires fonciers, à regrouper ses terres éparses, toujours il semble avoir conservé sa préférence pour les tenures d'étendues restreintes.

Dès les ^xe et ^{xi}e siècles d'ailleurs, on rencontrait à côté du manse et en bien plus grand nombre, diverses tenures de petites dimensions : les courtils, auxquels correspondaient en d'autres régions les *appendaria*, *aïces*, etc., et, à un degré plus bas encore du morcellement, les *colonicae* ou colonges, *mansiones* et bordelages.

Le manse avait d'abord échappé au démembrement puis fini par y céder à son tour à cause de sa trop grande étendue par rapport au régime dominant de la propriété aux ^{xi}e et ^{xii}e siècles et aussi par suite de la irrégulière dispersion de ses éléments. Au milieu de ce morcellement général, des parcelles d'une certaine importance, et le courtil est de celles-là, ont formé en quelque sorte des unités agraires, douées d'une relative autonomie ; sans doute étaient-elles issues de l'effort de la propriété foncière vers le regroupement.

D'un côté, morcellement de manses relativement étendus mais constitués de plus en plus d'éléments épars, de l'autre regroupement de biens-fonds restreints mais contigus et pouvant former des ensembles homogènes, les deux mouvements ne sont contradictoires qu'en apparence. En effet la petite propriété, née de cet amalgame qui a pour origine la lente désagrégation de la

(1) St-M., LII.

grande propriété carolingienne, sera réunie peu à peu entre les mêmes mains et finira par former de nouveau, à longue échéance il est vrai, de grands domaines issus à leur tour de l'absorption d'une foule de petits tènements. Le jour où le gros propriétaire foncier voudra reprendre lui-même la direction de l'exploitation de l'ensemble de son domaine, le cercle sera bouclé encore une fois et non pour la dernière. Mais cet aboutissement est postérieur de deux siècles à la période contemporaine de notre étude.

LA COLONGE.

La colonge, petit domaine occupé par une seule (1) famille de colons ou d'hommes libres, rarement par deux (2), semble avoir été peu étendue ; aussi ses dépendances ne sont-elles mentionnées qu'à titre exceptionnel (3).

Il arrivait cependant quelquefois que certaines colonges jouissent soit d'un droit d'usage important, comme celui de faire paître un troupeau de quarante porcs dans un bois du voisinage que possédait une colonge de la villa de Cours en 985 (4), soit d'un ensemble de terres d'une certaine étendue. C'est le cas d'une colonge donnée à Cluny entre 1049 et 1109 (5) qui comprenait parmi ses dépendances des champs, des près, des vignes, des cours d'eau, etc., et qui était cultivée par plusieurs seris. Elle rendait par an autant qu'un manse (*sicut plenum mansum*) : un porc, un mouton, un agneau, des oblations et des corvées. Une autre tenure analogue exploitée par deux colons valait aux moines annuellement quatre chapons, quatre pains, deux setiers de vin, deux deniers, quatre quarterons d'avoine (6).

LE COURTIIL.

Le caractère propre du courtil est de se composer d'une maison (7) et d'une terre y attenant (8). Là où la maison n'est pas mentionnée, l'habitant l'est (9) et fait supposer l'habitation. Sa donation comporte toujours la cession de la famille de tenanciers qui l'occupe. Mais alors que le manse peut être habité et exploité par plusieurs familles, le courtil n'en nourrit généralement qu'une (10).

(1) BRUEL, 1430, 2489.

(2) *Ibid.*, 1503, 1649, 1966.

(3) *Ibid.*, 9530, 1080.

(4) *Loc. cit.*,

(5) *Ibid.*, 3000.

(6) *Ibid.*, 3143.

(7) *Mansio, casa, cabana* (BRUEL, 420, 665, 2713).

(8) *Ibid.*, 118, 119, 124, 131, 158, 183, 411, 413, 750, 770, etc.

(9) *Ibid.*, 134, 464, 1751, 2228, 2952.

(10) *Ibid.*, 450, 758, 778, 795, 805, 837, 864, 877, 931.

Le courtil est presque toujours d'un seul tenant (1), aussi dans presque tous les actes concernant cette catégorie de tenure, trouve-t-on ses bornes nettement indiquées (2), parfois même il est entouré d'une clôture (3). Ses dépendances sont quelquefois comme pour les manses des terres portant cultures variées : champs, vignes, prés, bois (4), mais la vigne représente de beaucoup le plus souvent la principale culture (5) des courtils. Il est assez rare que les dimensions des courtils soient données. Mais on peut déduire de quelques exemples que la superficie de ces tenures est restreinte : quatre perches sur sept (6), sept perches et demie (7), dix-sept perches sur quatre (8), vingt-deux perches sur quatre (9). Un courtil qualifié de *modicum* pouvait être labouré en un jour par deux charrues (10), un autre avait cinquante-cinq perches de tour (11).

A partir de la fin du XII^e siècle, cette tenure se fait de plus en plus rare, ou tout au moins sa désignation ; souvent aussi par suite de l'imprécision du terme le mot de *curtilus*, après avoir signifié la maison avec son exploitation, désignera l'habitation et son clos, puis ce dernier seul, pour n'être plus enfin que le nom d'un verger ou du jardin, le « courtil » de tout le Moyen-Age (12).

Par suite de leur moins grande importance territoriale, les courtils sont bien plus souvent que les manses cédés plusieurs à la fois, soit dans la même localité, soit dans des villages voisins. Un monastère pouvait ainsi être propriétaire dans le même endroit de deux (13), trois (14), quatre (15), six (16) courtils.

Vers le milieu du XI^e siècle, l'abbaye de Cluny en possédait neuf à Ruffey (17), dix à Chevagny et à La Chize (18), à Donzy-le-Royal,

(1) *Ibid.*, 179, 202, 340, 399, 411, 413, 552, 757, 813, 824, 848, 887, 974, 1022, 1055, 1202, 1331, 1408, 1706, 2331, 2793.

(2) *Ibid.*, 2877, 2882, 3094, 3103, 3125, 3194, 3219, 3293, 3570.

(3) *Ibid.*, 3317 : « *Sicut clausura circumdatur* ».

(4) *Ibid.*, 1022, 1097, 1225, 2956, 3092.

(5) *Ibid.*, 2882, 2955, 3111, 3125, 3265, 3219. — St-M. Ch., 22. — S., 203, 321.

(6) BRUEL, 2422.

(7) *Ibid.*, 1258.

(8) *Ibid.*, 623.

(9) *Ibid.*, 868.

(10) *Ibid.*, 2061.

(11) *Ibid.*, 2331.

(12) *Ibid.*, 360, 935, 3126, 3293. — Lihons, f^o 22, v^o ; 23, r^o.

(13) BRUEL, 2533, 3297, 3103.

(14) *Ibid.*, 359, 2679, 3092, 3111.

(15) *Ibid.*, 3190, 2952.

(16) *Ibid.*, 330.

(17) VALOUS, 157.

(18) *Ibid.*, 147, 148.

douze (1), treize à Igé (2), tandis que le prieuré de Saint-Marcel de Chalon n'en avait que huit en tout (3).

LE BORDELAGE, LA MASURE, ETC.

Parmi les tenures de dimensions réduites on trouve, principalement dans la région clunisienne, les bordelages (4), mais il en existe ailleurs, par exemple dans la région de Nevers (5).

Un document extrait du cartulaire de Paray (6) nous fournit quelques renseignements sur le rendement de ces exploitations d'ordre inférieur. Un bordelage situé sur le territoire de la villa d'Avignon (7) est tenu à payer annuellement aux moines pour la saint-Martin deux setiers d'avoine, deux setiers de vin et 8 deniers, ce qui correspond à peu près à la redevance que nous venons de citer d'une colonge.

Le cartulaire de Sauxillanges nous révèle deux autres dénominations de petite tenure qui désignent peut-être toujours des courtils : l'*aicis* qui comprend comme eux une maison, un jardin, un champ ou une vigne (8) et l'*appendaria* également d'un seul tenant et constituée par un certain nombre de terres propres à des cultures variées (9). Étant donnés les droits payés par l'une d'elles (10), nous croyons être là en présence d'un démembrement du manse, ou d'une dépendance de cette tenure organisée en plus petit selon les mêmes méthodes (11). Cette forme semble se rapprocher plus du courtil, que l'on rencontre d'ailleurs parmi les tenures possédées par Sauxillanges (12), que de la colonge.

Dans la même région, on trouve encore un nouveau type de petit domaine qui a de grandes analogies avec les précédents : la *mansio* qu'il ne faut pas, dans ce cas particulier, confondre avec la *mansio* désignant un bâtiment d'habitation rural ou urbain tel que l'abbaye de Cluny ou certains monastères de l'ordre en possédaient en divers endroits (13). La *mansio* constituait parfois,

(1) VALOUS, 150.

(2) *Ibid.*, 152.

(3) St-M. Ch., 16, 20, 22, 37, 81, 86.

(4) P., 21, 45, 90, 136, 148, 223.

(5) La Ch., p. 411.

(6) P., 136.

(7) Saône-et-Loire, comm. de St-Maurice de Châteauneuf, cant. de Chauffailles.

(8) S., 104, 216, 310, 431.

(9) *Ibid.*, 349, 423, 705, 710.

(10) *Ibid.*, 705, 795.

(11) Notamment *ibid.*, 149.

(12) *Ibid.*, 203, 321.

(13) BRUEL, 5306, 5067, 5194, 5199, 5216. — N., I. — L., XVI, CIV, CCCI. — DEPOIN, 638, 816.

comme il arriva pour Saint-Christophe en Halatte, une part importante des revenus de son propriétaire (1).

Nous avons affaire en effet dans ce cas non à une simple maison, mais à un véritable bâtiment de ferme doté d'un ensemble composé de jardins, vignes, champs, prés, vergers (2). L'un d'eux avait coûté aux moines du temps de Philippe I^{er}, 40 sous clunisiens et une mule d'une valeur de 60 sous (3). Dans certains endroits par exemple dans le lieu dit de Jo, au comté de Turluron, le prieuré de Sauxillanges possédait jusqu'à huit *mansione* au x^e siècle (4).

On relève aussi un pendant de cette *mansio*, dans le sud-ouest de la France, dans les dépendances du prieuré de Saint-Mont sous le nom de *casal* (5).

Cette sorte de tenure est généralement aliénée à perpétuité à une famille de tenanciers contre le paiement d'un cens mi en argent, mi en nature. Nous connaissons les redevances d'un *casal* tenu en 1075 par un certain Sanche Garsie de Quarenter, s'élevant annuellement à trois muids de froment, une charretée de vin (*charral*), un porc, un mouton et une poule à la Noël (6). Un autre doit en 1086 deux muids de froment, trente setiers de vin, un mouton et un porc (7).

PARCELLES NON QUALIFIÉES.

En dehors des tenures grandes et petites constituant à elles seules une exploitation complète avec bâtiments, dépendances et terres, occupées et travaillées par une ou plusieurs familles vivant sur le fonds, les maisons de l'ordre de Cluny possédaient, comme nous le savons déjà, une foule de terres isolées ou parcelles, toutes concédées à cens généralement pour une période de durée illimitée. Ce sont, par ordre de quantité, d'abord des vignes, ensuite des champs ou terres de labour et enfin des prés.

Dans la majorité des cas, la superficie de ces parcelles n'est pas indiquée. Cependant, pour une certaine quantité d'entre elles, les actes nous ont conservé leurs dimensions, et parfois aussi leur valeur. Malheureusement, ainsi que nous l'avons déjà fait observer pour les domaines plus importants appartenant aux monastères clunisiens, ces deux données sont très rarement réunies dans le même document.

(1) St-Ch. H., 7, 11, 16, 20, 21, 27, 34.

(2) S., 17, 40, 62, 70, 217, 225, 267, 501, 722.

(3) *Ibid.*, 566.

(4) *Ibid.*, 367.

(5) St-M., III, XLVI, XLVIII, L.

(6) *Ibid.*, L.

(7) *Ibid.*, III.

Parmi ceux où elles le sont, nous trouvons des vignes de quatorze perches sur sept, vendues en 978 11 sous (1), de vingt perches sur quatre achetées 8 sous en 998 (2), de vingt perches sur deux : 6 sous (3), de douze perches sur deux : 7 sous (4), en 995 de 5 perches sur deux : 22 deniers (5), de deux perches et demie sur deux perches et demie : 45 sous en 1004-5 (6), de sept perches et demie sur une perche et demie : 2 sous en 1005 (7). En 1004, le prieur de Saint-Marcel de Châlon achète 10 sous 2 deniers deux parcelles de vigne mesurant l'une vingt-deux perches de long sur deux perches trois pieds de large, l'autre dix perches deux pieds de long sur une perche quatre pieds de large (8).

Une terre de vingt-cinq pieds et demi sur deux est vendue en 925 2 sous et demi (9). Un champ d'une perche sur dix est vendu 8 sous (10). Une pièce de terre mesurant treize perches sur trois est payée par les moines de Cluny deux sous en 954. En 956 un champ de trente perches sur six vaut 5 sous (11); un champ de quinze perches sur deux est cédé en 970 au prix de vingt-cinq sous (12). Un autre mesurant cinq perches de côté est estimé 16 deniers (13). Pour 18 deniers les moines achètent un champ de vingt-cinq perches de long et d'une perche et demie de large (14). Le monastère de Saint-Martin-des-Champs acquiert en 1203 pour 32 livres parisis cinq arpents de terre (15). En mars 1265, Saint-Christophe-en-Halatte paie deux arpents 10 livres tournois (16).

Outre les dimensions que nous avons relevées à propos d'achats de terres, les actes de donation fournissent d'autres données en désignant les terres d'après la façon culturale : terres de vingt-deux sillons (17), de quinze sillons (18), de six sillons (trois sont donnés et trois achetés deux sous (19), On trouve ailleurs des terres d'une

(1) BRUEL, 1144.

(2) *Ibid.*, 1633.

(3) *Ibid.*, 1730.

(4) *Ibid.*, 2572.

(5) *Ibid.*, 2297.

(6) *Ibid.*, 2593.

(7) *Ibid.*, 2624.

(8) St-M. Ch., 61.

(9) BRUEL, 250.

(10) *Ibid.*, 262.

(11) *Ibid.*, 1003.

(12) *Ibid.*, 1285.

(13) *Ibid.*, 2247.

(14) *Ibid.*, 3107.

(15) DEPOIN, 606.

(16) St-Ch. H., 27.

(17) St-M. Ch., 94.

(18) *Ibid.*, 98.

(19) *Ibid.*, 80, a. 1016.

charrue (1), de trois charrues (2), d'une demi-charrue (3), de six *jugera* (4), d'un arpent (5), d'un demi-arpent (6), de deux (7), trois (8), quatre (9), sept (10) arpents, de douze bouverées (11). Les dimensions d'autres terres enfin sont exprimées par la quantité de récolte qu'elles produisent. Ce sont des champs d'une (12) à trois (13) héminées, d'une (14), deux (15), quatre setérées (16), de une (17), de cinq quartelées (18).

PRÉCAIRES (MAINFERMES).

Quand une tenure n'était pas aliénée à perpétuité par les moines contre le paiement d'une redevance fixe : le cens, ce qui était de beaucoup le cas le plus fréquent, ils avaient néanmoins plusieurs moyens d'en tirer partie.

« La coutume fait loi, quoique non écrite, disait l'abbé de Cluny Odilon, et déjà par l'usage commun, on tient pour loi qu'il soit concédé, sous charge de cens et par titre écrit, quelques parties de biens ecclésiastiques à toutes personnes mêmes séculières, pour qu'elles les rendent dans un meilleur état » (19). Cette déclaration n'était pas un simple préambule de style, loin de là : aux premiers temps de l'histoire clunisienne, le précaire jouit auprès des moines d'une grande faveur parmi les divers modes de gestion de leur patrimoine.

La concession à un tiers d'une portion de propriété monastique pour un temps limité avec engagement de la part du preneur de la rendre en meilleur état, était un moyen d'abord, en théorie tout au moins, d'améliorer la culture des domaines d'un monastère (20) et en second lieu de les accroître : en effet beaucoup de

(1) N., v., a. 1031-1032. — L., CCXLVIII.

(2) La Ch., XXIII, LXVII.

(3) L., CLXVII.

(4) St-M. Ch., 68.

(5) P., 26.

(6) L., LXXIII.

(7) *Ibid.*, CXXX, CCLVIII, CCCL.

(8) DEPOIN, 35.

(9) L., LXXIX.

(10) *Ibid.*, LXI.

(11) Lihons, f° 24, v°.

(12) S., 127.

(13) *Ibid.*, 284.

(14) *Ibid.*, 127, 602.

(15) *Ibid.*, 532.

(16) *Ibid.*, 502, 127, 602.

(17) *Ibid.*, 127.

(18) *Ibid.*, 304.

(19) BRUEL, 2853.

(20) *Ibid.*, 942, 1529.

précaristes abandonnent aux moines en retour de la concession qui leur est faite une partie de leurs possessions personnelles (1).

En principe, l'immeuble concédé en précaire devait rentrer dans le domaine du monastère au décès du bénéficiaire (2). Le précariste était en outre tenu au paiement d'un cens d'ailleurs minime : 5 sous pour une villa ou une notable partie de villa (3), 4 sous pour une autre (4), 2 sous pour un manse (5), 12 deniers pour un moulin (6), etc. En réalité, bien qu'aient subsisté des preuves de retour réellement effectué à l'expiration du contrat d'une terre concédée en précaire, par exemple en 1040 (7) pour une terre concédée en 978-979 la concession en précaire équivalait généralement à une cession à titre de bénéfice.

Pour un monastère, cette formule offrait l'avantage d'augmenter sa clientèle dans les classes élevées, ou tout au moins de se les rendre favorables; en effet les précaristes, quand ce ne sont pas des évêques et des clercs, sont au moins des *milites* (8), et parfois de très grands personnages, tels Agnès, fille d'Otton, comte de Mâcon (9), ou Hugues, fils du comte de Valence (10).

De plus, comme les bénéfices, les *precaria* se consolidèrent entre les mains des précaristes par l'hérédité et dès lors ce contrat est devenu, avec ou sans le nom, la mainferme. Dès les débuts en effet, le conjoint survivant fut admis à la continuation de la jouissance (11), puis il y eut renouvellement des privilèges du contrat au profit des enfants ou des héritiers du dernier survivant (12). A partir du XI^e siècle, il arrive que dans le contrat de précaire lui-même soit accordé au concessionnaire le droit de désigner celui de ses héritiers qui lui succédera en qualité de précariste (13). L'influence croissante de l'esprit féodal devient évidente et l'époque n'est plus éloignée où les héritiers des précaristes se dispenseront de demander au monastère cessionnaire le renouvellement en leur faveur du contrat de précaire. Ils considéreront désormais les tenures concédées à leurs auteurs comme leur appartenant *jure proprio*. Grâce à l'hé-

(1) *Ibid.*, 912, 942, 2480, 2014, 2517.

(2) *Ibid.*, 2480, 2594.

(3) *Ibid.*, 1073.

(4) *Ibid.*, 2853.

(5) *Ibid.*, 917.

(6) *Ibid.*, 2594.

(7) *Ibid.*, 1460.

(8) *Ibid.*, 941, 2014, 2087.

(9) *Ibid.*, 274.

(10) *Ibid.*, 1322.

(11) *Ibid.*, 941, 2014, 2087.

(12) *S.*, 2050, 1322.

(13) *Ibid.*, 2661, a. 1008 : au profit d'Hugues, prévôt de St-Etienne et de St-Trophime d'Arles.

rédité qui en consolide la possession entre leurs mains, les héritiers du précariste deviennent les hommes des moines, dont les droits restent attestés par la redevance autrefois fixée dans le contrat de précaire. La rente constituée s'est ainsi insensiblement substituée au précaire dont la dénomination disparaît définitivement des textes au cours du XII^e siècle.

III. — LES FIEFS

Il ne semble pas que la tenure en fief fût fréquente sur les terres clunisiennes avant l'abbatiai de Saint-Hugues (1049-1109). Un acte de déguerpissement ou de restitution du 9 juillet 1036 ayant trait à une terre située à Chevagny et relatant qu'un manse au dit endroit était tenu en fief de l'abbaye de Cluny par un certain Gondry (1) est à notre connaissance une des premières mentions subsistantes pour l'ordre d'une pareille concession.

Autant que nous avons pu nous en rendre compte, seuls les plus importants monastères clunisiens eurent des feudataires, et cela se comprend. D'une part les petits prieurés n'avaient pas assez de terres pour les distraire sans grand profit pour eux en les inféodant; de l'autre la classe des chevaliers (*milites*) ne trouvait sans doute pas d'intérêt à abandonner certains biens pour les reprendre ensuite en fief d'un prieur qui avait plus besoin d'être protégé que de dispenser des faveurs.

Quoi qu'il en soit, nous avons rencontré un certain nombre d'actes d'hommage ou de reprise de fief aux abbés de Cluny et de Figeac, aux prieurs de Romainmôtier, Saint-Martin-des-Champs, La Charité, Lihons-en-Santerre, tous chefs de monastères importants ou riches en terres.

En 1094, Durand, prévôt de Berzé, renonce à sa prévôté qu'il tenait des moines de Cluny à titre de fief contre 60 sous de dédommagement (2); il est probable que ce fief avait pour origine une usurpation par l'intéressé ou ses auteurs d'un office tenu à l'origine de l'abbaye à un titre essentiellement temporaire.

Dans une grosse proportion, les fiefs clunisiens sont soit des fonds ou des droits donnés par les auteurs des actes d'hommage et ensuite immédiatement repris de fief de l'abbé (3), soit le résultat d'une vente déguisée. Divers personnages font de la sorte hommage d'une partie de leurs biens à un monastère contre la remise que leur a faite

(1) BRUEL, 2912.

(2) *Ibid.*, 3686.

(3) *Ibid.*, 5058 (a. 1263), 4617 (a. 1232), 4462, 4874, 5150, 5291, 5292.

ce dernier de 20 livres viennoises (1), 4 livres viennoises (2), 60 sous clunisiens (3), 40 livres clunisiennes (4). Il arrive aussi que l'échange du fief soit fait contre d'autres terres ou droits concédés par les moines de qui l'on reprend le fief. C'est ce que nous voyons se produire lorsqu'en novembre 1266, l'hommage de la maison forte de Courcy vaut à celui qui le prête la donation par l'abbé de Cluny de diverses terres et droits qu'il possédait au même lieu et que convoitait le seigneur de Courcy (5).

Toutefois, il serait imprudent de généraliser, et il faut reconnaître qu'il y eut aussi de nombreuses terres, dîmes ou cens concédés par les moines à titre purement gracieux, sans doute dans le but d'augmenter leur clientèle (6). Une liste que l'on peut dater des environs de 1295 donne l'énumération des hommages reçus par l'abbé Bertrand de Colombier ; on compte parmi les cinquante et-un feudataires, neuf chevaliers, cinq clercs, et vingt-neuf damoiseaux, pour la plupart possessionnés dans la région de Cluny (7).

Certains fiefs, avant le ^{xiii}^e siècle surtout, ne sont concédés qu'à vie (8). D'autres sont grevés d'une redevance au profit de l'abbaye. En 1278 par exemple, Henri de Chablie, damoiseau, reprend de fief du prieuré de Romainmôtier des terres sises à Chablie et s'engage en même temps au paiement de 10 sous de cens (9). Citons aussi cette concession de fief par l'abbé de Figeac à Simon, comte de Montfort, des châteaux de Peyrusse, Capdenac, Dentillac et autres lieux contre une redevance de 10 marcs d'argent payables à la saint-Michel (10). De même, en 1203, le prieuré de Lihons baille à fief dix-huit parcelles d'une contenance de trente-six bouverées, à propos desquelles le feudataire fait observer que selon lui il y a une bouverée de moins. Ils s'engage, pour garantir les droits qu'il est tenu de verser sur le montant de la récolte faite sur les terres inféodées, à prévenir le prieur au moment de la moisson enfin qu'il puisse exercer un contrôle sur la récolte (11). Il ne semble pas que nous soyons en présence d'un fief transformé en censive. Cette sorte de prestation pécuniaire ou en nature payée à raison d'un fief peut sans

(1) *Ibid.*, 5001, 5007, 5010.

(2) *Ibid.*, 5058, (a. 1263).

(3) *Ibid.*, 5062.

(4) *Ibid.*, 5112.

(5) *Ibid.*, 5127.

(6) *Ibid.*, 4528, 4652, 4654, 4655, 5026.

(7) *Ibid.*, 5434.

(8) DEPOIN, 112.

(9) R., 497, 498.

(10) P., f° 64-65, r°.

(11) Lihons, n° 47, f° 26, r°.

doute se rapprocher du « service » en espèces étudié par M^{lle} Dillay (1) et payé par des fiefs de la région angevine, poitevine et des environs de Tours. Elle y voit une redevance substituée au cours du XIII^e siècle au service militaire, au service d'host ou de chevauchées ou au *servicium de equo*, devenu trop onéreux pour les petits vassaux et sans grande utilité pour les suzerains. Nous n'avons pas trouvé, quant à nous, autant de précisions que M^{lle} Dillay ; il nous a paru néanmoins d'un certain intérêt d'apporter pour étayer son hypothèse quelques exemples fournis par des régions relativement éloignées de celles dont elle s'est plus spécialement occupée.

Mais ce genre de clauses est rare, généralement l'on ne trouve que de simples aveux de terres en assez petit nombre : quatre vignes, un champ et une châtaigneraie (2), un moulin et quelques parcelles de vignes (3), une maison et un four (4), neuf journaux et demi de terres (5). Pourtant quelques fonds inféodés sont d'une certaine importance, tels les dîmes, cens et redevances sur les hôtes de deux localités (6). Un hommage comme celui de Jacquemette de Seyssel, dame de Mont, à Romainmôtier (7), ou d'un Guillaume de Luxy passé au profit de l'abbaye de Cluny, comporte, outre de nombreuses terres, une foule de dîmes, corvées, champarts, etc. (8). Mais ce sont là des cas exceptionnels ; les inféodations consenties aux et par les moines clunisiens sont le plus souvent d'une valeur ne dépassant pas celle d'une tenure d'importance moyenne : manse (9), dîme (10), château (11), etc.

IV. — BAUX DIVERS

LE COMPLANT.

Les moines préféraient de beaucoup aux fiefs les contrats qui leur apportaient des avantages plus appréciables et en particulier le *medium-planlum* ou complant, dont il a déjà été parlé à propos de la culture de la vigne, et le bail à métayage.

Les terres propres à la culture de la vigne étaient fort nombreuses

(1) Madeleine DILLAY, *Le « service » annuel en deniers des fiefs de la région Angevine* (*Mélanges Paul Fournier*, 1929, 143-152).

(2) R., 544 (a. 1288).

(3) R., 625, n° xxiv (a. 1335).

(4) *Ibid.*, 627, n° xxv.

(5) Lihons, n° 85.

(6) La Ch., cxi, (a. 1250).

(7) R., 725, n° liv (a. 1446).

(8) BRUEL, 4652.

(9) *Ibid.*, 4617.

(10) *Ibid.*, 4674.

(11) *Ibid.*, 4352.

sur les domaines clunisiens du centre et des parties méridionales de la France actuelle. Soit que ces plantations laissassent à désirer au point de vue de leur entretien, soit que la main-d'œuvre salariée se fît de plus en plus rare, et l'on sait toutes les façons minutieuses que nécessite un vignoble, — les méthodes culturales n'ont que peu varié sur ce point particulier depuis le Moyen-Age, aujourd'hui comme alors la plupart des travaux devant être effectués à la main, — soit enfin que l'on espérât obtenir un rendement plus avantageux en intéressant le viticulteur à son travail, il devint de plus en plus courant de la part de certains monastères particulièrement riches en vignes, comme ceux de Cluny et Sauxillanges entre autres, de concéder une partie de leur domaine à des particuliers avec l'obligation pour les concessionnaires d'y planter des vignes et d'y bâtir des maisons dans un laps de temps fixé d'avance par le contrat. Vignes et bâtiments étaient dans la suite partagés entre le monastère et le signataire de l'acte de complant.

Le *medium-plantum* se différencie du précaire avec lequel il a quelques analogies (1) par la durée du bail, très brève ou strictement limitée (cinq ans (2), ou à vie (3)), l'importance minime des terres toujours concédées à de petites gens : une parcelle (4), deux champs (5), une terre mesurant trois perches de côté (6) et autres similaires, et enfin par les redevances assez fortes exigées du concessionnaire pour la moitié dont la jouissance lui était abandonnée sa vie durant : deux setiers de vin pour une vigne (7), sept setiers et trois corvées pour une autre (8), la moitié des fruits pour une troisième terre mesurant dix-huit perches de long sur sept perches deux pieds de large.

Ce contrat qui assurait la subsistance de nombreuses familles de manouvriers, rendait d'immenses services aux moines, notamment dans les régions où la vigne, bien-fonds tout particulièrement voué au système parcellaire, constituait l'essentiel du domaine monastique.

Le domaine en vignes sur les terres de Sauxillanges fut exploité soit par ce moyen (9), d'un usage courant dans la région, soit par

(1) Il arriva cependant que comme le précaire, il se transforma à la suite d'une série de conventions et du fait de l'hérédité en main-ferme (cf. Domène, 99 et 224 (vers 1100) et LAMPRECHT-MARIGNAN, 194-195).

(2) BRUEL, 963.

(3) *Ibid.*, 926, 2714.

(4) *Ibid.*, 926.

(5) *Ibid.*, 943, 2147.

(6) *Ibid.*, 2575.

(7) *Ibid.*, 1721.

(8) *Ibid.*, 2147.

(9) S., 31, 96, 218, 224, 372, 745, etc.

celui du bail à ferme de très longue durée appelé métayage (*medietas*) et désigné quand il s'agit plus spécialement d'une vigne par le terme de *vinoleria* (1) ou plutôt *vinidria* (2).

Comme pour les terres de labour, on pratiquait aussi pour la vigne l'exploitation à tiers ou à quart de fruits (3), à perrière (4). On trouve également des exemples de *pagesia* (5), cens collectif solidaire très usité en Auvergne. Le métayage d'usage courant surtout dans les régions méridionales, se rencontre cependant un peu partout à l'état isolé (6). En juin 1263, nous voyons le prieur de Lihons-en-Santerre céder la léproserie de Foucaucourt et les terres en dépendant au maître et aux frères de la léproserie contre la moitié des revenus de ces terres, ainsi que diverses autres parcelles, assujetties, celles-là, à la redevance de la quatrième ou de la sixième gerbe suivant les cas, de vingt-six setiers de blé et d'un quarteron d'avoine (7).

Mais les moines du XI^e au XIV^e siècle, comme les laïques et les ecclésiastiques, ne tiraient pas leurs revenus uniquement de la culture proprement dite de la terre. Bien qu'il n'y eût point alors, faute de nombreuses grandes villes, d'entreprises industrielles au sens où l'on a entendu ce terme dans les époques postérieures, cependant l'industrie et le commerce connaissent dès lors une activité de jour en jour grandissante dans les villages et les bourgs. Les diverses industries y utilisent les produits de la culture et de l'élevage. Par ses moulins et ses tanneries par exemple, et aussi par ses forges, le monde monastique ne resta pas étranger à ce mouvement et pour demeurer le plus souvent indirectes et ne se manifester que par personne interposée, son action et son influence n'en furent pas moins effectives.

AFFERMAGE DES MOULINS.

Les moulins, très nombreux, se trouvent à peu près dans tous les cartulaires des maisons clunisiennes. Ce sont généralement des moulins à eau actionnés par des cours d'eau ou des barrages. Leur présence se rattache donc soit à celle des étangs, soit à celle des eaux courantes. Aussi l'usage des eaux, force motrice de ces mou-

(1) *Ibid.*, 30.

(2) *Ibid.*, 245, 246, 553, 651, etc.

(3) *Ibid.*, 595, 650, 957.

(4) *Ibid.*, 659, 797.

(5) *Ibid.*, 817.

(6) N., xxiv (a. 1168), ccxiii (a. 1407). — L., cclxxxix.

(7) Lihons, f^o 44, v^o ; 45, r^o.

lins, n'est-il pas sans occasionner un certain nombre de contestations et de procès aux moines.

En 1116 par exemple, les moines de La Charité sont en conflit avec un certain Rodolphe du Bois, propriétaire du Moulin de Munot, qui prétend être lésé par l'existence du moulin que le prieuré possède à La Marche, près La Charité. Suivant un accord intervenu entre les deux parties, chacune d'elles partagera avec l'autre la moitié des revenus de son moulin et supportera également les frais des grosses réparations ; les travaux d'écluse et de curage seront à la charge de Rodolphe. Si, enfin, un des moulins cessait de marcher, le propriétaire de celui qui continuerait à fonctionner recouvrerait de ce fait l'exercice de la totalité de ses droits de propriété (1). Les héritiers ou successeurs de Rodolphe ayant refusé d'effectuer les travaux d'entretien nécessités par l'état de l'étang et du ruisseau de Munot dont les eaux actionnaient le moulin du monastère à La Marche, les moines les poursuivirent devant le Parlement de Paris, et eurent gain de cause (2). L'official d'Auxerre avait été saisi en 1254 d'une plainte portée contre Ph. de Champvaux qui avait détourné les eaux alimentant le moulin que le monastère de La Charité possédait à Garchy (3). Il serait fastidieux d'allonger la liste de ces querelles aussi explicables qu'inévitables et dont tout l'intérêt réside pour nous dans la preuve de plus qu'elles apportent de la valeur accordée aux moulins par leurs propriétaires.

Quand un moulin n'était pas cédé parmi les dépendances d'un manse (4), l'acte le concernant comportait généralement aussi, outre la cession des droits sur l'eau force motrice, celle des quelques champs nécessaires à l'entretien et à la subsistance du meunier (5).

Lorsqu'il dépendait d'un manse, le moulin était surtout affecté à des usages ménagers. Le procès-verbal d'une visite de 1328 mentionne ainsi parmi tant d'autres les moulins du prieuré de Ganagobie qui fournissaient en farine tout le couvent ainsi que sa maison des hôtes (6).

Au contraire, des moulins comme celui possédé par le monastère de la Charité à La Marche (7) ou ceux que leur avait donnés en

(1) La Ch., LXI.

(2) *Ibid.*, CLI.

(3) *Ibid.*, CXII.

(4) BRUEL, 1026, 1314, 2925, 3059, 3223, etc.

(5) *Ibid.*, 2994, 3505, 3938. — Coincy, n° 27. — N., xxxiv. — St-M. Ch., 66. — P., 197.

(6) C. G., 102, f° 207, r° et v°.

(7) La Ch., LIII.

1176 le comte de Sancerre à La Charité sur le pont de Loire (1) sont de véritables entreprises de meunerie où viennent s'approvisionner les boulangers de la région. Entrent également dans cette catégorie les moulins de Lihons-en-Santerre au sujet desquels nous trouvons un grand nombre d'actes dans le cartulaire de Lihons (2).

Il est d'ailleurs à remarquer que les établissements de cette importance sont rarement la propriété des seuls moines, ils la partagent avec un certain nombre d'autres personnes ou plutôt ne possèdent qu'une quantité variable de redevances, droits ou rentes à prélever sur les revenus de ces moulins. C'est ainsi qu'en 1143 Louis VII, roi de France, accordait au prieuré de Saint-Eutrope de Saintes une rente de 12 deniers à percevoir sur les moulins de Lusserat (3). Le même souverain avait gratifié en 1138 les moines de La Charité de seize muids de froment à prendre annuellement sur les profits de ses moulins de Bourges (4). En septembre 1223, il couronne sa libéralité en décidant que lors de chaque Carême, un sergent du prieur sera installé dans le moulin pour y percevoir la redevance allouée aux moines de La Charité (5). Le privilège leur est encore confirmé le 10 mars 1365 par le duc de Berry et les clauses en sont complétées par l'ordre donné à ses officiers de tenir la main à ce que l'agent des moines reçoive pendant son séjour une clef du coffre aux recettes et qu'il puisse demeurer au moulin jusqu'à complet versement des seize muids accoutumés (6). En avril 1285, le prieur de La Charité fait don à son prieuré d'une rente de 10 livres tournois à toucher la veille de Noël sur les moulins de Vaux de Narcy (7). Le prieuré de Longpont jouissait pareillement d'une redevance annuelle d'un demi-muid de blé à prendre sur le moulin de Crochet (8).

Quand un monastère avait épuisé tous les moyens d'être intéressé dans les profits d'un moulin en se faisant attribuer sur ses revenus des parts plus ou moins importantes, il allait parfois jusqu'à prendre le moulin à ferme ; sans doute dans ce cas l'exploitait-il au moyen d'un sous-locataire ou par l'intermédiaire d'un officier salarié chargé de sa gestion. Nous voyons en 1224 les moines de Lihons-en-Santerre, dont nous avons déjà signalé ailleurs les efforts pour mettre la main sur les moulins de leur voisinage, prendre à ferme les moulins du Pont contre le paiement, aux termes de Pâques, la Saint-Jean

(1) *Ibid.*, LXX.

(2) Lihons, ff^o 20, 22, 34, 39, 82, 83.

(3) AUDIAT, VI.

(4) La Ch., LI.

(5) *Ibid.*, LIII.

(6) *Ibid.*, LIV.

(7) *Ibid.*, CXXVII.

(8) L., CCCXVI.

(24 juin), Saint-Rémi (28 octobre) et Noël, de quatre muids de céréales (1).

La possession en était si avantageuse que les moines achetèrent même parfois des moulins : Joachim de Vitry en partance pour Jérusalem se dessaisit ainsi en 1106 1107 d'un moulin au profit du doyen de Bésornay pour le prix de 75 sous (2). En 1488, les moines de Saint-Eutrope-de-Saintes firent pour 80 livres tournois l'acquisition du tiers du moulin de Jorignac, situé sur la paroisse de Saint-André-de-Lidon (3).

AFFERMACE DES MOULINS A FOULER, FORGES, ETC.,

Les moulins à moudre les céréales, souvent appelés *farinarii* et non pas simplement *molinari*, sont incontestablement les plus nombreux de ceux possédés par les diverses maisons de l'ordre ; il s'en trouve cependant aussi d'autres catégories et nous voulons parler des moulins à fouler le drap, comme le monastère de La Charité en acheta un 240 livres tournois le 23 avril 1285 à Nancy sur la rivière du Mazon. Ce moulin avait cette particularité d'être pourvu de deux roues, l'une actionnait la meule à moudre le blé, l'autre assurait le foullement des draps (4). Un acte de 1254 concerne un moulin à tan, également construit auprès d'un moulin à blé, sur lequel les moines de Longpont se réservent des droits (5).

Mais ces moulins à affectations spéciales sont des exceptions, de même que les forges ou les fonderies dont on trouve quelques établissements installés au début du xve siècle sur le bord d'étangs appartenant au prieuré de La Charité. Les moines de ce monastère avaient loué le 20 novembre 1399, pour un bail de vingt ans, à Riveau une place de forge ou moulin avec une chute d'eau et un fourneau contre un loyer de 15 livres d'or et trois setiers de froment par an (6). Le 15 janvier 1403 intervenait un acte similaire concernant un établissement situé à Pontcharaud, loué 7 livres, 10 sous et un millier (?) de fer (7).

Le cartulaire de Saint-Christophe en Halatte nous révèle enfin pour les dernières années du xive siècle et la première moitié du siècle suivant l'existence de tuileries installées sur les terres de ce monastère. Le 9 février 1395, Étienne Troussebois, prieur de Saint-

(1) Lihons, n° 82.

(2) BRUEL, 3850.

(3) AUDIAT., XXIV.

(4) *Ibid.*, CXXVIII.

(5) L., CCLXXXVI.

(6) La Ch., p. 405.

(7) *Ibid.*, 407.

Christophe-en-Halatte baille en effet à ferme une tuilerie à Fleurines avec le droit pour le cessionnaire de prendre sur toutes les propriétés du prieuré la terre à modeler nécessaire à son industrie. La concession est grevée d'un loyer de 7.000 tuiles « festières » payables en deux termes : pour la Saint-Jean-Baptiste et la Chandeleur (1). Une autre tuilerie qui a beaucoup souffert des guerres est concédée par le même monastère le 5 juin 1454 au lieu dit Courtil Bigot (2).

Ces documents bien qu'isolés marquent une évolution dans la vie économique des monastères. L'industrie et les métiers cessent d'être domaniaux d'une part et les moines de l'autre, suivant en cela les tendances de leur époque, s'efforcent de tirer partie de leurs biens en s'inspirant de ces mouvements nouveaux, précurseurs du développement industriel contemporain du *xvi^e* siècle.

CONVENTIONS DE RECONSTRUCTIONS.

À côté des cessions à temps de formes classiques que nous venons de passer rapidement en revue, il en est d'autres d'un caractère particulier, destinées par les moines comme le précaire dans les époques plus anciennes à améliorer et même à relever de ses ruines un domaine tombé.

Le prieuré de Sauxillanges offre ainsi l'exemple d'une tenure curieuse qui dérive du précaire, tout en ne se confondant pas avec lui, et qui semble annoncer le genre d'aliénation temporaire grevée de redevances ou productrice d'amélioration que nous avons rencontrée au siècle suivant dans d'autres régions que l'Auvergne.

Aux *x^e* et *xi^e* siècles, un Étienne d'Aix reçoit des moines de Sauxillanges des vignes qu'il aura à entretenir, mais dont il touchera les revenus pendant qu'il les tiendra ; le loyer de la terre sera représenté par la construction par le preneur d'un certain nombre de maisons qui, lorsque au terme fixé il videra les lieux (3), resteront, sans indemnité, la propriété du monastère. Le même monastère conclut un accord analogue avec un habitant de Brioude pour se procurer la construction d'immeubles à Bournoncle en échange de concessions foncières (4). Le prieur ayant voulu relever sans bourse délier des maisons lui appartenant qui avaient été brûlées passe encore avec un maçon ou un plâtrier de Brioude le marché suivant : Le constructeur devait faire les avances. Il recevait en propre la moitié des maisons qu'il avait rebâties et la jouissance sa vie durant de l'autre moitié.

(1) S. Ch. H., xxiii.

(2) *Ibid.*, xxvii.

(3) S., 801.

(4) *Ibid.*, 545.

S'il voulait vendre sa part de son vivant, les moines se réservaient le droit de la racheter jusqu'à concurrence de la valeur de la moitié de leur moitié (1).

Un siècle plus tard, nous retrouvons chez les religieux du prieuré de Saint-Martin-des-Champs le même souci qu'à Sauxillanges pour subvenir à une grosse et coûteuse entreprise de suppléer par une combinaison ingénieuse à un débours toujours très difficile étant donnée la pénurie à peu près générale en numéraire liquide des établissements religieux. Le prieur de Saint-Martin-des-Champs, ayant constaté la ruine des bâtiments du prieuré de Ligny-sur-Canche dépendant de son monastère, l'abandon complet des terres et le lourd fardeau d'hypothèques dont tous les biens étaient chargés, ne trouva pas d'autre remède à ce désastreux état de choses que de concéder à titre viager le prieuré de Ligny à un certain Guillaume, doyen de Péronne, qui le lui avait demandé. Le preneur en vertu du contrat conclu à cette occasion s'engageait à rétablir les constructions détruites, à y entretenir deux moines, et à verser vingt livres par an à Saint-Martin-des-Champs. Au bout de cinq ans, la redevance devait être doublée et le nombre des moines porté à trois. Si ces derniers faisaient trop de dépenses, Guillaume pouvait demander leur rappel et leur remplacement par d'autres. Il devait consacrer cent livres à la restauration des immeubles du prieuré de Ligny qu'il promettait de ne pas engager, inféoder ni aliéner (2).

En juillet 1214, le prieur Jean ^{1er} de Saint-Martin-des-Champs renouvelait pour une maison située au chevet de l'église Saint-Denis de la Chartre, une convention analogue passée au profit de Pierre Marcadet, chanoine de Saint-Denis de la Châtre. Ce derniers'obligeait, en échange de l'usufruit sa vie durant de l'immeuble en question, à consacrer dix livres aux réparations que nécessitait son mauvais état (3).

Nous assistons à une nouvelle opération inspirée des mêmes principes, mais cette fois-ci sur une plus grande échelle, dans un véritable concordat après faillite consenti en 1288-1290 par l'abbé de la puissante abbaye de Saint-Bertin. Ce monastère, poursuivi par ses créanciers, se résigna pour remédier au mauvais état de son temporel, après avoir établi son bilan de recettes et de dépenses ainsi que le chiffre de ses dettes, à émettre d'une part une série d'obligations de 70 à 75 livres représentant des rentes viagères et de l'autre à engager ses biens, également à vie.

Cette combinaison sauva les moines de la ruine et assura la con-

(1) *Ibid.*, 99.

(2) DEPOIN, 686.

(3) *Ibid.*, 714.

servation de leurs biens, le prêteur s'obligeant à prendre à sa charge pendant la durée de la jouissance de tout courtil qui lui était engagé l'entretien de la totalité des bâtiments, de leur couverture, des ponts, moulins et autres immeubles faisant partie de la tenure (1).

Ce genre d'opérations, dangereuses pour les moines qu'elles déposédaient, n'étaient naturellement admises que dans des circonstances désespérées.

LOCATIONS DE PEU D'IMPORTANCE ET A COURT TERME.

Parmi les nombreuses parcelles de terre échues aux monastères clunisiens, un grand nombre enfin, n'ayant pu être incorporées à une exploitation agricole formant un ensemble compact, restaient isolées.

La plupart de ces biens-fonds étaient aliénés à perpétuité par les moines dès leur entrée en jouissance contre un cens en argent, en nature ou mixte. Cependant, certains monastères ont gardé la propriété entière de ces parcelles, soit pour les mettre eux-mêmes en culture, soit afin de les louer pour un laps de temps très court.

Ces locations à court terme sont assez fréquentes. On ne peut que déplorer leur relative rareté cependant par rapport aux concessions à caractère emphytéotique, et surtout le manque de précision des actes les concernant car, quand ils sont suffisamment explicites, ces documents sont précieux pour établir le montant du loyer de la terre. Tel ensemble de terres de petites dimensions situé à Villemétrie rend annuellement aux moines de Saint-Christophe-en-Halatte, par arpent une hémine et demie de blé à la mesure de Soissons, une moitié d'hémine de seigle et la même quantité d'avoine (2). Un bail de neuf ans consenti en novembre 1276 à un particulier par le même monastère pour une maison et quatre arpents et demi de vignes situés à Huilard lui vaut dix muids de vin blanc et six muids de vin rouge (3). Peu d'années après (novembre 1278), le prieur loue pour trois ans la dîme de chanvre et de lin sur Pontpoint pour 24 sous 8 deniers, payables chaque année à la Toussaint (4). Les dîmes du Plassier et de Lagny sont également amodiées pour trois ans à raison de 6 livres par an payables en deux termes de 60 sous chacun pour Pâques et la Toussaint (5). Un loyer annuel de

(1) Abbé D. HAIGNERÉ, *Une opération financière au XIII^e siècle* (Bull. de la Com. des Trav. Histor. et Scien., sect. d'hist. et de philol., 1884, 213, 223).

(2) S. Ch. H., 9.

(3) *Ibid.*, 36.

(4) *Loc. cit.*

(5) *Ibid.*, 27.

8 livres exigibles pour la Toussaint et la Chandeleur est demandé enfin en 1279 pour l'affermage triennal des dîmes de Sailleville et de Laigneville (1).

Ainsi même les dîmes pouvaient faire l'objet d'une location de brève durée, pour remédier selon toute vraisemblance à l'avilissement constant de la monnaie dont les Clunisiens, ainsi que tous les gros propriétaires fonciers, n'avaient pas été sans apercevoir les graves inconvénients pour leurs finances.

(1) *Ibid.*, 39.

CHAPITRE IV

Les revenus

- I. — Revenus tirés de la terre et des tenanciers : Redevances fixes en argent ou en nature, cens et oublies. Redevances proportionnelles à la récolte (champart). — Dîmes. Tailles. Corvées.
- II. — Autres catégories de revenus : Foires et marchés. Péages. Droits de justice. Revenus tirés des églises. Placements.

I. — REVENUS TIRÉS DE LA TERRE ET DES TENANCIERS

Les redevances, prix de la concession de biens ou de droits à un tiers, parfois aussi montant du rachat de certains services auxquels ce tiers était tenu à cause de sa terre, constituent au Moyen-Age avec le fruit des dîmes les principales sources de revenus des propriétaires fonciers en général et plus particulièrement encore des monastères.

Comme nous n'étudions ce genre de ressources qu'en fonction du patrimoine des moines et non par rapport à l'état des personnes et des biens, sans doute est-il inutile de les maintenir rigoureusement groupées dans les catégories généralement admises : redevances réelles, redevances personnelles et services; inutile aussi d'essayer de déterminer leurs origines. Nous plaçant sur le terrain purement économique, il sera bien plus intéressant pour nous de les classer en redevances fixes, le plus souvent dénommées cens, et en redevances proportionnelles à la récolte, dans ce cas leur nom a beaucoup varié suivant les régions mais elles peuvent toujours se ramener en dernière analyse à la conception classique et bien connue du champart ou terrage. Peut-être sera-t-il bon de considérer également ces redevances d'après leur nature : argent ou produits agricoles ou industriels, car de la prédominance de l'une de ces catégories sur l'autre ont souvent pu naître des conséquences funestes ou favorables pour la situation financière des monastères qui les percevaient.

REDEVANCES FIXES.

Une masse énorme de biens était, on le sait, grevée de redevances fixes, conséquences directes de la tenure. Le cens, de montant invariable, était généralement très faible et le plus souvent hors de proportion avec la valeur locative du sol. Le cens qui pouvait être payé en argent, en nature, ou à la fois en argent et en nature, était dû par le tenancier à son seigneur censier à des échéances déterminées par l'usage du lieu.

CENS. — Le *bail à cens ou à rente*, qui est en réalité un bail à perpétuité, jouit d'une très grande faveur pendant tout le Moyen-Age. Souvent le contrat générateur de cens a véritablement été conclu et la teneur en a été conservée dans les cartulaires des monastères clunisiens.

Quelques exemples suffiront à donner une idée de l'importance des biens sur lesquels portaient ces accords. Vers 1060, le prieur de Saint-Mont accense une vigne située dans la paroisse de Margouet contre la redevance de 4 deniers et à condition que cette terre soit à perpétuité laissée en nature de vigne et son cens payé en deniers (1). Bouchard Roilleroistre reçoit vers 1100 des moines de Saint-Denis-de-Nogent pour les tenir à cens deux terres faisant partie de la paroisse de Grez, il leur promet en retour une redevance annuelle de 9 sous chartrains. L'une de ces terres avait été donnée au monastère par un ancêtre du bénéficiaire de l'accensement (2).

En 1157-58, le prieur de Saint-Martin-des-Champs cède une maison que son monastère possédait à Paris contre un cens de 7 sous (3). Une terre est aliénée à perpétuité par le même prieur pour un cens du montant de 29 deniers payables à la Saint-Rémy (4). Un acte datant des environs de 1150 et émanant des moines de l'abbaye de Cluny offre une concession similaire. Toutefois il laisse supposer que dans un certain nombre de cas, tout au moins à partir du ^{xiii}^e siècle (aux époques précédentes on usait des précaires), ce n'est que petit à petit que le bail à cens fut tacitement considéré comme conclu à perpétuité. En effet dans le document envisagé, l'abbaye concède dans la région de Lons [le-Saulnier] un manse contre un cens annuel de 7 sous, monnaie de Lons, à un tenancier et à ses fils. Après la mort du père, ses deux fils pourront, s'ils le veulent, reprendre le bien aux mêmes conditions. Mais, et c'est ce qui semble

(1) St-M., IV.

(2) N., XXXII.

(3) DEPOIN, 358 bis.

(4) *Ibid.*, 389.

prouver qu'aux yeux des bailleurs l'aliénation n'est pas définitive et irrévocable, il est stipulé que si cette tenure revient au monastère par suite du refus des fils de la garder après la disparition de leur père elle devra être rendue avec toutes ses cultures, immeubles et améliorations (1). Comme on peut s'en rendre compte par cet exemple, le bail à cens ressemble encore beaucoup au précataire du ^x^e siècle.

Le caractère de perpétuité au contraire est très nettement inclus dans la cession d'une maison de Saint-Martin-le-Pauvre, au diocèse de Chalon, consentie en 1202 par le prieuré de Saint-Martin-des-Champs aux moines de Montier-en-Argonne au prix d'un cens annuel de 10 mares d'argent « fin et loyal au poids troyen » (2). Un accensement peu postérieur (1207/8) d'un prieuré dépendant de celui de Saint-Martin-des-Champs est intéressant à un point de vue différent, celui du rendement de la terre : Herbert, prieur de Gournay, concède au cens de 6 deniers l'arpent, trente arpents de terre du Bois-Raimond à Guillaume de Villefix, chevalier (3).

Le prieur de La Charité approuve en octobre 1226 un arrangement de son subordonné le prieur de Saint-Christophe-en-Halatte qui arrête au taux de une demi-hémine à une hémine et demie de céréales, moitié blé d'hiver et moitié avoine, le cens dû par les terres possédées par son monastère à Villemétrie (4).

Les maisons d'habitation pouvaient, elles aussi, faire l'objet d'un bail à cens ou à rente, le cartulaire de La Charité en fournit de multiples exemples pour la première moitié du ^{xv}^e siècle. Ainsi le 6 janvier 1401 les moines de La Charité consentent à Henri Moureau un bail à rente pour deux boutiques se trouvant à la Revenderie de Nevers, moyennant 5 livres 10 sous par an (5). Le 10 décembre 1629 une autre maison de cette même rue de la Revenderie est concédée pour 8 livres (6). Le 1^{er} juin 1431, Jean de Troyes, orfèvre de Nevers, reconnaît qu'il doit à cause d'une maison occupée par lui un cens annuel de 100 sous, un boisseau d'avoine et 1 poule de bordelage (7). En 1449 (30 avril) enfin, le prieur de Saint-Michel-de-la-Guierche, à Tours, passe un bail à rente convenant d'une redevance de 3 livres 10 sous par an pour une maison et ses dépendances situées sur la paroisse de Saint-Hilaire (8).

(1) BRUEL, 4152.

(2) DEPOIN, 592.

(3) *Ibid.*, 658.

(4) St-Ch. H., 9-10.

(5) La Ch., 411.

(6) *Loc. cit.*

(7) *Loc. cit.*

(8) *Ibid.*, 418.

Mais pour être courants, les actes réglant les baux à cens n'en font pas moins défaut dans un grand nombre de circonstances. Devant cette carence, afin d'expliquer les relations traditionnelles entre seigneurs et tenanciers dont ils ignorent la véritable origine, les juristes supposent l'existence antérieure d'un contrat qui se serait perdu et dont ils n'ont par conséquent aucune notion. Cesserait le cas pour les innombrables mentions de cens dont le contrat initial ne se peut produire comme dans les quelques exemples suivants.

Un manse propriété de Sauxillanges rend à ce dernier prieuré au ^x^e siècle un cens de 12 deniers, une hémine de seigle et une poule (1). Une hémine de Brives de seigle, un agneau ou 6 deniers, une poule (2) représentent le cens d'une autre tenure analogue.

Deux siècles plus tard, nous notons dans un relevé de cens dus au prieuré de Longpont : 2 sous de cens pour un pré, la même somme pour un champ, 13 sous pour un autre champ, 6 deniers pour un arpent de terre, 9 deniers pour une vigne au lieu dit Le Buisson, et encore 9 deniers pour une culture similaire (3). Une autre vigne appartenant à Longpont lui rend 5 sous par an (4). Une terre mesurant un arpent payait 12 deniers de cens par an (5). Un bien situé à Verville vaut aux moines 5 sous pour la Saint-Rémy (6). Six ares de vigne et un verger à Mardiaugue rapportent au prieuré de Paray 8 deniers et un chapon ; une franchise lui doit par an 2 setiers de vigne, 4 pains, 8 deniers, 1 chapon pour Pâques, 2 pains pour la moisson (7). Une franchise que le même monastère possède à Vaux lui rapporte 4 deniers pour la Saint-Léger (8).

Il nous reste le censier (xiii^e siècle) du prieuré de La Charité pour les biens qu'il possédait à Champlan. Nous y lisons entre autres que deux arpents de vigne payaient 2 sous de cens, 1 arpent de la même culture 3, 6 ou 12 deniers. Un arpent de terre 8 deniers, une vigne 15 deniers (9). En 1267, l'ensemble des cens et redevances du prieuré de Gournay-sur-Marne comprenait 23 sous pour deux censives à Brie, 4 sous pour 2 quarterées de vignes sises à Malnoue, écart de Brie, 2 sous pour une quarterée de vignes à Gournay, 6 deniers pour une même quantité de cette culture au même endroit ; deux pièces de vigne formant un ensemble d'un arpent sont grevées

(1) S., 631.

(2) *Ibid.*, 664.

(3) L., cxxxI.

(4) *Ibid.*, lxxxv.

(5) *Ibid.*, cxxI.

(6) *Ibid.*, cccxx.

(7) P., 41.

(8) *Ibid.*,

(9) La Ch., cclxxxviii.

d'un cens de 4 sols, deux arpents de terre valent 3 setiers de céréales de redevances par an aux moines, une maison 15 deniers parisis (1).

On a sans doute remarqué qu'à des cens en nature ou en espèces d'une certaine importance venaient parfois s'ajouter des redevances de valeur minime : une poule ou quelques deniers. Ces faibles avantages sont qualifiés de regards, oublies, etc. Parfois, quand ils se percevaient sur de nombreuses localités, ils pouvaient finir par représenter pour le bénéficiaire un revenu appréciable. Aussi quelques maisons de l'ordre comme le prieuré de Barbezieux trouvèrent-elles avantageux d'en dresser le tableau. La liste que nous avons relevée à l'aide de ce document saintongeais donne aux ^x^{ie} et ^{xii}^{ie} siècles, pour les différents termes de l'année, le total des redevances perçues par le monastère de Barbezieux au titre des oublies : 734 deniers pour Noël (2), 22 poules et 84 chapons pour la saint-Séverin et Noël (3), 5 sous 44 deniers pour la saint Bonnet (15 janvier) (4), 19 deniers pour la Purification (5), la même somme et une poule le mardi-gras (6), pour l'Annonciation 24 deniers (7), pour les Rameaux 5 sous 12 deniers (8), pour Pâques 4 sous 924 deniers, 19 poules (9), 31 deniers pour la Nativité de saint Jean-Baptiste (10), 6 deniers pour la Saint-Pierre (11), 146 deniers pour la Sainte-Marie-Madeleine. (12) Le même prieuré de Barbezieux recevait encore 14 deniers pour la fête de l'Invention de Saint Étienne (13), 132 deniers, 30 éperviers, 11 cos (?), 18 foiazols pour l'Assomption (14), pour la Nativité de la Vierge 4 sous, 39 deniers, 3 oboles (15), pour l'Exaltation de la sainte Croix 44 deniers (16). Les oublies de la Saint-Michel sont plus variées : 119 deniers, 1 hémine 1/4 de froment, 2 hémines d'avoine, 5 oboles, 1 poule, 117 deniers, 2 sous, 4 poules 1/2 (*sic*), 1 sommée de vin (17), pour la saint-Séverin 6 sous, 3 oboles

(1) DEPOIN, 1216.

(2) B., DXC.

(3) *Ibid.*, DCII.

(4) *Ibid.*, DXCII.

(5) *Ibid.*, DXCIV.

(6) *Ibid.*, DXCVII et DXCVIII.

(7) *Ibid.*, DXCIX.

(8) *Ibid.*, DC.

(9) *Ibid.*, DCIV-DCIX.

(10) *Ibid.*, DCXI.

(11) *Ibid.*, DCXII.

(12) *Ibid.*, DCXIII.

(13) *Ibid.*, DCXVI.

(14) *Ibid.*, DCXVI-DCXVII.

(15) *Ibid.*, DCXVII.

(16) *Ibid.*, DCXVIII.

(17) *Ibid.*, DCXX.

327 deniers (1), à la Toussaint, 10 sous, 10 deniers (2) et à la Saint-Martin pour clore l'année 33 deniers (3).

Il arrive fréquemment, surtout à partir du ^{xii}e siècle, que ce soient les droits et redevances d'une terre et non cette terre elle-même qui sont données aux monastères et dont ils jouissent. Lorsque vers 1150, un chevalier donne à Cluny le manse de Vinzelles avec une vigne et toutes ses appartenances : « c'est-à-dire 3 pains, 1 setier, de vin, 4 setiers d'avoine en plus de la moitié de la production annuelle du vin de la vigne mentionnée », la vigne restait à son propriétaire à charge de payer au bénéficiaire de la donation les redevances mentionnées dans l'acte (4). Le cas est encore plus clair quand en mars 1254 Pierre le Coq laisse à Saint-Christophe-en-Halatte 5 sous deniers parisis de cens qu'il touchait à Brenouille pour un bien que tenait de lui Jean le Gruyer du Plessis (5).

Nous recourrons encore au cartulaire de Longpont pour citer toute une série de cens qui appartenaient seuls aux moines sans la terre sur laquelle ils étaient assis : 23 deniers à Longpont (6), 2 sous à Champlan (7) et à Villemeneu (8), 6 sous à Bondouffles (9), 3 sous 1/2 à Bretigny (10), 12 sous à Voisins (11), 2 sous à Villeneuve-le-Roi (12), etc.

Ces cens généralement libellés en numéraire sont parfois aussi payables en nature, comme on a déjà pu le voir par les exemples cités. Une idée d'ensemble nous est fournie par un relevé, datant de la seconde moitié du ^{xiii}e siècle, des redevances de cette catégorie dues encore au monastère de Barbezieux. Ce prieuré recevait par an 1 hémine 12 boisseaux et 7 petits boisseaux (*boixellos*) de froment, 3 hémines, 17 setiers et 2 boisseaux d'orge, 4 hémines 1 setier d'avoine, 11 setiers de céréales diverses (blat), 10 hémines 1 setier 8 boisseaux de fèves et enfin 2 sous au moment de la vendange (13).

Vers 1075 le prieuré de Saint-Mont recevait en don un vilain à Sion dont la redevance s'élevait à 4 muids de blé pour sa maison, 10 deniers pour 1 porc et 1 mouton, 1 poule, 1 agneau, les

(1) *Ibid.*, DCXXII.

(2) *Ibid.*, loc. cit.

(3) *Ibid.*, DCXIII.

(4) BRUEL, 4155, 4156.

(5) St-Ch. H., 19.

(6) L., LXXXIX.

(7) *Ibid.*, xv.

(8) *Ibid.*, XIII.

(9) *Ibid.*, CXXXVIII.

(10) *Ibid.*, CCXVII.

(11) *Ibid.*, CCLXV.

(12) *Ibid.*, CCLXXXV.

(13) B., DCXXV.

oublies, etc., (1). Qu'on ne s'y méprenne pas, le vilain dont il est question est bien propriétaire de fait et de condition libre, seul le cens dû par lui est cédé aux moines.

TAXES LEVÉES SUR LES SERFS, HOTES, ETC., *ratione personae*. — Au point de vue spécial qui nous intéresse, la condition sociale des divers tenanciers et habitants des terres monastiques n'est à envisager qu'en considération des avantages matériels que les redevances et coutumes auxquelles ils sont astreints de ce fait apportent aux monastères clunisiens.

En effet, quand Cluny reçoit une donation (2) ou acquiert (3) des serfs, lorsque l'on voit entre autres vers 1100 un Ancelin de Vitry donner au prieuré de Longpont les sept sous de cens que paient neuf tenanciers dont le détail de la redevance est énuméré (4), c'est la taxe due par ces serfs qui nous intéresse ici. Il nous est resté maints exemples des profits que ce genre d'actes procuraient aux moines.

Ainsi un document du xii^e siècle nous fournit l'état des redevances dues au prieuré de Saint-Denis-de-Nogent dans le territoire de Poressac (5). On y cite dix-huit tenanciers astreints au paiement d'un cens à échéance fixe dont la somme s'élève à 186 deniers 2 oboles, 20 setiers d'avoine et 2 hémines de la même céréale. Nous possédons aussi plusieurs chartes de donation au prieuré de Saint-Mont de vilains avec la redevance à laquelle ils sont taxés : un paysan est cédé pour ses redevances : 2 muids de blé, 4 muids de vin, 1 porc de 8 deniers, 1 mouton de 4 deniers (6). Un autre d'Arleias également pour le montant du cens auquel il est astreint. 2 muids de blé, 4 de vin, 2 d'avoine, 1 porc de 4 deniers, 1 mouton, 1 poule à la Noël (7). On donne encore à Saint-Mont un paysan à

(1) St-M., LIII.

(2) BRUEL, 112, 129, 140, 248, 253, 276, 288, 358, 428, 446, 491, 1418, 1454, 1460, 1469, 1505, 1511, 2400, 2427, 2428, 2453, 2456, 2458, 2465, 2469, 2712, 2988, 3104, 3105, 3114, 3115, 3253, 3306, 3371, 4314, 4453, etc. — DEPOIN, 187. — La Ch., 3753 (environ 1100) donne le serment de fidélité prêté par 80 serfs à l'abbé de Cluny.

(3) *Ibid.*, 3206, 3307 : une serve pour 60 sous, 3780 : un serf pour 30 sous, etc.

(4) C. G., 101, f^o 149, v^o. Josbert : 9 deniers pour des prés ; Frédéric : 4 deniers 1 obole ; Yves : 4 deniers 1 obole ; Allard : 5 deniers ; Raoul : 12 deniers ; Junien : 12 deniers ; Marie : 8 deniers ; Teherinus : 9 deniers 1 obole ; la femme d'Ingardus : 8 deniers (L., CCXLVI).

(5) Humbert Postel doit 16 deniers pour la St-Rémi, 8 pour la Noël et 2 setiers d'avoine ; Ernauld, son frère, 7 deniers pour la St-Rémi, 8 pour Noël et 2 setiers d'avoine. Hugues Miles, 10 deniers pour la St-Rémy ; Herbert de Poressac et son gendre, 6 deniers pour la fête de St-Rémi, 8 pour la Noël et 2 setiers d'avoine, etc. (N., XLVIII).

(6) St-M., XVIII.

(7) *Ibid.*, LI. — Cf. aussi LIII, LIV, LV, LXIII.

Taulet, près du Château d'Etang, qui doit comme redevance 2 muids et 6 conques de froment, 4 muids de vin, 1 poule à la Noël et à Pâques (1).

De même quand nous rencontrons des donations ou vente d'hôtes, ces documents sont intéressants pour l'étude de la temporalité de Cluny à cause des redevances qu'ils citent comme dues par ces hôtes à leurs seigneurs (2). Les hôtes dans ces actes sont mentionnés soit, avec la contenance de leur tenure (3), soit avec le montant de leurs redevances (4).

Aux environs de 1090, Herbert, clerc de Pontoise, cède au monastère de Longpont un hôte qui doit acquitter le cens d'un sou, les droits de rouage, forage et autres dus généralement par les hôtes (5). Un *hosticium* rendant 2 pains, 2 chapons, 1 obole et 6 setiers d'avoine à la mesure d'Etampes est encore donné au monastère de Longpont (6), dans le cartulaire duquel les mentions analogues concernant les hôtes et leurs tenures sont fort nombreuses (7).

REDEVANCES PROPORTIONNELLES A LA RÉCOLTE.

Ce genre de redevances, comme le métayage de nos jours, associait étroitement le seigneur aux risques encourus par son tenancier et à tous les aléas de la récolte. Néanmoins elles sont bien plus avantageuses pour le seigneur que les redevances fixes car, les bonnes années, il profite de l'excédent de production, ce qu'il ne peut faire sous le régime de l'accensement contre redevances fixes. Cependant il n'est de cette catégorie que relativement peu de traces dans les documents concernant les monastères de l'ordre de Cluny, ces maisons ayant, semble-t-il, toujours témoigné, au plus grand dam de leurs finances d'ailleurs, une préférence marquée pour les redevances fixes.

On rencontre pourtant des mentions de terres tenues à champart parmi les possessions du prieuré de La Charité (8) et celles de Sauxillanges : un manse rend par mouton 4 sous et 2 sous par porc (9)

(1) St. M., LXIV.

(2) BRUEL, 3476, 3499, 3398. — L., CI, CXVI, CXXVII, CXXXIX, CLV, CCCXVI.

(3) *Ibid.*, CLI : un hôte à Plessis et 2 arpents de terre.

(4) Vers 1136 est cédé à Longpont un hôte dont le cens est de 5 sous par an (*Ibid.*, XVII). — *Ibid.*, c.

(5) DEPOIN, 55.

(6) L., CCCXVI.

(7) *Ibid.*, CXVI, CXXIX, CXXXVII, CCCXVI.

(8) La Ch., CCLXXXVII.

(9) S., 607.

un autre 2 sous par porc également (1). En 1211-1212, Geoffroy, évêque de Senlis, notifie que Guillaume Joiran et sa femme Gertrude reconnaissent tenir des moines du prieuré de Saint-Martin-des-Champs une terre en champart leur vie durant à Othis (2). Au siècle précédent déjà (1157-1158) Thibaut V, comte de Blois et sénéchal de France, déclarait que les moines de Saint-Martin-des-Champs avaient fait constater judiciairement le droit de charroyage imposé aux paysans de Roinville qui devaient voiturier les grains de la dime et du champart jusqu'à la grange des moines à Bonnelles (3). Dans un échange de 1100 entre l'abbé de Cluny Hugues 1^{er} de Semur et les moniales du prieuré de Marcigny, il est question de la tûsche (c'est le nom du champart dans cette région) d'une localité cédée à l'abbaye de Cluny (4).

Malheureusement aucun de ces exemples ne nous indique le montant du prélèvement qu'en vertu du champart les moines exigeaient sur la récolte de leurs tenanciers. Seul ou à peu près, un relevé de redevances dues au prieuré de Saint-Mont et rédigé dans les environs de 1100 nous fournit quelques renseignements à ce sujet, et encore est-ce là un champart qui a été transformé en redevance fixe, le nom de gerbage (*garbadge*) a subsisté, mais en réalité il a été remplacé par un cens immuable variant suivant les localités de une à deux conches de froment, un à deux muids d'avoine, une à deux conches de méteil et la classique poule de Noël ainsi que quelques deniers par porc (5).

Nous possédons, et ce sont des preuves des préférences monastiques auxquelles il a déjà été fait allusion, des exemples d'accensement de terrages : ainsi le 26 avril 1277, Enguerran d'Anvin, chevalier, prend à cens pour neuf ans au prix de 40 sous parisis les terrages que l'abbaye de Saint-Bertin possédait sur ses biens d'Equirre et d'Heuchin (6). Saint-Bertin rachète le 23 avril 1296 pour la somme de 6 livres parisis de Guillaume le Maire de Bergueneuse le terrage de Bergueneuse qu'il tenait en fief des moines (7). Quelques années auparavant, en octobre 1293, un autre monastère clunisien de la région septentrionale de la France, celui de Coincy, concédait à cens pour 100 sous à Jean de Corrobert les terrages, cens et coutumes de la terre dite « A la Commune » et d'Artonges (8).

(1) *Ibid.*, 631.

(2) DEPOIN, 700.

(3) *Ibid.*, 360.

(4) BRUEL, 3742.

(5) St-M., XLV.

(6) St-B., 1173.

(7) *Ibid.*, 1369.

(8) Coincy, 1^o, 407, 409.

Sans doute les moines étaient-ils plus particulièrement incités à des opérations de ce genre quand leur situation financière était embarrassée et qu'ils désiraient se procurer rapidement de l'argent frais et liquide. D'autres fois, en effet, on les voit, ce sont alors surtout des autorités de l'ordre aux vues plus longues, s'efforcer avec constance à récupérer les champarts qui ont été usurpés au détriment des monastères par les féodaux du voisinage (1). Il faut du reste reconnaître, et cela expliquera le peu de cas que les moines firent en plusieurs circonstances de cette catégorie de redevances proportionnelles aux récoltes, qu'ils étaient par ailleurs très largement dotés un peu en toutes régions de redevances de même nature que le champart, sinon de même origine : les dîmes.

LES DIMES.

On sait que ces sortes de redevances, perçues à l'origine par l'Eglise pour subvenir aux frais du culte et à l'entretien de ses ministres sur tous les fruits de la terre proportionnellement à la récolte annuelle, étaient passées en grande quantité en mains laïques. — Est-il utile de rappeler que leur taux ne correspondit pas rigoureusement à l'étymologie de leur dénomination ?

Lorsque le seigneur se considéra comme le propriétaire de l'église rurale, il en perçut les dîmes avec les autres revenus. La réaction grégorienne s'efforça au ^x^e siècle de substituer à l'ancienne appropriation des églises le droit de patronage ; la restitution des dîmes à leur légitime propriétaire, l'Eglise, devait être la conséquence logique de cette réforme, elle fut prescrite par les Conciles du Latran de 1178 et 1179 (2). Mais les canons des Conciles n'eurent que peu de succès.

De même que les droits paroissiaux jusqu'aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, les dîmes sont considérées par la majorité des laïques qui les possèdent comme des redevances domaniales pareilles aux autres, et à ce titre elles font l'objet de transfert à titre gracieux ou onéreux, d'inféodation ou de partage. Elles sont concédées en totalité (3) ou partiellement (4) et ainsi il se peut qu'une seule dîme ait quatre, cinq, six, dix ou douze propriétaires qui chacun en perçoit une partie propor-

(1) C. G., 102, f° 199, r° et v°. — St-B., 3019.

(2) Ce dernier faisait une large concession aux nécessités du temps et aux circonstances, puisqu'il reconnaissait la validité des dîmes inféodées avant 1179, en conséquence, un dixième au moins des dîmes appartenant à l'Eglise restait légitimement dans les mains des laïques.

(3) BRUEL, 621, 1325, 1456, 2104, 2927, etc.

(4) La moitié (*Ibid.*, 163, 651, 746, 2938), les deux tiers (2860), le tiers (2102), le quart (2840), voire même le sixième (706).

tionnelle à la plus ou moins grande part de son droit de possession.

La dîme porte sur tous les produits du sol et de l'exploitation agricole (dans la plupart des cas, elle double le champart), sur les graines, le vin, le bétail (1). Les céréales font le plus souvent l'objet des grosses dîmes (2), tandis que les menues dîmes (3) atteignent le petit bétail : les porcs, les agneaux, le lin, la laine et le chanvre. Ces deux catégories de dîmes peuvent, pour le même bien, appartenir à des propriétaires différents.

De plus, les terres récemment défrichées ou *novalia* font l'objet de dîmes nouvelles, généralement plus avantageuses pour celui qui les perçoit sauf en cas de stipulation contraire. Ces dîmes ci nous l'avons déjà dit sont relativement rares chez les Clunisiens (4). Les dîmes nouvelles appartiennent en principe au seigneur qui, sur la même paroisse, possédait les anciennes. Enfin, si très souvent les dîmes ont le même propriétaire que l'église paroissiale qui est leur origine, il arrive aussi fréquemment qu'elles soient données séparément ou qu'elles appartiennent à des personnes différentes des possesseurs de l'église (5).

Quand les seigneurs laïques furent pris de remords, qu'ils voulurent se ménager les faveurs du ciel (6) ou bien encore qu'ils furent talonnés par de pressants besoins d'argent, le numéraire étant rare et les personnes morales ecclésiastiques ne dédaignant point d'investir le plus rapidement possible celui qu'elles avaient liquide, ils se déssaisirent malgré tout assez souvent des dîmes dont ils étaient les injustes détenteurs. Seulement, en général, ils préférèrent ne pas restituer la dîme à une église rurale mais poussés par les mêmes sentiments que les donateurs d'église, en faire bénéficier un monastère qui leur pouvait mieux rendre des services et procurer des avantages spirituels tels que la participation aux prières de la communauté, l'inhumation en terre monastique, la célébration d'anniversaires, etc.

Les dîmes données au cours du *xii^e* siècle au prieuré de Saint-Martin-des-Champs ou aux monastères dépendant de lui sont très

(1) Les dîmes qui semblent avoir tenu une place importante parmi les revenus du prieuré de Barbezieux, se prélèvent non seulement sur les céréales et sur le vin (B., xvii, dxliii) mais aussi sur la laine, les légumes, la paille, le lin, le chanvre, les agneaux, les veaux, les porcelets (*Ibid.*, cciii, dxvii, dxviii) et, détail remarquable, jamais ce prieuré ne posséda une de ces dîmes en totalité.

(2) St-Ch. H., 3.

(3) *Ibid.*, 9.

(4) N., xcix.

(5) Coincy, f^o 33, v^o 34, 115. — DEPOIN, 216 bis, 253, 319. — R., 548, 573, etc.

(6) En 1214, Regnault de Montigny en donne au monastère de St-Christophe en Halatte, à Balagny une : « *quam... in periculum anime sue diu tenuerat* » (St-Ch. H., 7).

nombreuses. Entre 1137 et 1150, Saint-Martin-des-Champs se voit entre autres gratifier des dîmes de Marles (1), de Vosves (céréales et vin), de Saint-Brice (2), de Mantes (3) tandis que l'abbaye de Cluny reçoit en 1140 la moitié de la dime de Bobigny (4), le prieuré de Gournay celle du Bois Raimond et du vignoble de Noisy-le-Sec (5).

En ce qui concerne la place importante des dîmes dans le budget de certains monastères, nous constatons par exemple que les dîmes représentent le quart du temporel de Saint-Christophe-en-Halatte (6) et que la moitié des actes contenus dans le cartulaire du monastère de Saint-Denis de Nogent-le-Rotrou concernent des donations de dîmes (7).

Il est à remarquer, en passant, que le grand nombre d'actes concernant les dîmes trouvés dans ces cartulaires provient de ce que ces documents sont postérieurs au ^{xii}e siècle. En effet, il n'y a que peu ou pas de mentions de redevances de cette catégorie dans les recueils de titres de propriété antérieurs au ^{xi}e siècle concernant des maisons clunisiennes, sans doute pour les raisons religieuses et économiques que nous avons déjà invoquées. A partir du ^{xiii}e siècle au contraire, du moins dans la région parisienne, nous possédons toute une série de documents des plus circonstanciés sur cette matière.

Nous citerons entre autres la reconnaissance des dîmes de l'église de Lagny passée en 1210 en faveur des moines de Saint-Christophe-en-Halatte par André de Coleurs, commandeur du Temple. Le monastère a droit chaque année, lit-on dans cet acte, au titre de la dime de Lagny à 50 muids de céréales, moitié blé, moitié avoine, payables pendant l'octave de la Pentecôte, 8 muids de grains, mesure de Gandelus, pour la terre de Reuil près Gandelus, 20 muids mesure de Trouhans pour la terre de Trouhans, 5 muids également de céréales, moitié seigle, moitié avoine pour la chapelle Galon, enfin 7 muids moitié blé, moitié orge et avoine, mesure de Dun, au titre d'Humières (8). Le prieuré de Saint-Denis de Nogent percevait la moitié de la dime de la

(1) DEPOIN, 216 *bis*.

(2) *Ibid.*, 308, 310.

(3) *Ibid.*, 339.

(4) *Ibid.*, 253.

(5) *Ibid.*, 319. Pour d'autres exemples concernant St-Martin des Champs, cf. *ibid.*, 346, 347, 356, 449, 451, 463, 481, 746...

(6) St.-C. H., 5, 7, 8, 9, 18, 19, 20, 35, 37, 53, 55.

(7), N., LVII, LIX. LXI, LXII, LXX, LXXI, LXXII, LXXVII, LXXX, LXXXVI, LXXXIX, XC, XCI, XCIV, XCV, CXXIII.

(8) St-Ch. H., 12-13.

paroisse de Saint-Pierre-la-Bruyère en pain, céréales, lin, chanvre et tous les fruits de la terre ainsi que sur la laine, les veaux, agneaux, moutons et tous les bestiaux et volailles (1). Vers 1220, Étienne du Perche concède aux moines de Nogent la dime du panage dans ses forêts, ce qui représentait un beau revenu étant donné l'étendue de ses bois et les nombreux porcs qui y étaient entretenus (2).

Parmi les dîmes d'un caractère plus particulier quant à l'objet sur lequel elles portent, nous citerons la moitié de la dime de la viande de la ville de Pont-sur-Sorgue donnée le 14 février 1063 à l'abbaye de Cluny (3), la dime du lièvre près de la ville de La Charité acquise de Pierre Mornay par le monastère clunisien du lieu pour la somme de 220 livres en mai 1237 (4) et les dîmes sur la pêche dont jouissait l'abbaye de Saint-Bertin dès avant le 28 février 1179, date où le pape Alexandre III intervient auprès de l'évêque des Morins pour les lui faire restituer dans les paroisses de Calais, Saint-Pierre-de-Calais, Saint-Folquin, Gravelines (5). Un accord intervenu en 1180 entre les pêcheurs et les moines fixe le taux de ces dîmes. Sur la capture des poissons, un tiers devait rester la propriété des pêcheurs, un tiers était distribué aux pauvres par les soins de l'abbaye de Saint-Bertin qui gardait pour ses besoins propres le troisième tiers (6). Les habitants se livrant à la pêche se montrèrent souvent rétifs à acquitter la dime du poisson, si l'on en juge par les nombreux rappels à l'ordre dont ils furent l'objet durant les ^{xiii}e et ^{xiv}e siècles (7). Tous les prétextes étaient bons pour s'y soustraire, témoin cette requête des échevins de Gravelines demandant d'être exemptés de la dime de la pêche, celle-ci ayant été interrompue par l'intensité de la gelée (8).

Les usurpations de dîmes sur les moines de Cluny furent chose courante dès les débuts de leur histoire, puisque nous voyons Jean XI contraint d'intervenir en 931 contre les évêques et autres personnages qui s'étaient emparés des dîmes appartenant aux Clunisiens de Romainmôtier (9) et Grégoire V dut à son tour revenir sur le sujet. Innocent IV, dans son zèle à défendre des droits de l'ordre, relevait le 24 janvier 1244 les moines clunisiens de toutes excommunications encourues par eux pour ne pas s'être prêtés aux exigences et pré-

(1) N., XXXVIII.

(2) *Ibid.*, xc.

(3) BRUEL, 3387

(4) La Ch., 395.

(5) St-B., 296.

(6) *Ibid.*, 308.

(7) *Ibid.*, 329, 330, 337, 341, 373, 384, 385, 432, 1655.

(8) *Ibid.*, 571.

(9) *Mém. de la Suisse Romande*, III, 425.

tentions des évêques quant à leurs droits de patronage et de levée de dime (1).

Les évêques n'étaient pas les seuls à vouloir usurper les droits de Cluny puisque, en 1344, le chapitre général constate avec déplaisir que le roi de Castille perçoit pour son compte la plus grosse part des revenus des églises d'Espagne et surtout ceux appartenant à l'ordre de Cluny sous prétexte des dépenses que lui occasionne la guerre contre les Sarrasins. Un autre exemple d'usurpation de dimes nous est révélé à l'occasion d'un préjudice de ce genre causé en 1297 au prieuré de Saint-Marcel-lès-Sauzet (2).

La dime étant établie sur le montant annuel des fruits de la terre ou le bétail, les récoltes sur lesquelles elle est assise peuvent être contrôlées et des prescriptions peuvent intervenir comme la défense de toucher aux récoltes avant la perception ou l'inspection par le propriétaire ou bien avant qu'il n'ait été dûment averti de la date de la récolte ou du battage. La dime devait être soit voiturée et engrangée dans le grenier des moines par ceux qui y étaient soumis (3), soit prise au domicile de l'assujetti par les décimateurs. En 1399, le prieur de Coincy décide après accord avec les habitants de Ciry que désormais les moines iront prendre livraison chez l'habitant du fruit de leur dime de vin (un setier de vin blanc et un de « gros vin vermeil » sur chaque muid d'une contenance de vingt-quatre setiers); le représentant du monastère logé sur les lieux devra être convoqué à cet effet un jour avant la date de livraison (4).

La dime qui peut être perçue directement peut aussi être affermée et les moines de Cluny ne se firent pas faute de recourir à ce procédé, malgré les canons contraires du Concile de Latran de 1179. En 1127-1128 par exemple, Eudes I^{er}, prieur de Saint-Martin-des-Champs, avait concédé à rente l'église de Wahagine et sa dime contre le paiement annuel d'un marc d'argent (5). Ce bail fut renouvelé en 1132 (6). La dime d'Oissery et de Chanconin fut baillée à vie par le même monastère en 1178 moyennant une redevance d'un demi-muid de céréales (7). Ebal, co-seigneur de Gumoens, reçoit à cens du monastère de Romainmôtier la chapelle de Saint-Barthélemy et ses dépendances contre 60 sous payables chaque année en deux termes à la Saint-Michel et à Pâques (8). Le 16 octobre 1450,

(1) *Reg. Inn.* IV, n° 411.

(2) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 35.

(3) DEPOIN, 360.

(4) Coincy, f° 115.

(5) DEPOIN, 193.

(6) *Ibid.*, 217.

(8) *Ibid.*, 450.

(8) R., 590, x.

Mathieu de Pois, grènetier de Saint-Bertin, donne à bail à Simon de la Mote et à Jacques Kiel pour six ans moyennant un « cocquet » de harengs par an la dîme de poissons que l'abbaye possédait à Gravelines (1),

Le grand avantage de l'affermage des dîmes pour les moines était — ce qu'ils ont toujours recherché — de leur permettre de compter sur un revenu invariablement le même toutes les années.

LES TAILLES.

Si maintenant, abandonnant les redevances d'origine proprement ecclésiastiques, nous voulons revenir à celles qui sont uniquement d'ordre laïque, il sera nécessaire de dire quelques mots de la taille. Bien que représentant la partie principale du revenu seigneurial, la taille est mentionnée dans les documents clunisiens bien moins souvent qu'on ne serait en droit de s'y attendre. Faut-il voir dans ce fait une preuve de la proportion relativement faible de la population servile sur les domaines de Cluny ? ou bien y trouver l'indice d'un traitement nettement meilleur des serfs par les moines ? Il nous paraît difficile de nous prononcer...

Ce genre de redevances, également dénommé « tolte » (2), se perçoit à volonté une ou plusieurs fois par an. Elles sont en nature ou en argent, plus souvent en nature aux époques les plus anciennes. On voyait par exemple une taille d'orge levée par l'abbaye de Cluny à Val-de-Macy en 1274 (3). En 1249, les tailles dues au prieuré de La Charité à Menetou-Ratel s'élevaient à 12 deniers par an pour une charrue de bœufs, à 6 deniers pour un homme cultivant à la main (4). Un siècle environ auparavant les moines de cette maison levaient 2 setiers d'avoine à Santourille par attelage de bœufs de labour et un demi-setier par culture faite à main d'homme (5).

Certains seigneurs laïques, s'il faut en croire l'abbé de Cluny Pierre le Vénérable (6), abusaient de leurs hommes et les taillaient jusqu'à deux fois par an. Les Clunisiens furent plus modérés en général, plus pondérés, moins rapaces et plus prudents aussi : ils ne voulaient pas tuer la poule aux œufs d'or. Tantôt ils fixèrent d'avance le montant de la taille. Tantôt ils cédèrent aux prières de leurs tenanciers et consentirent à lui substituer des taxes fixes de remplacement dont le montant avait été arrêté d'un commun accord.

(1) St-B., 2950.

(2) BRUEL, 4277, 4406, 4911. — P., 221.

(3) BRUEL, 4911.

(4) La Ch., cx.

(5) *Ibid.*, XLVIII.

(6) Patr. lat., CLXXXIX, 359.

Ainsi les habitants de Morteau avaient obtenu en 1188 pour que la taille leur soit remise d'ajouter les redevances suivantes à celles qu'ils devaient déjà antérieurement : 3 sous stéphanois pour chaque bœuf ; la même taxe devait être affectée à tout cheval, jument ou vache, employé à labourer à la place d'un bœuf ; si quelqu'un avait loué son bœuf au dehors, il devait donner pour lui la même somme que s'il l'avait employé à labourer son propre champ ; l'homme qui se servait d'un bœuf ne lui appartenant pas ne payait qu'un demi-cens ; un bœuf à l'engraissement payait une taxe proportionnelle non fixée dans le texte ; celui qui possédait un bœuf et trois vaches était tenu au versement de 6 sous ; la même somme était réclamée au propriétaire de 4 vaches sans bœuf ; le propriétaire de deux bœufs n'était tenu à rien pour ses vaches (1).

En 1019-1081, l'Abbé Odilon de Cluny avait fixé aussi la taille exigible des hommes des moines de Givry et leurs autres redevances (2). C'était là un progrès sur la taille à volonté qui de plus en plus tendra à disparaître sur les terres clunisiennes.

LES CORVÉES.

Les corvées n'étaient pas moins insupportables aux tenanciers que la taille car primitivement, comme cette redevance, elles reposaient essentiellement sur l'arbitraire volonté des seigneurs.

A partir du ^x^e siècle, les corvées, de personnelles qu'elles étaient auparavant, ont tendance à devenir réelles, c'est-à-dire qu'elles sont attachées à une tenure au lieu de l'être à une personne, bien qu'à cette époque encore, on voie donner au prieuré de Saint-Mont un paysan astreint à un certain nombre de travaux dont la corvée (3). En tous les cas la corvée n'est plus à miséricorde, à volonté ou à merci sur les terres clunisiennes, mais fixée une fois pour toutes.

Cette catégorie de redevances, destinée à fournir de la main d'œuvre aux monastères pour la culture de leur réserve ou pour d'autres services, n'est pas d'une mention très fréquente dans les actes que nous avons étudiés.

Certaines corvées (le nom le plus usuel en est *opera*) sont affectées au travail de la terre. Les hommes du doyenné de Beaumont-sur-Grosne devaient par exemple à l'abbaye de Cluny vingt corvées de charrue *ad warel et ad lucrandum bladum*

(1) DUCKETT, All., 336.

(2) BRUEL, 2729.

(3) St-M., LI.

hiemalem et in Quadragesima ad opus Domini accomodare (1). Ceux du doyenné de Montberthoud devaient à la même abbaye des corvées pour la moisson, pour la fabrication du vin, pour la fenaison et pour les charrois de bois. Les tenanciers du doyenné de Lourdon étaient astreints à rebiner pour les semences d'hiver et pour le carême (2). Vers 1157-1158, les vilains de Roinville étaient tenus au charroyage du produit de la dîme et du champart jusqu'à la grange monastique de Bonnelles (3). Les habitants de Morteau devaient au prieuré du lieu trois corvées par an (4).

Mais, comme nous l'avons dit et sans doute à cause du peu d'étendue des réserves clunisiennes, la place des corvées dans l'ensemble des droits et revenus d'un monastère clunisien est de minime importance. Tel n'est pas le cas des ressources tirées par les moines des marchés et péages dont la possession et la conservation semblent avoir été l'objet de leurs soins jaloux.

II. AUTRES CATÉGORIES DE REVENUS.

FOIRES ET MARCHÉS.

La plupart des marchés et foires possédés par les monastères clunisiens sont entre leurs mains depuis une époque fort ancienne.

Le marché de Mont-Saint-Vincent fut donné au prieuré de Paray dès le ^x^e siècle (5). La foire de Longpont date de 1142, elle commence chaque année la veille de la Nativité de la Vierge et dure huit jours consécutifs pendant lesquels, dit l'acte de donation, le marché cessant à Monthéry est transporté à Longpont (6). Les moines de Barbezieux jouissaient au ^{xii}^e siècle en suite d'une confirmation de 1143 du tiers des droits sur les foires de l'endroit tenues pour les « quatre fêtes de Notre-Dame » (Purification, Annonciation, Assomption et Nativité de la Vierge), ainsi que pour la Toussaint (7). L'extension s'en développa dans la suite puisque le prieuré reçut en outre deux foires et deux marchés qui se tenaient à l'occasion de la Sainte-Marie-Madeleine. Les droits de péage que l'on levait à cette occasion appartenaient par moitié aux seigneurs du lieu et aux moines (8).

(1) BRUEL, 4143.

(2) *Ibid.*, loc. cit.

(3) DEPOIN, 360.

(4) DUCKETT, All., 337.

(5) P., 194.

(6) L., III.

(7) B., XIV.

(8) *Ibid.*, XXXIX.

Ebrard IV, sire du Puiset, avait confirmé vers la même époque (1148-1149) au monastère de Saint-Martin-des-Champs un marché sur dix au Puiset qui lui avait été accordé par ses aïeux soit le deuxième samedi d'avril, le samedi précédent la Nativité de saint Jean-Baptiste, le premier samedi de septembre, le samedi avant la Saint-Martin d'hiver, le samedi après l'octave de l'Épiphanie. Si pour une raison ou une autre le marché ne se tenait pas aux dates fixées, il devait avoir lieu le samedi suivant. A ces jours les moines avaient la propriété de tous les droits perçus sur le marché du lever du jour à la tombée de la nuit sur toutes les marchandises vendues à l'exception de la moitié des légumes et fruits acides (*egruni*) et du lin; de plus, pendant le temps qu'eux ou leurs officiers demeuraient dans le bourg, ils jouissaient des mêmes privilèges que les bourgeois au point de vue des marchés, fours, moulins, « et autres choses qui leur seront nécessaires et utiles », (1).

Pareillement encore, le 9 janvier 1165 Rotrou, comte du Perche, abandonnait, mais en totalité cette fois, ses droits de foire à Mortagne et à Nogent, franchises comprises, et ne se réservait que l'exercice du droit de justice (2). Les mêmes droits de justice pour délits commis les jours de marché sont réservés par Louis de Savoie, seigneur de Vaud, octroyant en 1323 aux moines de Romainmôtier un marché devant se tenir dans ce lieu tous les samedis (3).

PÉAGES.

Une grande partie des revenus des monastères, nous l'avons vu, était payable en nature. Au ^x^e et ^{xiii}^e siècles, l'argent était fort rare et le troc très fréquent. On utilisait comme instruments d'échange non seulement des produits du sol, mais aussi des objets d'usage courant, des bestiaux, chevaux, vêtements. Au ^{xiii}^e siècle, le numéraire commence à pénétrer dans l'économie rurale, la seigneurie cesse de former une unité fermée se suffisant à elle-même. Alors on rachète en argent bien des cens en nature et bien des services. Cependant, dans beaucoup de régions subsiste une forte proportion de redevances en nature.

Que pouvaient faire les monastères de ces grandes quantités de vin et de grains, revenus de leurs terres ou arrérages de leurs rentes sinon vendre le surplus, généralement très important, de ce qui était nécessaire à leur consommation intérieure ? Il est même vraisemblable qu'à une époque ancienne, alors que le paysan ne vendait

(1) DEPOIN, 314.

(2) N., XIII.

(3) R., XIX, 608.

pas lui-même les fruits de ses récoltes, ce furent les monastères qui eurent en fait le monopole du commerce des denrées, qui assurèrent l'approvisionnement des centres urbains ne se livrant pas eux-mêmes ou dans une trop faible mesure à la culture du sol. Cette hypothèse expliquerait les nombreux privilèges qui furent de tout temps accordés aux maisons régulières pour passer leurs produits en franchise aux différents péages. Ces privilèges ne leur permettaient pas de faire le commerce, c'est-à-dire d'acheter pour revendre, mais ils leur permettaient d'acheter au loin les objets qui leur étaient nécessaires, de faire venir chez eux les produits de leurs lointains domaines et surtout de transporter pour les vendre ceux qui avaient crû chez eux soit sur leurs propres terres, soit sur celles de leurs tenanciers.

Aussi les exemptions des droits de péage, tonlieux et autres impôts de circulation, octroyées aux moines clunisiens sont-elles fort nombreuses et soigneusement conservées dans leurs archives. Nous voyons vers 1061 Henri II, roi d'Angleterre, accorder aux moines de La Charité (1) cette dispense pour le transport de toute marchandise sur ses terres. Les moines de Cluny reçoivent de pareils privilèges à Decize (1188) (2), Belleville (3), sur toutes les terres de Gaucher IV de Salins, sire de Bourbon, en 1189 (4), en 1191 sur celles de Guillaume II de Clérieu, abbé [laïque] de Saint-Félix-de-Valence (6), de Guichard IV, sire de Beaujeu, vers 1210 (5). En février 1233, l'archevêque de Lyon exempte de toute redevance le vin circulant sur ses terres destiné à l'abbaye de Cluny ou en provenant (7).

Quel que fût l'intérêt pour les monastères de pouvoir faire circuler librement leurs denrées, ils n'en trouvaient pas un moindre soit à percevoir des taxes sur celles d'autrui, soit à participer aux profits des multiples péages établis un peu partout par les seigneurs, grands et petits. Bernard III, comte d'Armagnac, octroie par exemple au prieuré de Saint-Mont toutes les redevances perçues à Nogaro sur les marchands de passage (1095) (8). Le 28 octobre 1193, Eudes, duc de Bourgogne, concède à l'abbé de Cluny, 10 livres dijonnaises à toucher sur les revenus du péage de Dijon (9). En 1107,

(1) La Ch., LXVII.

(2) BRUEL, 4334.

(3) *Ibid.*, 4333.

(4) *Ibid.*, 4337.

(5) *Ibid.*, 4351.

(6) *Ibid.*, 4455.

(7) *Ibid.*, 4628.

(8) St-M., IX.

(9) BRUEL, 4339.

Adam le Méchain renonce en faveur de Eudes Arpin, ancien vicomte de Bourges, prieur de la Charité, à son droit de rivage sur toutes les marchandises arrivant à La Charité et de quartelage pour le transport du blé et du sel (1). Vers 1106, Gervais I^{er} de Châteauneuf-en-Thimerais donne au prieuré de Saint-Martin-des-Champs le droit de travers qu'il possède à Mantes sur les vins et le même droit qu'il détenait à Milly et à Conty (2). Robert II, comte de Flandre, confirme à peu près au même moment à Saint-Médard de Capry la part de 60 sous de rente dont les religieux étaient détenteurs sur le travers de Warneton (3). Ce monastère bénéficiait également aux environs de 1128 de 10 sols de rente assis sur un droit d'une catégorie voisine du travers et péage, celui de guidonnage ou droit d'escorte imposé aux marchands; il lui avait été donné par Raoul comte de Vermandois pour subvenir aux frais du luminaire de l'église conventuelle (4).

Un membre de la famille de Garlande qui comptait parmi les bienfaiteurs de Saint-Martin-des-Champs constitue à son profit sur le péage de Bondy une rente de 20 sous (5). Bouchard IV de Montmorency créait aussi l'année suivante (1116) sur le péage du chemin de Pontoise deux rentes perpétuelles : l'une de 100 sous payables à Cluny, l'autre de 40 sous à percevoir par Saint-Martin-des-Champs (6). Béatrix de Rochefort, femme de Dreux de Pierrefonds, cède en 1144-1145 au monastère du Vieux Crécy les droits de péage qu'elle possédait par héritage à Crécy (7).

Entre 1147 et 1154, Galleran II, comte de Meulan, autorise le prieuré de Gournay à construire un pont de pierre sur la Seine à Gournay et à percevoir 100 sous par an sur le péage qui y sera établi à raison de 50 sous pour le lendemain de l'octave de Noël et de la même somme pour le lendemain du Lendit (le mercredi de la deuxième semaine de juin) (8). La combinaison qui semble avantageuse pour les deux parties, l'une acquérant un pont qui ne lui coûte rien et l'autre un revenu substantiel, trouve sa réplique dans un document analogue de 1160-1161 qui nous apprend que Mathieu III, comte de Beaumont, confirme aux moines de Saint-Leonor, autre prieuré dépendant de celui de Saint-Martin-des-Champs, une rente de 100 sous, monnaie de Beauvais, qu'ils ont droit de prendre sur les revenus du pont de

(1) La Ch., XLVII.

(2) DEPOIN, 127.

(3) *Ibid.*, 139.

(4) *Ibid.*, 190.

(5) *Ibid.*, 145.

(6) *Ibid.*, 148.

(7) *Ibid.*, 283.

(8) *Ibid.*, 341.

pierre qu'ils ont fait construire. Vers 1172, le monastère de Saint-Christophe-en-Halatte acquiert en échange de la donation d'un pré de 7 arpents lui appartenant un péage ou travers situé à Creil qui vaut à son propriétaire un revenu annuel d'un demi-muid de vin et deux hémines d'avoine (1).

La région parisienne, contrée de passage et de circulation intense, était prédestinée à ce genre d'exploitation qu'aucun prieuré de la région n'eut garde de sous-estimer, témoin les deux dimes que percevait le prieuré de Lihons-en-Santerre sur chaque charrette passant sur la chaussée menant de Beauvais à Lihons-en-Santerre (2).

Il serait vain d'allonger cette liste. Il suffit d'avoir attiré l'attention sur cette ressource et non l'une des moindres d'un grand nombre de maisons de l'ordre.

DROITS DE JUSTICE.

Les finances monastiques sont alimentées d'une façon plus abondante encore et en tout cas plus universelle par le produit des droits de justice qui dans la plupart des cas figurent au nombre de leurs possessions.

En dehors de son caractère de fonction publique, sans doute celui auquel on attachait le moins d'importance au Moyen-Age, la justice est d'une nature avant tout fiscale. Le seigneur voit en elle une source de revenus, une redevance domaniale, souvent plus productive que les autres.

Il est donc à peine besoin de noter, tant la chose va de soi, qu'à l'instar des autres seigneurs féodaux, les monastères cluniens attachaient un prix tout particulier aux ressources qu'ils tiraient des droits de justice détenus par eux dans un certain nombre de localités, soit que la localité leur appartint en entier, soit qu'ils en possédassent seulement la justice en totalité ou en partie.

Dès 1092, on trouve le prieuré de Saint-Marcel de Chalon propriétaire de la justice de Ruffey (3). Le Parlement de Paris intervient en 1265 dans un conflit entre l'abbaye de Cluny et les Templiers au sujet de droits de justice prétendus sur la terre d'Escurolles en Auvergne (4). Les visiteurs de la province d'Allemagne signalent au chapitre de 1290 que le comte de Bourgogne a usurpé les droits de justice que le prieur de Chaux possédait sur le territoire

(1) St-Ch. H., 6.

(2) Lihons, n° 19, f° 11, r°.

(3) St-M. Ch., 62.

(4) BOUTARIC, *Actes du Parlement de Paris*, I, 983.

du château et de la ville de Clairvaux (1). Le chapitre général de l'année suivante est saisi de la plainte du prieur de Saint-Flour sur les terres duquel les hommes du roi et « portant son bâton » ont instrumenté en violation des droits de l'ordre ; l'official de l'évêque de Clermont est de même dénoncé aux définiteurs pour avoir installé audit endroit de Saint-Flour un tribunal qui évoque à la cour épiscopale indifféremment toutes les causes au préjudice du prieuré (2).

Il arrive parfois que des maisons de l'ordre cèdent pour un prix relativement élevé ces droits de justive. Ainsi l'abbé de Figeac vendit antérieurement à 1305 au roi de France la justice du bourg de Figeac contre 1.000 livrées de terre (3). Mais, en règle générale, les moines ne se déssaissaient pas facilement de cette catégorie de biens. Ils les rachetaient plus volontiers quand ils avaient été obligés de les aliéner à un tiers. En 1324, le prieur de Vaux rachète de la sorte au prix de 260 livres tournois la justice dudit lieu au seigneur de Beauvoir qui l'avait reçue à bail pour 20 ans.

Même usurpés ou abandonnés depuis longtemps, il survient presque toujours une occasion estimée favorable par l'ordre de récupérer ses droits. C'est ce qui arriva en 1314 pour la justice de Lurcy indûment occupée pendant de longues années par le comte de Nevers. Profitant du fait que ce dernier était tombé entre les mains du roi de France, les définiteurs de l'ordre donnèrent mission à l'abbé de Cluny et au prieur de Lurcy de revendiquer le recouvrement de la justice du bourg pour le prieuré de Lurcy, son légitime possesseur (4). En 1343, les visiteurs de Poitou rapportent au chapitre général qu'au mépris des droits du prieuré de Saint-Georges-de-Didonne, le seigneur de Didonne exerce les droits de basse justice, amendes, potence et autres dans le village de *Tossagl* (?). Cette usurpation est déjà ancienne puisqu'elle date du prieur précédemment en charge, de l'aveu des enquêteurs eux-mêmes (5). Et l'on pourrait multiplier les exemples à l'infini (6).

Avec les revenus tirés des églises s'achèvera l'énumération des principales catégories de biens qui faisaient partie du patrimoine des maisons clunisiennes comme de celui des autres propriétaires fonciers du Moyen-Âge.

(1) DUCKETT, All., 65.

(2) C. G., 101, f° 119, r°.

(3) Le Chapitre de 1305 qui rapporte ce fait constatait d'ailleurs en même temps que l'abbé n'avait pas encore reçu alors le prix de sa cession au roi (C. G., 101, f° 231, r°).

(4) C. G., 115, p. 589.

(5) LUCE, 414 (*Soc. hist. Poitou*, 1875).

(6) Les procès-verbaux des chapitres généraux signalent pour la seule province d'Auvergne des conflits entre Cluny et les officiers du roi pour usurpation plus ou moins ancienne par ces derniers des droits de justice des prieurés de Gensac (1281), Rosier (1282), Augerolles (1318).

REVENUS TIRÉS DES ÉGLISES.

Parmi les biens-fonds de toutes sortes donnés en abondance aux moines de Cluny dès les origines de leur institut figurent en grand nombre les églises et chapelles.

Ces églises et chapelles, tout comme les terres en dépendant, étaient considérées comme une propriété de rapport analogue aux autres.

A chaque église en effet est attachée une dotation foncière d'importance variable de pièces de terres labourables, de prés, de vignes dont la gestion appartient au prêtre desservant qui devient de ce fait une espèce d'officier domanial. Les revenus de l'église paroissiale font partie du domaine. Les droits paroissiaux eux-mêmes, dont les revenus auraient dû être exclusivement affectés à l'entretien des églises rurales et de leur curé, ont absolument le caractère de redevances domaniales et c'est pour cela que les établissements monastiques tinrent tant à la possession des églises rurales. L'intérêt spirituel de la paroisse ne joue aucun rôle en l'affaire, il n'en est jamais question dans les documents ayant trait aux Clunisiens, et il n'y a pas lieu de s'en étonner; en effet la charge d'âmes et les devoirs curiaux sont interdits aux membres de l'ordre par l'observance même qui le régit; ils n'ont donc pas à s'en préoccuper et seuls en cette circonstance les revenus temporels leur importent.

Les droits paroissiaux sont représentés par les offrandes variées exigées des fidèles à époques fixes et pour certaines fêtes, par le casuel ou ensemble des droits perçus à l'occasion des baptêmes, mariages, sépultures, relevailles, etc. En général une partie seulement de ces droits revient au desservant : le tiers (1) ou le quart (2), de même que le prévôt seigneurial ne prélève qu'une part, qui lui tient lieu de traitement, sur les amendes, les droits de justice et les redevances diverses dont la perception et la comptabilité lui appartiennent.

Une église est souvent, nous l'avons remarqué, le centre d'un domaine et comprend tantôt une partie de la villa où elle est située comme cela arrive pour Saint-Martin-de-Blanot (3) en 927, Pont-sur-Saône (1015) (4), Givry de 993 à 1019 (5), Saint-Maurice de

(1) BRUEL, 4018.

(2) *Ibid.*, 4247.

(3) *Ibid.*, 283.

(4) *Ibid.*, 2694.

(5) *Ibid.*, 2043, 2693, 2722.

Mutassinc (1), Piolenc (2), Bourbon (3), Saint-Nazaire de Vindecy (4), tantôt un ou plusieurs manses (5), six manses (6), trente manses (7), un courtil (8), trente deux familles de serfs (9).

Généralement les terres attachées à une église sont, comme dans les autres tenures, peu groupées entre elles et de dimensions relativement restreintes (10).

Vers 1078 il est fait don à Saint-Martin-des-Champs de l'église de Noisiel avec ses dépendances comprenant une terre à cultiver par une charrue, un moulin, un haras avec dix arpents de pré, un clos de vigne à Torcy et divers droits paroissiaux sur des églises situées en dehors de son territoire de juridiction ecclésiastique (11). C'est là le type classique du genre de dépendances que l'on trouve reproduit en plusieurs centaines d'exemplaires dans les recueils d'actes clunisiens. Il est seulement à remarquer que très fréquemment les terres ne sont pas détaillées, on se borne à une simple formule vague et imprécise, l'église est donnée avec ses prés, champs, vignes, dépendances et appartenances. Parfois même l'on se contente seulement de noter que « telle église est donnée à tel monastère avec ses dépendances ». Cette forme se trouve surtout pour les fondations ou dans les chartiers postérieurs au ^x^e siècle.

Toujours à l'instar des autres propriétés, les églises ne sont pas forcément concédées en totalité aux maisons clunisiennes. Il peut n'en être donné qu'une moitié (12), les deux tiers (13), le tiers (14), le quart (15), même le sixième (16) mais toujours elles sont cédées avec leurs dépendances et redevances.

Outre la propriété de nombreuses églises, les Clunisiens possédaient encore sur beaucoup d'autres un simple droit de patronage qui leur valait de prélever une part sur les droits paroissiaux.

Comme on le sait, les coutumes clunisiennes interdisaient aux

(1) *Ibid.*, 2789.

(2) *Ibid.*, 2466.

(3) *Ibid.*, 2846.

(4) *Ibid.*, 970.

(5) *Ibid.*, 484, 693, 746, 1321, 2993, 2105 (St-André de Rosans), 3583.

(6) *Ibid.*, 925.

(7) S., 689.

(8) BRUEL, 114, 2207.

(9) *Ibid.*, 2453.

(10) *Ibid.*, 114, 378, 471, 584, 653, 680, 724, 726, 773, 780, 798, 1139, 1208, 1218, 1321, 1429, 1578, 1934, 1984, 1996, 2103, 2267, 2482, 2694, etc.

(11) DEPOIN, 60.

(12) BRUEL, 163, 651, 746, 2938.

(13) *Ibid.*, 2860.

(14) *Ibid.*, 2102.

(15) *Ibid.*, 2840.

(16) *Ibid.*, 706.

religieux de desservir eux-mêmes les paroisses de leurs domaines. Il fallait qu'ils se fissent suppléer par un prêtre séculier qu'ils investissaient des pouvoirs sinon de la totalité des droits curiaux. Il a été déjà dit qu'en plus de ses dépendances territoriales, chaque église possédait des revenus qui lui étaient propres : *oblaciones quae ad altare pertinent*. Ils consistaient en de certaines sommes que les ministres du culte prélevaient sur les fidèles à l'occasion de leur baptême, de leur mariage et de leur enterrement (1). Quand ces droits ne sont pas détaillés, ils sont globalement inclus dans les termes : presbytère et ses dépendances (*presbyterium*) (2).

Comme pour les dîmes, les droits paroissiaux attachés à une église purent n'être cédés que partiellement, ainsi en 1055 l'évêque d'Autun en concédant à Cluny l'église de Vitry se réservait sa vie durant le tiers de la dîme et des services du *presbyterium* soit un revenu annuel de 5 sous (3).

Les droits de patronage sont jalousement défendus par les Clunisiens chaque fois que la nécessité s'en fait sentir. C'était en effet à la fois une question de prestige et une affaire d'argent. Le chapitre général de 1297 ayant été prévenu qu'une église paroissiale avait été construite sur le territoire de Colombey, ce qui faisait perdre ses droits de patron et ses dîmes au prieur de l'endroit, celui-ci est invité à agir avec la plus grande célérité et vigueur contre le préjudice qui lui est causé et de son côté l'abbé de Cluny est supplié de s'adresser à l'évêque de Langres pour protester et obtenir réparation (4).

En 1310, le prieur de Saint-Médard reçoit ordre de protester énergiquement contre le recteur de l'église paroissiale dont son monastère est patron et contre l'évêque de Saintes coupable de s'être rendu à l'appel du recteur pour bénir dans la paroisse un nouvel autel sans l'assentiment du prieur et d'avoir ainsi provoqué la levée de droits nouveaux au préjudice des intérêts concurrents du monastère de Saint-Médard (5). Le prieur de Charlieu ayant aliéné le patronage de la paroisse dudit lieu se voit enjoindre par les définiteurs du chapitre général de 1344 de faire révoquer l'acte de cession sans préjudice d'être châtié pour sa faute suivant le plaisir du prieur de Cluny (6).

(1) *Ibid.*, 2874, 2890, 2915, 2959. — C'est ainsi qu'en 1049-1109, l'église de St-Martin de Jully fut cédée à l'abbaye de Cluny : « *cum omnibus que ad altare pertinent videlicet baptisterium, sepulturam et decimam* » (*Ibid.*, 3210).

(2) *Ibid.*, 621, 1272, 1456, 2728.

(3) *Ibid.*, 3350.

(4) C. G., 101, f° 174, v°.

(5) C. G., 102, f° 263, v°.

(6) C. G., 103, f° 141, v°.

Les démêlés de l'ordre avec les évêques étaient souvent doublés de luttes contre les curés et desservants des paroisses à sa nomination. Ces derniers ne touchaient que très rarement les droits paroissiaux et étaient d'ordinaire réduits au tiers (1) ou au quart des redevances (2). Pour éviter les contestations, on s'efforçait de part et d'autre à faire fixer les droits de chacun. Ces règlements ont un autre intérêt pour nous : celui de nous faire connaître la proportion des avantages que les monastères clunisiens retiraient de leur participation aux revenus du casuel des paroisses.

En 1131-1142, l'archevêque de Sens reconnaît que Saint-Martin-des-Champs qui jouit du privilège de présentation à la cure de Dormelles reçoit légitimement la moitié des oblations des dimanches et des jours de fête et de celles offertes aux messes de mort célébrées en présence du corps du défunt, également des œufs et des fromages, ainsi que de tout ce qui est donné à l'église du lieu les jours de Pâques et des Rogations (3). La portion congrue du curé de Barberie qui est à la nomination du prieuré de Saint-Nicolas d'Acy, est fixée en 1210-1213 à un setier de blé à prendre par an sur la grange du monastère (4).

Les droits de l'abbé et de l'abbaye de Cluny, seigneurs patrons des paroisses de Malay et Ougy, sont fixés en janvier 1274 à la moitié des oblations offertes aux services religieux autres que ceux célébrés pour les morts dans l'église d'Ougy et de Malay; les honoraires pour sépulture se partagent par moitié entre le monastère et le curé comme ceux pour mariage. Tous les autres droits appartiennent au desservant seul (5). Un acte analogue intervint au cours de la première moitié du XII^e siècle pour trancher les difficultés qui s'étaient élevées entre le monastère de Saint-Christophe-en-Halatte et le curé de Saint-Pierre de Pontpoint quant à leur part respective dans les revenus curiaux : aux fêtes solennelles annuelles les oblations se partageaient par moitié, sauf les cierges dont un tiers seulement revenait au curé; de Noël au treizième jour qui suit cette fête les cierges étaient répartis également entre les deux parties et pareillement ceux offerts à l'occasion de la purification des femmes, du baptême des enfants et des mariages; toutefois le prêtre desservant gardait pour lui seul les cierges qui étaient offerts après l'Évangile; ceux qui étaient donnés à l'église le jour des Rameaux, le Jeudi saint et la vigile de Pâques apparte-

(1) BRUEL, 4018.

(2) *Ibid.*, 4247.

(3) DEPOIN, 260.

(4) *Ibid.*, 708.

(5) BRUEL, 5196.

naient au contraire exclusivement aux moines sauf ceux offerts par les communiant qui restaient la propriété du curé; pour la fête de la Dédicace de l'église (saint Pierre), toutes les oblations, cierges, or et argent, étaient réservées aux religieux (1).

Au lieu du partage plus ou moins égal entre les moines et le curé à leur nomination, outre la portion congrue qui, à quelques exceptions près, semble surtout avoir été universellement pratiquée dans les siècles plus récents que ceux dont nous nous occupons, il était une troisième solution. Nous la voyons indiquée dans un accord conclu en mars 1250 entre le prieuré de Saint-Laurent-des-Orgerils et le curé du lieu touchant la prébende, les droits et oblations. En vertu de cet accord le curé et son clerc se voyaient assurer par les moines la distribution quotidienne d'un pain et d'une pinte de vin, ration ordinaire d'un moine de La Charité, en échange de quoi le curé abandonnait toutes les oblations au prieur (2).

L'intérêt que la donation d'églises présentait pour les monastères clunisiens réside dans le fait de leur offrir à la fois des avantages matériels immédiats et de leur faciliter souvent à plus ou moins longue échéance la fondation éventuelle de maisons nouvelles (3).

PLACEMENTS.

Comme nous l'avons déjà vu en étudiant la formation de la fortune clunisienne le principal emploi que les moines affectaient à leurs capitaux liquides consistait selon les époques en mortgage ou achats de rentes lorsqu'ils ne pouvaient pas les investir en terres définitivement acquises (4).

(1) St-Ch. H., 38.

(2) La Ch., 418.

(3) Quelques églises ont été le noyau de villages nouveaux, c'est le cas, dans les régions voisines de Cluny, de St-Victor d'Aujoux, Saint-Léger, St-Pierre de Lanques, St-Georges de Reneins et bien d'autres; plus souvent encore, elles ont donné naissance à de nombreux prieurés tels : Domène, Piolenc, Ste-Marguerite de Margerie (1061-1073) (Bruel, 3377), St-Georges de Vendevre (1070) (*Ibid.*, 3439), Ste-Marie de Najera, en Espagne (1052) (3343), St-Jean-Baptiste de Carrion (1076) (3492), St-Pierre d'Allevard (1082) (3594), Graves (1088) (3638), St-Christophe d'Altkirch (1105) (3835), St-Vincent de Salamanque (1143) (4076), etc.

(4) Cf. Emploi des capitaux, p. 18.

CHAPITRE V

Administration du temporel

- I. — Instruments de contrôle.
- II. — Agents d'administration.
- III. — Reddition des comptes.

I. — LES INSTRUMENTS DE CONTROLE

(*Registres terriers et inventaires divers*).

Etant donnée la variété des revenus des établissements monastiques, l'étendue de leurs possessions, leur multiplicité et la dispersion des différentes maisons de l'ordre de Cluny à travers une grande partie de la chrétienté latine, sans parler de ses éphémères établissements en Terre Sainte et dans le Levant (1), il était nécessaire pour le bon fonctionnement de cette organisation financière compliquée qu'un contrôle sévère fût exercé sur le temporel de chaque abbaye ou prieuré par les autorités centrales de l'ordre : abbé de Cluny ou chapitre général. Ceux-ci s'y appliquèrent par des moyens variés et d'une inégale efficacité; il est du moins visible que le souci d'être renseigné d'une façon permanente sur la situation matérielle de chaque monastère en particulier, afin de pouvoir l'aider de conseils et d'instructions, resta toujours au premier plan de leurs préoccupations.

Nous avons vu à propos des devoirs des prieurs (2) qu'ils ont été tenus à des redditions de comptes périodiques. L'existence d'un état des possessions étant indispensable à tout contrôle, le chapitre général de 1397 prescrit en outre aux abbés, doyens et prieurs de faire dresser dans l'année qui suivra la promulgation de cette définition, là où ils n'existent pas déjà, des registres terriers et censiers dont la copie dûment collationnée par un notaire devra être envoyée à l'abbaye de Cluny au bout d'un an pour les monas-

(1) BRUEL, 4234, 4237.

(2) Cf. *Monachisme clunisien*, I, p. 501.

tères dépendant directement de cette abbaye et de deux ans pour les autres (1). Cette prescription fut renouvelée en 1401 pour tout l'ordre et les définiteurs tinrent à son observation. Nous voyons en 1451 encore le prieuré de Saint-Martin, près Crécy, dépendant de Saint-Martin-des-Champs, recevoir l'ordre des définiteurs d'avoir à refaire ses registres terriers (*quod registra terraria et recepta de novo renovari faciat*).

A côté des terriers, la rédaction des inventaires des biens meubles et immeubles des diverses maisons préoccupe au dernier point les autorités administratives de l'ordre. Cette sorte de documents comptent parmi les plus intéressants et les plus riches en détails sur l'état matériel des monastères clunisiens à diverses époques. Les inventaires donnent en effet soit l'état des droits et redevances, soit celui des biens meubles, soit enfin la liste des terres possédées à un moment donné et leur nature.

C'est ainsi qu'en février 1213, Pierre, prieur de Carrion (de la province d'Espagne), fournit l'état des possessions de sa maison de Saint-Zoïle : Dans l'exploitation de Saint-Martin-de-Fromesta, l'on trouve trois paires de bœufs avec leur harnachement, 60 muids d'orge panifiable, la même quantité de froment et 5 barriques (*dolia*) de vin. Le tiers des offrandes faites par les fidèles dans toutes les églises de la ville et du district est aussi compté parmi les revenus du domaine clunisien dans cette localité. Dans la villa d'Aveco où le prieur possède une tenure à un joug de bœufs, les tenanciers lui doivent donner chaque fois qu'ils enfournent 6 pains et par an : 2 cochons, 2 poules, 2 mesures (*canadeliae*) de vin, et 1 hémine d'avoine. D'autres localités sont astreintes à des redevances diverses : à Girma plusieurs repas aux moines, 1 charrette de blé, 3 pièces d'or ; à Saldania 3 pièces de viande par tête, 1 demi-mouture d'orge, 1 quart de mesure de blé (pour 5 hommes), 1 char de bois (pour trois) ou un char de foin, le tout rendu à Carrion. Chacun des habitants de Garminie doit au prieur de Carrion au mois de mars 6 deniers, en mai un sou, à la Saint-Michel une pareille somme (2).

Au moment où Geoffroy, nouvellement nommé par l'abbé de Cluny prieur de Saint-Mayol de Pavie, entre en charge, il donne lui aussi par acte du 17 juin 1261 (3) l'inventaire des biens meubles de son monastère occupé par sept moines et deux convers. Outre un certain nombre d'objets du culte et de livres (4), treize paires

(1) C. G., 105, f° 110, 1° et v°.

(2) BRUEL, 4469 *bis*.

(3) *Ibid.*, 5037.

(4) 6 calices d'argent, 4 croix du même métal, un évangile revêtu d'argent, une chasuble avec un fermoir doré, deux chasubles de satin ornées de rubis,

de bœufs, deux ânes et vingt porcs y sont mentionnés. En 1100 environ, le prieur Etienne de Montberthoud notifie au moment de sa prise de possession que sa maison touche par an 200 setiers de seigle et 40 setiers de froment (1). Vers 1201, le prieur de Sainte-Marie de Najera en Espagne note avoir semé 200 mesures dites « *tabledas* » de froment, 20 d'orge, et 9 d'avoine. Dans la maison de Saint-André-de-Cyronia donnée à son monastère, il a trouvé 80 moutons, 12 chèvres, 5 couples de bœufs, 10 vaches, 6 porcs et truies; elle compte actuellement un cheptel de 215 moutons et chèvres, 27 vaches, 28 porcs, 9 couples de bœufs dressés et 3 autres non encore dressés, 2 nouvelles charrettes, 1 nouvelle charrue. A Sainte-Colombe, il a augmenté les terres ensemencées et fait passer l'effectif des moutons de 21 à 120, celui des couples de bœufs de 4 à 6, des vaches de 8 à 31, des porcs de 6 à 20. A Torraviento, il y a 40 mesures (*cafizes*) d'orge, 13 d'avoine, 2 cuves de vin, 6 paires de bœufs, 11 vaches, 30 chevaux, 517 moutons, 2 ânes, et 22 porcs. Le prieur laisse à son successeur, à Najera même, 4 cuves pleines de vin, 41 jambons, 22 pots ou autres récipients (*nucluræ*) de graisse, 10 foudres d'excellents vins et 3 mules (2).

Les visiteurs de la province de Poitou pour l'année 1343 (3), reproduisent de leur côté dans le procès-verbal de leur visite l'inventaire dressé lors de la mort récente de Jean de Mourelle, prieur de Saint-Vivant-de-Breuil. On y note : 3 courtépointes de plumes (*calcirra*), 9 oreillers de plumes, 2 matelas piqués (*eoyla*), 4 oreillers, 4 coussins carrés, 3 couvertures, 3 couteaux, 1 lèche-frite de fer, 6 salières d'étain, 20 boisseaux et demi à la mesure du lieu, 14 tonneaux neufs et vides, 113 boisseaux de blé, 23 de fèves, 21 de graines

deux chasubles agrémentées de glands de pourpre, une chasuble violette avec des étoiles, une chasuble décorée de faucons, une chasuble violette doublée de pourpre, deux chasubles rouges, deux autres de futaine blanche et deux de boucassin blanc, deux chapes de cérémonie (*pluviale*) pourpres brodées d'or, une autre de satin blanc, une troisième de satin brodée d'étoiles, dix-huit chapes de couleur et de soie usagées, six dalmatiques de diacre, six tuniques de sous-diacre, vingt-deux aubes de couleurs diverses, trente et une aubes blanches, cinq étoles, sept manipules dorés de satin, de soie, deux bâtons (?), trois palliums dorés, quatre touailles (*togulæ*), nappes ou essuie-mains brodées, une autre de « *syrico* » (en soie ?), sept touailles blanches.

4 missels, 1 livre des Epîtres, 2 livres des collectes, 5 antiphonaires pour l'office de nuit et 5 pour celui de jour, 1 livre de Joseph, 3 livres de la Bible, 1 traité de St Augustin sur le Psautier, 2 *Moralia* de Job, 1 *Psalterium continuum*, 1 Homélaire sur les Evangiles, 1 Vie des Pères, 1 Traité de St Rémi sur le Psautier, 1 autre de St Augustin sur St. Jean, 1 Etymologiaire d'Isidore, 1 livre des Homélies d'Origène sur la Genèse.

(1) BRUEL., 3789.

(2) *Ibid.*, 4403.

(3) LUCE, 413.

mêlées, 33 d'orge, 60 têtes de bestiaux : porcs, moutons et chèvres, 8 boisseaux de chaux pour la réparation des édifices. Au moment de la visite, il ne restait plus sur ces quantités qu'un boisseau de froment, 21 boisseaux d'autres céréales, 10 tonneaux et une petite pipe de vin. L'effectif à nourrir était de 8 personnes et le prieur n'avait plus en cellier que dix ânées de blé. Au moment de la vendange, il n'avait pu vendre que 10 tonneaux de vin doux.

L'inventaire des biens des prieurés dépendant de Saint-Martin-des-Champs en 1340 nous donne le montant des revenus d'un certain nombre de monastères clunisiens de moyenne importance (1). Ainsi celui de Notre-Dame-de-Gournay (25 moines) jouit d'un revenu annuel de 500 livres et de 170 muids de céréales. Celui de Notre-Dame-de-Domont touche 150 livres par an qui suffisent à l'entretien de sept moines. Les six religieux du monastère de Sainte-Opportune de Moussy-le-Neuf tirent de leurs possessions 100 muids de céréales et 63 livres en espèces. Les quatre moines de Saint-Eutrope de Choisy récoltent par an 130 muids de céréales et reçoivent 300 livres. Le prieuré de Saint-Martin du Vieux Crécy perçoit, outre une quantité indéterminée de vin et de céréales, 88 livres. Son effectif est de 3 moines. Tandis que 26 livres et 37 muids de céréales constituent tout le revenu du prieuré de Saint-Jean-Baptiste de Mauregard habité cependant par quatre moines. Les trois moines de Notre-Dame de Pringy au diocèse de Sens déclarent un revenu annuel de 21 livres, 16 muids de grain, du vin et de l'huile. Les biens du prieuré de Saint-Pierre-de-Cannes au même diocèse (cinq moines) rapportent outre du vin, de l'huile et de la cire, 385 livres en numéraire, etc.

Ces exemples ont été choisis à dessein parmi les différentes sortes de renseignements que peuvent fournir les registres tenus par les monastères clunisiens, mais les inventaires, si riches qu'ils puissent être par les précisions de tout genre qu'ils nous fournissent sur les biens, les revenus et la situation matérielle des maisons auxquelles ils ont trait, ne sont malheureusement que des documents exceptionnels sans grande liaison entre eux. Ils ne peuvent livrer tout leur intérêt que s'ils sont éclairés par l'état annuel du temporel sinon de toutes les maisons de l'ordre, ce qui n'est pas possible, du moins de toutes celles dépendant immédiatement de l'abbé de Cluny. Ce groupe représentait une très forte majorité et une grande partie des procès-verbaux de visite et des définitions des chapitres généraux a le plus particulièrement trait à lui. De cette réunion vraiment exceptionnelle de documents d'une valeur indéniable, on peut sans

(1) SUZANNE OLIVIER; *op. cit.* (*Positions des thèses de l'Ecole des Chartes*, Paris, 1925. 95-107).

doute non seulement tirer un complément des renseignements déjà obtenus par ailleurs, mais aussi essayer, grâce à eux, de se faire une idée d'ensemble sur l'état du temporel des monastères clunisiens pendant la période qui nous occupe.

Cette catégorie de documents serait toutefois impuissante à en donner un tableau complet si l'on n'essayait pas auparavant de dégager des textes, évidemment plus silencieux et surtout plus succincts en cette matière, quelques notions sur les agents de l'administration des domaines et sur le contrôle auquel leur gestion était soumise de la part des moines et des autorités de l'ordre lors de la reddition des comptes périodiquement exigée des organes chargés de la direction de l'exploitation des terres.

II. — LES AGENTS D'ADMINISTRATION

Lorsqu'un monastère n'a pas affermé ou accensé ses biens à un ou plusieurs tiers — ce qui représente la forme d'exploitation la plus en honneur dans toutes les provinces de l'ordre — et que néanmoins il ne fait pas valoir par lui-même son domaine, assez souvent il délègue spécialement un officier ecclésiastique ou laïque pour diriger et surveiller les salariés ou tenanciers venus travailler sur sa réserve.

Dès les premiers temps de Cluny, c'est-à-dire à l'époque contemporaine du moine Ulrich (XI^e siècle), il est question dans les coutumes de l'institut d'agents particuliers chargés de l'administration et de la mise en valeur des terres non aliénées à temps : les doyens (*decani*) (1). Ces moines, nous disent les *Antiquiores Consuetudines cluniacenses* étaient délégués par le grand prieur pour le remplacer dans l'administration des villas voisines, ils étaient chargés de surveiller la culture des terres et les soins donnés au bétail. Au moment de la moisson ou de la vendange, ils devaient avertir le prieur du monastère auquel incombait seul de procéder au partage des fruits de la terre. Une fois que le prieur avait mis en réserve ce qui était nécessaire à la subsistance du doyen, à celle des travailleurs du domaine ainsi qu'aux besoins de la culture, il faisait transporter le reste au monastère pour y être remis aux divers services (2). Ces doyens sont souvent, surtout à partir du XIII^e siècle,

(1) Encore en 1343 à Gigny (33 moines et 1 prieur), l'officier chargé de la direction des cultures du domaine portait le titre de doyen (*decanus*) (ROBERT, *Franche-Comté* 50). — Autre exemple au prieuré de Cernobio, en Lombardie (C. G., 101, f^o 259, v^o).

(2) Udalr., I. III, c. v (d'ACHERY, *Spicilegium*, I, 64 et sq.).

désignés sous le nom plus général d'*obédienciers*. Ils restent toujours sous la dépendance directe du prieur de la maison dont ils relèvent, qui les envoie dans les divers domaines à sa convenance, les en retire ou les change de poste (1).

Mais à côté des simples moines mis à la tête d'une obédience pour en diriger l'exploitation, on trouve aussi, et ceci surtout pour les maisons les plus importantes et possédant un domaine compact et étendu, un certain nombre d'officiers laïques auxquels les religieux abandonnent le soin de veiller à la gestion de leurs biens-fonds et celui de surveiller leurs serviteurs. Ces individus étrangers à l'ordre et appartenant à la classe des serfs ou plus souvent encore à la catégorie des demi-serfs descendant de l'ancienne classe rurale des hommes libres, portent dans les actes des dénominations variées : *major*, *villicus*, *vicarius*, *prévol*, *mansionarius*, *decimarius* (2), mais leurs fonctions restent les mêmes. Ils exploitent la réserve des moines, soit à l'aide de corvées dues aux monastères, soit par leurs propres moyens avec le concours de salariés ; leur rétribution consiste en une part sur les récoltes ou en la concession d'une portion du domaine sous forme de précaire ou de fief. D'autres fois encore, on leur baille toute la réserve à charge d'assurer au couvent un revenu fixé d'avance en numéraire ou en nature (3).

Un acte des environs de 1085 nous révèle la nomination par le prieur de Saint-Martin-des-Champs d'un maire (*major*) chargé de gérer la terre de Sevrans au comté de Dammartin (4). Le 7 décembre 1250, Jacquelin, maire de toutes les terres de Saint-Martin-des-Champs, représente le couvent comme témoin d'une promesse de paiement de mainmorte souscrite par un autre officier monastique Jean, maire de Noisy, à l'occasion de la mort de sa femme (5). On voit en 1343 les *maneria* dépendant de la mense abbatiale de Montierneuf de Poitiers dirigés par des *vicarii* (6). Le chapitre général de 1334 avait prié l'abbé de Cluny d'intervenir pour que le prévôt du prieuré de Saint-Médard (Poitou) relèvât les bâtiments d'exploitation de ce monastère qui menaçaient ruine (7).

Si l'on en croit les plaintes d'un chapitre général des premières

(1) Statuts d'Hugues V, abbé de Cluny (B. C., 1468).

(2) Barbézieux, xxxvii, xxxviii.

(3) Cf. SACKUR, *Die Cluniacenser*, II, 422. — LASTEYRIE, *St-Martial de Limoges*, 261. La visite de la province d'Allemagne nous fournit pour l'année 1267, la mention d'un séculier prévôt (*prepositus*) de Vercel, lequel tient son office à ferme du prieuré de Morteau pour la somme de 300 livres tournois par an (ROBERT, *Franche-Comté*, 12).

(4) DEPOIN, 39.

(5) *Ibid.*, 1084.

(6) REDET, 421.

(7) C. G., 102, f° 274, r°.

années du *xiv^e* siècle (1306), les monastères étaient loin d'avoir à se louer des services de ces officiers laïques. L'abbaye de Beaulieu en Argonne, entre autres, se voit enjoindre par les définiteurs de « licencier au plus vite la multitude des administrateurs qui gèrent les domaines de l'abbaye en les dilapidant » (1). Pour être trop fréquentes, les exactions de cette catégorie des administrateurs laïques des monastères souffre cependant d'heureuses exceptions, témoin le rôle bienfaisant de ce riche bourgeois, dévôt et rempli de zèle autant que fortuné, auquel le prieur de Sainte-Marguerite d'Elincourt dans la province de France a confié la direction du temporel de sa communauté (2).

III. — REDDITION DES COMPTES. BUDGETS MONASTIQUES.

Pour obvier à la mauvaise gestion des biens-fonds directement exploités par les moines ou leurs représentants laïques, aussi bien que pour conserver la surveillance de leurs terres accensées ou affermées à des tiers, de bonne heure les autorités clunisiennes instaurèrent des organisations de contrôle. La visite périodique des monastères de l'ordre de Cluny était un de ces moyens, la reddition des comptes devant les autorités compétentes en était un autre.

Suivant les usages clunisiens, l'abbé ou le prieur conventuel placé à la tête d'un monastère avait, malgré la pluralité déjà mentionnée des menses indépendantes attachées au divers offices la haute main sur toute l'administration aussi bien temporelle que spirituelle de la communauté. En conséquence, c'est au chef de maison, véritable responsable devant l'ordre entier, que devaient être demandés des comptes de gestion avant tout autre.

L'on a vu que dans les questions administratives importantes le prieur devait prendre conseil de son monastère réuni en chapitre (3) dont il lui fallait aussi obtenir l'assentiment pour contracter des emprunts élevés (4). Afin de rendre plus efficace encore le contrôle de la gestion des chefs de maisons par les communautés qui les constituaient, tout supérieur était tenu à rendre ses comptes au chapitre à époques fixes au moins deux fois par an depuis l'abbatiate de Hugues V (1199-1207) (5) et une fois par an devant son supérieur immédiat (6).

(1) C. G., 101, f^o 244, r^o et v^o.

(2) C. G., 106, f^o 7, v^o.

(3) B. C., 1477, DUCKETT, All., 39.

(4) B. C., 1561, — B. N., nouc. acq. lat., 2263, f^o 54, r^o et v^o.

(5) B. C., 1477.

(6) BRUEL, 4936, 5077.

Grégoire IX de son côté avait enjoint en 1235-1237 aux abbés et prieurs de tenir régulièrement un registre de comptes ayant trait à la gestion des biens des monastères dont ils avaient la direction (1). Le chapitre général de 1296 pour procéder à l'audition des comptes de l'ancien administrateur du prieuré de Nantua le convoque à Cluny où doivent être transportés ses livres afin qu'il puisse justifier d'après eux ses dépenses et recettes (2).

Les définiteurs de l'assemblée de 1375 arrêtent que désormais chaque année ou tout au moins tous les deux ans, les chefs de maisons dépendant immédiatement de l'abbaye de Cluny devront envoyer à l'abbé l'état de leur établissement, le détail des revenus et le montant des dépenses effectuées (3). Mais si l'on connaît le texte des réglementations instituant la reddition de comptes obligatoire et si l'on en retrouve plusieurs rappels dans les procès-verbaux des visites ou des chapitres généraux de l'ordre de Cluny, il ne subsiste que fort peu de traces d'instruments et de pièces comptables donnant la forme même ou un exemple détaillé de cette opération régulièrement effectuée par tous les supérieurs des diverses maisons clunisiennes.

Deux documents improprement inventoriés sous le nom de censiers de Saint-Martin-des-Champs (4) pour 1263 et 1293 sont des registres de comptes de cet important monastère. A l'année 1263 nous y trouvons pour le chiffre des dépenses au terme de la Saint-Jean-Baptiste un total de 18 livres 13 sous 3 deniers sur lequel 15 sous ont été alloués à M^e Robert médecin, la même somme à Eudes barbier tondeur, 50 sous au chambrier du couvent, 10 sous au clerc du monastère (5); 60 sous environ (6) pour réparation des immeubles du prieuré.

Les dépenses du terme de la Saint-Rémi s'élèvent à 13 livres 5 sous dont 15 sous pour le médecin, 10 sous pour le barbier, 50 sous pour le chambrier et 60 sous pour les réparations; aux frais divers : 15 sous pour Courraud, orfèvre (7). Les dépenses des autres termes sont analogues et il serait fastidieux d'en donner le relevé complet. Qu'il suffise de savoir que les dépenses pour toute l'année, celles de table exceptées (elles ne sont pas mentionnées dans ce relevé) accusent un total de 70 livres 14 sous, tandis que le chiffre des recettes en numéraire s'élève à 331 livres, 12 sous, 5 deniers (8). Pour le

(1) AUVRAY, *Reg. Greg. IX*, 329-331.

(2) C. G., 101, f^o 171, v^o.

(3) C. G., 104, f^o 90, r^o.

(4) Arch. Nat., LL., 1378.

(5) *Ibid.*, f^o 8, v^o.

(6) *Ibid.*, « *pro domibus nostris omnibus reparandis quantitatem expensarum non possumus scire (sic) sed estimamus circa LX solidos.* »

(7) *Ibid.*, f^o 17, v^o.

(8) *Ibid.*, f^o 30, v^o.

terme de la saint-Jean nous trouvons aux recettes en 1263 : 93 livres 22 deniers oboles provenant des diverses redevances (1) dues au prieuré. Ce chiffre tombe pour le même terme en l'année 1293 à 44 livres 75 sous (2).

Le même prieuré de Saint-Martin-des-Champs nous offre pour la première moitié du siècle suivant un instrument comptable d'une autre espèce, peut être moins régulier que les précédents mais curieux tout de même par son caractère de canevas pour les agents comptables du monastère.

En effet le Registre Bertrand (1340) malgré le caractère officiel qu'on a voulu lui attribuer (3) n'était en réalité qu'un manuel comptable composé pour la commodité du prieur et non pas un véritable registre de comptes. Néanmoins, il est loin d'être pour nous dénué d'intérêt, il fournit pour une époque donnée les éléments détaillés d'un budget type pour un monastère important de l'ordre de Cluny. Nous voyons ainsi que les recettes fixes du monastère devaient s'élever à trois mille livres de numéraire par an et à 380 muids de grains pour le seul monastère de Saint-Martin-des-Champs. Si, à l'avoir de ce prieuré l'on ajoute celui des maisons dépendant de lui, on arrive au total global de 7.500 livres de numéraire, 2.700 muids de grains, cent cinquante tonneaux de vin, deux mille volailles et sept cent soixante livres de cire. Les dépenses comprenant les frais de nourriture et de vestiaire pour cinquante moines, l'entretien des bâtiments, les frais du culte et les salaires des employés laïques ainsi que le coût de l'exploitation des terres faisant partie de la réserve des monastères sont plus difficiles à évaluer d'après ce registre ; il n'est pas aisé en effet de déterminer d'après lui ce qui dans les dépenses incombe au monastère dans son ensemble ou à tel ou tel service ou office de ce monastère. Parmi les dépenses incontestablement imputables à la masse générale, il n'est guère que la pension des étudiants : 150 livres et le montant du décime qui s'élevait à plus de 1.000 livres tournois par an.

Un règlement intervenu le 12 juillet 1288 entre l'abbé de Saint-Bertin et ses cinquante moines fait connaître les ressources attribuées aux divers organes administratifs du monastère : ainsi 2.900 livres par an sont allouées à l'abbé qui devra avec cette somme faire face à toutes les dépenses d'intérêt général (droit de gîte, hospitalité, frais de justice, entretien des bâtiments conventuels), tandis que le prieur reçoit une annuité de 1700 livres pour assurer la

(1) *Ibid.*, f° 8, r°.

(2) *Ibid.*, f° 55, v°.

(3) Suzanne OLIVIER, *op. cit.*, 106.

nourriture et levêtement des religieux et des serviteurs (1). Ducartulaire de l'abbaye de Saint-Bertin, nous extrayons les comptes du trésorier (il s'en nomme ailleurs chambrier) de l'une à l'autre Saint-Jean (24 juin) 1330-1331 : aux recettes eet officier porte les revenus du domaine avec les arrérages de 1329, ce qui fait une somme de 296 livres 10 deniers 1/2 parisis. Le total des dépenses, 223 livres 5 deniers, se décompte de la façon suivante : 103 livres 14 sous 2 deniers prix de mille trois cent dix livres de cire, 8 livres et demie au fabricant de chandelles, 32 sous pour le linge, les autres plus menues dépenses comportant des travaux de clôture, l'achat de charbon, de 12 quarterons et demi d'huile, de cordes et de graisse pour les cloches, de lampes, les frais occasionnés par la réfection de douze pauvres pour la Pentecôte et ceux entraînés par la sonnerie des cloches en temps d'orages et autres occasions, l'acquisition du cierge pascal, la pendaison et la dépendaison destentures et enfin le paiement de leurs gages aux orfèvres, forgeron, etc (2). Le même recueil donne l'apurement de comptes signé par des moines de l'abbaye chargés de la régie des biens de Saint-Bertin en Angleterre (5 février 1304) (3).

Le 24 septembre 1340 enfin, Guillaume, prieur de Saint-Pry-de-Béthune, un des monastères restés sous la dépendance de Cluny alors même que Saint-Bertin son supérieur immédiat s'y fut soustrait, donne quitus du compte de 1338-1340 rendu par Gui Baillet de Maresco, moine dudit prieuré (4), ce qui est encore une preuve que, là aussi, la reddition des comptes était une opération régulièrement effectuée.

De cette série malheureusement trop fragmentaire, il ressort néanmoins que les biens et les finances des diverses maisons de l'ordre de Cluny ont été gérées avec méthode dès les débuts de la période objet de notre étude. Les administrateurs étaient minutieusement contrôlés et, autant qu'on peut s'en rendre compte, dans bien des cas le budget de chaque maison dressé avec soin d'après des pièces comptables rigoureusement établies. Au reste ce n'était pas là une peine inutile, étant données les lourdes et multiples charges qui de jour en jour davantage pesèrent sur la situation économique et financière des monastères clunisiens.

(1) St-B., 1281.

(2) *Ibid.*, 1543.

(3) *Ibid.*, 1433.

(4) *Ibid.*, 1595.

CHAPITRE VI

Les charges

- I. — Taxes levées sur les monastères. Impositions perçues au bénéfice de l'ordre, de l'abbé et de l'abbaye de Cluny, du Saint-Siège et des souverains laïques.
- II. — Emprunts et dettes.

I. — TAXES LEVÉES SUR LES MONASTÈRES

Une des plus graves causes de ruine et de perturbation du temporel de l'ordre, c'est la foule des taxes diverses auxquelles sont assujetties ses maisons pour des prétextes variés et au plus grand dam de leur situation économique pourtant déjà bien précaire du fait de la diminution de la valeur de l'argent et du rendement relativement faible de leurs domaines.

TAXES PERÇUES POUR L'ORDRE.

Les taxes perçues sur les maisons clunisiennes sont de différentes sortes. Certaines d'entre elles sont destinées à couvrir les dépenses occasionnées par l'ordre agissant en tant que personne morale, par exemple pour soutenir les procès qu'il avait en Cour de Rome ou devant les juridictions de France, Angleterre et autres lieux. Le taux, le montant, les époques de perception et les assujettis de ces impositions sont variables et irréguliers. Ils relèvent de l'organisation financière de l'ensemble de l'ordre. Nous nous contenterons de citer ici quelques exemples permettant d'indiquer l'importance des charges qu'elles constituaient pour le temporel des maisons clunisiennes.

C'est ainsi qu'en 1248 les définiteurs décident que, pour subvenir aux frais du chapitre général, les monastères de la province d'Espagne paieront lors de la prochaine réunion de cette assemblée le cinquantième de ce qu'ils paient pour la dime à l'abbé de Cluny, c'est-à-dire, explique la définition, que celui qui paiera 100 sous pour la dime paiera 6 deniers, et celui qui est assujetti au versement de

100 livres donnera 10 sous (1). En 1397, les receveurs de l'ordre n'avaient pas encore pu achever de recueillir le montant du vingtième voté en 1395 (2). En 1395, 80 livres avaient été prélevées sur les revenus de la première année des prieurés (à la collation de l'abbé de Cluny) venant à vaquer, pour être employées à la réparation des vitraux, portes et fenêtres de la grande église de Cluny. Les besoins du collège de Cluny à Paris occasionnent encore la levée de 200 livres sur l'ensemble des revenus de ces mêmes prieurés. Un peu plus tard, le monastère de Coincy ayant besoin d'être fortifié, le chapitre général de 1403 ordonne la perception sur tous les bénéfices ayant un revenu d'au moins 25 livres d'un demi-écu d'or payable en deux termes.

Il arrivait aussi que les monastères de toute une province fussent mis à contribution pour venir en aide à une maison de leur ressort en détresse matérielle : en 1368 la province d'Allemagne par exemple prélevait pendant trois ans un vingtième sur ses maisons pour secourir le prieuré de moniales de Sölden. Le chapitre de 1394 prescrivait la levée d'une contribution de 25 francs sur les monastères de la province d'Auvergne au profit du prieuré d'Augerolles ; dans la même province le prieur de la Chaulme recevait un subside fourni par les autres maisons pour l'aider à soutenir un procès contre l'abbé de la Chaise-Dieu. Et nous touchons là à un des motifs les plus fréquents d'appel à l'aide des monastères. Au Moyen-Age on était par nécessité, et par goût aussi, processif à l'excès et les Clunisiens participèrent largement à cette passion de leur époque.

Nous voyons en 1299, le prieur de Payerne endetté pour 845 livres à cause d'un procès que depuis de longues années, il soutient devant la « cour du roi d'Allemagne » (3). En 1313, c'est le prieur de Saint-Saturnin du Port, en procès avec les habitants du bourg, qui fait appel à l'aide financière du chapitre général (4). En 1310, l'abbaye de Mozac avait dépensé 80 livres pour plaider contre ses sujets et voisins (5). Le prieur de Saint-Flour de la même province s'est endetté pour soutenir une affaire pendante en cour de Rome, et lui aussi sollicite le secours des définites (6). Les maisons de l'ordre sont exploitées en effet, mais cela ne va pas sans soulever des protestations de leur part et très souvent même leurs réclamations ne restent pas platoniques.

(1) C. G., 103, f° 201, r° et v°.

(2) C. G., 105, f° 107, v°.

(3) DUCKETT, All., 77.

(4) C. G., 101, f° 289, v°.

(5) BRUEL, Auv., 126.

(6) *Ibid.*, 122.

Pour rendre leurs actions en justice plus régulières, les monastères firent installer par l'ordre auprès des cours de Rome et de Paris des agents permanents ou procureurs chargés de soutenir leurs causes. Cette institution ne fut naturellement pas sans occasionner des frais, on les couvrit par des contributions levées sur tout l'ordre.

Les taxes instituées dans ce but furent en usage dès le début du xiv^e siècle. Le chapitre de 1308 autorise en effet les chambriers à intervenir contre les prieurés qui se refuseront à les acquitter. Les retardataires, décide celui de 1314, seront convoqués à Cluny pour y être châtiés. Le montant de cette taxe est fixé par les définiteurs de l'année 1328 au centième du revenu de chaque monastère. En 1341 le taux en est élevé au quarantième (1).

Un « vingtième » (qui est en réalité un soixantième) est voté par le chapitre général de 1394 pour soutenir une action en cour de Rome tendant à la reconnaissance de certains privilèges accordés à l'ordre par le feu pape Benoît XII. Le chapitre décide de supplier le pape de faire contribuer à la taxe même les cardinaux tenant un bénéfice de l'ordre en commende (2). L'année suivante le vingtième est renouvelé pour subvenir à la même cause (3).

De nouveau en 1422, les définiteurs décidèrent la levée d'une taxe générale (*tallia*) sur les maisons clunisiennes pour permettre à l'ordre « d'agir utilement contre les vexations et usurpations sans nombre dont sont l'objet les maisons de l'ordre » (4). A cette occasion les abbayes et les « cinq filles » de l'abbaye de Cluny sont taxées à 5 livres tournois, les doyennés et prieurés conventuels doubles à 4 livres, les prieurés conventuels simples à 2 livres, les prieurés non conventuels et autres monastères où il y a prévôt, sacristain, aumônier et officiers similaires, doivent verser 20 sous tournois de contribution, sur les autres maisons non taxées pour la dime, on perçoit 10 sous. Tous devront s'acquitter immédiatement pour une moitié, à la Saint-Jean-Baptiste prochaine pour le reste. En 1432 on lève pour le même motif 10 florins d'or sur les abbayes et les cinq filles de Cluny, 6 florins d'or sur les maisons ayant un effectif de dix-huit moines et au-dessus, 3 florins d'or sur celles qui ont un revenu de 200 livres et au-dessus, 2 florins pour les prieurés de trois ou quatre moines, 1 florin sur les petits prieurés ; tous les officiers taxés à la dime payent 1 florin, ceux qui ne le sont pas un demi-florin ; ces taxes devront être acquit-

(1) Cf. Dom BESSE, *Rev. Mabillon*, 1906, 16-22.

(2) C. G., 105, f^o 58, v^o.

(3) *Ibid.*, f^o 67, 68 v^o.

(4) C. G., 106, f^o 78, r^o-79, v^o.

tées pour la Toussaint (1). Le même chapitre avait prévu l'envoi d'une délégation de l'ordre au concile général [concile de Bâle] dont les frais devaient être couverts par une taxe levée sur toutes les maisons de l'ordre suivant un barème fixé d'avance (2). Ce subside renouvelé, toujours à l'occasion du concile de Bâle, en 1434 (3), le fut, sans grande recette d'ailleurs, chaque année jusqu'en 1439.

En 1451, une nouvelle contribution est demandée à certains de ses membres par l'ordre de Cluny pour soutenir les actions du corps tout entier contre les empiétements dont il a été victime. Les maisons clunisiennes du royaume de France, du Dauphiné, de Provence, de Savoie, du Poitou et de Gascogne sont chargées de fournir une somme de 600 livres tournois. A cet effet, le prieur de La Charité (pour la France) est taxé à 120 livres tournois, celui d'Augerolles (pour l'Auvergne) à 100 livres tournois, celui de Lagrand (pour la Provence) à 110 livres tournois, celui de Vaucluse (pour la province de Lyon et de la Comté) à la même somme, le prieur de Saint-Orens (pour la Gascogne) à 60 livres tournois, l'abbaye de Montierneuf enfin (pour le Poitou) est imposée à 110 livres tournois.

On voit que les sommes demandées sont parfois élevées et que les exigences de l'ordre sont fréquemment renouvelées.

TAXES PERÇUES AU PROFIT DE L'ABBÉ ET DE L'ABBAYE DE CLUNY.

Après les nécessités de l'ordre, les abbés de Cluny, toujours à court d'argent, invoquèrent celles de leur maison de Cluny, monastère chef d'ordre que par conséquent il était de l'intérêt de toutes les maisons d'aider et de soutenir dans ses besoins. En dehors des cas où l'aide de l'ordre est exceptionnellement requise pour des réparations de bâtiments comme nous en avons déjà donné des exemples précédemment, deux sortes de contributions perçues sur l'ensemble des maisons sont affectées à combler le déficit du budget de l'abbaye. D'abord les décimes que les papes abandonnent géné-

(1) *Ibid.*, f° 126, r°.

(2) Abbés et prieurs d'au moins 24 moines = 12 *sentia* d'or fin.

Prieurs de 6 moines et dont les revenus étaient inférieurs à 200 l. = 6 *sentia* d'or.

Prieurs de 3 moines et au-dessous et les officiers taxés pour la dîme pour un revenu de 60 l. = 2 *sentia* d'or.

Les officiers taxés pour un revenu de 24 l. et au-dessous = 1 *sentia* d'or.

Les officiers non taxés à la dîme = 1/2 *sentia* d'or (C. G., 106, f° 158, r°-161, v°).

(3) *Ibid.*, f° 172.

ralement à l'abbé de Cluny, ensuite une série d'impôts de circonstances qu'il lui est accordé de lever soit par la permission du pape, soit par celle du chapitre général de l'ordre.

Depuis le ^{xiii}^e siècle, les souverains pontifes percevaient des décimes sur les bénéfices ecclésiastiques. Ces décimes ne correspondaient pas, comme on le sait, au dixième des revenus bruts des établissements qui étaient soumis à cet impôt, mais au dixième de la taxe, c'est-à-dire de ce qui restait la propriété du bénéficiaire, toutes charges déduites. De même que les décimes sexennaux perçus en terre de France étaient souvent abandonnés aux rois de France (tandis que dans les pays d'Empire, Rome continuait à les percevoir effectivement), de même souvent les décimes que les papes levaient sur les maisons de l'ordre étaient abandonnés par eux à l'abbé de Cluny en récompense des services et complaisances que ce dernier avait rendus ou était susceptible de rendre au siège Apostolique.

De ces décimes pontificaux, nous ne retrouvons les traces, fort nombreuses dans les documents clunisiens, que sous forme d'acceptation ou de réclamation des assujettis ou encore de sollicitations pour s'en faire exonérer pour des prétextes divers. Ainsi en 1238, Marc, prieur de Montacute, envoie à l'abbé de Cluny un moine chargé de négocier les modalités du paiement d'un décime exigible dans un délai de trois ans (1). Le 11 novembre de la même année, Etienne, prieur de Thetford en Angleterre, écrit à l'abbé de Cluny pour lui promettre d'acquitter ce décime (2). Pour l'année suivante, nous avons deux autres lettres d'acceptation du prieur de Northampton (3) et de l'abbé de Montierneuf (4). L'acceptation du prieur de Northampton était d'ailleurs de pure forme puisque le 14 mars de la même année 1239, l'abbé de Cluny recevait de lui une lettre où il sollicitait la réduction de sa contribution au décime à cause des dettes de sa maison, des exactions du légat pontifical, des frais que lui occasionnait l'exercice de l'hospitalité et enfin des tailles qui lui avaient été imposées par l'évêque de Lincoln (5). Des demandes en réduction et même en exonération complète sont formulées pour les mêmes raisons par les prieurs de Saint-Sauveur de Bermondsey (6) et de Wenlock (7).

(1) BRUEL, 4732.

(2) *Ibid.*, 4738.

(3) *Ibid.*, 4741 (3 janvier 1239).

(4) Le monastère devait payer 50 livres au titre de ce décime (3 mars 1239), (*Ibid.*, 4744).

(5) *Ibid.*, 4745.

(6) *Ibid.*, 4746.

(7) *Ibid.*, 4748.

En 1280, le doyen de Gaye (vingt-cinq moines) s'adresse au chapitre général afin d'être exonéré de sa taxation de 1.000 l. t. pour le décime (1). Les visiteurs de la province de France en 1302 reçoivent les doléances des moines du prieuré de Saint-Saulve près Valenciennes (16 moines) qui se plaignent que sur les 530 l. t. de revenus qu'ils ont touchées cette année, 210 ont été au comte de Hainaut et 200 au pape à titre de décime. Malgré ces débours, le pape leur réclame encore 257 livres 4 sous tournois, ce dont le prieur se plaint amèrement (2). L'affaire resta pendante jusqu'en 1312. A cette époque l'abbé de Cluny ayant constaté au cours de sa visite de la province de France, le bien-fondé d'une réclamation analogue formulée par le prieur de Gaye, fit un rapport au chapitre tendant à la diminution de la contribution au décime de divers monastères. Le Chapitre général de 1313 fit droit à sa demande et donna à l'abbé de Cluny pleins pouvoirs pour taxer à la mesure de leurs possibilités les monastères qui, comme Gaye, se trouvaient dans une situation défavorable ou pas en rapport avec le montant de la taxe qui leur était réclamée (3).

De très bonne heure, l'abbé de Cluny perçut de son côté un cens de 12 deniers de la monnaie de Cluny sur toutes les maisons de l'ordre pour l'entretien des bâtiments de son abbaye et de plus un certain nombre de taxes temporaires pour supporter ses charges d'ailleurs très lourdes. Le chapitre général venait à son aide, mais en se faisant longuement prier et en ayant soin de réserver l'avenir. Il est permis de supposer que très tôt les abbés de Cluny abusèrent des levées exceptionnelles, puisque nous voyons le chapitre général de 1234 et Grégoire IX leur interdire de lever des subsides sur les monastères qui leur sont soumis sans y être au préalable autorisés (4). Mais généralement, du moins de la part du Saint Siège, l'abbé et l'abbaye de Cluny rencontrent plus de complaisance, et plutôt que d'avoir recours à la bonne volonté de l'ordre, ils préférèrent faire appel à l'aide du pape. En 1238 c'est le même Grégoire IX, si intransigeant en principe, qui accorde à l'abbaye de Cluny la levée d'un décime pour le paiement de ses dettes. Il a bien encore quelque méfiance, puisque les collecteurs sont spécialement désignés par le Saint-Siège et choisis en dehors de l'ordre, et puisqu'il leur est recommandé de s'assurer par eux-mêmes que l'argent recueilli (pendant trois ans) est bien affecté à l'emploi qui lui est assigné (5). Nicolas IV

(1) *Ibid.*, n° 5279.

(2) Bibl. Aix, Fds. Pécoul, liasse I, n° 8.

(3) C. G., 102, f° 32, v°-33, r°.

(4) Bl. C., 111 et Arsenal, 687, f° 310, r°.

(5) *Reg. Grégoire IX*, n° 4298, 4305.

accorde à sont our (25 février 1290), pour payer les dettes de l'abbaye, un vingtième à prélever pendant six ans sur toutes les maisons de l'ordre (1). Boniface VIII prolonge la levée de cette taxe pour six autres années (2) et y ajoute une contribution de 4.000 livres tournois à recueillir dans treize prieurés de l'ordre auxquels le Pape accordait, en récompense de leur dévouement forcé à l'abbaye chef d'ordre, le titre de doyenné ! (3).

Il arrivait cependant quelquefois que les chapitres généraux eussent, eux aussi, voté de leur propre initiative des vingtièmes pour secourir dans leur détresse les abbés de Cluny, tel fut le cas par exemple en 1303, 1308, 1359, 1360, 1370, 1458. Le chapitre de 1382 après celui de 1376 (4) avait solennellement rappelé que toutes les maisons dépendant immédiatement de Cluny lui devaient une rente annuelle de 12 deniers et que les supérieurs de maisons légitimement absents du chapitre général n'en étaient pas moins tenus à s'acquitter envers l'abbé de Cluny. Mais il faut voir là la reconnaissance d'une dépendance envers le chef de l'ordre bien plus qu'une aide, car le subsidie était fort mince.

Au reste, les chapitres généraux se bornaient généralement à entériner l'octroi des décimes accordés par les papes, à les contrôler, à les modifier au besoin, ou à accueillir les doléances des maisons trop lésées par les levées extraordinaires. Nous voyons ainsi les définiteurs de 1290 instruire le cas du prieuré de Saint-Saulve près Valenciennes, lequel endetté pour 3.800 livres et ne touchant qu'un revenu de 900 livres tournois, doit sur cette somme payer un cens à l'abbaye de Cluny, donner des subventions aux différents procureurs de l'ordre et acquitter la dime royale (5).

En 1297, le chapitre général ayant à s'occuper de la levée de 4.000 livres tournois octroyée par Boniface VIII à l'abbé de Cluny délègue aux prieurs de La Charité et de Longpont, secondés par le chambrier de Saint-Martin-des-Champs, le soin de procéder, préalablement à la levée de cette contribution, à une enquête sur les possibilités pécuniaires de l'ordre. Il prescrit que la subvention octroyée ne devra pas donner lieu « à une taxation effectuée de telle manière que la perception en obère les budgets des monastères au point de les

(1) *Reg. Nicolas IV*, n^{os} 2299 et 2300.

(2) *Reg. Boniface VIII*, n^o 256.

(3) C'étaient les prieurés de Lihons-en-Santerre, Nogent-le-Rotrou, Gassicourt, Gaye, St-Vivant-de-Vergy, Vandœuvre, Tours-sur-Marne, Carennac, Moirax, Ronsenac, St-Côme-du-Mont, Montrot et Marmesse (*Ibid.*, n^o 387).

(4) C. G., 104, f^o 103, v^o. Les définiteurs n'accordent aux retardataires qu'un délai de quinze jours pour s'acquitter.

(5) C. G., 101, f^o 16, v^o.

gèner dans le bon fonctionnement de leurs services d'aumône, hospitalité et autres œuvres pies » (1). Le chapitre de 1308 qui a décidé, pour aider l'abbé de Cluny à éteindre les lourdes dettes de sa maison, de lui accorder un vingtième, donne à cette contribution un droit de priorité sur toutes les taxes extraordinaires, y compris celles levées pour le pape (2). Lorsqu'en 1359 l'abbé obtient un autre vingtième de l'ordre, ce dernier ne l'accorde qu'en spécifiant que si l'abbé obtient du pape une nouvelle subvention au cours des deux années qui suivront il ne pourra en jouir, mais devra se contenter de la taxe que lui a votée le chapitre général (3).

TAXES LEVÉES AU PROFIT DU SAINT-SIÈGE.

Les chapitres se sont en effet de tout temps efforcés d'endiguer la fiscalité contre laquelle se débattaient les divers monastères de l'ordre. S'ils réussirent généralement à contenir les trop grands appétits d'exactions de certains abbés de Cluny, ils n'eurent que très peu de succès dans leurs tentatives pour soustraire les maisons clunisiennes aux levées toujours plus nombreuses et variées dues à la fertile imagination des agents de la curie romaine.

En effet, sans parler des décimes extraordinaires pour les croisades perçus en 1216, 1221 1244 (4), 1282, 1291, l'ordre eut à se défendre contre une foule d'impositions diverses. En voici quelques exemples pris au hasard : En 1289 le prieur d'Othonvillars est accusé de ne pas avoir payé la « procuration » (ou droit perçu à l'occasion d'une inspection) due au légat (5). Ce droit de procuration avait été accordé dès 1256 par Innocent IV à son légat en France, cardinal-diacre du titre de Saint-Georges au Vélabre (6). D'autre part, en 1343, l'abbé de Montierneuf s'était vu contraint de payer au pape à l'occasion de son intronisation, et malgré les 2.500 livres tournois de dettes de son monastère, 200 deniers d'or à l'écu à titre de services communs (7). De même en 1339, l'abbé de Moissac déclarait aux visiteurs avoir envoyé dans la quinzaine de Pâques passée 2.000 florins d'or pour sa promotion (8). On relève encore, au chapitre des paiements de services communs, les noms des abbés

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2260, f° 23.

(2) C. G., 101, f° 265, r° et v°.

(3) *Reg. Honorius III*, n°s 101, 102, 426.

(4) Cette année, le prieur de Montierneuf écrit à l'abbé de Cluny pour être exempté du décime de la croisade (BRUEL, 4827).

(5) KERN, 34.

(6) *Reg. Innocent IV*, n° 7766.

(7) *Reg. Clément VI*, n° 209.

(8) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 72.

ou membres suivants de l'ordre de Cluny : l'abbé Bertrand de Cluny pour 4.159 livres (5 octobre 1298), (1) en 1310 la chambre pontificale donne quittance à l'abbé de Cluny de la somme de 761 florins d'or 12 sous tournois pour quatre membres de la « familia » du pape en plus des 1.500 florins d'or dus en complément des communs services (2), puis c'est Pierre, également abbé de Cluny (31 octobre 1324) : 1.000 florins d'or (3), Frédal, abbé de Moissac : 50 florins d'or (31 mars 1367) (4), Raymond abbé de Cluny : 460 florins d'or (1^{er} avril 1403) (5), etc.

En 1336, M^e Bertrand Cariti, archidiacre d'Auge, de l'Église de Rouen, nonce apostolique, instrumente contre Jean de Malleau, prieur de Longpont, lequel a déjà été excommunié par le collecteur des annates. S'il ne s'acquitte pas, il est menacé d'être cité à comparaître en personne devant la curie romaine (6). Hugues VI, abbé de Cluny, après avoir brillamment reçu en 1245 Innocent IV avec Saint-Louis et Blanche de Castille, se vit néanmoins suggérer d'offrir au pape en plus de l'hospitalité un présent de 24 beaux palefrois richement harnachés, et un important trésor composé d'argent nombre et de vases précieux ; chacun des cardinaux de la suite reçut un palefroi et un sommier (7). Cela n'empêchait pas le pape de lui emprunter un an après 1.200 marcs sterling (8).

Boniface VIII, en lutte contre les Colonna, recevait du doyen de Saint-Saturnin du Port 10.000 florins d'or (9). Le passage du pape se rendant au début de mars 1307 de Bordeaux à Poitiers fut une cause de ruine pour les monastères du Poitou qu'il visita si l'on en croit le procès-verbal des visiteurs de l'ordre (10). En 1288 (21 avril), Nicolas IV levait sur les prieurés clunisiens comme sur d'autres maisons une taxe pour subvenir aux frais de la défense de la Sicile (11). En 1301, nouvelle contribution extraordinaire de 12.000 florins payables en un an pour subvenir aux besoins du Saint-Siège (12).

Le cardinal Raymond, du titre de Sainte Potentiane, bénéficiait

(1) Bertrand I^{er}, de Colombier (1295-1308) (B. N., collec. Baluze, t. 389, n° 360. Quittances délivrées pour paiement de services communs aux papes et aux cardinaux).

(2) B. N., col. Bourgogne, vol. 84, n° 384.

(3) Pierre II, de Chastellux (1322-1344) (*Ibid.*, n° 361).

(4) *Ibid.*, n° 364.

(5) Raimond II de Cadoëne (1400-1416).

(6) *Let. closes de Benoît XII, France*, n° 208.

(7) Cf. Mathieu PARIS, éd. Luard, IV, 428.

(8) Bl. C., 118, c¹, n° 3.

(9) *Ibid.*, 164, n° 2.

(10) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 52.

(11) *Reg. Nicolas IV*, n° 616, 618.

(12) C. G., 101, f° 216, r°-217, v°.

d'une pension de 500 florins que devait fournir un dix-septième réclamé au chapitre général de 1300. Innocent III avait condamné le 11 novembre 1216 l'abus des pensions accordées sur les biens de l'ordre dans la province de Vienne (1), mais dès le 3 mai 1217, Honorius III approuve la pension annuelle accordée par l'abbé de Vézelay au neveu du Cardinal Robert de Saint-Étienne-au-Celius (2). En 1310, nous voyons le prieur de Layrac accorder à Pierre des Bordes, frère du Cardinal Bertrand du titre des Saints Jean et Paul, une pension sur les biens de son monastère (3). Or, outre les lourdes charges que ces pensions occasionnaient aux monastères, elles offraient le danger plus grand encore de se transformer très souvent en commende (4), institution dont nous avons déjà vu les méfaits...

Plus on avance dans le temps, plus la fiscalité pontificale exerce ses ravages sur les maisons de l'ordre comme le notent déjà, après en avoir donné de nombreuses preuves, les visiteurs de 1327 (5). L'antipape Benoît XIII (1394-1424) ordonnait de prélever 6.000 florins sur les maisons clunisiennes. En 1422 un nouvel appel de fonds est lancé à l'ordre par le Saint-Siège, suivi d'autres en 1432 et en 1433. Mais la misère est telle qu'en 1434 le chapitre général décide de sa propre initiative la réduction de la taxe; le déficit ne faisant que croître les années suivantes, la mesure est prorogée en 1437, 1438 et 1439 et ainsi de suite lors de chaque réunion jusqu'en 1443 (6). La situation devient si pitoyable enfin au cours de la seconde moitié du xve siècle que les définiteurs semblent s'être lassés de protester sans résultats : ils sont débordés.

FISCALITÉ LAÏQUE.

Cependant ce n'est pas leur seul souci, à côté de la fiscalité romaine, il ne faut pas oublier l'effet pernicieux qu'exerce encore sur l'économie des maisons clunisiennes, il est vrai dans des proportions infiniment moindres, les exactions des puissances laïques détentrices des pouvoirs publics.

C'est souvent avec l'appui ou du consentement de la papauté que les souverains laïques font appel à la bourse des

(1) BERLIÈRE, *Familia*, 54.

(2) *Ibid.*, 56.

(3) *Ibid.*, 52.

(4) *Ibid.*, 59.

(5) C. G., 102, f° 200.

(6) CAILLET, 186, n.º 4.

Clunisiens. Maints exemples en font foi. Ainsi en septembre 1283, Martin IV adresse aux abbés et prieurs de l'ordre de Cluny une circulaire dans laquelle il leur recommande de payer le décime que le Saint-Siège a concédé pour trois ans au roi de France à l'occasion de la guerre qu'il mène contre le roi d'Aragon (1). Nicolas IV concède un décime sur l'ordre au roi de Sicile le 20 septembre 1290 (2). En 1297 (12 mai), Boniface VIII recommande à son tour une taxe analogue accordée par lui à Philippe le Bel pour la défense de son royaume (3). Le roi de France obtient en 1316 la concession de deux décimes à lever sur les maisons clunisiennes, renouvelée en 1317 après quelques tergiversations. Le prieuré de La Charité contribue au paiement de la rançon du roi Jean pour la somme de 3.000 francs d'or. (4)

Au xiv^e siècle enfin, l'état défectueux d'un grand nombre de maisons clunisiennes de la province d'Angleterre est dû autant aux exactions des rois d'Angleterre qu'aux guerres et autres calamités (5). Ce n'était d'ailleurs pas là uniquement un mal d'outre-Manche. Il sévissait également sur le continent. Témoin le cas du prieur de Souvigny qui, selon les visiteurs de 1294, ne peut à cause de la dîme royale et autres taxations diminuer les dettes de sa maison (6). En 1301 le prieur de Vandœuvre est dans la même situation pour la même raison. Celui de Bertrée s'est vu obligé en 1330 d'engager une dîme à vie pour acquitter le décime de 20 livres de gros tournois levé sur son prieuré par le duc de Brabant (7). Le prieur de la Contamine, en Provence, succombant déjà sous le poids des taxes pontificales et des ruines occasionnées par la guerre, a eu encore, lit-on dans le procès-verbal de la visite de 1331 le concernant, à supporter les pillages du dauphin Henri, de son neveu Humbert ainsi que de leurs baillis, châtellains et serviteurs (8).

On a beaucoup reproché à l'ordre de Cluny les dettes énormes qui compromettaient le budget de la plupart de ses maisons et qui firent sombrer plusieurs d'entre elles dans un état dont elles ne purent jamais se relever. Après avoir jeté un coup d'œil

(1) *Reg.*, *Martin IV*, n° 458.

(2) *Reg.* *Boniface VIII*, n° 1829.

(3) *Reg.* *Nicolas IV*, n° 3261-3262.

(4) *Cart. La Charité*, éd. LESPINASSE, n° 403.

(5) Cf. POWER, (*English medieval nunneries*, 195), au sujet des taxes de transmission qu'a à supporter de la part du roi d'Angleterre l'abbaye de moniales de La Prée, et du rôle d'hôpitaux auxiliaires pour ses invalides que ce même roi fait jouer aux monastères clunisiens (197-198).

(6) BRUEL, *Auvergne* (1891), 81.

(7) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 65.

(8) *Bibl. Aix*, Fds. Pécoul, liasse 1, n° 12.

d'ensemble sur les charges de tous ordres qui pesèrent sur elles, ce reproche paraîtra-t-il toujours fondé ?

En tous les cas, il semblera souvent permis d'invoquer au moins des circonstances atténuantes, de légitimes excuses même pour expliquer les emprunts et les dettes des maisons clunisiennes. Quoi qu'il en soit, ce chapitre des dettes mérite, par le rôle néfaste qu'il joua dans la vie économique de l'ordre, de nous arrêter un peu.

II. — EMPRUNTS ET DETTES

Pour vivre et pallier les trous que creusaient dans leur budget les taxes et contributions dont nous venons d'ébaucher la liste, et aussi parfois pour accroître leurs propriétés ou leurs revenus, il était à peu près inévitable que les monastères de l'ordre de Cluny fussent acculés aux emprunts.

Peut-être avant d'entreprendre l'étude de ces emprunts, de ces dettes, une observation préalable ne sera-t-elle pas inutile, bien que dans la pratique elle ne soit pas toujours vérifiable. Elle évitera sans doute de laisser trop de marge à l'exagération de pessimisme que le tableau déjà suffisamment noir que nous allons essayer de tracer, risque de faire naître...

Il ne faut pas en effet se laisser induire en erreur par le chiffre des dettes constatées par les procès-verbaux des visites. Un monastère possédant des biens suffisants ou même considérables pouvait fort bien se trouver dans une situation momentanément embarrassée. Un établissement religieux, n'ayant pas le droit d'aliéner même partiellement son patrimoine, peut avoir à faire face à des frais imprévus et parfois assez forts, tels ceux nécessités par une construction nouvelle ou des réparations ; or comme ses revenus en espèces, les seuls capables de couvrir ces dépenses, sont insuffisants pour solder des débours extraordinaires et subits, il peut arriver qu'un monastère riche en capitaux immobiliers soit endetté temporairement. En effet pour qu'il en fût autrement, il aurait fallu que l'on eût économisé sur les revenus des années précédentes la somme nécessaire pour subvenir à ces dépenses. Tel n'était pas l'usage des monastères qui ne conservaient jamais liquide un capital mobilier, ne voulant pas le laisser improductif, mais l'employaient aussitôt en achat de terres ou de rentes destinées à augmenter les revenus de la communauté. Il en résultait que toute dépense extraordinaire de quelque importance compromettait l'équilibre du budget, mais il suffisait de quelques années de sage administration pour le rétablir, ce qui prouvait bien que la

fortune de la maison n'était pas aussi sérieusement atteinte qu'on voulait bien le dire. Des dettes, mêmes considérables, furent éteintes, nous avons pu le constater, en relativement peu de temps, sans que souvent il ait été question de ce résultat dans les procès-verbaux des chapitres qui n'avaient pas manqué de signaler ces dettes. Pour se faire une idée juste de la situation financière réelle d'une maison, il est nécessaire d'examiner toute la série des actes la concernant, et pendant des années, sinon l'on risque de se laisser impressionner à tort par un fait qu'un visiteur ou les définiteurs auront à dessein mis en valeur afin que remède s'ensuivit dans le plus court laps de temps possible.

Cependant il ne reste pas moins vrai que le désordre, résultat de la trop fréquente mauvaise administration du temporel des monastères clunisiens, les habituaient aussi au système des dettes devenu presque le régime normal de nombre de maisons mal dirigées.

Ces emprunts ne se faisaient d'ailleurs pas toujours sans l'assentiment du Saint-Siège : le 10 février 1256, nous voyons le pape Alexandre IV confirmer un accord passé entre l'abbé et le couvent de Cluny d'une part et de l'autre une association de marchands de Sienna créanciers de l'abbaye pour une somme de 6.000 livres tournois. Le 7 mai de la même année, le pape autorise le doyen de Cluny à emprunter (1) au nom de l'abbaye jusqu'à concurrence de la somme de 5.000 livres pour subvenir aux frais des négociations entreprises en Cour de Rome pour la réforme de Cluny (2). Le 2 avril, l'abbé de Cluny reçoit permission d'engager des biens du monastère aux créanciers de ce dernier jusqu'à 1.300 livres tournois (3). Pareille licence était donnée le 27 juillet 1295 par Boniface VIII. Il s'agissait d'engager, en garantie d'emprunt, pour une valeur de 4.000 petites livres tournois, les biens des monastères suivants dépendant immédiatement de l'abbaye de Cluny : Pontida, Fontanella, Santo Paolo de Argono, Clusano, Tegio, Provaglio, Rodengo, Verziano, Quinzano, Santo Marco, Santo Mayolo, Rodobio, Baina, Castelleto, Calvezano, Cantuario, Santo Colombano, Figina, Cernobio, Piona, Santo Gabriele, Santo Giorgio de Bergame, Brixen, Lauda, Pavie, Verceil, Milan, Côme, Plaisance et Crémone (4). Le 29 février 1296, l'abbé de Cluny reçoit encore l'autorisation pontificale pour contracter un emprunt de 16.000 florins d'or (5).

L'abbé de Moissac est de même autorisé le 9 mai de la même

(1) *Reg. Alexandre IV*, n° 1148.

(2) *Ibid.*, n° 1384.

(3) *Ibid.*, n° 1272.

(4) *Reg. Boniface VIII*, n° 377, 378.

(5) *Ibid.*, n° 920.

année à conclure un emprunt de 3.000 petites livres tournois, négocié par Baldo Raynerii agissant en son nom et en celui de Clarentino et Lanfranco Anselmi, Marguliese et Giovanni Brachii, Pucio Raynerii, Raynerio et Morreno Fieravanti, Bonino et Rodolfo Girardini, Andre Merquilesi, Donato Bartholemei, Simone Anselmi, Bonnillano Lucetti, Conrado Gai, Bertino Roanne, Fortebrachi, Micho Caccialeoni et autres membres de la société des Clarentini, citoyens et marchands de Pistoie (1). En 1298 (15 juillet), autre autorisation d'emprunt de 10.000 florins d'or à négocier avec les Mozoro de Florence (2), suivi d'un autre le 19 octobre de 13.000 florins d'or (3). Le 17 décembre 1300, Hugues de Vallerinosa, moine de Cluny, procureur de l'ordre, obtient à son tour d'effectuer un emprunt qui atteint cette fois onze mille florins d'or (4).

Mais, le plus souvent, les emprunts se contractent du propre chef du supérieur et du monastère sans l'intervention de l'autorité suprême. En 1330 par exemple, le prieur de Saint-Séverin de Condroz (2 moines et 1 prieur) se trouve endetté pour la somme de 240 livres, plus les intérêts. Cette dette provenait de la bizarre combinaison suivante : un prieur précédent avait amodié un bien à un moine dit le Moniot ; le seigneur de Clermont, s'étant porté garant jusqu'à 200 livres, dut verser cette somme au prieur amodiateur au lieu et place du Moniot défaillant. Dans la suite, le seigneur de Clermont s'était retourné contre le prieur actuel pour lui réclamer le remboursement de cette somme à la suite de quoi ce dernier avait dû engager sa maison au seigneur de Clermont pour 30 muids de sparte (espèce d'orge) jusqu'au remboursement de ces 200 livres (5).

En 1149, nous rencontrons un exemple d'un autre mode de prêt : Henri, évêque de Winchester, pour venir en aide à l'abbé de Cluny endetté pour 200 marcs d'argent lui avait prêté 1.000 onces d'or à charge de les rembourser à raison de 100 onces d'or pur par an. Si l'évêque mourait avant le complet achèvement du paiement, le reliquat dû restait acquis à l'abbé de Cluny. Par le même acte et dans le même but, l'évêque autorisait l'abbaye à se servir des 500 onces d'or dont était faite une grande croix sous condition que chaque année l'abbé mettrait de côté 60 onces du meilleur or pour la réfection de la croix qui devrait avoir le même poids qu'auparavant.

(1) *Ibid.*, n° 1024.

(2) *Ibid.*, n° 2623.

(3) *Ibid.*, n° 2655. Le 30 juin 1299, autre licence pour un nouvel emprunt de 3000 florins d'or (*Ibid.*, n° 3125).

(4) *Ibid.*, n° 3785.

(5) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 65.

Vingt et un bourgeois qui se sont portés caution pour l'abbaye s'engagent à se constituer prisonniers en cas de non-paiement jusqu'à extinction de la dette. L'abbé et les moines promettent en outre en cas de décès de l'évêque avant l'achèvement de la croix de ne pas appliquer l'or mis en réserve annuellement à un autre usage que celui qui a été prévu d'un commun accord entre l'abbé et l'évêque (1).

Le pape intervient parfois pour protéger contre les moines leurs créanciers. Le 4 septembre 1250 entre autres, comme Raymond Sanche, procureur de l'abbaye de Lezat, s'était autrefois endetté au nom de son couvent pour une certaine somme envers des marchands florentins et que la créance de ceux-ci était restée impayée, ils portèrent leurs doléances devant le Saint-Siège qui leur fit donner satisfaction (2).

Les très nombreuses dettes des maisons clunisiennes ont souvent, outre des raisons injustifiables : la dilapidation et le désordre des prieurs et des moines, ce qui est le cas le plus fréquent il faut l'avouer, des causes plus ou moins valables. Parmi celles-ci viennent en premier lieu le déficit des récoltes et la pénurie des vivres. C'est le cas en 1278 pour le prieuré de Grelonges dans la province de Lyon, de Domène en Provence où il y a un déficit de vin, de Payerne en 1289. Ce prieuré (3) s'est endetté pour 300 livres de Lausanne afin de se procurer des fromages et autres victuailles nécessaires à la subsistance de ses moines, tout son bétail étant mort de la peste. D'autres fois, il s'agit, comme à Vaux sur Poligny en 1275 et à Altkirch en 1234, de réparer les méfaits d'un ouragan qui a tout dévasté (4), ou bien de combler le trou creusé dans un budget par les exactions des voisins (5) ou d'une juridiction particulièrement vexatoire (6).

Il peut arriver aussi qu'un emprunt soit un instrument d'administration. C'est ainsi qu'en 1263, le prieuré de Saint-Martin-de-Mâcon accuse lors de la visite régulière une dette de 1.200 livres mâconnaises, le prieur ayant acquis pour cette somme quatre bœufs nécessaires à son train de culture (7). Mais de tels motifs d'emprunts sont mentionnés relativement rarement dans les textes.

Si maintenant l'on cherche à savoir à quelle catégorie de prêteurs les moines s'adressaient généralement dans leurs besoins d'argent, l'on remarque que ce sont soit des Juifs (8) — malgré les

(1) DUCKETT, *Angl.*, I, 80-81.

(2) *Reg. Innocent IV*, n° 5364.

(3) DUCKETT, *All.*, 72.

(4) *Ibid.*, 35 et 98.

(5) C. G., 101, f° 106, v° (1286).

(6) DUCKETT, *All.*, 77 (1299).

(7) CHEVALIER, Lyon, 129.

(8) DUCKETT, *All.*, 106 ; Altkirch (1335) ; Cassera (1267 : Juifs de Barcelone), Innimont (1288-89) (B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 24).

interdictions canoniques, soit des Lombards (1) (on sait qu'au Moyen Age, c'était là un terme générique n'ayant pas un caractère de nationalité), des marchands et des bourgeois (2), enfin des prêteurs divers, un parent du prieur par exemple (3). Les prêts sont contractés soit à charge d'intérêt (4) (*sub usuris*) dont le montant n'est généralement pas indiqué, soit sans intérêt (5) et il semble que ces deux modes aient été d'un usage aussi fréquent l'un que l'autre malgré la législation de l'Église qui interdisait le prêt (mais sans doute pas l'emprunt) à intérêt. Il est cependant possible que les prêts sans intérêt aient été un peu plus fréquents que les autres si l'on admet que les dettes mentionnées sans la formule *sub usuris* ne comportaient que la restitution de la seule somme empruntée.

En étudiant l'ensemble des procès-verbaux des visites et des chapitres généraux de l'ordre de Cluny, on constate que certaines provinces se distinguèrent toujours par l'importance et l'abondance de leurs dettes : les monastères de Lombardie et d'Espagne. A quoi faut-il attribuer ce phénomène ? Sans doute à l'éloignement de la maison chef d'ordre qui empêchait un contrôle régulier de sa part, au plus grand esprit d'indépendance des maisons de ces provinces, et peut être aussi à ce que dans leur ensemble elles étaient en général moins importantes que dans les autres provinces de l'ordre et enfin, en Espagne surtout, au fait que presque continuellement elles eurent à souffrir du passage et des coups de main des gens de guerre.

Pour les provinces clunisiennes autres que celles d'Espagne et de Lombardie, quelques exemples choisis entre le XIII^e et la fin du XIV^e siècle donneront sans doute mieux qu'aucun commentaire la physionomie de l'état financier des maisons clunisiennes au cours d'une période relativement longue. Nous n'avons pu aborder le XV^e siècle et continuer pour cette époque un relevé des dettes, qui pourtant aurait été loin de manquer d'intérêt, parce que les visiteurs à partir de ce moment ne donnent plus dans leurs rapports qu'à titre exceptionnel le montant des dettes de chaque maison, indiqué avec tant de soin par leurs prédécesseurs.

En Allemagne, on note pour le prieuré d'Altkirch un chiffre des

(1) *Ibid.*, 2271, n° 67 (1534 : Gaye).

(2) DUCKETT, *Angl.*, II, 131, 135.

(3) St-Marcel-de-Die (1327), 300 florins (C. G., 102, f° 200, r°). Cf. aussi B. N., *collec. Bourgogne*, t. 82, n° 372.

(4) DUCKETT, *Angl.*, II, 131. Ste-Marguerite-de-Margerite, doit en 1303, mille livres parisis sur lesquelles 70 seules avec intérêt — B. N., *nouv. acq. lat.*, 2271, n° 65 : St-Symphorien-au-Bois (actuellement St-Séverin-en-Condroz, 1330). — C. G., 103, f° 36, r° : le prieuré de Valbonnais (1339).

(5) BRUEL, *Auvergne* (1891) : Souvigny, 1294. — DUCKETT, *Angl.*, II, 18, 126. — B. N., *nouv. acq. lat.*, 2272, n° 1. *Collec. Bourgogne*, 82, n° 372, etc.

dettes de 140 livres en 1269, 15 livres en 1272, 150 marcs d'argent en 1276, 330 livres en 1299, 100 livres en 1299, 600 livres en 1324, 200 livres en 1335. Celui de Haute-Pierre accuse 800 livres viennoises en 1269, en 1272 : 500 livres viennoises, 342 livres en 1275, 360 livres tournois en 1276, 515 livres tournois en 1299, encore 500 petites livres tournois en 1303, 80 livres tournois en 1324. Saint-Ulrich a en 1269 80 marcs 40 livres de dettes, 50 marcs 60 livres en 1272, en 1275 153 marcs, 80 marcs 15 livres l'année suivante, 80 livres en 1289, 250 livres en 1299, 300 livres dont 40 portant intérêts en 1324. Le prieuré de Chaux-sur-Doubs qui est sans dettes en 1269 en a 70 livres stéphanois en 1275, 100 livres en 1289, 103 livres tournois en 1299, 200 petites livres tournois en 1303, en 1324, 25 livres seulement. Payerne a 20 livres tournois de dettes en 1269 (antérieurement il en avait eu 50 livres), 600 livres en 1275, 300 livres de Lausanne en 1289, 1331 livres en 1299. Parmi les monastères de moniales, celui de Feldbach : 300 livres réduites au chiffre de 107 livres en 1276, 800 livres en 1299, le montant des sommes dues qui s'est élevé jusqu'à 900 livres dans les années suivantes est ramené à 600 en 1303, pour atteindre à nouveau celui de 800 dont 100 grevées d'intérêt en 1335.

Pour la province d'Auvergne, l'abbaye de Mozac a 900 livres de dettes en 1294, 800 livres en 1310, 200 en 1331, 8 florins en 1353-1354. L'abbaye de Thiers au sujet de laquelle les renseignements sont moins nombreux devait 50 livres en 1294 et 28 en 1310. Le prieuré de Noirétable avoue 80 livres en 1281, 30 livres tournois en 1294, 40 livres tournois en 1310, et 300 en 1318 dont 100 environ sont à peu près remboursées, 200 en 1331. Le monastère de Saint-Flour a 400 livres de dettes en 1294, et 800 en 1310. Celles du prieuré de Lavoûte s'élèvent à 100 livres en 1285, ramenées à 60 livres tournois l'année suivante; on note le même chiffre en 1310, et il arrive à 1200 en 1310 !

Si l'on passe maintenant aux maisons de Provence le prieuré du Bourget accuse les chiffres de dettes suivants : en 1219 200 livres viennoises, en 1288 160 livres de la même monnaie, 280 livres viennoises en 1386; on relève pour le prieuré d'Avallon 40 livres tournois en 1289, 25 en 1297, 100 en 1323, 10 en 1331-1332, 7 livres 10 sous gros en 1356 (1).

(1) Il est fait état pour les diverses maisons dont on vient de parler des rapports de visites de 1264, 1281, 1282, 1285, 1286, 1294, 1310, 1318, 1331, 1343, 1353; lorsque l'une ou l'autre de ces années n'est pas citée dans l'état des dettes de chaque monastère mentionné, on peut le plus souvent en conclure que les visiteurs ont constaté que le prieuré dont il s'agit est libre de toute créance à ce moment-là.

Snape a donné pour les maisons anglaises de l'ordre de Cluny (1) un tableau des dettes de ces monastères qui complétera heureusement les quelques exemples que nous avons cités pour d'autres chambreries de l'ordre. Il relève le montant des sommes dues par les moines anglais en 1262, en 1275-1276, et en 1279. En 1262 Barnstaple, Bromholme, Kersvell, Castelacre, Clifford, Derby Saint-James, Exeter Saint-James, Farleigh, Horkesley, Lewes, Holme, Prittlewell n'ont pas de dettes, seules les maisons de Bermondsey (177 l. 6 s. 8 d.), Lenton (1.000 l.), Monks Horton (53 l. 13 s. 4 d.), Montacute (200 l.), Northampton (181 l. 13 s. 4 d.), Pontefract (666 l. 13 s. 4 d.), Thetford (406 l. 13 s. 4 d.) et Wenlock (1084 l. 6 s. 8 d.) en sont chargées, soit huit maisons contre douze. Pour la période suivante (1275-1276), il n'est plus que sept maisons (Clifford, Derby, Farleigh, Horkesley, Holme, Northampton, Pontefract) à ne pas être endettées. En 1279 enfin six sont seules dans ce cas, ce sont les monastères de Bromholme, Careswell, Farleigh, Holme (ces deux prieurés sont les seuls à n'avoir jamais eu de dettes dans le relevé auquel nous empruntons ces chiffres), Northampton et Thetford. Pour les autres on note les chiffres suivants au cours de cette dernière période, Barnstaple : 48 l. 13 s. 4 d. (en 1275-6 : 48 l. 12 s. 6 d.), Bermondsey : 1533 l. 6 s. 8 d. (1275-6 : 666 l. 13 s. 4 d.); Castelacre : 1133 l. 6 s. 8 d. (1275/6 : 504 l.), Clifford : 66 l. 13 s. 4 d., Derby Saint-James : 6 l. 10 s., Exeter Saint-James : 20 l. (1275/6 : 8 l.), Horkesley : 66 l. 13 s. 4 d., Lenton : 686 l. 13 s. 4 d. (1275/6 : 120 l.), Lewes : 233 l. 6 s. 8 d. (1275/6 : 2.666 l. 13 s. 4 d.), Monks-Horton : 175 l. 6 s. 8 d. (1275/6 : 466 l. 13 s. 4 d.), Montacute : 133 l. 6 s. 8 d. (1275/6 : 193 l. 6 s. 8 d.), Pontefract : 233 l. 6 s. 8 d., Wenlock enfin : 866 l. 15 s. 4 d. (1275/6 : 1.000 l.).

De ces chiffres des dettes des monastères anglais de l'ordre de Cluny, il ressort incontestablement une tendance à l'aggravation à mesure que l'on approche du xiv^e siècle. Mais ce mouvement paraît moins net dans les autres provinces de l'ordre, comme on a pu le voir par les exemples cités entre bien d'autres similaires pour les chambreries de Provence, Auvergne, Allemagne, Poitou, celles qui après la Lombardie et l'Espagne furent les plus atteintes par ce mal. Il est néanmoins impossible de nier que dans son ensemble l'état matériel de l'ordre va en empirant à mesure que l'on avance dans le xv^e siècle.

Du nombre croissant de leurs charges, des calamités de toutes sortes qu'ils eurent à supporter, des dettes enfin qui en furent la conséquence, découle pour les monastères clunisiens (presque autant

(1) Cf. *English monastic finances in the later middle ages*, 177.

que de l'incapacité et de l'incurie de leurs administrateurs, et de leurs effectifs) l'état lamentable tant au point de vue spirituel que temporel dans lequel les trouva et auquel essaya en vain de les arracher le dernier abbé régulier de Cluny Jean III de Bourbon.

CHAPITRE VII

Situation matérielle des établissements clunisiens à la fin du Moyen Age (XIII^e-XV^e siècles)

I. — Période de prospérité générale (XIII^e-XIV^e siècles).

II. — Revers de fortune et ruine. — Causes de ruines : calamités générales, tremblements de terre, famines, pilleries, dettes et embarras financiers. Concessions des prieurés à des personnes étrangères à l'ordre, commende. Aliénations par les prieurs.

La question de la situation matérielle des diverses maisons de l'ordre de Cluny est, sans contredit, celle sur laquelle il reste le plus de renseignements. Il n'est pas en effet un procès verbal de visite qui ne parle, en détail, pour chaque prieuré de ses revenus, de ses dettes et de l'état de ses bâtiments.

I. — PÉRIODE DE PROSPÉRITÉ GÉNÉRALE (XIII^e-XIV^e siècles)

Les traditions diplomatiques de l'ordre ont instauré des formules de style à peu près immuables pour caractériser le bon état plus ou moins complet d'une maison. Lorsque rien n'y laisse à désirer les visiteurs déclarent que le prieuré est « en bon état spirituel et matériel » (1). La mention que la maison a des ressources suffisantes à ses besoins et qu'elle peut en conséquence attendre la récolte prochaine (2) peut avoir la même signification que la formule précédente, mais très souvent aussi elle indique une situation moins favorable, par exemple qu'elle est endettée sans que ses dettes obèrent son budget au point de gêner gravement son existence (3). Enfin lorsque on lit dans un procès-verbal que « le prieur a fait du bien » (4) [au point de vue matériel] dans sa maison ou

(1) « *N. est in bono statu spiritualiter et temporaliter* ».

(2) « *N. habet victualia usque ad fructus novos* ».

(3) Exemples dans U. ROBERT, Franche-Comté, 12, 14, 17, 21, 25.

(4) « *Prior bene regit in spiritualibus et temporalibus* » ou « *Fit ibi bene* » ; la formule « *dicta domus nihil debet* » peut recevoir la même interprétation favo-

qu'il administre bien tant au point de vue spirituel qu'au matériel, cela veut généralement dire, malgré l'imprécision prudente de l'affirmation, que la situation de l'établissement visité est très satisfaisante.

Il ne faut jamais oublier en effet, quand on lit un document de cette sorte, qu'autant les visiteurs et les définiteurs distribuent la critique avec un luxe de détails vraiment curieux, autant ils affectent une sobriété extrême dans leurs éloges ou dans l'expression de leur satisfaction sur l'état des maisons visitées. Aussi est-ce les seules formules exprimant l'approbation des enquêteurs officiels de l'ordre qu'il est intéressant de signaler à qui désire prendre connaissance d'un procès-verbal clunisien de visite ou de chapitre général, les autres n'ont pas besoin de commentaires.

Des historiens, tels Dom U. Berlière ou M. Coulton, se sont occupés avec une érudition que nul ne peut contester de la situation matérielle et morale au Moyen-Age des maisons appartenant aux anciens instituts monastiques, bénédictins ou non, en général. Ils ont voulu étendre à Cluny les remarques souvent fort justes que leur suggérait une vue d'ensemble qui n'est pas sans mérite. Mais n'ont-ils pas péché par exagération ou généralisation ? le premier, en se refusant à admettre que Cluny, qu'il estime une déviation du véritable esprit bénédictin, ait pu échapper, même partiellement, aux faiblesses des adeptes de disciplines plus conformes à son idéal ? le second, peut-être égaré par le désir de ne laisser échapper aucun argument favorable à sa thèse de dénigrement universel et sans doute inconsciemment systématique du monde médiéval ?

C'est ce que l'on peut se demander, quand on note par exemple l'état satisfaisant, à quelques exceptions près, des prieurés de la province clunisienne de Poitou pour la période s'étendant entre 1292 et 1330 (1). En Auvergne, un peu plus tôt, les visiteurs de l'année 1281 trouvent 13 monastères prospères sur 15 visités (2). Si dans les années 1294 et 1310, les résultats sont moins favorables (la moitié seulement environ est en bon état), 1282 et 1286 avaient prouvé une amélioration générale de la gestion de leur temporel.

Peut être est-il aussi de quelque intérêt de noter la situation satisfaisante à peu près constamment des maisons suivantes entre 1281 et 1318 : Lavoûte, Le Breuil, Rosier, Grazac, Saint-Flour, Sauxil-

nable, de même lorsqu'à propos d'un monastère visité, les visiteurs se contentent de noter sur leur rapport de visite, sans autre indication, la mention « *sunt ibi prior et n. monachos* ».

(1) LUCE, 239, 240, 244, 246, 407, 408, 409, 412.

(2) BRUEL, Auvergne, 75-76 (1891).

langes, Laveine (moniales) Arronnes, Thiers (abbaye), Noirétable, Rives, Châtel-Montagne. En 1289, sur les 28 monastères de la province de France visités, seul celui d'Annet est signalé pour sa situation matérielle défectueuse (1). Deux ou trois maisons à peine méritent des critiques lors de la visite de la même province en 1330.

La seconde moitié du XIII^e siècle apparaît comme une période de prospérité générale pour l'ordre, même pour les régions qui sont signalées le plus souvent à d'autres époques pour leur état financier déplorable. C'est le cas pour la Provence en 1278 (2) et 1288-1289 (3) et la Lombardie aussi en 1278 (4). Certaines provinces comme celles de Lyon (5) et d'Auvergne (6) jouissent d'une situation à peu près favorable dans leur ensemble jusqu'à la fin du XIV^e siècle. Mais il faut reconnaître qu'à partir de cette époque, une pareille situation devient l'exception.

Si maintenant l'on cherche à recueillir des exemples précis, on constatera que les maisons dont l'état satisfaisant est signalé aux définiteurs des chapitres généraux sont étonnamment nombreuses si l'on tient compte de l'époque et des circonstances souvent bien peu favorables en ces temps de troubles et d'insécurité générale que présente la plus grande partie de la période médiévale. En 1276, les visiteurs de la province d'Allemagne rapportent que le prieur de Payerne « travaille tant qu'il peut à défendre sa maison et les droits de celle-ci » (7). De son côté le prieur de Barnstable en Angleterre (1279) a fait entourer son prieuré de murs de terre et construire une petite grange. L'ensemble de ses bâtiments sont dans un état convenable, son église enfin est bonne, solide et jolie » (8). On signale en 1313 l'augmentation des revenus du prieuré de Clunizet, due au zèle de son prieur (9). En 1340 seize autres prieurés provençaux sont cités en exemple pour leur bonne situation matérielle (10). Quatre ans plus tard, l'abbaye auvergnate de Thiers se voit pour les mêmes raisons l'objet des éloges des définiteurs (11),

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 25.

(2) Bibl. Aix, Fds. Pécoul, 1, n° 5.

(3) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 24.

(4) *Ibid.*, n° 72.

(5) C. G., 104, f° 204, v° ; 206, v°.

(6) C. G., 102, f° 148, et ss.

(7) KERN, 22.

(8) DUCKETT, Angl., II, 136.

(9) C. G., 115, p. 565.

(10) C. G., 103, f° 60, r° et v°.

(11) *Ibid.*, f° 162, r°. Les mêmes définiteurs qui dénoncent au chapitre de 1283, l'état déplorable de la province de Provence font une exception pour les monastères de Barnave, St-Marcel-de-Die, Gigors, Eurre, St-Sébastien, Valbonnais, Domène, St-Pierre-d'Allevard, Avallon et le Bourget (*Ibid.*, f° 220, r° et v°).

Les compliments des définiteurs et des visiteurs se font, il faut l'avouer, très sensiblement plus rares à mesure que l'on approche du ^{xv}^e siècle. En 1403, cependant le prieur de Pommier de la province de Lyon est encore cité en exemple pour les heureux effets de son administration (1). Il partage cette faveur avec ses confrères de Caderousse de Lagrand, de Nantua (2) en 1445 et en 1446 (3). Le prieur de La Charité, dénoncé au chapitre de 1449 pour ses mœurs dissolues, est loué en revanche pour ses constructions et la prudence de sa gestion qui a su assurer à son monastère une réserve de blé et de vin pour deux ans d'avance au moins (4). L'année 1453 mérite une mention spéciale pour le nombre des maisons dont l'état matériel est jugé satisfaisant (5). L'année suivante le prieuré de Saint-Alban de Bâle est félicité pour les richesses de son trésor, ses abondantes provisions en vin et en grains que n'épuisent pas les multiples œuvres de charité que les moines ont pris à leur charge (6).

II. — REVERS DE FORTUNE ET RUINE.

Au ^{xv}^e siècle les maisons prospères sont des exceptions, il serait vain de le nier, et les ruines que la guerre, la peste, les calamités de toutes sortes, ainsi que l'incurie ou la cupidité de très nombreux chefs de maisons avaient accumulées n'étaient que trop réelles et trop générales à cette époque dans de nombreuses régions peuplées de monastères clunisiens.

Cependant les terres étaient bien moins abandonnées que ne le furent les bâtiments. C'est ce qui n'a peut-être pas été suffisamment mis en valeur.

En effet, même aux époques relativement calmes et prospères, les édifices clunisiens, bâtiments d'habitation, d'exploitation et églises sont souvent dans un état déplorable. Aussi quand par hasard les visiteurs se trouvent au cours de leurs tournées en présence d'un monastère où tout ne menace pas ruines, ils ne manquent pas de manifester un contentement voisin de l'admiration.

La situation du prieuré de Sauxillanges est, lit-on pour l'année 1332, « excellente et heureuse, le prieur actuel a fait construire des bâtiments magnifiques et de grande utilité » (7). Le prieur de Bourbon se

(1) C. G., 105, f° 224, r° et v°.

(2) C. G., 106, ff° 266, v° et 268, r°.

(3) *Ibid.*, f° 282.

(4) *Ibid.*, f° 321, r°.

(5) *Ibid.*, f° 352-354, r°.

(6) *Ibid.*, f° 368, r°.

(7) C. G., 102, f° 141, r°. Même mention pour le prieuré de St-Marcel de Chalon, (*ibid.*, f° 141, v°).

voit en 1356 l'objet des éloges des définiteurs du chapitre général pour s'être appliqué à la réparation des moulins (1). En 1418, les visiteurs de la province d'Allemagne signalent au monastère d'Abdinghof à Paderborn la construction d'une très belle église et l'existence d'un cloître et d'autres bâtiments en excellent état (2). Sur l'ordre de son supérieur direct le prieur de Saint-Alban de Bâle, le prieur de Biesheim a fait reconstruire et élargir son église devenue trop petite pour l'affluence des pèlerins. Il a également fait restaurer la maison des moines ainsi que le château de Brisach que le Rhin seul sépare de son monastère (3). Le prieur de Noirétable, nous apprend le procès verbal du chapitre de 1446, rebâtit une partie de son monastère (4). Celui de Montbrison s'efforce de réparer ses bâtiments chaque année et suivant ses possibilités (5).

Avec quelques autres exemples de prieurs bâtisseurs, la liste des supérieurs soucieux de la pierre est rapidement close. Elle s'allonge indéfiniment si l'on veut au contraire dénombrer les chefs de monastère, même bons administrateurs par ailleurs, qui ont laissé périliter leurs bâtiments.

L'église de Paray reste découverte en 1268 par suite d'une contestation entre le prieur et le sacristain pour décider à qui incombait cette réparation (6). Le prieur de Vandœuvre reçoit en 1291 l'ordre de relever les toits des bâtiments de son monastère et de faire d'urgence les réparations que nécessite l'état de ses granges (7). En 1306, l'abbaye de Beaulieu en Argonne est dénoncée au chapitre pour l'état épouvantable de ses cloître, réfectoire, dortoir et autres édifices (8). Ce reproche est renouvelé en 1322 (9). En 1307, on signale au chapitre le mauvais état des constructions du monastère de Noirmoutiers (10). De même, un grand nombre de prieurés espagnols sont accusés de laisser délabrer leurs bâtiments (1310) (11). En 1326, les édifices du prieuré de Gensac (Auvergne) sont en ruines (12). Les lieux conventuels du prieuré de moniales de Salles ne sont pas en meilleur état d'après la visite de l'année suivante (1327) (13).

(1) C. G., 103, f° 245.

(2) DUCKETT, *All.*, 163.

(3) *Ibid.*, 179.

(4) C. G., 106, f° 295, r°.

(5) *Ibid.*, f° 289, v°.

(6) CHEVALIER, Lyon, 138.

(7) C. G., 101, f° 134, r°. Pareil ordre est donné à ceux de Vizille et de la Charité (*Ibid.*, f° 167, r°).

(8) *Ibid.*, f° 244, r°.

(9) C. G., 102, f° 137.

(10) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 52.

(11) CHEVALIER, Espagne, 364.

(12) Bibl. Aix, Fds. Pécoul, 1, n° 11.

(13) C. G., 102, f° 196, r°.

Toute une série de prieurés de la province de France : Colombey-Deux-Eglises, Sainte-Eulalie, Marmesse, Sainte-Marguerite-en-Champagne, Tours-sur-Marne, Grandchamp, Crépy, Sainte-Marguerite d'Elincourt, Namèche, Rumilly-le-Comte, Le Wast, Montdidier, menacent ruines d'après le rapport des visiteurs de 1330 (1). Les portes et les fenêtres n'existent plus à Saint-Georges-de-Muzet en 1386 (2). De même à Broc et à Gensac (3). Au prieuré d'Eurre, le clocher est sans toiture (1388) et les cloches par terre depuis trois ans, par suite d'un désaccord entre le prieur et les habitants de la localité qui prétendent s'imposer mutuellement les réparations à effectuer (4). Le prieuré de Laveine, bien qu'il ait été fortifié, n'existe plus à l'exception du réfectoire où vit le prieur (5). Les prieurés de Touget et de Saint-Léger en cette même année 1396 ne sont pas en meilleur état (6). A Eauze, il pleut dans le cloître et dans le réfectoire (1402) (7)...

A partir de la fin du xiv^e siècle, la mention des prieurés à ciel ouvert devient si fréquente qu'il faudrait citer à peu près la moitié des prieurés visités si l'on voulait essayer d'énumérer ceux qu'atteint cette calamité. Les critiques de Dom Berlière ne sont que trop justifiées pour cette époque. Cependant nous avons déjà fait remarquer que les biens-fonds dont les revenus faisaient vivre les moines étaient généralement mieux entretenus par eux que leurs bâtiments. Nous avons également donné de nombreux exemples de la bonne gestion par les religieux de leurs terres. Il n'est pourtant pas niable que, malgré les efforts des visiteurs et des définiteurs, l'état des propriétés clunisiennes ait en bien des cas laissé beaucoup à désirer.

Ainsi en 1272 le prieur de Saint-Saturnin du Port est dénoncé au chapitre général pour avoir laissé périliter les biens de son monastère. Il a laissé perdre la huitième partie de la justice de Montaigut qu'a occupée le prieur de la Valbonne de l'ordre des Chartreux. Par suite de sa négligence enfin, les baillis du roi de France ont instrumenté « plus qu'e de raison » (sic) sur le territoire de Saint-Saturnin (). Le prieur de Saint-Isidore (Espagne)

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 65. De même en 1336 pour la province de Lombardie (C. G., 102, f° 324 et sq.). Le reproche est renouvelé en 1352 (C. G., 103, f° 224).

(2) C. G., 104, f° 220.

(3) Ibid., f° 230.

(4) Ibid., f° 338, v°.

(5) C. G., 105, f° 85, v°.

(6) Ibid., f° 91, v° et 92, v°.

(7) Ibid., f° 208, r°.

(8) B. N., nouv. acq. lat., 2263, f° 3, v°-4.

reçoit l'ordre en 1276 de faire travailler ses vignes qu'il a laissées à l'état inculte.

Le procès-verbal concernant la situation matérielle du prieuré provençal de Faillefeu en 1304 est particulièrement instructif. Ce monastère compte à cette date sept moines (l'effectif régulier était de huit) et un prieur. Ce dernier suivant les cours de l'Université de Montpellier est absent d'une façon permanente. Faute d'un administrateur responsable pour le représenter, la communauté rurale de Prads exploite à son propre profit la montagne dite Les Chaux (propriété des moines) où pousse du foin et où se trouvent des pâturages. D'autres terrains de pacage situés sur le Mont de Faillefeu d'un revenu annuel de 33 livres ont été indûment loués pour deux ans par le prieur actuellement en fonction. Son prédécesseur avait déjà aliéné pour dix ans et plus des pâturages et des bois appartenant au monastère. Le même personnage avait été sur le point d'amodier pour 124 livres 18 deniers la totalité des biens du prieuré de Faillefeu. L'actuel prieur a pour son compte dilapidé les bois du monastère : l'année précédente, il a, d'après les visiteurs, vendu quarante grands arbres. Les dettes ont été accumulées, des gages saisis par les créanciers et le prieuré reste en conséquence absolument dépourvu (1).

Dans une autre région, plainte est portée en 1308 contre Philippe, moine de Cernobio, mansionnaire et procureur du prieuré, qui a dilapidé les revenus de la maison à tort et à travers de son propre chef. N'ayant pas voulu se soumettre aux ordres reçus, il est excommunié par le chapitre général tandis que le chambrier et les prieurs de Lombardie reçoivent mission d'agir contre lui (2). Le prieur ou doyen de Vergy est quant à lui proclamé déchu de ses fonctions par le chapitre général de 1312 qui ordonne d'autre part de pourvoir immédiatement à son remplacement. Cette sanction a été prise contre lui parce que, en dépit des observations répétées de l'abbé et du grand prieur de Cluny, il a complètement négligé l'entretien de son exploitation : vignes, terres, granges, etc (3). En 1396 enfin, les prieurés de la province de Lyon de Salles, Ambierle, Thisy, Charlieu, Vergy sont signalés comme en particulièrement mauvais état (4).

La fin du xiv^e siècle est loin d'avoir été une période de prospérité économique pour l'ordre ; elle marque, au contraire, le début

(1) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n° 46.

(2) C. G., 101, f° 259, v°.

(3) C. G., 115, p. 544-545.

(4) C. G., 105, f° 80, r°.

d'une ère de désolation et de ruines qui atteindra au siècle suivant le point culminant de son fâcheux développement.

D'ailleurs à ne pas vouloir dissimuler la trop fréquente incurie des supérieurs de maisons, leur mauvaise gestion du temporel de leurs monastères et aussi parfois leurs agissements frauduleux, il ne faut cependant pas tomber dans l'excès contraire et imputer aux seuls abbés et prieurs clunisiens la responsabilité de l'état déplorable des biens de l'ordre au ^{xv}^e siècle.

CAUSES DE RUINE.

Il est en effet tout un ensemble de causes de ruines contre lesquelles la bonne volonté, la sagesse et le savoir-faire des meilleurs administrateurs restaient complètement impuissants et parmi ces éléments perturbateurs nous mentionnerons : les guerres, les sinistres de toutes sortes, les méfaits de la commende et les lourdes taxes que le Saint-Siège en premier lieu et les abbés de Cluny ensuite faisaient peser sur les finances déjà très obérées des divers monastères de l'ordre.

Il n'est pas douteux, nous en trouvons d'ailleurs de nombreuses preuves dans les procès-verbaux des visites et des chapitres généraux de Cluny, que les calamités de toutes sortes qui désolèrent à diverses reprises la Chrétienté, furent loin d'être épargnées aux Clunisiens.

CALAMITÉS GÉNÉRALES : GUERRES, FAMINÉ, etc...

Les guerres comptent, bien entendu, parmi les sinistres les plus fréquents et les plus désastreux et c'est la guerre de Cent ans qui accumule le plus de ruines sur le continent.

Le prieuré d'Avallon par exemple a été absolument détruit par la guerre, lisons-nous dans un procès-verbal d'un chapitre général, qui déclare en outre inutile d'essayer de le relever tant que dureront les hostilités (1). Vers le milieu du ^{xiv}^e siècle les prieurés poitevins de Jarnac, Le Breuil, Saint-Palais et Rosnay ont été si complètement mis à sac par les Anglais que plus aucun moine ne peut y habiter d'une manière durable. La gestion des biens est confiée au prieur de Saint-Eutrope de Saintes (2). Le prieuré de l'île d'Aix, que la mer démontée devrait mettre davantage, remarquent les définiteurs, à l'abri des coups de main des gens d'armes, a été néanmoins si souvent visité par eux qu'il n'y existe

(1) C. G., 115, p. 565.

(2) C. G., 104, f^o 210, v^o.

plus en 1301 ni chœur, ni cloître, ni livres (1). Deux ans après, les visiteurs de la province de Poitou relatent le sac du monastère de Saint-Georges de Didonne par les Français, lesquels ne se sont pas contentés de piller : une partie des terres du prieuré a en outre été confisquée au profit du roi après que la localité eut été reprise sur les Anglais (2). Le prieuré de Saint-Nicolas de Graves est désert, ses salines ont été dévastées et les ruines ont été tellement entassées en cet endroit qu'il est impossible aux religieux de s'y réinstaller.

Pour le prieuré de Layrac, c'est une autre affaire, le monastère a été pris par les Anglais qui l'ont vendu aux seigneurs laïques de la région auxquels les moines l'ont racheté. Le prieur s'est pour ce fait endetté pour 1.800 francs. Pour résoudre la question (!) le chapitre général met le prieur de Layrac en demeure d'avoir à se libérer de sa dette d'ici à la saint-Jean prochaine, faute de quoi il sera déchu de son office et sa maison sera remise entre les mains du chambrier de Gascogne ou de l'abbé de Cluny (3).

Le mal était devenu si général au début du xv^e siècle que nous voyons le chapitre général de 1401 promulguer une définition en vertu de laquelle on devra procéder aux réparations urgentes que nécessitent toutes les maisons qui ont eu à supporter les méfaits de la guerre, de la peste, de la Grande Mortalité, des ouragans et orages divers. Et l'on ajoute que quatre fois sur dix la guerre est cause de la ruine et du mauvais état des divers monastères. En 1449 encore les visiteurs constatent l'état lamentable du prieuré de Saint-Étienne de Nevers dont le réfectoire, le dortoir et l'infirmerie ont été brûlés du temps des guerres ; le gros clocher menace ruine et les prés du prieuré sont dans un tel état d'abandon qu'ils sont devenus improductifs, envahis par les épines et les osiers (4).

On voit mentionner, à côté des guerres, des épidémies comme celles de la Grande Peste de 1350, trente ans après la grande famine de 1317-1318. Les prieurés de la province d'Angleterre, et parmi eux celui d'Arthington, furent tout particulièrement éprouvés par cette calamité (5), qui n'avait pas épargné non plus l'abbaye chef d'ordre. A Cluny, l'effectif était tombé de 260 moines à 120, le patrimoine avait dû être fortement entamé pour faire face aux ruines amoncelées pendant cette triste période (6). D'autres maisons

(1) C. G., 101, f^o 213.

(2) B. N., nouv. acq. lat., 2271, n^o 44.

(3) C. G., 105, f^o 95.

(4) C. G., 106, f^o 324, r^o.

(5) POWER, *English medieval nunneries*, 180.

(6) VAQUIER, 174.

avaient été également durement touchées par l'épidémie (1) et l'on voyait des moines, fuyant devant la famine et la peste après avoir été traqués par les gens de guerre, errer à l'aventure à la recherche d'un gîte (2).

Les visiteurs du xiv^e siècle parlent de secousses sismiques qui en 1346 et 1348 causèrent la mort de trois cents personnes à Bâle; ce tremblement de terre qui fut ressenti jusqu'à Reims et à Paris, acheva de détruire la prospérité du monastère de Saint-Alban de Bâle déjà si compromise par les épidémies et les passages des routiers (3). En 1418 enfin un cruel incendie, après avoir consumé six à sept cents maisons de la ville et presque toutes celles du territoire du prieuré, détruisait le clocher et le toit du chœur de l'église, le cloître, le moulin et quelques bâtiments faisant partie des communs. Pour la seule réparation de l'église, le monastère dut s'endetter pour 400 florins (4).

Les calamités naturelles ou celles résultant de la guerre n'étaient pas seules à exercer leurs ravages sur le temporel des monastères clunisiens, il arrivait encore que les habitants du voisinage profitassent des embarras des moines pour les piller et faire main basse sur leurs immeubles. Nous voyons ainsi les visiteurs annoncer au chapitre de 1396 que les consuls et habitants de Charnat en Auvergne ont complètement détruit le prieuré dudit lieu, ont transformé en château l'église Sainte-Marie et construit des maisons dans le cimetière qui sépare cette église de l'église principale qui, elle, est en ruines (5).

CONCESSION DES PRIEURÉS A DES PERSONNAGES ÉTRANGERS A L'ORDRE. COMMENDE

Après tant de causes de délabrement, il est encore un autre élément qui eut une influence au moins aussi fâcheuse sur la situation financière des monastères clunisiens, et c'est la facilité excessive avec laquelle les papes distribuèrent à leurs créatures ou au plus offrant les maisons de l'ordre. Les monastères se trouvaient ainsi livrés sans défense à l'exploitation éhontée d'étrangers qui laissaient manquer les moines du strict nécessaire et obéraient

(1) C. G., 106, f^o 40, r^o.

(2) *Ibid.*, ff. 13, r^o; 14, r^o; 55, v^o; 108, v^o; 135, r^o et v^o; 141, v^o; 154, r^o et v^o; 187, r^o; 210, r^o; 243, r^o; 244, v^o; 245, r^o et v^o; 268, r^o; 288, r^o; 293, r^o; 335, r^o, etc.

(3) DUCKETT, All., 183.

(4) *Ibid.*, 182.

(5) C. G., 105, f^o 85, r^o et v^o.

les monastères au delà de toutes les limites permises malgré la protestation sans cesse renouvelée de l'ordre ou de ses mandataires.

Le mal de la commende, s'il fut tout particulièrement favorisé par l'anarchie du xv^e siècle, est déjà alors un mal ancien dans l'ordre. Il faut en général en imputer la responsabilité à la papauté, mais on doit reconnaître que les premiers exemples, sans lendemain d'ailleurs, d'une des grandes causes de la détresse matérielle et morale de l'ordre sont dus à l'abbé de Cluny lui même.

En effet le 19 juillet 1249, Guillaume III abbé de Cluny concédait le prieuré de Saint-Grégoire de Plaisance (deux moines) à Philippe, archidiacre de Bologne. Cet archidiacre devint évêque de Bologne en 1235 et, ne pouvant garder le prieuré, en fit restitution à l'abbé de Cluny (1). La concession avait été faite pour éteindre les dettes du prieuré et pouvait à la rigueur passer pour un engagement. Cependant cet abbé de Cluny devait être coutumier de ces cessions illicites puisque le Chapitre général de l'ordre de 1260 accueillit les plaintes portées devant lui au sujet de nombreuses maisons de la province de Lyon que l'Abbé Guillaume avait confiées à des laïques au plus grand détriment spirituel et temporel de ces maisons (2). Toutefois ces pratiques de l'abbé Guillaume III ne rencontrèrent que peu d'imitations chez ses successeurs ; un certain nombre d'entre eux s'efforcèrent même de soutenir les revendications de l'ordre et de le défendre contre les papes qui usaient de la commende avec excès (3).

À la fin du xiii^e siècle les exemples sont encore peu nombreux. On note comme concédés en commende : en 1262 un certain nombre de prieurés tenus par l'obédiencier de Saint-Justin de Lyon (4) ; en 1278 le prieuré des Eglises en Provence ; en 1288-1289, celui de Rompon est aux mains de l'archevêque de Vienne ; le prieuré de Graves (Poitou) en celles du portier du pape en 1307. Trois ans après, les visiteurs signalent que le cardinal commendataire du prieuré de Grazac refuse d'acquitter les dettes de ce monastère sous prétexte qu'elles n'ont pas été contractées de son temps. Ce sont là encore des cas exceptionnels (5).

(1) BRUEL, 4914.

(2) C. G., 101, f^o 21 bis, r^o.

(3) En 1325, par exemple, l'abbé de Cluny se faisait donner mandat par le Chapitre général pour intervenir en curie et obtenir du pape que l'on respectât les privilèges de l'ordre, notamment en matière de collation de bénéfices clunisiens vacants en cour de Rome et que l'on tarçât énergiquement les cardinaux et les chapelains pontificaux indûment pourvus de prieurés de l'ordre en violation de ses franchises (C. G., 102, f^o, 182, r^o et v^o).

(4) BRUEL, Auv. 121.

(5) C. G., 101, f^o 32, r^o et v^o ; le chapitre protestait avec force contre cet investissement.

A partir du *xiv^e* siècle au contraire, la commende fleurit à l'état chronique. C'est aussi l'époque où l'on rencontre quelques exemples de la commende considérée par l'ordre comme un moyen de porter remède à la situation matérielle désespérée d'une maison (1). Mais cette conception reste fort rare.

On continue surtout à user de ce moyen pour récompenser des créatures ou se constituer une clientèle, comme d'habitude aussi l'autorité concédente n'est autre que le siège Apostolique.

En 1323, dans la seule province clunisienne de Provence : Saint-Amans est entre les mains du Cardinal Pierre de la Tour, le prieuré de Rompon entre celles du cardinal Guillaume Pereti (?), Saint-Marcel-lès-Sauzets est tenu par une personne étrangère à l'ordre. La même année le prieur de Barbezieux (Poitou) est un prêtre séculier et celui de Lezat, importante maison de Gascogne, le cardinal Victor (?). Le procès-verbal du chapitre qui cite ces exemples parmi un certain nombre d'autres ajoute que « comme c'est à peu près toujours le cas, ces maisons, gérées par des personnes étrangères à l'ordre, périclitent ». L'année 1334 nous fournit encore les noms que nous avons déjà cités de quelques hauts dignitaires de l'Eglise indûment investis de prieurés clunisiens : le cardinal de Chartres à Souvigny, le cardinal de Perigny (?) au prieuré de Bort, le cardinal de Penestrina à celui de Ventadour. En 1336 le même, vice-chancelier de l'Eglise romaine, est aussi prieur commendataire du monastère provençal du Puy de Ganagobie. Plainte est portée par l'ordre en 1347 contre le cardinal Colonna qui a complètement laissé dépérir son prieuré de Pontida, malgré les avertissements répétés qui lui ont été donnés. En 1356, lors de la visite régulière, le cardinal de Castres (Pierre I de Beynac) a fait plus grave, refusé l'entrée de son prieuré de Fontaines aux délégués de l'ordre.

Avec la fin du *xiv^e* siècle, le procédé de la commende éprouve un mouvement d'intensification plus grand et les bénéficiaires se montrent dans leur gestion, plus encore que dans la période précédente, insouciants des intérêts de la maison qui leur est confiée (2). Les protestations des visiteurs et des définiteurs contre cet état de choses restent aussi vaines auprès des prélats commendataires que auprès du pape qui les a installés au mépris des droits et des privilèges de l'ordre.

Le chapitre de 1402 signale entre autres l'état pitoyable des

(1) DUCKETT, *All.*, 94.

(2) C. G., 105, f^o 74, v^o ; 81, v^o ; 91, v^o ; 93, r^o et v^o ; 170, v^o ; 171, r^o ; 172, r^o ; 176, v^o. — C. G., 106, f^o 12, v^o ; 16, v^o ; 188, r^o ; 228, v^o ; 245, v^o ; 250, r^o etc. — Nous en avons déjà vu un certain nombre d'exemples en étudiant le rôle des prieurs clunisiens.

maisons tenues en commende par les cardinaux d'Albano (1), de Saluces (2), de Saint-Ange (3), le Cardinal Archevêque d'Auch (4) et celui de Florence (5). En 1410, nous voyons des commendataires non seulement saigner à blanc leurs prieurés, mettant les moines à une portion des plus congrues, mais encore les bailler à ferme à des tiers. Ainsi le prieuré du Bourget est loué pour 300 florins par son titulaire le Cardinal de Chalanfo (6), celui de Gigny a été affermé 260 florins à un homme qui a achevé de le ruiner (7). Le Cardinal de Viviers a concédé à bail son prieuré de Saint-Victor de Genève contre une rente de 500 francs (8).

Au cours de la seconde moitié du xv^e siècle, ne pouvant plus résister à l'emprise de plus en plus générale de la calamité que représente pour lui la commende, l'ordre se voit contraint de renoncer à la combattre et amené à en reconnaître implicitement l'existence légale par la réglementation même à laquelle il tâche de soumettre les commendataires pour l'observation de certaines mesures de conservation dont nous avons signalé ailleurs les modalités (9).

Malgré les efforts louables, mais vains, de Jean III de Bourbon, la commende est définitivement installée dans l'ordre de Cluny et c'est elle qui sera un des facteurs les plus efficacement pernicieux de sa ruine complète, laquelle est virtuellement consommée à la fin du xv^e siècle.

ALIÉNATIONS PAR LES PRIEURS.

L'appauvrissement des maisons par les calamités diverses qu'elles eurent à subir, comme la mauvaise administration de leur temporel, quelle qu'en fût l'origine, eurent pour conséquence les aliénations nombreuses que le domaine clunisien eut à supporter.

La commende était une aliénation temporaire mais générale de la totalité d'un monastère au détriment de l'ordre et au profit d'un tiers étranger à cet ordre. En dehors de ces aliénations totales et généralement provisoires, a aussi sévi à toutes les époques le mal des concessions plus ou moins régulières des biens des monastères par leurs prieurs. Il en résultait un appauvrissement général

(1) C. G., 105, f^o 196, r^o.

(2) *Ibid.*, f^o 200, v^o et 211, v^o.

(3) *Ibid.*, f^o 201, v^o.

(4) *Ibid.*, f^o 205, v^o.

(5) *Ibid.*, f^o 206, r^o.

(6) C. G., 106, f^o 26, r^o.

(7) *Ibid.*, loc. cit.

(8) *Ibid.*, f^o 28, r^o.

(9) Cf. *Monachisme clunisien*, I, 197.

des maisons par la diminution graduelle des revenus et de la propriété monastique.

Malgré le renouvellement, à intervalles plus ou moins réguliers, des statuts des abbés de Cluny (1) et des actes pontificaux (2) interdisant aux chefs de maisons et aux moines les aliénations du temporel des monastères sous les peines les plus sévères, cette pratique ne fut jamais enrayée d'une façon durable et générale.

Nous trouvons dès 1230 environ le chambrier d'Espagne aliénant une notable portion des biens du prieuré de Najera : le tiers des dîmes et autres droits similaires, la villa de Torrezella d'un revenu de 200 marabotins par an, le bois de Najera, plusieurs héritages rendant de 40 à 300 marabotins et des rentes diverses (3). Le chapitre général de 1259 signale également pour l'Espagne des aliénations opérées au détriment des prieurés de Villaverde, Villafranca, Combeiro, Budiño, Saint-Isidore. Les mêmes griefs seront portés devant le chapitre de 1269 pour les mêmes maisons.

En cette année 1259 le chapitre procède contre Milon, prieur de Chaux, lequel a cédé une rente appartenant à son monastère à des laïques, malgré qu'il eût été prouvé qu'il avait employé l'argent retiré de cette opération à des constructions utiles à ses moines (4). L'année suivante, nous voyons les définiteurs décider la punition par les soins de l'abbé de Cluny du prieur de Manthe, lequel n'a pas dénoncé comme il en avait reçu l'ordre en 1259 la concession faite par lui à un clerc séculier des domaines du prieuré du Touvet (5). Lors de la visite qui a précédé le chapitre de 1261, les enquêteurs de l'ordre constatent que le domaine du prieuré de Provaglio (Lombardie) a été dégagé par l'actuel prieur qui l'a retiré à deux cultivateurs le détenant au moment de son avènement (6). Les prieurs de Vizilles et de Manthe sont au contraire dénoncés aux définiteurs pour s'être rendus coupables de plusieurs aliénations de biens-fonds (7).

En 1295, le prieur de Tours sur-Marne est déféré au tribunal de l'abbé de Cluny pour avoir affermé sa grange de Jouy à un bour-

(1) Cf. notamment statuts d'Yves II (BALUZE, *Misc.*, éd. in-8°, VI, 511), Henri I^{er} (B. C., 1566), Bertrand (DOUAIS, 392). Le Chapitre de 1314 renouvella à son tour l'interdiction d'aliéner à vie ou temporairement les biens de l'ordre et réclama de chaque officier le renouvellement, au moment de son installation, du serment d'observer ce règlement (C. G., 115, p. 607). Celui de 1367 rappelle une fois encore ces interdictions et prescriptions (C. G., 103, f° 399, v°-400, r°).

(2) Bul. d'Alexandre III, Clément III, Grégoire X, Alexandre IV, Nicolas IV (Bl. C., 74, 90, 110, 124, 151).

(3) BRUEL, 4596.

(4) C. G., 101, f° 22, r°.

(5) *Ibid.*, f° 29, v°-30, r°.

(6) B. N., nouv. acq. lat., 2270, n° 7.

(7) C. G., 101, f° 21, v°.

geois contre un cens annuel de 10 livres (1). Les définites de 1311 demandent la déposition du prieur de Saint Pierre-de-Maligny, lequel a accensé son prieuré pour trois ans (2). Au doyen de Vandœuvre le chapitre général de 1322 ordonne de récupérer les granges et édifices, moulins, etc., que le monastère s'est vu dans l'obligation de céder pour purger une dette de 1.000 livres tournois (3). En 1327, l'abbesse de Cantuario en Lombardie a concédé à ses parents contre une rente dérisoire des moulins et autres possessions de son monastère (4).

Le procès-verbal du chapitre général de 1334 nous fournit deux nouveaux exemples d'aliénation (5). Suivant ce texte, d'une part le prieur de Barbezieux (Poitou) dégage pour 200 livres le manoir de la Poiade, appartenant à la mense du prieuré, engagé depuis dix-huit ans par son prédécesseur ; de l'autre le supérieur du monastère du Puy de Ganagobie est dénoncé comme s'étant rendu coupable de nombreuses aliénations parmi lesquelles on mentionne huit bœufs avec leurs charrues et accessoires, ce qui a eu pour résultat qu'une terre d'un revenu annuel de quarante charges de blé n'en rend plus que trente ; il a en outre vendu des porcs pour 36 livres, 1200 charges de foin pour 3 florins et diverses autres récoltes. En un mot ses dilapidations ont été si énormes que l'ordre a jugé à propos de confier aux prieurs de Longueville et de Saint-André-de-Rosans la mission de faire une enquête sur ses agissements.

Il serait vain de grossir cette énumération de faits similaires dont la liste ira s'allongeant jusqu'au xv^e siècle (6), époque à laquelle le nombre des aliénations partielles semble céder le pas aux aliénations générales de la commende. Ces dernières, pour être temporaires en principe, n'eurent pas, comme nous l'avons vu, des conséquences moins funestes pour le temporel des monastères clunisiens.

Multipliées à l'excès, elles finirent par créer une situation absolument contraire à l'existence normale de l'ordre. Les monastères restèrent sans doute des maisons de prière, mais un autre rôle leur est trop souvent assigné. Considérés comme une source de revenus par les bénéficiaires de la commende, leur subsistance propre est mal assurée, le souci de la vie matérielle les étreint et les entraîne à la décadence et à la ruine.

(1) *Ibid.*, f^o 161, r^o.

(2) *Ibid.*, f^o 294, v^o.

(3) C. G., 102, f^o 135, r^o.

(4) *Ibid.*, f^o 203, r^o.

(5) *Ibid.*, f^o 273, v^o.

(6) C. G., 104, f^o 206, v^o ; C. G., 105, f^o 275, r^o et v^o ; C. G. 106, f^o 7 v^o ; 139, r^o, etc.

CONCLUSION

L'observance clunisienne et la manière dont elle fut appliquée dans les diverses maisons de l'ordre a incontestablement produit des effets salutaires. L'idéal monastique réalisé à Cluny et son intense rayonnement spirituel en sont les meilleurs témoignages.

Au point de vue de l'administration de son temporel au contraire, Cluny ne semble pas avoir brillé du même éclat que dans les autres domaines de son activité. Son extrême conservatisme eut à la longue des effets fâcheux. Il l'empêcha souvent de se laisser entraîner par l'évolution de la pratique contemporaine.

La part prépondérante faite aux exercices de chœur dans les monastères les plus peuplés et les plus riches, ceux par suite dont l'action agricole et économique aurait pu être le plus efficace empêcha les moines clunisiens de gérer normalement leur temporalité. Ne pouvant, du fait des règles de leur institut, assurer par eux-mêmes, faute de temps suffisant, leur subsistance, il ne leur fut pas possible non plus, pour les mêmes raisons, de prendre la direction effective de vastes exploitations agricoles, à l'instar d'autres établissements religieux leurs contemporains. Force leur fut donc de trouver un autre moyen de subvenir à leurs besoins. Telle fut, croyons-nous, la raison principale de la proportion sans cesse accrue dans le régime administratif clunisien des concessions à perpétuité de biens-fonds à des tiers contre le paiement d'une redevance régulière.

Guidés par le même souci de simplification, désireux de pouvoir équilibrer leur budget sans éléments aléatoires et pour éviter aussi souvent que possible les tracasseries de l'enregistrement, des mesures conservatoires et de la liquidation à titre onéreux du surplus des redevances en nature, les monastères de l'ordre semblent avoir eu une préférence marquée pour les cens en numéraire. Ces derniers ne tardèrent pas à être atteints par la dépréciation continue de la monnaie, si bien qu'à partir de la fin du ^{xiii}^e siècle, cette catégorie de revenus, fixés d'une façon immuable cent ou deux cents ans auparavant, se trouvait pour ainsi dire réduite à néant. Le calcul des moines s'était retourné contre eux, puisque après avoir aliéné le capital terres, ils

en perdaient ensuite le revenu. Cette déficience à laquelle ils ne surent point parer pesa lourdement sur l'économie clunisienne, déjà éprouvée à maintes reprises par les calamités générales et périodiques de diverses sortes qui désolèrent le Moyen Âge.

Quand l'administration défectueuse de tel ou tel supérieur ou officier ou d'un certain nombre d'entre eux venait s'ajouter à tant de risques, les maisons étaient acculées à la ruine et à l'endettement. On a vu les effets pernicieux des emprunts sur les finances monastiques. Si l'on envisage qu'à ces éléments perturbateurs se joignirent encore les conséquences désastreuses du fléau toujours plus envahissant de la commende, on ne s'étonnera plus de l'état financier lamentable dans lequel avaient sombré la généralité des monastères de l'ordre de Cluny à la fin du *xv^e* siècle.

C'est dans cette situation économique désespérée, dans la ruine matérielle de l'ensemble de l'ordre, qu'il faut chercher une des causes principales non seulement des défaillances de certains de ses membres, mais aussi de la faillite du système clunisien dans l'ensemble des domaines où se déployait son activité.

A toutes les époques, en effet, les corporations religieuses, comme toute autre collectivité humaine, n'ont pu réaliser parfaitement leur idéal spirituel ou moral qu'autant que leurs membres ont été débarrassés du souci obsédant du lendemain et qu'ils n'ont pas eu à souffrir à l'excès dans leur existence matérielle. La pauvreté individuelle, consentie ou non, peut, on ne saurait trop le répéter, dans certaines circonstances être génératrice de vertu pour ses adeptes, mais à cette condition essentielle que la collectivité leur assure le minimum indispensable à tout être humain pour qu'il puisse donner libre cours au jeu normal de ses facultés physiques et intellectuelles.

Si la situation temporelle de l'ordre de Cluny avait pu, du fait des circonstances aussi bien que grâce à une plus sage gestion de ses administrateurs, se maintenir dans l'état de prospérité à peu près générale qui fut le sien pendant les premiers siècles de son histoire, il est tentant d'imaginer que les principes directeurs et les institutions remarquables à maints points de vue de l'observance clunisienne se seraient perpétués avec leur ordre, comme il est arrivé à Cîteaux, bien plus longtemps qu'ils ne l'ont fait. Il est probable aussi que l'idéal de Cluny aurait continué à être pratiqué dans son ensemble par le monde monastique chrétien, tandis qu'il n'en a véritablement retenu jusqu'à nos jours que, en emprunts partiels, quelques vestiges.

INDEX DES NOMS DE LIEUX ⁽¹⁾

- ABDINGHOF**, Westphalie, comm. Paderborn, 157.
ACY, Saint-Nicolas-d'Acy, Oise, comm. Courteuil, cant. et arr. Senlis, 8, 23, 47, 55, 71, 122.
AIX (île d'), Charente-Inférieure, cant. et arr. Rochefort-sur-Mer, 160.
AIZ, non identifié, 71.
ALTKIRCH, Haut-Rhin, (123), 148, 149.
AMBIERLE, Loire, cant. Saint-Haon-le-Châtel, arr. Roanne, 159.
AMEUGNY, Saône-et-Loire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 34.
ANNET, Seine-et-Marne, cant. Claye, arr. Meaux, 35, 38, 39, 155.
ARGENVIERES, Cher, cant. Sancergues, arr. Sancerre, 41.
ARMIGNY, non identifié, 6.
ARQUES, Pas-de-Calais, cant. et arr. Saint-Omer, 44.
ARRONNES, Allier, cant. Mayet-de-Montagne, arr. La Palisse, 155.
ARTEIAS, non identifié, 103.
ARTHINGTON. Voy. NORTHAMPTON.
ARTONGES, 105.
AUBIGNY, Cher, comm. Marseilles-Aubigny, cant. Sancergues, arr. Sancerre, 12.
AUGEROLLES, Puy-de-Dôme, cant. Courpière, arr. Thiers (118), 135.
AVALLON, Isère, comm. Saint-Maximin, cant. Goncelin, arr. Grenoble, 150 (155).
AVECO, 125.
AZÉ, Saône-et-Loire, cant. Ligny, arr. Mâcon, 34.
BAGNEUX, Allier, cant. et arr. Moulins (13).
BAIGNES, Charente, arr. Barbezieux, 35.
BAINA, Italie, doc. de Verceil, 146.
BAINÉ, non identifié, 11, 43.
BALAGNY, Oise, comm. Chamant cant. et arr. Senlis, 6 (107).
BALE (concile de 1434), 137.
BALEMBITS, Landes, comm. Géloux, cant. et arr. Mont-de-Marsan (32).
BARBERIE, Oise, cant. et arr. Senlis, 8, 71, 122.
BARBEZIEUX, Charente, 7, 28 (32), 33, 35, 54, 66 (67), 101 (107), 164, 167.
BARNAVE, Drôme, cant. Luc-en-Diois (155).
BARNSTAPLE, Angleterre, Devonshire, 151, 155.
BARRET, Charente, cant. et arr. Barbezieux (35).
BEAULIEU-EN-ARGONNE, Ardennes, cant. Signy-le-Petit, arr. Rocroi, 130, 157.
BEAUMONT-SUR-GROSNE, Saône-et-Loire, cant. Sennecy, arr. Chalon-sur-Saône, 10, 43, 63, 65, 66, 112.
BEAUVOIR (Sgr. de), non identifié, 118.
BELLEVILLE, Cher, cant. Léré, arr. Sancerre, 115.
BERGAME, Italie, 146.
BERGUENEUSE, Pas-de-Calais, cant. Heuchin, arr. Saint-Pol-sur-Ternoise, 105.

(1) Les nombres entre parenthèses renvoient aux notes des pages indiquées.

- BERMONDSEY, Angleterre, comté de Surrey, près de Londres. 138, 151.
- BERNÈDE, Gers, cant. Riscle, arr. Mirande, 52, 57.
- BERNEUIL, Charente, cant. et arr. Barbezieux, (35).
- BERRY, Cher, cant. Baugy, arr. Bourges (22).
- BERTRANGE (forêt de la), Nièvre, comm. de Murlin et de Nurcy, cant. La Charité, 50.
- BERTRÉE, Belgique, cant. Landen, 144.
- BERZÉ, Saône-et-Loire, Berzé-la-Ville, cant. et arr. Mâcon, 43, 65.
- BERZÉ-LE-CHATEL, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34.
- BESORNAY, Saône-et-Loire, comm. Vitry, cant. Cluny, arr. Mâcon, 6, 11, 34, 46, 91.
- BEX, Saône-et-Loire, cant. Saint-Martin-en-Bresse, arr. Chalon-sur-Saône, 12.
- BLANOT, (Saint-Martin), Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 119.
- BLENDÉQUES (rivière du Pas-de-Calais), 57.
- BOBIGNY, Seine, cant. Pantin, arr. Saint-Denis, 108.
- BOIS-RAIMOND, non identifié, 99, 108.
- BOIS-SAINTE-MARIE, Saône-et-Loire, cant. La Clayette, arr. Charolles, 42.
- BONDOUFLES, Seine-et-Oise, cant. et arr. Corbeil, 102.
- BONDY, Seine, cant. Pantin, arr. Saint-Denis, 116.
- BONNELLES, Seine-et-Oise, cant. Dourdan, arr. Rambouillet, 105, 113.
- BORT, Corrèze, arr. Ussel, 164.
- BOUFLÉMONT, Seine-et-Oise, cant. Ecouen, arr. Pontoise, 35.
- BOURBON, auj. Bourbon-Lancy, Saône-et-Loire, arr. Charolles, 120, 156.
- BOURG-VILLAIN, Saône-et-Loire, cant. Tramayes, arr. Mâcon, 34.
- BOURNONCLE, Haute-Loire, cant. et arr. Brioude, 93.
- BRANCION, Saône-et-Loire, cant. Tournus, arr. Mâcon, 34.
- BRAY, Oise, comm. Rully, cant. Pont-Sainte-Maxence, arr. Senlis, 8, 34.
- BRENOUILLE, Oise, cant. Liancourt, arr. Clermont, 102.
- BRETIGNY, Oise, cant. Noyon, arr. Compiègne, 102.
- BREUIL, Charente-Inférieure, cant. Surgères, arr. Rochefort, 31, 64, 126.
- BRIE, Charente, cant. et arr. Barbezieux (35).
- BRISACH, Haut-Rhin, arr. Colmar, 157.
- BRIXEN, Tyrol, 146.
- BROC, al. Le Broc, Puy-de-Dôme, cant. et arr. Issoire, 158.
- BROMHOLME, Angleterre, Comté de Norfolk, 151.
- BROSSE, al. La Brosse, Saône-et-Loire, comm. Gilly-sur-Loire, cant. Bourbon-Lancy, arr. Charolles, 34.
- BUDIÑO, 166.
- BUISSARD, Hautes-Alpes, cant. Saint-Bonnet, arr. Gap, 47.
- BURZY, Saône-et-Loire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 34.
- BUSSIÈRES, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34.
- CADEROUSSE, Vaucluse, cant. et arr. Orange, 156.
- CALAIS, Pas-de-Calais, 109.
- CANNES, Seine-et-Marne, cant. Montereau, arr. Fontainebleau, 127.
- CANTUARIO, prov. de Milan, 146, 167.
- CAPDENAC, Lot, cant. et arr. Figeac, 86.
- CAPY, Oise, comm. Saint-Vaast de Longmont, cant. Pont-Sainte-Maxence, arr. Senlis, 116.
- CARENNAC, Lot, cant. Vayrac, arr. Gourdon, (140).
- CARRION, Espagne, prov. Palencia, 65, 125.
- CASSERA, Espagne, prov. Barcelone (148).
- CASTELACRE, Angleterre, comté de Norfolk, 151.
- CERNOBIO, Italie, prov. et arr. Côme, 128, 146, 159.
- CETON, Orne, cant. Le Theil, arr. Mortagne, 55.
- CHABLIE, non identifié, 86.
- CHALET, Nièvre, comm. Cours-lez-Cosne, cant. et arr. Cosne, 55.
- CHALUS, Puy-de-Dôme, cant.

- Saint-Germain-Lembron, arr. Issoire, 34.
- CHAMBORS, Oise, cant. Chaumont-en-Vexin, arr. Beauvais, 8.
- CHAMOGÉ, Saône-et-Loire, com. Saint-Symphorien-les-Charolles, cant. Charolles, 54.
- CHAMPLAN, non identifié, 100, 102.
- CHAMPLIEU, Saône-et-Loire, cant. Sennecey, arr. Chalon-sur-Saône, 42.
- CHAMPS, près Forges, Isère, peut-être comm. Villard-Bonnot, cant. Domène, arr. Grenoble, 46.
- CHANCONIN, non identifié, 110.
- CHAPAIZE, Saône-et-Loire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 34.
- CHARDONNAY, Saône-et-Loire, cant. Lugny, arr. Mâcon, 34.
- CHARLIEU, Loire, arr. Roanne, 121, 159.
- CHARNAT, Puy-de-Dôme, cant. Lezoux, arr. Thiers, 162.
- CHARNAY, Saône-et-Loire, cant. Mâcon, arr. Mâcon, 12, 34.
- CHAROILLES, non identifié, 42.
- CHAVEYRIAT, Ain, cant. Châtillon-sous-Châlaronne, arr. Trévoux (13).
- CHASSIGNY-LA-GARDE, Saône-et-Loire, auj. Baudemont, cant. La Clayette, 34.
- CHATEAU, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 11, 34.
- CHATEL-MONTAGNE, Allier, cant. Mayet-de-Montagne, arr. La Palisse, 155.
- CHATENAY, Haute-Saône, cant. Saulx, arr. Lure, 34.
- CHATIGNAC, Charente, comm. Brossac, arr. Barbezieux, (35), 36.
- CHAUX, Doubs, cant. Clerval, arr. Baume-les-Dames, 117, 150, 166.
- CHAZELLES, Jura, comm. Saint-Jean-d'Etreux, cant. Saint-Amour, arr. Lons-le-Saulnier, 34.
- CHENAY. Il y a trois localités de ce nom en Seine-et-Oise, on n'a pu identifier duquel de ces lieux dits des comm. d'Aménucourt, Gagny et Saint-Léonard il s'agit, 35.
- CHEVAGNY, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 79, 85.
- CHIRAC, Corrèze, cant. Neuvie, arr. Ussel, 70.
- CHOISY, Seine-et-Marne, cant. La Ferté-Gaucher, arr. Coulommiers, 127.
- CIRY, Aisne, Ciry-Salsogne, cant. Braisne, arr. Soissons, 110.
- CLAIRVAUX, Jura ; Clairval-aux-Monts, arr. Lons-le-Saulnier, 188.
- CLAMART, Seine, cant. et arr. Sceaux, 38.
- CLIFFORD, Angleterre, comté de Hereford, 151.
- CLUNY (abbaye), Saône-et-Loire, arr. Mâcon, (9), 10, 14 (32), 33, 34, 35, 52, 54, 55, 56, 57, 59, 60, 61, 64, 72, 75, 76, 78, 82, 85, 87, 98, 102, 108, 109, 111, 112, 115, 121, 134, 135, 137, 146, 161.
- CLUSANO, Italie : Chusano-sul-Lago, prov. Brescia, arr. Chiari, 146.
- COINCY, Aisne, cant. Fère-en-Tardenois, arr. Château-Thierry, 55, 105, 135.
- COLLONGE, Saône-et-Loire, com. Lournand, cant. Cluny, arr. Mâcon, 10.
- COLOMBEY-DEUX-ÉGLISES, Haute-Marne, cant. Juzemécourt, arr. Chaumont, 121, 158.
- COMBEIRO, Italie, 166.
- COME, Italie, 146.
- CONDÉON, Charente, cant. Baignes, arr. Barbezieux (35).
- CONDROZ, Belgique, cant. Nau-drin, 147 (149).
- CONFLANS, Seine-et-Oise, auj. Conflans-Sainte-Honorine, cant. Poissy, arr. Versailles (32).
- CONTAMINE, Haute-Savoie, cant. et arr. Bonneville, 144.
- CONTY, Somme, arr. Amiens, 116.
- CORTAMBERT, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34, 41.
- COURCY, Marne, cant. Bourgogne, arr. Reims, 86.
- COURT, Rhône, cant. Thizy, arr. Villefranche, 78.
- COURTIL BIGOT, non identifié, 93.
- CRÉCY, Seine-et-Marne, 116, 125, 127.
- CREIL, Oise, arr. Senlis, 117.
- CRÉMONE, Italie, 146.
- CROS, al. Les Cros, Saône-et-Loire, comm. Saint-Julien-de-

- Jonzy, cant. Semur-en-Brionnais, arr. Charolles, 64.
- DAVAYÉ, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34, 46.
- DECIZE, Nièvre, 115.
- DENTILLAC, non identifié, 86.
- DERBY-SAINT-JAMES, Angleterre, 151.
- DOMANGE, Saône-et-Loire, com. d'Igé, cant. de Cluny, arr. Mâcon, 42.
- DOMBINE, Saône-et-Loire, cant. la Vineuse, arr. Mâcon, 34.
- DOMÈNE, Drôme, 34, 45, 56 (123), 148 (155).
- DOMONT, Seine-et-Oise, cant. Ecouen, arr. Pontoise, 47, 127.
- DOMPIERRE, Somme, cant. Crécy-en-Ponthieu, arr. Abbeville, 52.
- DONZY-LE-PERTUIS, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34.
- DONZY-LE-ROYAL, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34, 75, 79.
- DORMELLES, Seine-et-Marne, cant. Moret, arr. Fontainebleau, 122.
- DRANCY, (?) Seine, cant. Pantin, arr. Saint-Denis, 8.
- DROUX, Saône-et-Loire, comm. Sevrey, cant. et arr. Chalon-sur-Saône, 55.
- DULLIT, non identifié, 36.
- EAUZE, Gers, arr. Condom, 158.
- EQUIRRE, Pas-de-Calais, cant. Heuchin, arr. Saint-Pol-sur-Ternoise, 105.
- ESSONNES, Seine-et-Oise, cant. et arr. Corbeil, 8.
- ETRIGNY, Saône-et-Loire, cant. Sennecey, arr. Chalon-sur-Saône, 34, 75.
- EURRE, Drôme, auj. le Prieuré, comm. Eurre, cant. Crest, arr. Die, 34 (155), 158.
- EXETER SAINT-JAMES, Angleterre, 151.
- FAILLEFEU, Basses-Alpes, comm. Prads, cant. La Javie, arr. Digne, 50, 159.
- FARLEIGH, Angleterre, Wilts, 151.
- FELDBACH, Haut-Rhin, cant. Hirsungen, arr. Mulhouse, 150.
- FIGEAC, Lot, 85, 86, 118.
- FLAGY, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34, 46, 61.
- FLEURINES, Oise, cant. Pont-Sainte-Maxence, arr. Senlis, 93.
- FONTAINES, Seine-et-Marne, comm. Reuil, cant. et arr. La Ferté-sous-Jouarre, 164.
- FONTANELLA, Italie, prov. Bergamo, arr. Treviglio, 46, 146.
- FOSSE-MILLET, non identifié, 38.
- FOUCAUCOURT, Somme, cant. Chaumes, arr. Péronne, 89.
- FOUGNIÈRES, Saône-et-Loire, comm. Blanot, cant. Cluny, arr. Mâcon, 10.
- GANAGOBIE, Basses-Alpes, auj. le Puy-de-Ganagobie, cant. Peyriets, arr. Forcalquier (13), 71, 164.
- GAP (Saint-André-de), Hautes-Alpes, 47.
- GARCHY (moulin de), Nièvre, cant. Pouilly-sur-Loire, arr. Cosne, 43.
- GARMINE, Espagne, 125.
- GASSICOURT, Seine-et-Oise, cant. et arr. Mantes (140).
- GAYE, Marne, cant. Sézanne, arr. Epernay, 139.
- GENSAC, comm. Saint-Blaise, Haute-Loire, cant. Solignac-sur-Loire, arr. Le Puy (118), 157, 158.
- GEVREY, Côte-d'Or, arr. Dijon, 34, 36.
- GIBLES, Saône-et-Loire, cant. La Clayette, arr. Charolles, 46.
- GIGNY, Jura, cant. Saint-Julien, arr. Lons-le-Saulnier (128), 164.
- GIGORS, Drôme, cant. Crest, arr. Die, (155).
- GIRGA, Espagne, 125.
- GIVRY, Saône-et-Loire, arr. Chalon-sur-Saône, 112.
- GOURNAY, Seine-et-Oise, cant. Goresse, arr. Pontoise, 8, 42, 44, 54, 58, 100, 108, 116, 127.
- GRANDCHAMP, Seine-et-Marne, com. Jaignes, cant. Lizy-sur-Ourcq, arr. Meaux, 50.
- GRAVELINES, Nord, arr. Dunkerque, 57, 109, 111.
- GRAVES, Charente, cant. Châteaufauf-sur-Charente, arr. Cognac, 59, 161, 163.
- GRAZAC, Haute-Loire, cant. Loudes, arr. Le Puy, 154, 163.
- GRELONGES, Ain, comm. Fareirs, cant. Saint-Trivier-sur-Moignans, arr. Trévoux, 148.
- GUMOENS, non identifié, 110.

- HALATTE. Voy. SAINT-CHRISTOPHE-EN-HALATTE.
- HAUTEPIERRE, Doubs, cant. Ornans, arr. Baume-les-Dames, 150.
- HEUCHIN, Pas-de-Calais, arr. Saint-Pol-sur-Ternoise, 105.
- HOLME, auj. East-Holm, Angleterre, près Wareham, 151.
- HORKESLEY, Little Horkesley, Angleterre, Suffolk, 151.
- HUILARD, non identifié, 95.
- HUMIÈRES, Pas-de-Calais, cant. et arr. Saint-Pol-sur-Ternoise, 108.
- HURKELEET (rivière de), 57.
- INNIMONT, Ain, cant. Lhuis, arr. Belley, 148.
- JALOGNY, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 6, 34.
- JARNAC, Charente, arr. Cognac, 160.
- JOUY, non identifié, 166.
- Jo (comté de Turluron), non identifié, 81.
- JORIGNAC (moulin), Charente-inférieure, comm. Saint-André-de-Lidon, cant. Gémozac, arr. Saintes, 91.
- JULLY, Saône-et-Loire, cant. Buxy, arr. Chalon-sur-Saône. (121).
- KERSWELL, Angleterre, Devonshire, 151.
- LA CARRUGE, Saône-et-Loire, comm. Péronne, cant. Lugny, arr. Mâcon, 42.
- LA CHAISE-DIEU, Haute-Loire, arr. Brioude, 135.
- LA CHARITÉ, Nièvre, arr. Cosne (prieuré), (9), 14 (22), 23, 41, 43, 51, 56, 57, 72, 85, 90, 91, 92, 99, 100, 104, 111, 115, 116, 137, 140, 144, 156 ; (ville), 109.
- LA CHARNAGE, non identifié, 23.
- LA CHAROLE, non identifié, 76.
- LA CHARTRE (Saint-Denis de), La Chartre-sur-le-Loir, Sarthe, arr. Saint-Calais, (24), 94.
- LA CHASSAGNE, Saône-et-Loire, comm. Saint-Vincent-des-Prés, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34.
- LACHAU, Drôme, cant. Séderon, arr. Nyons, 159.
- LA CHAULME, Puy-de-Dôme, cant. Saint-Anthème, arr. Ambert, 135.
- LA CHIZE, Saône-et-Loire, comm. Milly, cant. et arr. Mâcon, 79.
- « LA COMMUNE » (à), non identifié, 105.
- LAGNY, Oise, cant. Nanteuil-le-Haudoin, arr. Senlis, 95, 108.
- LAGRAND, Hautes-Alpes, cant. Orpierre, arr. Gap, 137, 156.
- LAIGNEVILLE, Oise, cant. Liancourt, arr. Clermont, 96.
- LAIZÉ, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 66.
- LA LIE, auj. La Roche-Vineuse, Saône-et-Loire, comm. Saint-Serlin, cant. et arr. Mâcon, 46.
- LA LOGE (étangs de), Nièvre, comm. Saint-Seine, cant. Fours, arr. Nevers, 55.
- LA MAIRE, non identifié, 57.
- LA MARCHÉ (moulin de), Nièvre, cant. La Charité, arr. Cosne, 90.
- LAMENAY, Nièvre, cant. Dornes, arr. Nevers, 57.
- LAS LUZERNES, non identifié, 36.
- LATRAN (Conciles de 1178 et 1179), 106, 110.
- LA VALBONNE, Gard, comm. Saint-Paulet-de-Caisson, cant. Pont-Saint-Esprit, arr. Uzès, (monastère de Chartreux), 158.
- LAVEINE, Puy-de-Dôme, comm. Crévaux, cant. Lezoux, arr. Thiers, 37, 155, 158.
- LA VINEUSE, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34.
- LAVOUTE, Lavoûte - Chilhac, Haute-Loire, arr. Brioude, 150, 154.
- LAYRAC, Lot, comm. Astaffort, arr. Agen, 143, 161.
- LE BORGAINON, non identifié, 42.
- LE BOURGET, Savoie, cant. La Motte-Servolex, arr. Chambéry, 56, 150 (155), 165.
- LE BRAY, non identifié, 42.
- LE BREUIL, Puy-de-Dôme, cant. Saint-Germain-Lembron, arr. Issoire, 154, 160.
- LE BUISSON, non identifié, 100.
- LEDDCOMBE, Angleterre, (41).
- LENTON, Angleterre, Nottinghamshire, 151.
- LE PLASSIER, non identifié, 95.
- LE PUISET, Eure-et-Loir, cant. Janville, arr. Chartres, 114.
- LE PUY DE GANAGOBIE. Voy. GANAGOBIE.
- LES EGLISES, Haute-Loire, comm. Ribiers, arr. Gap, 163.
- LES GREZ, Eure-et-Loir, comm.

- Dampierre-sur-Blévy, cant. Senonches, arr. Dreux, 98.
- LES VALLIERS, Saône-et-Loire, comm. Saint-Martin-de-Salencé, cant. Saint-Bonnet de Joux, arr. Charolles, 42.
- LE TOUVET, Drôme, cant. Luc-en-Diois, arr. Die, 166.
- LE WAST, Pas-de-Calais, cant. Desvres, arr. Boulogne, 158.
- LEWES, Angleterre, Sussex, 151.
- LEZAT, Ariège, cant. Le Fossat, arr. Pamiers, 148, 164.
- LIGNY-SUR-CANCHE, Pas-de-Calais, cant. Auxy-le-Château, arr. Saint-Pol-sur-Ternoise, 94.
- LIHONS-EN-SANTERRE, Somme, cant. Chaulnes, arr. Péronne, 35, 42, 85, 86, 91, 92, 117 (140).
- LOCHÉ, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34, 41.
- LODI, Italie, 146.
- LOISÉ, Orne, comm. Mortagne-sur-Huine, 42.
- LONGPONT, Seine-et-Oise, cant. Longjumeau, arr. Corbeil, 7, 13, 28, 33, 42, 53, 55, 57, 100, 102, 103, 104, 113, 140, 142.
- LONGUEVILLE, Seine-Inférieure, arr. Dieppe, 8, 167.
- LONS (-LE-SAUNIER), Jura, 59, 76, 98.
- LOURNAND, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34, 49, 61.
- LURCY, Nièvre, cant. Prémary, arr. Cosne, 118.
- MACON (Saint-Martin), Saône-et-Loire, 148.
- MAILLY, Saône-et-Loire, canton Semur-en-Brionnais, arr. Charolles, 34.
- MALAY, Saône-et-Loire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 122.
- MALIGNY (Saint-Pierre de), non identifié, 167.
- MALNOUE, Seine-et-Marne, com. Eméranville, cant. Lagny, arr. Meaux, 100.
- MANTES, Seine-et-Oise, 108, 116.
- MANTHE, Drôme, cant. La Grand-Serre, arr. Valence, 166.
- MARCHIZEUIL, Saône-et-Loire, comm. Pressy-sous-Dondin, cant. Saint-Bonnet-de-Joux, arr. Charolles, 34, 41.
- MARCIGNY, Saône-et-Loire, arr. Charolles, 76, 105.
- MARDIAUGUE,auj. Grand-Mardiaugue, Saône-et-Loire, com.
- Vigny-les-Paray, cant. Paray-le Monial, arr. Charolles, 53, 100.
- MARGERIE HANCOURT, Marne, cant. St-Rémy-en-Bouzemont, arr. Vitry-le-François, (123), 149.
- MARGOUE, Gers, Margouet-Meymes, cant. Aignan, arr. Mirande, 38, 98.
- MARILLE, non identifié, 34.
- MARLES, Seine-et-Marne, cant. Rozoy-en-Brie, arr. Coulommiers, 108.
- MARMESSE, Marmesse-Hancourt, Marne, cant. Saint-Rémy-en-Bouzemont, arr. Vitry-le-François, (140), 158.
- MARNAY, Vienne, cant. Vivonne, arr. Poitiers, 9, 10.
- MARNAIE, Seine-et-Marne, com. Oquerre, cant. Lizy-sur-Ourcq, arr. Meaux, 47.
- MAROLLES-EN-BRIE, Seine-et-Oise, cant. Boissy-Saint-Léger, arr. Corbeil, 47.
- MARTIGNY (forêt de), Saône-et-Loire, cant. Palinges, arr. Charolles, 45, 51.
- MASSILLY, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34.
- MASSY, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34.
- MATOUR, Saône-et-Loire, arr. Mâcon, 34.
- MAUREGARD, Seine-et-Marne, cant. Dammartin-en-Goële, arr. Meaux, 127.
- MENETOU-RATEL, Cher, cant. et arr. Sancerre, 111.
- MERCUREY, Saône-et-Loire, cant. Givry, arr. Chalon-sur-Saône, 35.
- MERGEY, (Aube), cant. et arr. Troyes, 158.
- MEULAN, Seine-et-Oise, arr. Versailles, 60.
- MILAN, Italie, 146.
- MILLY, Aube, cant. Nogent-sur-Seine, 34, 116.
- MOISSAC, Lot-et-Garonne, 37, 46, 141, 146.
- MONKS HORTON, Angleterre, Kent, près de Hythe, 151..
- MONSOLS, Rhône, arr. Villefranche, 34, 42.
- MONT, non identifié, 76.
- MONTACUTE, Angleterre, Somerset, 138, 151.
- MONTAGNY, Saône-et-Loire, com. Saint-Ythaire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 22.
- MONTAIGUT, Puy-de-Dôme, cant. Champeix, arr. Issoire, 158.

- MONTBERT, Loire-Inférieure, cant. Aigrefeuille, arr. Nantes, 71.
- MONTBERTHOUD, Ain, comm. Savigneux, cant. Saint-Trivier-sur-Moignans, 113, 126.
- MONTBERTRÉE, non identifié, 62, 63, 64, 66.
- MONTBRISON, Drôme, cant. Grignan, arr. Montélimar, 157.
- MONTCHEMIN, non identifié, 76.
- MONTDIDIER, Somme, 158.
- MONTENDRE, Charente-Inférieure, arr. Jonzac, (35).
- MONTIERNEUF, Vienne, comm. Poitiers, 129, 137, 138, 141.
- MONTIGNY (forêt de), auj. Montigny-en-Morvand, Nièvre, cant. et arr. Château-Chinon, (47).
- MONTILLET, Saône-et-Loire, com. Cluny, cant. Mâcon, 41.
- MONTLHÉRY, Seine-et-Oise, cant. Arpajon, arr. Corbeil, 113.
- MONTMÉLARD, Saône-et-Loire, cant. Matour, arr. Mâcon, 34.
- MONTMIRAIL, Marne, arr. Epernay, 35.
- MONTRACHET, Saône-et-Loire, comm. Savigny-sur-Grosne, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 35.
- MONTREUIL, Seine, cant. Vincennes, arr. Sceaux, 23.
- MONTROT, Haute-Marne, comm. Arc-en-Barrois, cant. et arr. Chaumont, 140.
- MONT-SAINT-VINCENT, Saône-et-Loire, arr. Chalon-sur-Saône, 113.
- MORTAGNE, Orne, Mortagne-sur-Huine, 9, 114.
- MORTEAU, Doubs, arr. Pontarlier, 41, 66, 112, 113.
- MOUGON, Deux-Sèvres, cant. Celles, arr. Melle, 71.
- MOULLE, peut-être Pas-de-Calais, cant. et arr. Saint-Omer, 55.
- MOUN, non identifié, 58.
- MOUSSY-LE-NEUF, Seine-et-Marne, cant. Dammartin, arr. Meaux, 47, 127.
- MOUTIER-EN-ARGONNE, non identifié, 99.
- MOZAC, Puy-de-Dôme, cant. et arr. Riom, 150.
- MUTASSINE (Saint-Maurice), non identifié, 119-120.
- NAJERA, Espagne, prov. Logrono, (32), 62, 64, 65, (123), 126, 166.
- NAMÉCHE, Belgique, 158.
- NANTUA, Ain, 156.
- NEVERS, Nièvre, 99.
- NEVERS (Saint-Etienne), Nièvre, 43, 161.
- NOA, non identifié, 35.
- NOËL-SAINT-MARTIN, Oise, com. Villeneuve-sur-Verberie, cant. Pont-Sainte-Maxence, arr. Senlis, 8.
- NOËL-SAINT-RÉMY, auj. Roberval, Oise, cant. Pont-Sainte-Maxence, arr. Senlis, 8.
- NOGARO, Gers, arr. Condom, 115.
- NOGENT (Eure-et-Loir), 9, 13, 35, 51, 55, 60, 98, 103, 108, 109, 114 (140).
- NOIRÉTABLE, Loire, arr. Montbrison, 150, 155, 157.
- NOIRMOUTIER, Vendée, arr. Les Sables, 157.
- NOISIEL, Seine-et-Marne, cant. Lagny, arr. Meaux, 8, 120.
- NOISY, Seine-et-Marne, cant. Lorrez-le-Bocage, arr. Fontainebleau, 108, (forêt de), 49.
- NORTHAMPTON, Angieterre, 138, 151, 161.
- OISSERY, Seine-et-Marne, cant. Dammartin, arr. Meaux, 110.
- OLONS, non identifié, 12.
- ORANGIS, Seine-et-Oise, comm. Ris, cant. et arr. Corbeil, 53.
- ORSONVILLE, Seine-et-Oise, cant. Dourdan, arr. Rambouillet, 55.
- ORVECO, Espagne, 65.
- OTHONVILLARS, Allemagne, district de Sarrebrück, 141.
- OUGY, Saône-et-Loire, comm. Malay, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 122.
- OURoux, Saône-et-Loire, cant. Saint-Germain-du-Plan, arr. Chalon-sur-Saône, 12.
- PARAY, Saône-et-Loire, arr. Charolles, 8, 13, 43, 45, 51, 53, 113, 157.
- PARIS (Parlement de), 90.
- PAS-EN-ARTOIS, Pas-de-Calais, arr. Arras, 47.
- PAVIE. Voy. SAINT-MAYOL DE PAVIE.
- PAYERNE, Suisse, cant. Vaud, 135, 148, 150, 155.
- PERCHE (bois du cte du), 9, 51.

- PÉRONNE, Saône-et-Loire, cant. Lugny, arr. Mâcon, 34.
- PEROUGES, Ain, cant. Meximieux, arr. Trévoux, 64.
- PEYRUSSE, Aveyron, cant. Montbazers, arr. Villefranche, 86.
- PIOLENC, Vaucluse, cant. et arr. Orange, (13), 120 (123).
- PIONA, Italie, 146.
- PLAISANCE, Italie, 146, 163.
- POMMIERS, Loire, cant. Saint-Germain-Laval, arr. Roanne, 156.
- PONT-A-MOUSSON, Meurthe, arr. Nancy, 58.
- PONT-AUDEMER, Eure, 58.
- PONTAULT, Seine-et-Marne, arr. Melun, cant. Tournan, 8.
- PONT-AUX-MOINES, Loiret, com. Mardié, cant. et arr. Orléans, 56.
- PONTCHARAUD, Creuse, comm. Saint-George-Nigremont, cant. Crocq, arr. Aubusson, 92.
- PONTEFRAC, Angleterre, Yorkshire, 151.
- PONTIDA, Italie, prov. et arr. Bergame, 146, 164.
- PONTOUX, Saône-et-Loire, cant. Verdun-sur-Saône, arr. Chalon-sur-Saône, 12.
- PONTPOINT, Oise, arr. Senlis, cant. Pont-Sainte-Maxence, 6, 95, 122.
- PONT-SUR-SAONE, Haute-Saône, arr. Vesoul, 119.
- PONT-SUR-SORGUE, Vaucluse, cant. Bédarrides, arr. Avignon, 109.
- PORESSAC, non identifié, 103.
- POUILLY, Loire, cant. Feurs, arr. Montbrison, (13).
- POUILLOUX, Saône-et-Loire, cant. La Guiche, arr. Charolles, 53.
- PRADS, Basses-Alpes, arr. Digne, cant. La Javie, 159.
- PRESSY-SOUS-DONDIN, Saône-et-Loire, cant. Saint-Bonnet-de-Joux, arr. Charolles, 34.
- PRINGY, Seine-et-Marne, cant. et arr. Melun, 127.
- PRISSÉ, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34.
- PRITTLEWELL, Angleterre, Essex, 151.
- PROVAGLIO, Italie, prov. Brescia, 146, 166.
- QUINCIEY, Saône-et-Loire, com. Prissé, cant. et arr. Mâcon, 34.
- QUINZANO, Italie, Quinzano d'Oglio, prov. Brescia, arr. Verolanuova, 146.
- RAVEAU (étangs de), Nièvre, cant. La Charité, arr. Cosne, 55.
- RÉ (île de), Charente-Inférieure, arr. La Rochelle, 57.
- REIGNAC, Charente, cant. Baignes, arr. Barbezieux, (35).
- REUIL-EN-BRIE, Seine-et-Marne, cant. La Ferté-sous-Jouarre, arr. Meaux, 8, 60.
- REUIL, près Gandelu, Aisne, cant. Neuilly-St-Front, arr. Château-Thierry, 108.
- REZIN, non identifié, 34.
- RIEUX, Oise, comm. de Tillé, cant. Nivillers, arr. Beauvais, 6, 35, 38.
- RIVEAU, peut-être Le Rivaut, Yonne, comm. Egriselles-le-Bocage, cant. et arr. Sens, 92.
- RIVES, Haute-Loire, comm. Cayres, arr. Le Puy, 155.
- ROCHE (manse), non identifié, 76.
- ROCHEFORT, Rhône, comm. Saint-Martin-en-Haut, cant. Saint-Symphorien-sur-Coise, arr. Lyon, 54.
- RODONGO, Italie, prov. et arr. Brescia, 146.
- RODOBIO, Italie, 146.
- ROINVILLE, Eure-et-Loir, cant. Auneau, arr. Chartres, 54, 105, 113.
- ROISSY, Seine-et-Oise, cant. Gonesse, arr. Pontoise, 8.
- ROMAINMOTIER, Suisse, cant. Vaud, 22, 36, 59, 60, 85, 86, 87, 109, 110, 114.
- ROMANS, Ain, cant. Châtillon-sous-Chalaronne, arr. Trévoux, (13).
- ROMPON, Ardèche, cant. La Voulte, arr. Privas, 163, 164.
- ROSENAC, Charente, cant. La Valette, arr. Angoulême (45) (140).
- ROSAY, Savoie, comm. Mont-Denis, cant. et arr. Saint-Jean-de-Maurienne, 12.
- ROSNAY, Vendée, cant. Mareuil, arr. La Roche-sur-Yon, 160.
- ROSSET, non identifié, 35.
- ROZIER, Loire, cant. Saint-Bonnet-le-Château, arr. Montbrison, (118), 154.
- RUFFEY, Saône-et-Loire, comm. et cant. de Sennecey-le-Grand, 6, 35, 41, 46, 79, 117.

- RUMILLY-LE-COMTE, Pas-de-Calais, cant. Hucqueliers, arr. Montreuil-sur-Mer, 158.
- RUSSILLY, Saône-et-Loire, com. Givry, arr. Châlons-sur-Saône, 34, 35.
- SAILLEVILLE, Oise, comm. Laigneville, cant. Liancourt, arr. Clermont, 96.
- SAILLY, Saône-et-Loire, comm. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 34.
- SAINT-ALBAN-DE-BALE, Suisse, comm. Bâle, 156, 162.
- SAINT-AMANS, Aveyron, comm. Camboulazet, cant. Naucellie, arr. Rodez, 164.
- SAINT-ANDRÉ-DE-CYRONIA, Espagne, 126.
- SAINT-ANDRÉ-DE-LIDON, Charente-Inférieure, cant. Gemozac, arr. Saintes, 91.
- SAINT-ANDRÉ-DE-ROSANS, Hautes-Alpes, cant. Rosans, arr. Gap, (120), 167.
- SAINT-AULAIS, Charente, cant. et arr. Barbezieux, (35).
- SAINT-BERTIN, Pas-de-Calais, comm. de Saint-Omer, (9) (20), 34, 43, 44, 48, 49, 57, 66, 94, 105, 109, 133.
- SAINT-BONNET, Charente, cant. et arr. Barbezieux, (35).
- SAINT-BONNET-DE-JOUX, Saône-et-Loire, arr. Charolles, 34.
- SAINT-BRICE, Seine-et-Oise, cant. Ecouen, arr. Pontoise, 108.
- SAINT-CHRISTOPHE-EN-HALATTE, Oise, comm. Fleurines, cant. Pont-Sainte-Maxence, arr. Senlis, 6, 13, 23, (32), 38, 47, 81, 82, 92, 95, 99, 102, (107), 108, 117, 122. (Forêt), 47, 53.
- SAINT-CHRISTOPHE-LA-MONTAGNE, Rhône, cant. Monsol, arr. Villefranche-sur-Saône, 34.
- SAINT-COME-DU-MONT, Manche, cant. Carentan, arr. Saint-Lô, 140.
- SAINT-DENIS, Loire, Saint-Denis-sur-Coise, cant. Saint-Galmier, arr. Montbrison, 63.
- SAINT-EUTROPE-DE-SAINTES, Charente, comm. Saintes, 91, 160.
- SAINT-FIRMIN, Hautes-Alpes, arr. Gap, 8.
- SAINT-FLOUR, Cantal, 118, 135, 154.
- SAINT-FOLQUIN, Pas-de-Calais, cant. Audruicq, arr. Saint-Omer, 109.
- SAINT-GELAIS, Deux-Sèvres, cant. et arr. Niort, 71.
- SAINT-GENGOUX-LE-NATIONAL, Saône-et-Loire, arr. Mâcon, 43, 66.
- SAINT-GENGOUX-DE-SCISSÉ, Saône-et-Loire, cant. Lugny, arr. Mâcon, 34.
- SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE, Charente-Inférieure, cant. Saujon, arr. Saintes, 118, 161.
- SAINT-GEORGES-DE-RENEINS, Rhône, cant. Belleville-sur-Saône, arr. Villefranche, 56 (123).
- SAINT-GERMAIN-D'AUXERRE, Yonne, comm. Auxerre, (24).
- SAINT-HIPPOLYTE, Saône-et-Loire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 43, 55, 63, 65.
- SAINT-ISIDORE (Espagne), 158, 166.
- SAINT-JEAN-EN-VAL, Puy-de-Dôme, cant. Sauxillanges, arr. Issoire, 34.
- SAINT-LAURENT-DES-ORGERILS, Loiret, hors les murs d'Orléans, 123.
- SAINT-LÉGER-EN-MÂCONNAIS, Saône-et-Loire, comm. de Châteauneuf, cant. Cluny, arr. Mâcon, 10, 41, (123), 158.
- SAINT-LÉONOR, Saint-Léonor de Beaumont, Seine-et-Oise, cant. l'Isle-Adam, arr. Pontoise, 62, 116.
- SAINT-MARCEL-DE-CHALON, Saône-et-Loire, cant. et arr. de Chalon-sur-Saône, 9, 11, 13, 34, 75, 76, 80, 82, 117 (156).
- SAINT-MARCEL-DE-DIE, Drôme, comm. Die, (155).
- SAINT-MARCEL-LES-SAUZET, Drôme, cant. Marsanne, arr. Montélimar, 110, 164.
- SAINT-MARCELLIN-DE-CRAY, Saône-et-Loire, cant. La Guiche, arr. Charolles, 34.
- SAINT-MARTIN-DE-FROMESTA, Espagne, 125.
- SAINT-MARTIN-DE-SALENCÉ, Saône-et-Loire, cant. La Guiche, arr. Charolles, 34.
- SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS, Seine, comm. Paris, (9), 14, 23, 28, 35, 36, 38, 47, 49, 50, 51, 54, 55, 58, 62, 71, 72, 82, 85, 94, 98, 99,

- 105, 107, 108, 116, 120, 122, 125, 129, 131, 132, 140.
- SAINT-MARTIN-LA-PATROUILLE, Saône-et-Loire, cant. La Guiche, arr. Charolles, 34.
- SAINT-MARTIN-LE-PAUVRE, peut-être. Saint-Martin-en-Bresse, Saône-et-Loire, arr. Châlons-sur-Saône, 99.
- SAINT-MAYOL-DE-PAVIE, Italie, Pavie, 125, 146.
- SAINT-MÉDARD, Charente-Inférieure, cant. Montlieu, arr. Jonzac, 121, 129.
- SAINT-MICHEL (noyeraie de), Lot-et-Garonne, comm. Dolmayrac, cant. Sainte-Livrade, arr. Villeneuve-sur-Lot, 46.
- SAINT-MICHEL-DE-LA-GUIERCHE, Indre-et-Loire, comm. Langeais, arr. Chinon, 99.
- SAINT-MONT, Gers, cant. Riscle, arr. Mirande, 7, 13 (32), 33, 38, 52, 61, 64, 98, 102, 103, 105, 115.
- SAINT-NICOLAS-DE-GRAVES. Voy. GRAVES.
- SAINT-ORENS-D'AUCH, Gers, comm. Auch, 137.
- SAINT-PALAIS, Charente-Inférieure, cant. Montlieu, arr. Jonzac, 160.
- SAINT-PIERRE-D'ALLEVARD, Isère, cant. Allevard, arr. Grenoble, (123) (155).
- SAINT-PIERRE-DE-CALAIS, Pas-de-Calais, comm. Calais, 109.
- SAINT-PIERRE-DE-LANQUES, Saône-et-Loire, comm. Péronne, cant. Lugny, arr. Mâcon, 123.
- SAINT-PIERRE-LA-BRUYÈRE, Orne, cant. Nocé, arr. Mortagne-sur-Huine, 109.
- SAINT-POINT, Saône-et-Loire, cant. Tramayes, arr. Mâcon, 34.
- SAINT-PRY-DE-BÉTHUNE, Pas-de-Calais, comm. Fouquières-lès-Béthune, cant. et arr. Béthune, 133.
- SAINT-RÉMY-DE-CHARGNAT, Puy-de-Dôme, cant. Sauxillanges, arr. Issoire, 34.
- SAINT-SATURNIN-DU-PONT, Gard, comm. Pont-Saint-Esprit, arr. Uzès, 135, 142, 158.
- SAINT-SAULVE DE VALENCIENNES, Nord, cant. et arr. Valenciennes, 139, 140.
- SAINT-SÉBASTIEN, Isère, Saint-Sébastien de Cordiac, comm. Morges, cant. Mens, arr. Grenoble, (155).
- SAINT-SYMPHORIEN-AU-BOIS, Belgique, auj. Saint-Séverin-en-Condroz, cant. Nandrin, (149).
- SAINT-TAURIN (faubourg de Châlon), Saône-et-Loire, comm. Châlon-sur-Saône, 55.
- SAINT-ULRICH, al. Zell, Allemagne, Bade, en Forêt-Noire, 150.
- SAINT-VICTOR D'AUXOUX, Rhône, comm. Monsol, arr. Villefranche, (123).
- SAINT-VICTOR DE GENÈVE, Suisse, comm. Genève, 165.
- SAINT-VINCENT-DES-PRÉS, Saône-et-Loire, cant. Cluny, arr. Mâcon, 34.
- SAINT-YTHAIRE, Saône-et-Loire, cant. Saint-Gengoux-le-National, arr. Mâcon, 34.
- SAINT-ZOYLE. Voy. CARRION, Espagne.
- SAINTÉ-COLOMBE, Espagne, 126.
- SAINTÉ-EULALIE, Aube, comm. Urville, cant. et arr. Bar-sur-Aube, 158.
- SAINTÉ-MARGUERITE D'ELINCOURT, auj. Elincourt-Sainte-Marguerite, Oise, cant. Lassigny, arr. Compiègne, 130, 158.
- SAINTÉ-MARGUERITE en Champagne. Voy. MERGEY.
- SAINTÉ-MARGUERITE DE MARGERIE. Voy. MARGERIE-HANCOURT.
- SALAMANQUE, Espagne (123).
- SALAS, non identifié, 54.
- SALINS, Jura, arr. Poligny, 59.
- SALLES, Rhône, cant. de Villefranche-sur-Saône, 159.
- SALPERWICK, Pas-de-Calais, cant. et arr. Saint-Omer, 66.
- SAN PAOLO DE ARGONO, Italie, prov. Bergame, comm. Buzzone San-Paolo, 146.
- SANTO COLOMBANO, Italie, comm. Milan, 146.
- SANTO GABRIELE, Italie, 146.
- SANTO MARCO, Italie, 146.
- SANTOURILLE, 111.
- SAUXILLANGES, Puy-de-Dôme, arr. Issoire, 6, 27, 34, 36, 37, 39, 46 (50), 53, 62, 64, 70, 75, 76, 88, 93, 154.
- SAVIGNEUX, Ain, cant. Saint-Trivier-sur-Moignans, arr. Trévoux, 126.

- SAVIGNY, Rhône, cant. de l'Arbresle, arr. Lyon, (32), 53.
- SAVIGNY-SUR-ORGE, Seine-et-Oise, arr. Corbeil, cant. Longjumeau, 42, 55.
- SÉEZ, Eure, cant. Conches, arr. Evreux, 42.
- SELOGNY, non identifié, 34.
- SEN LIS, Oise, 6.
- SENNECÉ-LÈS-MÂCON, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34.
- SENNECEY, Saône-et-Loire, arr. Châlon-sur-Saône, 12, 34.
- SENOZAN, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 56.
- SERVIGNY, Saône-et-Loire, com. Saint-Christophe-en-Bresse, cant. Saint-Germain-du-Plain, arr. Châlon-sur-Saône, 12.
- SEVRAN, Seine-et-Oise, cant. Gonesse, arr. Pontoise, 129.
- SIVIGNON, Saône-et-Loire, cant. Saint-Bonnet de Joux, arr. Charolles, 34.
- SÖLDEN, Allemagne, Bade, Cercle Fribourg-en-Brisgau, 135.
- SOLUTRÉ, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34.
- SOUVIGNY, Allier, arr. Moulins, 36, 144 (149), 164.
- SUIN, Saône-et-Loire, cant. Saint-Bonnet-de-Joux, arr. Charolles, 34.
- TALANT, Côte-d'Or, cant. et arr. Dijon, 134.
- TAULET, non identifié, 104.
- TEGIS, al. Cemuno, Espagne, 146.
- TELLECY, peut-être Tellecey, Côte-d'Or, cant. Pontailler-sur-Saône, arr. Dijon, 53.
- THETFORD, Angleterre, Norfolk, 138, 151.
- THIERS, Puy-de-Dôme, 150, 155.
- THIZY, Rhône, arr. Villefranche, 42, 159.
- TILLOUZET, Saône-et-Loire, sur les limites de Massilly et Taizé, cant. Cluny, arr. Mâcon, 46.
- TORCY, Seine-et-Marne, cant. Lagny, arr. Meaux, 8, 120.
- TOSSAGL (?), non identifié, 118.
- TOUGET, Gers, cant. COLOGNE, arr. Lombez, 158.
- TOURS-SUR-MARNE, Marne, cant. Aÿ, arr. Reims, (140), 158, 166.
- TRIVY, Saône-et-Loire, arr. et cant. Mâcon, 34.
- TROUHANS, Côte-d'Or, cant. Saint Jean-de-Losne, arr. Beaune, 108.
- VALBONNAIS, Isère, arr. Grenoble, (149).
- VAL-DE-MACY, non identifié, 111.
- VAL-DE-SOISY, Seine, comm. Montreuil, cant. Vincennes, arr. Sceaux, 23.
- VALLAVERDE, Espagne, prov. Léon, 166.
- VARANGES, Côte-d'Or, cant. Genlis, arr. Dijon, 11, 61.
- VARENNES, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34.
- VARRION (Saint-Jean-Baptiste), non identifié, (123).
- VAUCLUSE, Doubs, cant. Maiche, arr. Montbéliard, 137.
- VAUX, non identifié, 53, 100, 118.
- VAUX SUR POLIGNY, Jura, cant. et arr. Poligny, 148.
- VAUX-DE-NARCY, Nièvre, comm. Narcy, cant. La Charité, arr. Cosne, 91, 92.
- VENDEUVRE, Aube, arr. Bar-sur-Aube, (123) (140), 144, 157, 167.
- VENEUZE, Saône-et-Loire, comm. d'Etrigny, cant. Sennecey, arr. Châlon-sur-Saône, 75.
- VENTADOUR, Corrèze, comm. Moustier-Ventadour, cant. Egletons, arr. Tulle, 164.
- VERCEIL, Italie, prov. Novare, 146.
- VERGISSON, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34.
- VERGY, Côte-d'Or, auj. Saint-Vivant-sous-Vergy, com. Curtil-Vergy, cant. Gevrey-Chambertin, arr. Dijon, (140), 159.
- VERLAINE (moulin), Charente-Inférieure, comm. Saint-Médard, cant. et arr. Jonzac, 71.
- VERVILLE, auj. La Verville, Seine-et-Oise, comm. Mennecy, cant. et arr. Corbeil, 100.
- VERZÉ, Saône-et-Loire, cant. et arr. Mâcon, 34.
- VERZIANO, Italie, prov. et com. Bergame, 146.
- VÉZELAY, Yonne, arr. Avallon, 143.
- VIGNOL, Nièvre, cant. Tannay, arr. Clamecey, 35.
- VILARS-MAROLS, non identifié, 76.
- VILLAFRANCA, Espagne, dioc. d'Astorga, 166.
- VILLEMENEUX, Seine-et-Marne, comm. Brie-Comte-Robert, arr. Melun, 102.
- VILLEMÉTRIE, Oise, comm. Senlis, 23, 95, 99.

- VILLENEUVE-LE-ROI, Oise, cant.
Méru, arr. Beauvais, 102.
- VILLEPINTE, Seine-et-Oise, cant.
Gonesse, arr. Pontoise, 8.
- VILLERET, Loire, cant. et arr.
Roanne, 53, 56.
- VILLIERS-ADAM, Seine-et-Oise,
cant. l'Isle-Adam, arr. Pon-
toise, (32).
- VINDECY, Saône-et-Loire, cant.
Marcigny, arr. Charolles, 120.
- VINZELLES, Saône-et-Loire, cant.
et arr. Mâcon, 34.
- VITRY, *auj.* Vitry-le-François,
Marne, 121.
- VIZILLES, Isère, arr. Grenoble,
166.
- VOISINS, Seine-et-Oise, cant. Che-
vreuse, arr. Rambouillet, 102.
- WAHAGINE, non identifié, 110.
- WARNETON, Nord, cant. Ques-
noy-sur-Deule, arr. Lille, 116.
- WENLOCK, Angleterre, Shrops-
hire, 138, 151.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

- ADAM LE MÉCHAIN, 116.
 AGIN, évêque d'Autun, vers 1055, † 25 juin 1098, 121.
 AGNÈS, fille d'Amaury III, comte de Montfort, femme de Gale-
 ran II, 58.
 AGNÈS, fille d'Otton, comte de
 Mâcon, mariée d'abord à Guil-
 laume le Grand, comte de Poi-
 tiers, ensuite à Geoffroy Mar-
 tel, comte d'Anjou, 84.
 AIMERY II DE CHASLUS, arche-
 vêque de Ravenne, puis évêque
 de Chartres, cardinal du t. des
 saints Sylvestre et Martin-aux-
 Monts, légat, † 1349, prieur com-
 de Souvigny, 164.
 ALBANO (cardinal d'). Voy. Ni-
 colas Brancaccio.
 ALEXANDRE III, pape (1159-
 1181), 20, 60, 109.
 ALEXANDRE IV, pape (1254-
 1261), 51, 146.
 AMÉDÉE DE SALUCES, év. de Va-
 lence et Die, cardinal-diacre du
 t. de Sainte-Marie-Neuve, † 28
 juillet 1419, 165.
 ANCELIN DE VITRY, 103.
 ANDRÉ DE COLEURS, comman-
 deur du Temple, 108.
 ANGE ACCIAIUOLI, archevêque de
 Florence, cardinal-prêtre du
 t. de Saint-Laurent in Damaso,
 puis évêque d'Ostie, chancelier
 de l'église romaine, † en 1407,
 165.
 ANSEAU DE GARLANDE, 8.
 ANTOINE DE CHALANTO, chance-
 lier du comte de Savoie, cardi-
 nal-diacre du t. de Sainte-Marie
in via laia (9 mai 1404), puis
 le 19 mars 1412 card.-prêtre
 du t. de Sainte-Cécile, † Lau-
 sanne, 4 sept. 1418, 165.
 ARAGON (roi de). Voy. Pierre III,
 roi d'Aragon.
 ARCHAMBAUD DE LAMENAY, 41.
 AUCH (cardinal-archevêque). Voy.
 Jean IV d'Armagnac.
 AUTUN (évêque d'). Voy. Agin.
 AUXERRE (official d'), 90.
 BARTHÉLEMY FOURNIER, 23.
 BÉATRICE, abbesse de Saint-
 Rémi-au-Bois, 23.
 BÉATRIX DE ROCHEFORT, femme
 de Dreux de Pierrefonds, 116.
 BENOIT XII, pape (1335-1342),
 136.
 BENOIT XIII, antipape (1409-
 1423), 143.
 BERLIÈRE (Dom), (49) (143), 154,
 158.
 BERNARD, (33).
 BERNARD III, comte d'Armagnac
 vivant en 1103, 115.
 BERNARD DE VERGY, 42.
 BERTRAND CARITI, 142.
 BERTRAND DES BORDES, évêque
 d'Albi, cardinal du t. des ss.
 Jean et Paul, † en 1311, 143.
 BERTRAND 1^{er} DE COLOMBIER,
 abbé de Cluny (1295-1308), 49,
 86, 142.
 BLOCH (Marc), 2, 16, 46.
 BLANCHE DE CASTILLE, reine de
 France (1187-1252), 142.
 BONIFACE VIII, pape (1294-1303)
 140, 142, 144, 146.
 BOUCHARD IV de Montmorency,
 vivant en 1124, 116.
 BOUCHARD ROILLEROSTRE, 98.
 BOURGOGNE (duc de), 66.
 BRABANT (duc de). Voy. Jean III,
 duc de Brabant.
 CHALANTO (cardinal de). Voy.
 Antoine de Chalanto.

- CHARTRES (cardinal de). Voy. Aimery II de Chaslus.
 CLARENTINI (société des), 147.
 COLONNA, famille romaine, 142.
 COLONNA (cardinal). Voy. Jean Colonna.
 COULTON, 154.
 DELISLE (Léopold), 53.
 DIDIER, évêque de Thérrouane (1169), résigne en 1179, † en 1194, 109.
 DILLAY (M^{re}), 87.
 DREUX DE PIERREFONDS, 116.
 DURAND, prévôt de Berzé, 85.
 EBAL, co-sgr de Gumœns, 110.
 EBRARD IV, sire du Puiset, 114.
 EGGER (Bonaventura), 60, 61, 63.
 ETIENNE D'AIX, 93.
 ETIENNE DU PERCHE (1220), 109.
 ETIENNE TROUSSEBOIS, prieur de Saint-Christophe-en-Halatte, 93.
 EUDES III, duc de Bourgogne (1193-1218), 115.
 EUDES I^{er}, prieur de Saint-Martin-des-Champs, 110.
 EUDES ARPIN, ancien vicomte de Bourges, prieur de La Charité (1107), 116.
 EUDES, barbier de Saint-Martin-des-Champs en 1263, 131.
 FAIRON (E.), 48.
 FLETA (ia), (3).
 FLORENCE (archevêque de). Voy. Ange Acciaiuoli.
 FRANCE (roi de). Voy. Philippe IV.
 FRÉDAL, abbé de Moissac, 142.
 GALERAN II, comte de Meulan, † moine à Préaux en avril 1166, 58, 60, 116.
 GARNIER BRISEBEC, 23.
 GAUCHER II DE SALINS, † 1084, 59.
 GAUCHER IV DE SALINS, † août 1219, 115.
 GAUTHIER DE SALINS (1100), 59.
 GÉNESTAL (Robert), 19, 20.
 GEOFFROY, évêque de Senlis, † 1214, 71, 105.
 GEOFFROY, prieur de Saint-Maycl de Pavie, 125.
 GERVAIS I^{er} DE CHATEAUNEUF (en Thimerais), 116.
 GRÉGOIRE V, pape (996-999), 109.
 GRÉGOIRE IX, pape (1227-1241), 131, 139.
 GUI DE NEUFVILLE, évêque de Saintes (24 avril 1296), 7 avril 1312, 121.
 GUI I^{er}, comte de Ponthieu (1053-1100), 58.
 GUI BAILLET, moine de Saint-Pry-lès-Béthune, 133.
 GUICHARD IV, sire de Beaujeu (1193-1216), 115.
 GUILLAUME II DE CLÉRIEU, abbé de Saint-Félix de Valence, 115.
 GUILLAUME III, duc d'Aquitaine, † 951, 57.
 GUILLAUME III de France, abbé de Cluny (1289-1295), 163.
 GUILLAUME, prieur de Saint-Pry-lès-Béthune, 133.
 GUILLAUME, doyen de Péronne, 94.
 GUILLAUME DE LUXY, 87.
 GUILLAUME DE VILLEFIX, chevalier, 99.
 GUILLAUME JOIRAN, 105.
 GUILLAUME LE MAIRE DE BERGUENEUSE, 105.
 GUILLAUME PERETI, cardinal, prieur comm. de Saint-Marcel-lès-Sauzets, 164.
 HAIGNERÉ (D.), 95.
 HAINAUT (comte de). Voy. Jean d'Avesnes.
 HALPHEN (L.), 75.
 HÉLIE, prieur de Saint-Denis-de-la-Chartre, (24).
 HENRI I^{er}, roi de France, 60.
 HENRI II, roi d'Angleterre (1154-1189), 115.
 HENRI, dauphin du Viennois, évêque de Passau (3 juin 1317), régent du Dauphiné (1319), évêque de Metz (4 mai 1319), résigne 1325, baron de Montauban, teste le 17 mars 1329, 144.
 HENRI II, duc de Normandie, comte d'Anjou et du Maine, roi d'Angleterre, † 6 juillet 1189, 40.
 HENRI, évêque de Winchester, HENRI DE BLOIS, évêque de Winchester (17 nov. 1129), † le 8 août 1171, 147.
 HENRI MOUREAU, 99.
 HENRI DE CHABLIE, damoiseau (1278), 86.
 HENRI SANGLIER, archevêque de Sens (déc. 1122), † 10 janvier 1142, 122.
 HERBERT, prieur de Gournay, 99.

- HONORIUS III, pape (1124-1130), 143.
- HUGUES I^{er} DE SEMUR, abbé de Cluny (1049-1109), 61, 85, 105.
- HUGUES V D'ANJOU, abbé de Cluny (1199-1207), 130, 142.
- HUGUES, comte de Chalon, évêque d'Auxerre, † le 4 nov. 1039, 45.
- HUGUES, fils du comte de Valence, 84.
- HUGUES DE VALLERINOSA, moine de Cluny, procureur de l'ordre, 147.
- HUMBERT II, dernier dauphin du Viennois (1333-1344), 144.
- HUMBERT DE SALINS (1130), 59.
- INNOCENT III, pape (1198-1216), 143.
- INNOCENT IV (1243-1254), pape.
- JACQUELIN, maire de toutes les terres de Saint-Martin-des-Champs, 129.
- JACQUEMETTE DE SEYSEL, dame de Mont, 87.
- JACQUES II, roi d'Aragon, roi de Sicile (1285-1296), 144.
- JACQUES KIEL, 111.
- JEAN XI, pape (931-936), 109.
- JEAN II LE BON, roi de France, 144.
- JEAN IV D'ARMAGNAC, évêque de Mende (1387), archevêque d'Auch (1390), cardinal, † après le 20 novembre 1409, 165.
- JEAN III, duc de Brabant (1312-1355), 144.
- JEAN III DE BOURBON, abbé de Cluny (1456-1481), 152, 165.
- JEAN D'AVESNES, comte de Hainaut (1280-1304), 139.
- JEAN DE MALLEAU, prieur de Longpont, 142.
- JEAN DE MOURELLE, prieur de Breuil, 126.
- JEAN DE ROCHEFORT, évêque de Langres (23 juil. 1295), † 1305, 121.
- JEAN, comte de Salins (1237-1267), 60.
- JEAN I^{er}, prieur de Saint-Martin-des-Champs, (24), 94.
- JEAN, maire de Noisy, 129.
- JEAN DE BRIE, (3).
- JEAN COLONNA, archiprêtre du Latran, cardinal-diacre du t. Saint-Ange, † 3 juillet 1348, prieur comm. de Pontida, 164.
- JEAN DE CORROBERT, 105.
- JEAN DE NIELLES, 57.
- JEAN DE POYE, 23.
- JEAN DE TROYES, 99.
- JEAN-LE-GRUYER DU PLESSIS, 102.
- JOACHIM DE VITRY, 91.
- JOCERAND, seigneur de Brancion, 55.
- JOSSERAND MERLE, 64.
- LANGRES (évêque de). Voy. Jean de Rochefort.
- LIMOGES (Vte de), 61.
- LINCOLN (évêque de). Voy. Robert Grosse-Teste.
- LOUIS D'OUTRE-MER, roi de France, 56.
- LOUIS I^{er} DE FLANDRE, comte de Nevers (1280-1322), 118.
- LOUIS VII, roi de France, 55.
- LOUIS IX, roi de France, 142.
- LOUIS XI, roi de France, 40.
- LOUIS DE SAVOIE, seigneur de Vaud, 114.
- LUCIUS III, pape (1181-1185), 8, 60.
- MARTIN (Olivier), (23).
- MARTIN IV, pape (1281-1285), 144.
- MATHIEU III, comte de Beaumont-sur-Oise (1174-1208), 62, 116.
- MATHIEU DE POIS, grenetier de l'abbaye de Saint-Bertin, 111.
- MAURIZIO (Dr), 32.
- MÉNAGIER DE PARIS (Le), (3).
- MICHEL DE BOULAERE, connétable de Flandre, 49.
- Milon, prieur de Chaux, 166.
- MINEURS, 22.
- MORINS (évêque des). Voy. Didier évêque de Thérouane.
- MOZORIO (les), 147.
- NEVERS (comte de). Voy. Louis I^{er} de Flandre.
- NICHAISE WIDOIT, 57.
- NICOLAS IV, pape (1288-1292), 139, 140, 141, 144.
- NICOLAS BRANCACCIO, cardinal du t. de Sainte-Marie au Trans-tévère, évêque d'Albano, chef de la chancellerie de Clément VII, † à Florence, le 29 juin 1412, 165.
- NICOLAS DE WABEM, 58.
- NICOLAS EMOND, 66.

- ODILON, abbé de Cluny (994-1049), 112.
 OLIVIER (Suzanne), 38, 47.
- PENESTRINA (cardinal de). Voy. Pierre IV des Prez.
- PERIGNY (cardinal de), prieur com. de Bort, 164.
- PH. DE CHAMPVAUX, 90.
- PHILIPPE 1^{er}, roi de France, 81.
- PHILIPPE IV LE BEL, roi de France, 118, 144.
- PHILIPPE, moine, mansionnaire et procureur de Cernobio, 159.
- PHILIPPE CARAFFA, archidiacre, puis évêque de Bologne, 28 sept. 1378, p. com. du prieuré de Saint-Grégoire de Plaisance, † 1389, 163.
- PHILIPPE DE CHAMPVOUX, 43.
- PILÉE DE PRATA, cardinal, archevêque de Ravenne, administr. de l'évêché de Viviers (juin 1387), se démet en fév. 1389, 165.
- PIERRE III, roi d'Aragon (1276), roi de Sicile sous le nom de Pierre 1^{er} (1282), 144.
- PIERRE 1^{er} DE BEYNAC, cardinal de Castres, prieur com. de Fontaines, † av. 1364, 164.
- PIERRE CAPOCCI, cardinal-diacre du t. de Saint-Georges-au-Velabre, † 20 mai 1259, 141.
- PIERRE II de Chastellux, abbé de Cluny (1322-1344), 142.
- PIERRE DE CRESCENS, (3).
- PIERRE DE LA TOUR, cardinal, prieur com. de Saint-Amans, 164.
- PIERRE DES BORDES, 143.
- PIERRE IV DES PREZ, archevêque d'Aix, vice-chancelier de l'église romaine, cardinal-diacre du t. Sainte-Pudentienne, év. de Palestrina, † 30 sept. 1361, 164.
- PIERRE LE COQ, 102.
- PIERRE LE VÉNÉRABLE, abbé de Cluny (1122-1158), 25 (32), 70, 111.
- PIERRE MORNAY, 109.
- PIERRE, prieur de Carrion, 125.
- PIERRE II, prieur de Gournay, 54.
- PIERRE SERRA, évêque de Catane, cardinal-diacre du t. de Saint-Ange *in Pisceria* (1397), † en 1404, 165.
- POWER, (144) (161).
- PROU (Maurice), 48.
- RAOUL 1^{er}, comte de Vermandois (1117-1151/2), 116.
- RAVEAU, 29.
- RAYMOND II de Cadoëne, abbé de Cluny (1400-1416), 142.
- RAYMOND, comte d'Amons, 59.
- RAYMOND de MONTBRAND, seigneur de Buissard, 47.
- ROBERT, médecin de Saint-Martin-des-Champs en 1263, 131.
- ROBERT II, comte de Flandre (1093-1111), 116.
- ROBERT DE SAINT-ETIENNE-AU-CELIUS (Robert de Courson, chanoine de Paris, cardinal-prêtre du t. de Saint-Etienne, † 1219), 143.
- ROBERT GROSSETESTE, évêque de Lincoln (3 juin 1235), † 9 octobre 1253, 138.
- RODOLPHE DU BOIS, 90.
- ROTRON II, comte du Perche (1144-1191), Mort au siège d'Acre, 114.
- ROUPNEL (Gaston), 46.
- SAINT-ANGE (Cardinal dè), Voy. Pierre Serra.
- SAINT-GEORGES AU VÉLABRE (cardinal du t. de). Voy. Pierre Capocci.
- SAINT-JUST DE LYON (obédiencier de) en 1278, 163.
- SAINT-OMER (bailli de), 66; (échevins de), 56, 57.
- SAINTES (évêque de). Voy. Gui de Neufville.
- SALINS (Comte de), 60.
- SALUCES (cardinal de). Voy. Amédée de Saluces.
- SANCHE GARSIE DE QUARENTEN, 81.
- SANCERRE (comte de), 91.
- SÉGUIN DE NEVERS, 41.
- SENS (archevêque de). Voy. Henri Sanglier.
- SICILE (roi de), voy. Jacques II, roi d'Aragon.
- SIMON IV, comte de Montfort, † 1218, 86.
- SIMON DE LA MOTE, 111.
- SNAPE, 151.
- SUGER, moine bénédictin, abbé de Saint-Denis, conseiller de Louis VI et de Louis VII, régent de

- France, 1147-9, † 13 janvier 1152, (3).
THIBAUT V, comte de Blois, sénéchal de France (1152), † au Siège d'Acre en 1191, 105.
TOURS (Concile de), 20.
VALOUS, (14) (34), (36) (39) (42) (46) (49).
VAN WERWEKE (Hans), (20), 21.
VAQUIER, 161.
VIVIERS (cardinal de). Voy. Pilée de Prata.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	I
INTRODUCTION.	1
 CHAPITRE PREMIER. — <i>Constitution de la fortune des établissements clunisiens</i> : I. Régime de la propriété clunisienne. — II. Formation du domaine foncier. — III. Emploi des capitaux . . .	
	5
 CHAPITRE II. — <i>La Mise en valeur de la terre</i> . — I. Les cultures et l'utilisation du sol : types d'assolement, céréales, vignes, prés, bois, cultures arborescentes, étangs, viviers, pêcheris, salines. — II. L'élevage : cheval, espèces ovine, bovine, porcine, âne, volaille.	
	25
 CHAPITRE III. — <i>Les Modes d'exploitation</i> . — I. Faire-valoir direct. — II. Tenures diverses : manse, courtil, colonge, bordelage, mesure, parcelles non qualifiées, précaires (mainfermes). — III. Fiefs. — IV. Baux divers : Complant, affermage des moulins à blé, accensement des moulins à foulon. Conventions de reconstructions, locations à court terme.	
	68
 CHAPITRE IV. — <i>Les revenus</i> . — I. Revenus tirés de la terre et des tenanciers : Redevances fixes en argent ou en nature, cens et oublies. Redevances proportionnelles à la récolte (champart). Dîmes. Tailles. Corvées. — II. Autres catégories de revenus : Foires et marchés. Péages. Droits de justice. Revenus tirés des églises. Placements.	
	97
 CHAPITRE V. — <i>Administration du temporel</i> . — I. Instruments de contrôle. — II. Agents d'administration. — III. Reddition des comptes.	
	124
 CHAPITRE VI. — <i>Les charges</i> . — I. Taxes levées sur les monastères. Impositions perçues au bénéfice de l'ordre, de l'abbé et de l'abbaye de Cluny, du Saint-Siège et des souverains laïques. — II. Emprunts et dettes.	
	134
 CHAPITRE VII. — <i>Situation matérielle des établissements clunisiens à la fin du Moyen Age (XIII^e-XV^e siècles)</i> . — I. Période de prospérité générale (XIII ^e -XIV ^e siècles). — II. Revers de fortune	

et ruine. Causes de ruine : calamités générales, tremblements de terre, famines, pilleries. Concessions à des personnes étrangères à l'ordre. Commer. de. Aliénations par les prieurs.	153
CONCLUSION	169
INDEX ALPHABÉTIQUE	171
TABLE DES MATIÈRES	

Vu le 7 novembre 1934.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris.*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris

S. CHARLETY.

ERRATA

Page	Alinéa	Ligne	Au lieu de	Lire
I	note 1		les ms. collections	les ms., collections
II		5	lat. s. 9879	lat. 9879
IV	note 1	2	l'auteur. archiviste	l'auteur, archiviste
VI	HERRGOTT	1	Marcquard	Marquard
VII	CALONNE	2	<i>Mémoires de la Soc. des Antiquaires...</i>	Mémoires de la Soc. des Antiquaires
X	LESNE	7	<i>temporal</i>	<i>temporel</i>
—	—	10	Mélanges Paul Fournier, [ajouter] Paris, 1929, in-8°,	
XII	RORIG	2	<i>Kieler Vortrage</i>	<i>Kieler Vorträge</i>
—	SACKUR	1	<i>Kirchlichen</i>	<i>kirchlichen</i>
XIII	UHLHORN	1	<i>Wirtschaftlichen</i>	<i>wirtschaftlichen</i>
—	—	2	<i>des Mönchstum</i>	<i>des Mönchstums</i>
—	WERMINGHOFF	1	<i>Wirtschaftstheoretischen</i>	<i>wirtschaftstheoretischen</i>
1	1	11-12	entrelprendre	entreprendre
—	—	13	satine	latine
2	1	9	de polyptiques	des polyptiques
3	2	3	suscita	suscitèrent
4	1	5	historiens	historiens,
—	4	5	d'un	d'une
6	1	3	ne dépassent	, ne dépassent
—	—	5	de nombreux courtils	, de nombreux courtils
—	2	2 et p. 13, 3, 2	titres de propriétés	titres de propriété
—	—	13	siècle	siècles
8	1	6	a Charité	La Charité
—	2	8	, au dit lieu	au dit lieu,
9	1	6	dépendancesu : n	dépendances : un
10	2	16	curtils	courtils
11	2	17	constater. par exemple	constater, par exemple
16	2	10	910, à 980	910 à 980,
17	3	2	incapables	incapable
20 n.10 et p. 21, l. 1 et n. 1			Van Werweke	Van Werveke
21	1	8	ajoute-t il	ajoute-t-il
—	1	10	semble pas.	semble pas,
—	—	13	occurence	occurrence
24	note 1	1 et 2	- [et], [à la fin des lignes 1 et 2 doivent descendre aux lignes 2 et 3]	
28	3	11	durable	arable
29	note 2	1	<i>firmum</i>	<i>fimum</i>
30	1	2	aux xii ^e	au xii ^e
—	3	6	en parties	en partie
31	4	2	<i>triticus</i>	<i>triticum</i>
32	1	2	ait eut	ait eu
—	note 2	9	Saint-Mont, reçoit	Saint-Mont reçoit
—	—	15	<i>titrici</i>	<i>trilici</i>
34	3	9	Eure	Eurre
38	3	1	ils la baillent	ils les baillent
40	2	9	<i>bladear</i>	<i>bladeara</i>
41	4	4	<i>villa i</i>	<i>villani</i>
42	1	1	aux Vallier	aux Valliers

<i>Page</i>	<i>Alinéa</i>	<i>Ligne</i>	<i>Au lieu de</i>	<i>Lire</i>
43	3	5	fussent	fussent
44	2	6	restés	restées
—	3	1-2	, l'esquisse.... temporaires,	l'esquisse.... temporaires
45	2	9	possédait	possédaient
47	4	2	, le droit	le droit
48	2	5	mise en forêt ».	« mise en forêt »).
49	1	3	Saint Bertin	Saint-Bertin
—	4	1	Qnand	Quand
50	1	14	réalisée	réalisé
—	note 9	2	tels	telles
51	1	11	Saint-Marcel de Chalon,	Saint-Marcel-de-Chalon
53	2, 3 et 149, 2, 8	8	peut être	peut-être
—	3	3	et dans	et, dans
54	note 9		fo LX, vo.	fo LX, vo.
55	2	2	du sol,	du sol
60	1	8	()	(2)
—	—	14	Henri I ^{er} roi	Henri I ^{er} , roi
62	3	7	Beaumont.	Beaumont,
64	3	12	Les regards si	Les regards, si
— n. 11, 65 n. 1 et 129 n. 2			Barbézieux	Barbezieux
71	1	8	()	(3)
—	2	2	constitués	constitué
—	2	5 et 7	sexterées	setérées
—	—	6	près	près
—	—	dern.	vins	vin
—	note 4	1 et 2	<i>facerunt.... domo</i>	<i>fecerunt.... dono</i>
77	3	dern.	étendues restreintes	étendue restreinte.
79	1	2	tenure, trouve-t-on	tenure trouve-t-on
—	3	4	deux (13).	deux (13),
81	2	7	<i>mansione</i>	<i>mansiones</i>
87	1	9	fourni	fournis
88	1	4	f t	fit
90	5	dern.	leur	lui
92	titre		AFFERMACE	AFFERMAGE
94	3	4	Châtre	Chartre
95	5	8	, par arpent	par arpent
—	note 1	2	213, 223	213-223
102	2	3	données	donnés
104		dern.	porc (9)	porc (9),
107	3	2-3	dîmes ci nous... dit	dîmes-ci, nous... dit,
—	4	7-8	préfèrent... mais	préfèrent..., mais,
—	note 1	1	les dîmes qui	les dîmes, qui
—	note 6	2	, à Balagny une : «	à Balagny une «
108	4	7 et 9	Gandelus	Gandelu
109	1	5	étant donné	étant donnés
111	3	2	ecclésiastiques	ecclésiastique
—	—	5	seigneurial.	seigneurial,
114	3	2	Au xi ^e ...	Aux xi ^e ...
115	3	4	pr fits	profits
116	3	1	Galleran	Galeran
117	note 4		<i>Actesdu Parlement</i>	<i>Actes du Parlement</i>
125	3	11	de vin, et	de vin et
126	2	5	(<i>coyta</i>)	(<i>coyta</i>)
—	1 ^{re} note	9	ou essuie-mains	— ou essuie-mains —
130...	3	3	aux... offices	aux... offices,
133	3	3	gérées	gérés
139	1	10	ayant constaté....., le bien	ayant constaté..... le bien
			fondé	fondé
140	1	1	à sont our	à son tour
—	note 3	1	Lihons-en Santerre	Lihons-en-Santerre
142		dern.	Sainte Potentiane	Sainte-Pudentienne

<i>Page</i>	<i>Alinéa</i>	<i>Ligne</i>	<i>Au lieu de</i>	<i>Lire</i>
148		dern.	— malgré	,malgré
—	note 8	1	Alkirch	Altkirch
149	note 4	1	, doit	doit,
150	2	3	l'aquelle	laquelle
151	1	14	Horskley,	Horkesley
—	—	24	Horksley	—
153	2	3	à désirer	à désirer,
155	note 11	1-2	1283, t'état	1283 l'état
—	—	3	monaslères	monastères
156	1	3	Pommier	Pommiers
—	—	5	Caderousse	Caderousse,
—	—	9	su	su
—	—	dern	pris	prises
—	2	3	, ainsi	ainsi
158		dern.	()	(8).
160	3	1	ruines	ruine
—	4	dern.	, furent	furent
—	6	7	moines	moine
162	1	1	l'ou	l'on
—	2	3	qui fut	, qui fut
163	2	3	1235	1253
164,3,4 et 184, col. 2, 28			Saint-Marcel-lès-Sauzets	Saint-Marcel-lès-Sauzet
—	3	av.-dern.	Pierre I	Pierre I ^{er}
—	—	—	a fait plus grave	a, fait plus grave,
166, 4, 13 et 182, col. 2, 3			Vizilles	Vizille
—	5	1	Tours sur-Marne	Tours-sur-Marne
169	1	2	a	ont
—	3	3	empêcha	, empêcha
173	CONDROZ, col. 2		Naudrin	Nandrin
179	SAINT-LAURENT		O léans	Orléans
184, col. 2	HENRI II, roi d'Angleterre		[à joindre à HENRI II, duc de Normandie]	
—	HENRI MOUREAU		[à placer avant HENRI SANGIER]	
185, col. 2		MOZORIO		MOZORO
186, col. 1	PILÉE DE PRATA		[à placer avant POWER]	
—	col. 2	SANCERRE (comte de)	[à placer avant SANCHE GARSIE]	
189		l. 9	pêcheris	pêcheries
190	TABLE DES MATIÈRES			189

IMPRIMERIE MODERNE
RENAULT ET C^{ie} — POITIERS
